

(N° 4)

Chambre des Représentants

SESSION DE 1924-1925.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1925..

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le Budget Général de l'État pour l'exercice 1925, en dix-huit projets de lois distincts.

Les Recettes et les Dépenses ordinaires font l'objet de quinze de ces projets.
Les trois autres se rapportent :

au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires,
au Budget des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix,
au Budget des Administrations de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Il s'y ajoute un dix-neuvième projet de loi portant le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Il n'y a plus de Budget du Ravitaillement. — Le Chemin de fer devient autonome.

Dans cette liste n'apparaît plus le Budget des Recettes et des Dépenses du Ravitaillement, service qui, à partir de 1925, sera supprimé en tant qu'organisme de l'État.

Quant au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, il aura dorénavant deux Budgets distincts faisant l'objet chacun d'une loi spéciale :

Celui de la Marine, des Postes et des Télégraphes, d'une part,
Celui des Chemins de fer, d'autre part.

Voir TABLE DES MATIÈRES à la fin du document.

Ce dernier Budget, à partir de 1925, ne constituera plus une partie du Budget général; il sera, conformément au projet de loi relatif à l'autonomie des chemins de fer, présenté séparément à la Législature.

L'autonomie ayant déjà été admise par la Chambre des Représentants à la quasi-unanimité des voix, le Gouvernement espère que le Sénat ne tardera pas, lui aussi, à consacrer cette réforme ⁽¹⁾.

C'est dans cette prévision et en vue d'appliquer, dès le commencement de l'année 1925, la comptabilité industrielle à la Régie du railway qu'il a cru nécessaire de proposer le Budget de celui-ci dans les conditions qui viennent d'être énoncées. A défaut d'en agir de la sorte, la mise en vigueur du nouveau régime devrait être retardée d'une année, alors que son adoption, vivement désirée, répond à un intérêt public ⁽²⁾.

Répartition des Budgets entre la Chambre et le Sénat.

Conformément à la pratique qui a prévalu depuis que l'initiative parlementaire en matière financière n'est plus réservée exclusivement à la Chambre des Représentants, les projets de Budgets ont été répartis entre les deux Assemblées législatives.

Pour 1925, le Gouvernement a adopté la répartition suivante :

Sénat :

Le projet de Budget de la Justice,

- Id. des Affaires Étrangères,
- Id. de l'Intérieur et de l'Hygiène,
- Id. des Colonies,
- Id. de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,
- Id. des Finances,
- Id. des Affaires Économiques,
- Id. des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix.

Chambre des Représentants :

Le projet de Budget des Voies et Moyens,

- Id. de la Dette publique,
- Id. des Dotations,
- Id. des Sciences et des Arts,
- Id. de l'Agriculture et des Travaux publics,
- Id. de la Défense Nationale,
- Id. de la Gendarmerie,
- Id. des Non-Valeurs et des Remboursements,
- Id. des Recettes et des Dépenses extraordinaires,
- Id. des Administrations de la Marine, des Postes et des Télégraphes.
- Id. des Recettes et des Dépenses pour ordre.

(1) Voir *Doc.* du Sénat, session de 1923-1924, n° 247.

(2) On trouvera page 60 des indications sur la façon dont se présentera le Budget de l'Administration des Chemins de fer.

BUDGET UNIQUE. — BUDGETS MULTIPLES.

On a souvent discuté du point de savoir si la présentation d'un projet de loi budgétaire unique n'était pas préférable à la présentation de projets de lois multiples.

Nous ne rouvrirons pas la controverse.

Nous nous bornerons à faire remarquer :

que la présentation simultanée de projets de lois multiples équivaut, pratiquement, à la présentation d'un projet de loi unique ;

que, d'autre part, le développement donné au présent Exposé permet aux Chambres de se faire aisément une idée générale de la situation budgétaire.

Il leur est loisible de le considérer comme formant le Budget unique et l'assimilation sera complète si elles chargent une seule commission d'examiner l'ensemble des propositions budgétaires à la lumière de l'Exposé général et de présenter un rapport global.

Pratiquement donc, notre système qui permet aux deux Chambres d'aborder en même temps la discussion des Budgets et d'en terminer plus rapidement l'examen, présente tous les avantages du Budget unique.

CARACTÉRISTIQUES DU BUDGET DE 1925.

Nous sommes revenus à la situation d'avant-guerre.

Le Budget de 1925 est un Budget d'aboutissement.

Au cours des dures années qui ont suivi la guerre, nous avons eu sans cesse l'impression de gravir une côte; aujourd'hui le plateau est atteint.

Sans doute, toute difficulté n'est pas écartée — nous le verrons — ⁽¹⁾, mais au moins la route est tracée et apparaît singulièrement plus aisée que celle que nous venons de quitter.

Désormais nos Budgets se présenteront sous un aspect à tous égards aussi favorable que ceux d'avant-guerre. Qu'ils portent la trace visible de la tourmente où nous avons failli périr, c'est fatal, mais nous avons su faire tout ce qu'il fallait pour en consolider un à un tous les points faibles.

D'où nous venons.

En 1921, la situation était réellement grave. On eut été fondé à en désespérer.

A côté d'un Budget ordinaire voté avec un déficit de 210 millions, nous avons un Budget extraordinaire comprenant près d'un milliard de dépenses improductives qu'il n'était justifié de couvrir par l'emprunt que parce qu'il eut été matériellement impossible d'agir autrement.

(1) Voir chapitre de la Dette, pp. 25 et suivantes.

Les impôts sur les revenus ne donnaient pas ce qu'on en attendait. Certains prétendaient qu'ils ne s'acclimateraient jamais.

Nous avons un Budget de Dépenses recouvrables comprenant outre les dépenses de réparation à effectuer au cours de l'année, la charge des emprunts nécessités par la carence de l'Allemagne et celle des pensions civiles et militaires nées de la guerre. En regard de 2,500 millions de dépenses, nous ne pouvions y inscrire que des recettes bien aléatoires à cette époque : les paiements du Reich.

Les recettes des régies, du chemin de fer notamment, étaient loin d'égaliser leurs dépenses. Dans l'ensemble, leur déficit atteignait 207 millions, dont près de 100 millions pour le Chemin de fer, sans parler de leurs dépenses extraordinaires.

Notre Budget est en équilibre.

Actuellement, au contraire, le Budget ordinaire est en équilibre.

Et cependant que de charges le grèvent !

Ce ne sont pas seulement les dépenses d'administration normale des divers Départements, qu'on pourrait appeler les frais généraux de la Nation.

Ce ne sont pas seulement les charges des emprunts contractés en vue d'une amélioration de l'outillage du pays.

Ce sont aussi les lourdes charges dérivant de la guerre : celles que les auteurs du Traité de Paix n'ont voulu ou n'ont pu admettre ; le retrait des marks en est l'exemple le plus frappant.

Celles surtout que le Traité imposait à l'Allemagne mais que nous avons dû assumer faute de paiements suffisants de réparations : les emprunts pour la reconstruction des régions dévastées, les pensions aux victimes civiles et militaires de la guerre.

Toutes ces dépenses — même celles qui n'ont dans leur essence qu'une vague analogie avec les dépenses ordinaires — sont cette fois entièrement couvertes par les recettes normales et permanentes de l'État.

Et comme on peut, cette année, compter que les dépenses recouvrables seront réellement alimentées par des paiements de réparations, on voit que, comme avant la guerre, nous n'aurons plus à envisager de recours au crédit que pour le financement de l'outillage et des travaux productifs prévus au Budget extraordinaire ou pour des opérations de conversion ou de consolidation.

C'était là, depuis quatre ans, l'unique but de nos efforts ; le but que dans sa déclaration du 18 mars dernier le Gouvernement, une fois de plus, mettait en évidence. Et maintenant que nous l'avons enfin saisi, ayons la sagesse de ne jamais relâcher notre étreinte. Ce résultat nous a trop coûté pour que nous nous exposions jamais à le laisser échapper.

LES BUDGETS ORDINAIRES.

Nous étudierons successivement :

Le Budget des Voies et Moyens,

Les Budgets d'administration,

Le Budget de la Dette publique,

Le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

Mais avant d'en aborder l'examen détaillé, donnons la balance générale de nos Budgets ordinaires sous forme d'un tableau d'ensemble.

Balance générale de l'Ordinaire.

DÉPENSES.	RECETTES.
Budget de la Dette publique . fr. 1,968,993,557 70	Impôts fr. 3,540,452,000 » ⁽¹⁾
Budgets d'Administration :	Autres recettes ordinaires . . 301 018,444 »
Dépenses ordinaires . . . 1,446,514,795 »	Recettes exceptionnelles . . 10 36,000 »
Dépenses exceptionnelles . . 169,157,505 »	Recettes compensatoires . . 319,901,044 »
Budget des Non-Valeurs et des Remboursements 451,955,200 »	
4,036,621,057 70	
Amélioration des traitements et revision des pensions . . . 210,000.000 »	
TOTAL. . . fr. 4,246,621,057 70	TOTAL. . . fr. 4,268,007,488 »
BONL. . . fr. 21,386,430 30	

L'équilibre est largement assuré.

LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Il atteint 4 milliards 268 millions¹ de recettes.

Un tel redressement implique évidemment une progression importante des ressources de l'État ⁽²⁾.

Celles-ci figurent au Budget des Voies et Moyens pour :

4,268 millions,

dont : recettes ordinaires 3,841 millions.
— exceptionnelles. 107 millions.

Parmi les recettes ordinaires, les impôts occupent une place prépondérante :

Les recettes fiscales atteignent, en effet. 3,540 millions.

Les autres recettes ordinaires 301 millions.

Le premier de ces chiffres comprend toutes les recettes des impôts existants. De plus, conformément à ce qui a été fait l'année dernière, il escompte le produit des impôts restant à voter par le Parlement, soit 120 millions.

(1) Y compris 120 millions attendus des projets d'impôts déposés en juin 1924 et non encore votés.

(2) Les variations en sens positif ou négatif de nos Voies et Moyens sont détaillées dans un tableau annexé au présent Exposé général (Annexe I).

**Il est nécessaire de voter les projets d'impôts déposés
en juin dernier.**

Nous ne doutons pas que les Chambres auront à cœur de voter dans le plus bref délai possible les projets qu'elles n'ont pas eu le temps de discuter avant les vacances. Ils sont indispensables pour assurer l'équilibre budgétaire finalement atteint, malgré la surcharge qu'imposeront les augmentations des traitements et des pensions à résulter du travail de péréquation actuellement en cours.

Ces nouveaux impôts n'ont qu'une importance relativement minime — 3 1/2 % — si on compare leur rendement probable, 120 millions, au produit des impôts existants.

Mais, hors du domaine étroit des chiffres, leur importance croit considérablement. Ils constituent, en effet, le clavier de faite, sans lequel notre édifice fiscal demeurerait incomplet et exposé pour un avenir prochain à de redoutables tentatives.

Achever cet édifice constitue un devoir pénible mais essentiel et devant lequel on ne peut hésiter : il s'agit d'assurer définitivement la sécurité de nos finances et la solidité de notre crédit.

Dans l'avenir, il ne faudra plus de nouveaux impôts.

Si les gouvernements de demain ne s'écartent pas de la politique que nous avons tracée, les impôts restant à voter doivent être les derniers.

Ils le doivent :

parce que désormais le Budget repose sur de solides assises et que les recettes prévues au Budget des Voies et Moyens de 1925 suffisent pour assurer tous les besoins, couvrir toutes les charges de l'État, si ces besoins et ces charges sont maintenus dans des limites normales;

parce que leur progression spontanée peut, dans l'avenir, procurer au Trésor la marge de recettes indispensables pour faire face au développement inéluctable des budgets de l'État qui, dans la civilisation moderne — qu'on le veuille ou non — est la rançon du progrès.

Ils le doivent surtout parce que l'effort consenti par le contribuable belge à la requête d'un Gouvernement condamné à demander des impôts et toujours plus d'impôts, sous peine de faillir à sa mission, ne doit pas être amplifié plus qu'il n'est strictement indispensable : l'impôt en lui-même est un mal que seule la défense d'intérêts supérieurs peut légitimer.

Faut-il, à cet égard, rappeler l'avis des experts réunis à la Conférence financière de Bruxelles en 1920?

« Tout pays — dit leur rapport — qui accepterait dans ses finances le principe du déficit budgétaire s'engagerait sur la pente dangereuse qui mène droit à la ruine. Pour échapper à ce danger, aucun sacrifice n'est trop lourd. »

C'est cette vérité évidente qui nous a tracé notre devoir et dicté notre politique.

Mais lorsque le déficit sera comblé — et il vous suffira d'un ultime et relativement léger effort pour qu'il en soit ainsi — le devoir change d'aspect : il consiste à veiller à ce que rien ne compromette cet équilibre si chèrement acquis.

L'effort du contribuable belge doit être mis en évidence.

L'effort dont nous venons de parler mérite d'être mis clairement en évidence, car il faut que les Belges, comme les étrangers, sachent quelle tâche formidable a été accomplie et trouvent dans l'importance même des sacrifices consentis des raisons de confiance dans la vitalité, dans le crédit et dans l'avenir de la Belgique.

Le tableau ci-dessous montre la progression continue, au cours de ces dernières années, des recettes fiscales prévues au Budget des Voies et Moyens. Il n'y est pas fait état, on le comprendra, des impôts spéciaux sur les bénéfices de guerre et les bénéfices exceptionnels.

RECETTES FISCALES (1).

(En millions de francs).

	Évaluations budgétaires.							
	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Contributions directes	75	101	610	679	717	723	946	1,240
Droits de douanes	72	93	208	211	260	384	425	589
Droits d'accises	118	43	149	222	245	260	353	468
Droits d'enregistrement, timbre, succession, hypothèques, etc. . .	86	133	290	304	605	644	1,064	1,243
TOTAL GÉNÉRAL	351	370	1,287	1,416	1,827	2,011	2 788	3,540

Si l'on pose par définition les chiffres de 1913 égaux à 100, la progression est encore plus frappante.

RECETTES FISCALES (1).

(En pour cent par rapport à 1913).

	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Contributions directes	100	134.7	833.3	905.3	938.6	964	1,261.3	1,633.3
Droits de douanes	100	129.2	248.8	293.1	373.6	538.8	598.6	818.1
Droits d'accises	100	36.4	123.3	188.1	205.9	217.8	294.1	396.6
Droits d'enregistrement, timbre, succession, hypothèques, etc. . .	100	154.6	337.2	357	703.5	748.8	1,237.2	1,445.3
	100	105.4	366.6	403.4	518.8	573.2	794.3	1,008.5

(1) Les chiffres ci-dessus ne donnent pas une image complète de la charge du contribuable belge.

Ils ne tiennent compte, en effet, ni des impôts locaux prélevés par les provinces et les communes, ni des centimes additionnels qu'elles lèvent sur les impôts de l'État.

Ils comprennent seulement les quotités invariables d'impôts directs que l'État perçoit pour compte des provinces et des communes en même temps que pour lui-même, et dont le montant se rencontre au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements.

Cependant, afin de rendre les chiffres comparables, on a incorporé dans les recettes fiscales antérieures à 1923 les sommes destinées au Fonds communal et au Fonds spécial, sommes qui, jadis, n'apparaissaient pas au Budget.

Nos impôts sont dix fois plus élevés qu'avant-guerre.

Comme on le voit, ce sont les impôts directs qui ont crû dans la plus forte proportion. Ils sont 16 1/2 fois plus élevés qu'en 1913. On sait que c'est là le résultat d'une réforme profonde qui a, dès le lendemain de l'armistice, substitué au système existant l'impôt sur les revenus inconnu précédemment en Belgique.

Viennent ensuite les impôts perçus par l'Administration de l'Enregistrement : 14 1/2 fois plus élevés qu'avant guerre, par suite aussi bien du renforcement de tous les droits existants que de la création de la taxe de transmission.

Les droits de douane, calculés d'après le tarif récemment voté, doivent rapporter 8 fois plus qu'avant guerre; les droits d'accises, près de 4 fois plus.

Au total, nos recettes d'impôt ont très exactement décuplé depuis 1913. Nous verrons dans un moment la part que la perte du pouvoir d'achat de notre devise occupe dans cette progression ⁽¹⁾.

Comment les recettes fiscales ont progressé depuis la guerre.

On aura été frappé de la progression importante des prévisions de 1925 par rapport à celles de 1924.

L'allure de l'accroissement au cours des dernières années est la suivante :

de 1919 à 1920	accroissement :	917 millions.
1920 à 1921	id.	129 id.
1921 à 1922	id.	411 id.
1922 à 1923	id.	184 id.
1923 à 1924	id.	777 id.
1924 à 1925	id.	752 id.

On peut ainsi suivre pas à pas l'évolution de nos impôts.

Nous donnerons en annexe l'énumération des principales lois fiscales votées depuis l'armistice. Elle constituera un aide-mémoire utile à consulter ⁽²⁾.

Nos recettes ont régulièrement dépassé les prévisions.

Mais, quelle que soit l'importance des accroissements annuels que nous venons de signaler, en reprenant les chiffres des prévisions budgétaires de ces dernières années, les recettes ont toujours dépassé les prévisions. Il est intéressant de montrer les plus-values fiscales qui ont été successivement réalisées; elles sont de nature à donner confiance dans l'exactitude des prévisions pour 1925.

⁽¹⁾ Voir page 9.

⁽²⁾ Annexe II.

Écarts entre les prévisions et les recouvrements effectués.

Les excédents des recettes sont affectés du signe +.

Les moins-values, du signe —.

	1913	1919	1920	1921	1922	1923
	—	—	—	—	—	—
Contributions directes .	+ 10	+ 34	— 330	— 116	+ 132	+ 329
Douanes	+ 4	+ 64	+ 13	+ 56	+ 136	— 21
Accises	+ 22	+ 39	+ 63	+ 57	+ 92	+ 108
Enregistrement	— 2	+ 59	+ 16	+ 47	+ 72	+ 272
TOTAUX	+ 34	+ 196	— 238	+ 44	+ 432	+ 688

A part 1920 et 1921 où les difficultés de mise en train des lois d'impôt sur les revenus a donné lieu aux déconvenues que l'on sait, les plus-values ont été considérables.

Le résultat de 1923 est d'autant plus remarquable qu'il est arrêté au 31 août 1924, c'est-à-dire à une date à laquelle l'exercice fiscal n'est pas encore clos. L'excédent indiqué est donc tout provisoire et sera certainement dépassé.

On comprendra qu'il a été impossible de fournir des chiffres identiques au sujet de l'exercice 1924 qui ne prendra fin, en vertu de la loi organique sur la comptabilité de l'État, qu'au 31 octobre 1925, si même la nécessité ne se fait pas sentir d'en retarder la clôture jusqu'au 31 décembre 1925.

Mais il est dès à présent acquis que les plus-values de recettes fiscales de 1924 par rapport aux prévisions budgétaires faites pour ladite année atteindront un chiffre très élevé également. On verra par l'étude des développements qui font suite au Budget des Voies et Moyens que les administrations ont fixé à 632 millions environ l'excédent des recettes à produire, en 1925, par les impôts existants, par rapport aux prévisions de 1924.

**Dans quelle mesure la diminution du pouvoir d'achat du franc
a concouru à augmenter le montant nominal de nos impôts.**

Les accroissements de recettes fiscales dont nous venons de parler ne sont pas dues uniquement aux lois d'impôt votées successivement. Elles n'ont pu acquérir, faut-il le dire, l'importance que nous avons signalée, que par suite de la diminution du pouvoir d'achat de notre unité monétaire.

Il va de soi que, sans cette circonstance capitale, nos impôts n'eussent pu décupler; c'eût été une impossibilité matérielle évidente.

Seul leur montant nominal a pu décupler.

Mais il importe de montrer que, même sur la base de l'or, l'effort accompli reste considérable. Si nous prenons comme base de comparaison le dollar, sans

tenir compte de la dévalorisation subie par l'or lui-même, depuis la guerre, on constate les accroissements suivants par rapport à 1913 :

Impôts directs.	4.119
Douanes	2.038
Accises	0.988
Enregistrement	3.601

Au total, sur la base de l'or, les impôts sont actuellement 2,51 fois plus élevés qu'avant guerre.

Mais n'oublions pas de dire qu'ils sont plus de 2 ¹/₂ fois plus lourds et cela pour deux raisons :

D'abord parce qu'ils reposent sur un pays appauvri et par la guerre et par la propre dévalorisation de sa devise.

Ensuite parce que la progressivité de certains impôts rend la charge fiscale, pour de nombreux contribuables, même sur la base de l'or qui conduit à des chiffres plutôt décevants par leur modération, 10 fois, 25 fois et jusqu'à 50 fois plus pesante qu'en 1913 ⁽¹⁾.

Les charges fiscales sont plus lourdes à l'étranger que chez nous.

Quelque lourdes qu'elles nous paraissent, nos charges fiscales sont cependant moins considérables que celles qui pèsent sur la plupart des contribuables étrangers.

Le tableau ci-dessous donne la charge par tête d'habitant dans un certain nombre de pays particulièrement intéressants à notre point de vue.

Faisons remarquer qu'il ne mentionne que les impôts d'État. C'est la raison pour laquelle, dans les comparaisons qui vont suivre, nous avons éliminé du total de nos recettes fiscales tel qu'il figure au Budget des Voies et Moyens, celles qui alimentent le Fonds des communes, ainsi que la part des provinces et des communes dans le produit des impôts directs.

Charge fiscale par tête d'habitant en 1924 ou 1924-1925 :

	En monnaie nationale.	En francs belges ⁽²⁾ .
Grande-Bretagne. £.	15,8	1.427
France. Fr. fr.	710,18	744
États-Unis d'Amérique . . . s.	29,11	606
Italie Lire.	333,08	303
Suisse Fr. s.	60,41	240
Pays-Bas Fl. P.-B.	73,62	591
Belgique (en 1925) . . . Fr.	408,00	408

⁽¹⁾ Des contribuables payant 2,000 francs d'impôts personnels en 1913 paient actuellement, comme supertaxe seulement, plusieurs centaines de mille francs.

Des statistiques, faites dans l'agglomération bruxelloise, montrent que, pour des fortunes d'une importance moyenne, les impôts sont nominalement de quarante à soixante fois plus élevés qu'avant guerre.

⁽²⁾ Au cours du 30 septembre 1924.

En Belgique, la charge fiscale par tête d'habitant atteindra, après le vote des impôts proposés en juin dernier, 408 francs belges. Nous arriverons donc dans le tableau ci-dessus, entre la Hollande et l'Italie.

Disons tout de suite que la conversion en francs belges conduit à des résultats qui ne peuvent être accueillis sans interprétation. Il est certain que, pour les Américains et les Anglais par exemple, dont la richesse moyenne est fort au-dessus de ce qu'elle est en Belgique et dont la monnaie est intacte ou à peu près, il est aisé de supporter une charge unitaire en francs belges beaucoup plus élevée que la nôtre.

La comparaison est plus adéquate en ce qui concerne la France où le change et la fortune moyenne diffèrent peu de ce qu'ils sont ici et dont la situation, par suite de la guerre, est sensiblement identique à la nôtre. Mais tandis que nous avons tenu compte, en ce qui nous concerne, des 120 millions d'impôts demandés en juin 1924 et restant à voter, nous n'avons pas fait état des 1,777 millions d'impôts que le Gouvernement français annonce pour l'année prochaine. Si l'on en tenait compte ⁽¹⁾, la charge unitaire française passerait, par tête, à 755.50 francs français ou 823.87 francs belges, contre 408 francs en Belgique.

**C'est en Belgique que l'effort accompli depuis l'armistice
est le plus méritoire.**

Ce serait une erreur de croire cependant que notre charge fiscale pourrait être encore amplifiée dans la mesure nécessaire pour la porter au niveau de certains autres pays.

Des nations du continent, c'est, en effet, la Belgique qui a fait le plus gros effort depuis l'armistice et un tel effort ne peut être indéfiniment accru.

Si l'on prend pour point de départ la charge par tête d'habitant existant en 1913 et si l'on pose cette charge égale à 100, on voit que les progressions suivantes paraissent avoir été réalisées, en monnaie nationale :

*Progression apparente de la charge fiscale par tête d'habitant par rapport
à 1913 ou 1913-1914 en monnaies nationales :*

Grande-Bretagne	428 %.
États-Unis d'Amérique	421 %.
France	680 %.
Italie	578 %.
Suisse	241 %.
Pays-Bas	260 %.
Belgique	981 % ⁽²⁾

La Belgique paraît, de loin, en tête de la progression.

(1) Et dans l'hypothèse qu'il s'agit uniquement d'impôts perçus par l'État et pour son compte.

(2) Y compris les 120 millions d'impôts restant à voter.

Mais on comprend que cette comparaison est sans signification; la dépréciation des changes de certaines nations augmentant de façon anormale le montant nominal des impôts envisagés.

Aussi convient-il, pour donner aux chiffres une unité commune, de les réduire tous à la base de l'or.

Les résultats se présentent comme suit ⁽¹⁾ :

*Progression de la charge fiscale par tête d'habitant par rapport à 1913
ou 1913-14, calculée sur la base de l'or.*

Grande-Bretagne	392 %.
États-Unis d'Amérique	421 %.
France	185 %.
Italie	131 %.
Suisse	238 %.
Pays-Bas	249 %.
Belgique	244 % ⁽²⁾

Il ressort de ce tableau que ce sont les États-Unis qui ont le plus développé leurs impôts depuis la période d'avant-guerre.

Vient après, la Grande-Bretagne.

Inutile de dire que ces grandes puissances se sont trouvées dans une situation spéciale au cours des hostilités : intactes, elles ont connu une période d'activité industrielle intense pendant laquelle la fortune des contribuables s'est fortement accrue. La matière taxable existant et s'étant même développée pendant la guerre, c'est avant l'armistice que ces nations ont pu créer leurs impôts nouveaux.

Il n'en a été de même, ni en France, ni surtout en Belgique, on le sait : c'est sur des pays anémiés qu'il a fallu y opérer les nouveaux prélèvements indispensables.

Ne comparons donc la Belgique ni aux États-Unis, ni à la Grande-Bretagne.

Rapprochons son cas plutôt de celui de la France, de l'Italie et des pays neutres qui l'avoisinent et nous voyons que, même exprimé en or, son effort a été plus considérable que celui de tous les autres pays continentaux.

En ce qui concerne les Pays-Bas, il y a lieu, en effet, de faire remarquer que le pourcentage ci-dessus comprend des rentrées d'impôts dont plusieurs sont de nature exceptionnelle et destinés à disparaître prochainement, tandis que le pourcentage belge correspondant n'en tient pas compte ainsi qu'il est dit page 7, renvoi ⁽¹⁾, du présent Exposé.

Nos impôts avant-guerre étaient les moins lourds de l'Europe.

Il est vrai de dire que nous partions de moins loin que la plupart des autres pays. A l'exception des États-Unis d'Amérique, où les impôts étaient proverbia-

⁽¹⁾ Au cours du dollar le 30 septembre 1924.

⁽²⁾ Ce chiffre diffère de celui de 2.51 cité à la page 10, parce que nous avons, pour l'établir, éliminé du Budget des Voies et Moyens les recettes fiscales destinées aux provinces et aux communes.

lement bas, et de la Suisse, où les taxes d'État ne sont qu'une partie de la charge fiscale — on sait combien les impositions cantonales y sont élevées — tous les pays percevaient des impôts d'État plus lourds que la Belgique. Voici à cet égard quelques indications :

Charge fiscale par tête d'habitant en 1913 ou 1913-1914.

	En monnaie nationale.	En francs belges.
Grande-Bretagne. £	3.12	90.80
France. Fr. fr.	104.41	104.41
États-Unis d'Amérique . . . s	6.92	35.86
Italie Lire.	57.66	57.66
Suisse Fr. s.	25.08	25.08
Pays-Bas Fl. P.-B.	28.36	59.08
Belgique Fr. b.	41.60	41.60

On le voit, avant guerre déjà, la charge fiscale était en Angleterre plus de deux fois, et en France 2 $\frac{1}{2}$ fois plus élevée que chez nous.

Les quelques chiffres que nous venons d'indiquer démontrent que la Belgique peut, si elle le veut, fournir le dernier effort que nous lui demandons — effort combien léger si on le compare à ceux déjà effectués — pour remettre ses finances dans une situation désormais inattaquable même aux yeux des critiques les plus malveillantes.

Le total des Voies et Moyens.

L'importance que nous avons accordée aux recettes fiscales ne doit pas faire perdre de vue les autres recettes qui alimentent le Budget des Voies et Moyens.

Ce sont les recettes ordinaires autres que les impositions, pour un total de 301 millions de francs, se décomposant comme il suit :

Péages	13 millions.
Capitaux et revenus	139 id.
Remboursements.	149 id.

Ce sont ensuite les recettes exceptionnelles qui atteignent, comme nous l'avons vu, 107 millions de francs.

Enfin, les recettes compensatoires, soit :

320 millions de francs,

comprenant la charge obligatoire des régies : 217 millions — et le remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation : 103 millions.

Progression des Voies et Moyens.

Les Voies et Moyens, dans leur ensemble, ont crû annuellement des sommes suivantes depuis 1920 :

de 1920 à 1921.	503 millions en plus.
de 1921 à 1922.	474 id.
de 1922 à 1923.	101 id.
de 1923 à 1924.	406 id.
de 1924 à 1925.	922 id.

* En réalité, les accroissements de recettes ont été sensiblement plus considérables encore, pendant la période de 1922 à 1924.

En effet, lors du dépôt du Budget de 1923, nous avons renoncé à y faire figurer 97 millions de recettes compensatoires représentant la charge de la dette contractée pour le retrait des marks, et dans le Budget de 1924, nous avons fait abstraction d'une recette compensatoire de 457 millions à prélever sur les paiements de l'Allemagne et figurant dans le Budget de 1923 comme représentant la charge de la part des emprunts ordinaires de l'État affectée à des buts de réparation.

Si on tient compte des recettes écartées de la sorte, la progression du Budget des Voies et Moyens se présente comme suit :

de 1922 à 1923.	198 millions en plus.
de 1923 à 1924.	863 id.
de 1924 à 1925.	922 id.

Nous reviendrons sur ce point lorsque nous exposerons à la fin de cette étude les étapes qui ont marqué les progrès de notre politique d'assainissement financier.

DÉPENSES ORDINAIRES.**Leur montant.**

En regard de nos 4,268 millions de recettes, nous avons à porter aux divers Budgets ordinaires des dépenses atteignant un total de 4,247 millions.

On le voit, l'équilibre est assuré.

Mais il importe de montrer dans quelles conditions les chiffres que nous venons de mentionner ont été établis, d'en expliquer clairement le sens et la portée.

Le total des dépenses ordinaires se décompose comme il suit :

Budgets d'administration	fr.	1,791 millions ⁽¹⁾ .
Dette publique		2,004 id. ⁽²⁾ .
Non-valeurs et remboursements		452 id.
TOTAL.		fr. 4,247 millions.

(1) Compte tenu de 175 millions à résulter de la péréquation des traitements des agents de l'État.

(2) Compte tenu de 35 millions à résulter de la péréquation des pensions. Ce chiffre devrait être considérablement plus élevé si la Caisse Nationale des Pensions de la guerre n'existait pas.

**Influence de la péréquation et de l'augmentation des traitements
et des pensions.**

Les dépenses d'administration comprennent une charge nouvelle de *175 millions* à résulter des mesures envisagées par le Gouvernement pour améliorer la situation des magistrats, fonctionnaires et agents de l'État.

Le Budget de la Dette comprend une somme de *35 millions* pour couvrir la dépense à provenir de la péréquation des pensions.

Lourdes charges, on en conviendra; charges indispensables cependant pour donner à ceux qui se consacrent et à ceux qui se sont consacrés aux affaires du pays une situation en rapport avec la cherté actuelle de la vie et le rang qu'ils occupent.

C'est pour couvrir ces obligations nouvelles que le Gouvernement vous a proposé, en juin dernier, une dernière série d'impôts, dont une partie — *120 millions* — n'a encore pu être votée faute de temps.

Si, pour un instant, nous faisons abstraction des impôts à voter et des augmentations de traitement et de pensions envisagées, nous verrions que le Budget ordinaire laisserait un boni de *111 millions*.

Et ceci pose nettement le problème que les Chambres sont appelées à résoudre très prochainement :

ou voter les impôts et donner au personnel de l'État l'amélioration de situation qui lui a été promise, sans compromettre en rien l'équilibre du Budget.

ou refuser les impôts, créer dans le pays le découragement, à l'étranger, la méfiance à l'égard de notre crédit et s'exposer par le fait même à devoir voter sous peu des impôts plus lourds et plus désagréables encore.

Mais le Gouvernement a confiance dans le patriotisme des Chambres. Il ne doute pas que leur réponse sera dictée uniquement par le bon sens et une saine compréhension des véritables intérêts du pays.

LES BUDGETS D'ADMINISTRATION.

Conditions qui ont présidé à leur élaboration.

Les conditions matérielles qui ont conduit à envisager la lourde charge dont nous venons de parler pour améliorer la situation des magistrats, fonctionnaires et agents de l'État, ont également leur répercussion sur toutes les prévisions budgétaires.

Nous parlerons dans un moment du Budget de la Dette où elles agissent surtout par l'élévation des changes et du loyer de l'argent. Bornons-nous ici à attirer l'attention sur l'influence que doit avoir l'augmentation du prix de toutes choses sur l'élaboration des prévisions de dépenses des diverses administrations publiques.

Cette influence est considérable, il faut y insister.

Il est impossible de comparer brutalement le montant des dépenses d'une année à l'autre.

Si l'on consulte les index-numbers établis au cours des trois mois d'été, époque où les départements procèdent à la préparation de leur Budget pour l'année suivante, on constate qu'en 1924 ils ont atteint, en moyenne, le chiffre de 498 contre 441 en été 1923 et 368 en été 1922.

Il en résulte que les prévisions pour 1925 ne peuvent pas être simplement accolées à celles des Budgets antérieurs.

En réalité, pour rendre toutes choses égales, les prévisions pour 1924 devraient, en ce qui concerne les dépenses de matériel, être augmentées de 13 % et celles du Budget de 1923 d'un coefficient plus important encore.

C'est ce renchérissement des choses qui, dans toutes les administrations privées, banques, industries, établissements commerciaux et autres, a provoqué l'augmentation des frais généraux ⁽¹⁾.

En conséquence, là où dans nos Budgets le montant nominal des crédits n'est pas supérieur à ce qu'il était dans le Budget de 1924, il y a, en réalité, diminution de dépenses.

Il importait de faire cette remarque de simple évidence avant de procéder aux comparaisons qui, conformément à la coutume budgétaire, vont être faites ci-après.

**Les dépenses d'administration atteignent 1,616 millions de francs
sans tenir compte de la péréquation.**

Les Budgets d'administration ont acquis l'année dernière leur forme définitive. Nous pourrions donc ne pas nous y attarder. Seul le montant des crédits proposés pour 1925 doit retenir l'attention et ce point fera l'objet d'études toutes particulières lors de la discussion de chaque Budget.

Le tableau ci-contre permet de comparer les dépenses ordinaires et exceptionnelles, dites d'administration, prévues pour 1925 à celles qui ont été votées en 1924.

Mais, afin d'empêcher qu'on en tire des déductions erronées, il y a lieu de faire deux observations importantes au sujet de ce tableau.

La première est que le montant des crédits prévus pour 1925 ne contient pas la charge de l'indemnité représentative du douzième du traitement augmenté des indemnités familiales et de résidence accordée en 1924 à titre exceptionnel. Celle-ci doit, en effet, être remplacée aussitôt qu'il sera possible par une augmentation permanente et définitive des traitements.

La seconde observation est que la charge de cette augmentation de traitement qui doit, on le sait, résulter des travaux de la Commission de péréquation ne figure pas non plus dans les prévisions pour 1925. Au moment où nous rédigeons la présente partie de l'Exposé général, le montant exact de la charge à faire figurer dans les crédits de chaque Département ne nous est pas encore connu.

Toutefois, comme la charge totale doit atteindre 175 millions environ, on voit que l'augmentation générale des dépenses d'administration montera finalement, le coût de la péréquation y compris, à 167 millions, soit un accroissement inférieur à 10 % sur le total des dépenses de même nature envisagées pour 1924.

(1) Il est intéressant à cet égard de comparer les bilans publiés au cours des dernières années avec ceux d'avant guerre. Pour ne prendre que trois organismes particulièrement importants, citons :

	1913.	1923.
Banque Nationale	4,327,000	18,185,000
Caisse d'Épargne	4,333,000	12,687,000
Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.	1,431,000	6,580,000

Dépenses d'administration.

DÉSIGNATION DES BUDGETS.		MONTANT DES BUDGETS.		DIFFÉRENCES.	
		votes pour l'exercice 1924 (y compris les crédits supplémentaires).	en projet pour l'exercice 1925.	Augmentations.	Diminutions.
Dotations . . .	Dépenses ordinaires . .	12,491,534 »	12,348,693 »	»	142,841 »
	Id. exceptionnelles.	»	»	»	»
Justice . . .	Dépenses ordinaires . .	102,348,603 »	102,261,544 »	»	87,059 »
	Id. exceptionnelles.	18,604,280 54	13,378,892 »	»	5,225,388 54
Affaires Étran- gères.	Dépenses ordinaires . .	18,614,168 50	20,919,399 »	2,295,230 50	»
	Id. exceptionnelles.	8,551,207 50	11,278,531 »	2,727,323 50	»
Intérieur et Hy- giène.	Dépenses ordinaires . .	40,970,512 »	42,418,807 »	1,448,295 »	»
	Id. exceptionnelles.	7,601,769 »	5,437,101 »	»	2,164,668 »
Sciences et Arts	Dépenses ordinaires . .	287,783,252 97	295,359,936 »	7,576,683 03	»
	Id. exceptionnelles.	47,217,356 »	26,140,039 »	»	21,077,317 »
{ Agriculture .	Dépenses ordinaires . .	29,989,541 »	30,847,084 »	857,543 »	»
	Id. exceptionnelles.	2,843,766 »	1,936,518 »	»	907,248 »
	et				
	Travaux publ.				
	Dépenses ordinaires . .	81,508,698 »	83,112,558 »	1,603,860 »	»
	Id. exceptionnelles.	13,033,689 »	12,638,248 »	»	395,441 »
Industrie, Tra- vail et Pré- voyance sociale.	Dépenses ordinaires . .	148,531,648 »	173,080,931 »	24,549,283 »	»
	Id. exceptionnelles.	23,328,354 »	22,438,901 »	»	889,453 »
Colonies . . .	Dépenses ordinaires . .	6,023,425 »	5,989,005 »	»	34,420 »
	Id. exceptionnelles.	713,961 »	462,427 »	»	251,534 »
Défense Natio- nale.	Dépenses ordinaires . .	458,271,517 »	490,372,524 »	32,101,007 »	»
	Id. exceptionnelles.	75,773,695 »	31,067,323 »	»	44,706,372 »
Gendarmerie .	Dépenses ordinaires . .	53,430,678 »	54,124,800 »	694,122 »	»
	Id. exceptionnelles.	7,900,360 »	3,300,000 »	»	4,600,360 »
Finances. . .	Dépenses ordinaires . .	127,199,336 »	134,136,914 »	6,937,578 »	»
	Id. exceptionnelles.	49,709,345 »	40,960,505 »	»	8,748,840 »
Affaires Écono- miques.	Dépenses ordinaires . .	1,503,115 »	1,552,600 »	49,485 »	»
	Id. exceptionnelles.	164,000 »	99,000 »	»	65,000 »
TOTAL.	Dépenses ordinaires . .	1,368,666,028 47	1,446,514,795 »	78,113,086 53	264,320 »
	Id. exceptionnelles.	255,441,783 04	169,157,505 »	2,727,313 50	89,011,624 54
TOTAL GÉNÉRAL. . .		1,624,107,811 51	1,615,672,300 »	80,840,430 03	89,275,941 54
				DIMINUTION : 8,435,511 51	

Ce que comprennent les dépenses d'administration.

Nous avons souvent employé l'expression « dépenses d'administration ».

Ce serait une erreur de croire cependant que cette formule synthétique utilisée pour désigner les dépenses ordinaires qui ne sont ni celles de la dette et des pensions, ni celles du Budget des Non-Valeurs et des Remboursements, couvre des dépenses ayant un caractère uniquement administratif au véritable sens de ce mot.

Il n'en est rien.

Les dépenses administratives comprennent les crédits les plus divers, dont notamment 169 millions de dépenses exceptionnelles. Elles ont augmenté des sommes transférées aux dépenses ordinaires par application de la politique d'épuration budgétaire poursuivie depuis quatre ans, savoir :

49 millions à la section des Dépenses ordinaires ;
157 millions à la section des Dépenses exceptionnelles.

Énumérons quelques-unes de ces dépenses transférées.

Nous verrons qu'elles n'ont qu'un caractère très relatif de dépenses ordinaires ou que du moins ce caractère ne s'est affirmé que lorsque certaines causes qu'on pouvait croire temporaires ont malheureusement perduré.

Nous avons voulu, sans distinguer entre elles, les couvrir par les recettes normales du Budget des Voies et Moyens parce que, ne correspondant à aucun accroissement d'actif, elles ne peuvent être payées au moyen du produit d'emprunts sans qu'il en résulte une destruction de richesse nationale.

Voici les principales dépenses transférées successivement, de 1921 à 1924, aux deux Sections des Budgets d'administration, avec indication des chiffres pour lesquelles elles figurent au projet de Budget de 1925 :

Indemnités aux agents du service extérieur (perte de change, situation financière ou économique onéreuse dans le pays de la résidence) . . .	10 millions.
Subsides spéciaux pour la prophylaxie de la tuberculose et des maladies vénériennes accrues par la guerre	9 id.
Travaux exceptionnels d'entretien des Travaux publics, nécessités par la guerre	5 id.
Encouragement aux institutions pour le placement gratuit des travailleurs	8 id.
Subsides pour le service médico-pharmaceutique des sociétés mutualistes	15 id.
Indemnité de vie chère accordée au personnel	85 id.
Subside à l'OEuvre nationale des invalides de guerre	8 id.
Services temporaires de liquidation de la guerre au Département de la Défense Nationale	6 id.
Subside au Fonds des combattants	20 id.

Au total, les dépenses « suites de guerre » transférées, figurant aux Budgets d'administration, atteignent, pour 1925, 176 millions de francs.

On sait que la politique d'incorporation dont dérive cette surcharge a été entièrement achevée l'année dernière déjà en ce qui concerne les dépenses administratives. De ce côté donc, il n'y a pas d'innovation.

Mais, d'autre part — nous le verrons lorsque nous parlerons du Budget de la Dette publique — nous avons transféré, pour 1925, 484 millions de charges de la Dette de réparation à l'ordinaire.

Au total, les crédits figurant à l'ordinaire en 1925 (Budgets d'administration et de la Dette réunis) et qui précédemment étaient portés soit à l'extraordinaire, soit aux dépenses recouvrables, montent à 779 millions.

Nous en reparlerons en fin du présent Exposé, lorsque nous caractériserons les étapes de la politique financière suivie depuis quatre ans.

D'où proviennent les augmentations de crédits signalées?

Le tableau que nous venons de publier montre que, abstraction faite des crédits nécessaires à l'amélioration de la situation des fonctionnaires, les dépenses d'administration sont, dans leur ensemble, en diminution de 8 millions par rapport à l'année dernière.

La diminution eut été plus importante sans diverses causes d'augmentations que nous allons examiner. Nous verrons qu'elles proviennent de cas de force majeure ou de rajustements de crédits rendus indispensables par une compression trop accentuée au Budget de 1924.

Passons en revue les principales augmentations constatées. Ce sont :

1° Un supplément de dépense de 5 millions au Budget des Affaires Étrangères, dû à la hausse des changes étrangers;

2° Le coût des élections législatives de 1925 figurant au Budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour 1,200,000 francs;

3° L'augmentation du crédit relatif au paiement des pensions de vieillesse dans le Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale. Le crédit figurant au Budget de 1924 avait été calculé sur des bases insuffisantes et la dépense a dépassé de 25 millions les prévisions.

4° Le développement automatique et progressif de l'enseignement primaire, qui exige un accroissement de dépenses de 7 millions au Budget des Sciences et des Arts;

5° Le remboursement par le Département des Finances à l'Administration des Postes des dépenses du Service des chèques postaux qui entraîne une dépense supplémentaire de 3,750,000 francs;

6° Un relèvement de crédit atteignant 2 millions aux Travaux publics où il a fallu augmenter les prévisions pour les routes, les bâtiments civils, le casernement de la gendarmerie et les travaux hydrauliques.

Les dépenses exceptionnelles.

Nous avons dit que les dépenses exceptionnelles atteignaient dans les Budgets d'administration de 1925 un montant de 169 millions de francs.

Elles se trouvent heureusement compensées par des recettes exceptionnelles particulièrement importantes au Budget des Voies et Moyens :

Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre . . .	20	millions.
Impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels	15	id.
Produit de la vente des navires allemands attribués à la Belgique en vertu de la Convention de Spa	10	id.
Droits de recouvrement perçus par l'Office belge de vérification et de compensation	4.5	id.
Reliquat au 31 décembre 1924 du fonds pour ordre supprimé :		
« Assurance contre les risques de guerre, etc. »	57.2	id.
TOTAL.	fr. 106.7	id.

On remarquera la diminution du montant des dépenses exceptionnelles. Elles sont tombées de 255 millions en 1924 à 169 millions en 1925 et sont appelées à diminuer progressivement dans la mesure où nous nous éloignerons de la guerre.

Nous ne parlons pas de celles qui, telles les indemnités aux agents du Service extérieur des Affaires Étrangères et les indemnités dites « de vie chère », dérivent des changes et de l'élévation du prix de la vie. De ce côté, impossible de rien prévoir de manière quelque peu fondée.

Nous envisageons surtout les dépenses exceptionnelles dont la disparition dans un avenir plus ou moins rapproché peut être attendue. Ce sont notamment : le subsidé au Fonds des combattants, le subsidé à l'OEuvre nationale des orphelins de la guerre, les dépenses des sépultures militaires et autres dépenses suites de guerre du Ministère de la Défense Nationale, les allocations supplémentaires à certaines victimes d'accidents du travail, etc.

Les Budgets futurs trouveront de ce côté une marge sensible dont ils pourront bénéficier.

Réduction du nombre de fonctionnaires.

Les mesures de réorganisation administrative et de réduction du nombre des appointés de l'État préoccupent à bon droit le Parlement et l'opinion publique.

La Commission technique pour l'étude des services administratifs de l'État qui poursuit ces deux objets a continué ses travaux et saisi le Gouvernement de nouveaux rapports.

Mentionnons parmi les résultats obtenus la réorganisation complète des Services du Département de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, qui a abouti à réduire de 9 à 5 le nombre des Directions générales de ce Département.

La statistique jointe au présent Exposé général ⁽¹⁾ permet de se rendre compte exactement des réductions opérées dans les différents départements administratifs.

Le nombre total de leurs fonctionnaires (régies exceptées) était de 46,881,

⁽¹⁾ Annexe III.

lors de la présentation du Budget de 1924. Il est tombé actuellement à 44,520, soit en un an une diminution de 2,361 emplois, parmi lesquels 2,032 ont été supprimés dans le courant du premier semestre 1924.

Le Gouvernement a eu maintes fois l'occasion d'attirer l'attention de la Législature sur ce que la réduction du nombre de fonctionnaires devait être obtenue par un travail de réorganisation méthodique.

Il ne peut être question de supprimer du jour au lendemain un nombre considérable d'emplois.

Mais, avec l'aide de la Commission technique, le Gouvernement a poursuivi régulièrement sa tâche depuis le début de l'année 1922 : le nombre d'emplois a été réduit depuis ce moment de 49,385 à 44,520, soit 4,865 suppressions.

Or, il ne faut pas perdre de vue — et tout le monde sera d'accord pour l'admettre — que la perception des impôts rend inévitable une certaine augmentation du personnel du Ministère des Finances (1). C'est ainsi que, depuis la même date, le personnel de ce Département a dû être augmenté de 1,689 unités. La réduction, portant sur les autres Ministères est donc en réalité de 6,554 emplois.

Ces réductions ont permis de faire évacuer, depuis le 1^{er} janvier 1922, trente-trois immeubles situés à Bruxelles et occupés depuis l'armistice par les administrations centrales de divers Départements.

Les diminutions ont été particulièrement sensibles aux Ministères de la Défense Nationale et des Affaires Économiques.

L'un et l'autre avaient à s'occuper de la liquidation de la guerre.

Cette tâche est poursuivie énergiquement pour arriver le plus tôt possible à la suppression des services que la guerre et l'après-guerre ont fait naître.

L'Administration du Ravitaillement aura complètement disparu dans le courant de l'année 1924.

Au Département des Affaires Économiques, les arrêtés royaux supprimant quatre tribunaux de dommages de guerre ont été publiés au *Moniteur*. Trois autres auront terminé leur mission au 1^{er} avril 1925. De plus, il a été mis fin au cours de l'année 1924 à la mission des Hauts Commissaires royaux et de leurs adjoints.

Ainsi que la chose est expliquée à une autre partie du présent Exposé général (2), le Gouvernement a la certitude que le travail de restauration du pays, et spécialement des organismes de dommages de guerre, sera extrêmement avancé à la fin de l'année 1925 et que, par conséquent, une réduction sérieuse pourra être également opérée de ce côté. Six tribunaux seulement n'auront pas terminé leur tâche le 31 décembre 1925; le travail sera complètement achevé dans la partie la plus éprouvée du pays, les régions dévastées de la Flandre occidentale.

(1) On s'imagine parfois que les frais de perception des impôts sont beaucoup plus élevés aujourd'hui qu'avant la guerre. La vérité est tout autre.

Par 100 francs d'impôts généraux perçus, les frais d'administration fiscale s'élèvent :

En 1913 à fr. 540.

En 1920 à } 5.82 sans tenir compte des impôts exceptionnels.

En 1924 à } 4.13 en tenant compte des impôts exceptionnels.

En 1924 à 3.57.

(2) Voir pp. 54 et 55.

Les possibilités de compression des dépenses.

Est-ce suffisant? Est-il impossible d'aller plus loin encore?

Non, assurément. Des modifications qui permettront d'aboutir à certaines réductions définitives peuvent et doivent être apportées dans l'organisation des administrations.

Mais semblables réformes ne sont pas réalisables du jour au lendemain.

De l'avis des personnalités étrangères à l'administration et à la politique, qui composent la Commission technique pour l'étude des Services administratifs de l'État, il ne peut être question de supprimer purement et simplement certains emplois; il faut réformer l'organisation administrative elle-même, ce qui exige un bouleversement complet des usages, sans parler des changements coûteux à apporter au matériel utilisé, voire même aux locaux où sont installés les services administratifs.

Des expériences intéressantes de simplification des méthodes administratives ont été tentées dans certains départements en 1924; elles seront poursuivies en 1925 et étendues si les résultats sont satisfaisants.

Mais si l'on veut les entreprendre sans nuire à l'économie générale du pays, sans s'exposer à des dépenses de réorganisation inutiles, il faut agir avec méthode et suivant un plan ordonné.

Faut-il dire que les suppressions réalisées n'ont pas leur répercussion immédiate sur le Budget? L'État se voit évidemment contraint d'assurer un traitement de disponibilité à tout titulaire d'un emploi permanent supprimé.

En dehors des économies pouvant résulter de la réduction du nombre de fonctionnaires, il faut tenir compte également des compressions qui peuvent être effectuées sur les articles du Budget autres que ceux relatifs au personnel.

Le renchérissement de la vie rend malheureusement de nombreuses augmentations inéluctables, quels que soient les efforts qui puissent être faits pour les écarter.

Il faut se rendre compte, d'ailleurs, que le fait de maintenir, pour de nombreux articles du Budget, les chiffres de 1923 ou de 1924, constitue déjà une réduction de dépenses non négligeable. Il va de soi que la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie tend directement à augmenter le montant nominal des dépenses publiques, à enfler les chiffres budgétaires.

Si l'on compare les dépenses d'aujourd'hui avec celles d'avant guerre, il faut se rendre compte aussi du fait que de nombreuses lois votées depuis l'armistice ont imposé des dépenses à l'État. Il a paru utile, à ce point de vue, de faire le relevé des différentes dispositions législatives adoptées depuis l'armistice et qui ont eu leur répercussion directe sur le Budget ordinaire.

Ce relevé est publié en annexe au présent Exposé général (1). Sa lecture montre qu'il est impossible de faire disparaître certaines dépenses qui ont grevé nos derniers Budgets, sans modifier complètement la législation existante. Telles sont les dépenses résultant des lois sociales. Telles sont encore les augmentations

1) Annexe IV.

de traitements des magistrats, des instituteurs et autres appointés de l'État dont les traitements sont fixés par la loi.

En réalité, le champ où peuvent s'exercer les efforts de compression du Gouvernement est, par la nature même des choses, réduit à des dimensions fort restreintes.

En dehors de certaines diminutions de personnel au sujet desquelles existent les plus grandes illusions, en dehors des dépenses de matériel déjà réduites dans la plus forte mesure, on se heurte partout à des droits acquis. La lecture des dernières discussions budgétaires, au cours desquelles l'initiative parlementaire ne s'est pour ainsi dire exercée que dans la voie des majorations de crédit, prouve que le Parlement n'admettrait aucune atteinte à ces droits.

Avant guerre les dépenses de l'État ont crû de façon continue.

Le Gouvernement a donc été aussi loin qu'il le pouvait dans la voie des économies, en réduisant les crédits là où la chose était possible, en mettant partout ailleurs un frein au développement continu du rôle de l'État.

Il ne faut pas oublier, en effet, que dès longtemps avant la guerre, l'État est intervenu chaque jour davantage dans tous les domaines, dans ceux-là même qui paraissent normalement concerner l'initiative des particuliers. Pour l'enseignement, pour les services d'assistance, de prévoyance, d'hygiène, pour l'amélioration de l'outillage national, l'État effectue aujourd'hui des dépenses qui ou bien n'existaient pas jadis, ou bien ne grevaient pas les finances publiques.

C'est pourquoi les dépenses d'administration, avant guerre, n'ont cessé de croître en Belgique.

Elles ont progressé comme suit :

1898	fr. 143,000,000 »
1900	178,000,000 »
1905	210,000,000 »
1910	242,000,000 »
1914	289,000,000 »

En vingt ans, nos dépenses administratives avaient donc très exactement doublé.

Le fait ne devrait pas être perdu de vue par ceux qui, à un titre quelconque, seront amenés à étudier notre Budget de 1925.

Nos Budgets d'administration comparés à ceux de l'étranger.

Ainsi que nous l'avions fait l'an dernier ⁽¹⁾, nous avons procédé à un examen approfondi des Budgets d'avant-guerre et d'après-guerre des principaux pays, de façon à dégager de cet examen, par des regroupements ou des ventilations, des chiffres comparables aux chiffres belges des dépenses administratives.

Les tableaux que l'on trouvera ci-après constituent dès lors la mise à jour des tableaux similaires publiés l'an dernier.

(1) Voir Exposé général de 1924, page 28 et suivantes.

Les renseignements qui ont permis de les dresser ont été puisés soit directement dans les documents parlementaires des pays considérés, soit aux meilleures sources à notre disposition, de façon à assurer aux chiffres qui y figurent la plus petite marge d'erreur.

Pour des raisons techniques indépendantes de notre volonté, que nous avons d'ailleurs indiquées l'an dernier, et également, en ce qui concerne la France, parce que le projet de Budget pour 1925, qui doit refléter, comme le nôtre, les effets d'une revision des traitements et salaires des fonctionnaires et des employés de l'État, n'est pas actuellement connu dans sa forme définitive, nous n'avons pas cru possible de compléter ces données en les étendant à la France et à l'Italie ⁽¹⁾.

Voici, en prenant pour base les dépenses administratives de l'exercice 1913 ou de l'exercice 1913-1914, suivant le cas, et en les ramenant uniformément à 100, le tableau de la variation des dépenses administratives de divers pays calculées en monnaies nationales :

Variations des dépenses administratives de quelques pays calculées en % de 1913.
(en monnaies nationales).

	1913 ou 1913-1914	1920 ou 1920-1921	1921 ou 1921-1922	1922 ou 1922-1923	1923 ou 1923-1924	1924 ou 1924-1925
PAYS.						
Belgique . . .	100	501	535	571	581 ⁽⁴⁾	586 ⁽⁴⁾
Royaume-Uni . .	100	444	392	241 ⁽³⁾	217 ⁽⁵⁾	217
États-Unis. . .	100	—	268	223 ⁽⁵⁾	230 ⁽⁶⁾	214
Suisse	100 ⁽²⁾	162	188	199	190	188
Hollande . . .	100	—	334 ⁽³⁾	318 ⁽³⁾	325 ⁽³⁾	316

Rapproché de celui publié dans l'Exposé général du Budget en 1924, ce tableau révèle de légères divergences que commentent une série de notes très brèves sur lesquelles il n'y a pas lieu d'insister spécialement.

Compte tenu des réserves que nous exprimions l'an dernier, quant à la rigueur

(1) Le Budget italien ne réserve pas de section spéciale aux dépenses recouvrables; le Budget français de 1913 ne permet pas de distinguer entre les dépenses ordinaires et extraordinaires.

(2) La base 100 correspond aux *dépenses effectives*; la base 100 dont on s'est servi lors de l'Exposé général de l'an dernier était afférente aux *prévisions* de dépenses.

(3) Chiffre rectifié.

(4) Y compris les crédits supplémentaires.

(5) Sur la base des *dépenses effectives*. Lors de l'Exposé général de l'an dernier on s'est servi du chiffre des *prévisions* de dépenses.

(6) Sur la base des *prévisions de dépenses* révisées le 3 décembre 1923, c'est-à-dire postérieurement à la publication de l'Exposé général de l'an dernier.

de la méthode, nous « traduisons » en or comme ci-dessous le tableau dont il vient d'être question :

Variations des dépenses administratives de quelques pays calculées en % de 1913.

(D'après le cours du change.)

	1913 ou 1913-1914	1920 ou 1920-1921	1921 ou 1921-1922	1922 ou 1922-1923	1923 ou 1923-1924	1924 ou 1924-1925
PAYS.	—	—	—	—	—	—
Belgique . . .	100	191	207	227	157	134 (1)
Royaume-Uni. .	100	339	349	223	199	194 (2)
États-Unis. . .	100	—	268	223	230	214
Suisse.	100	142	169	197	178	171 (1)
Hollande . . .	100	—	279	303	316	293 (1)

Ceci nous montre que nos dépenses d'administration sont, en or, de 34 %, supérieures à ce qu'elles étaient en 1913 et que ce pourcentage d'accroissement est le plus faible de tous les pourcentages établis pour les pays étudiés.

C'est là une constatation digne de remarque.

Insistons toutefois sur le caractère purement indicatif de ce tableau dont il serait téméraire de dégager des conclusions trop mathématiques. Il a l'avantage en tout cas de permettre la comparaison d'éléments qui, à priori, manquent de commune mesure et de fixer les idées au sujet de l'ordre de grandeur relative des dépenses administratives de divers pays et de leur progression depuis la guerre.

Il montre que si tout n'est pas parfait en Belgique, que s'il y reste encore certaines choses à faire, notre situation est cependant plus favorable que celle de nos voisins.

LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE.

Précédemment, il figurait et à l'Ordinaire et en dépenses recouvrables.

Si les budgets d'administration ont, nous l'avons vu, peu évolué depuis 1924, ayant dès l'année dernière acquis leur forme définitive, il en est tout autrement du Budget de la Dette Publique.

On se rappelle que, précédemment, les charges de ce Budget formaient deux groupes distincts.

Le premier, figurant en tête des Budgets ordinaires, comprenait les emprunts généraux du Trésor, ceux dont la destination n'est pas spécifiquement la réparation des dommages de guerre.

Le second, rattaché au Budget des dépenses recouvrables, était formé de

(1) Sur la base de la moyenne des sept premiers mois de l'année 1924.

(2) Sur la base de la moyenne des quatre premiers mois de l'exercice fiscal.

charges d'emprunts exclusivement contractés à des fins de réparation ou de charges de pensions nées de la guerre.

Toutefois, comme une partie importante des emprunts du premier groupe avait, elle aussi, servi à financer la restauration des dommages que l'Allemagne eut dû, conformément au Traité, réparer de ses deniers, il était porté au Budget des Dépenses recouvrables un crédit égal à la charge de cette part de dette, tandis qu'une recette correspondante était inscrite au Budget des Voies et Moyens. De cette façon, la totalité des charges de dette contractée pour compte de l'Allemagne apparaissait au Budget des Dépenses recouvrables, tandis que les Voies et Moyens bénéficiaient d'une « recette compensatoire de réparation ». On sait que cette dernière s'élevait, dans le Budget de 1923, à 457 millions.

**Désormais, les charges de la Dette de réparation
figurent à l'ordinaire.**

Le Gouvernement n'a cessé de poursuivre la suppression de ce double Budget. C'était l'objectif final de sa politique d'incorporation à l'ordinaire maintes fois définie au cours des cinq exposés budgétaires que j'ai été amené, Messieurs, à vous présenter successivement ⁽¹⁾. Le Budget de 1924 a vu se réaliser la suppression de la recette compensatoire de réparation. Nous nous sommes longuement étendus sur la signification de cette mesure qui équivalait à consolider près de 8 milliards de réparations, passés définitivement, pour reprendre une expression de comptabilité industrielle, « par profits et pertes » ⁽²⁾.

Nous avons dit qu'il ne fallait pas y voir une renonciation à la part de réparations qui nous est due et que nous agissions par souci de prévoyance.

Nous avons expliqué que notre but était uniquement de soustraire l'équilibre de notre Budget ordinaire à l'action de facteurs dont nous ne sommes pas les maîtres. Nous n'y reviendrons pas.

Restait un dernier pas à faire. Nous vous l'annoncions notamment au cours de la déclaration gouvernementale de mars dernier, dans les termes suivants :

« Il est indispensable que, pour le Budget de 1925, le pays couvre par ses » recettes ordinaires la *totalité* des capitaux empruntés pour la restauration, » ainsi que les pensions aux victimes militaires et civiles de la guerre ». Et nous montrions les avantages à en résulter : « De cette façon, les versements de l'Alle- » magne et la contre-valeur de ses livraisons en nature pourront être exclusive- » ment affectés aux dommages non encore réparés, à la réduction de notre dette » flottante et aux remboursements à l'institut d'émission ».

Désormais, ce résultat est acquis.

En faisant passer à l'ordinaire tout le chapitre de la dette qui figurait jusqu'à présent en tête du Budget des dépenses recouvrables, nous avons organisé la couverture, par nos propres ressources normales, de l'entière des charges permanentes des réparations assumées pour compte de l'Allemagne.

⁽¹⁾ Voir notamment Exposé général du Budget 1922, p. 13. Exposé général de 1923, pp. 11, 13, 30, 43 et 48. Exposé général de 1924, pp. 6, 11, 43 et suiv.

⁽²⁾ Voir Exposé général du Budget de 1924, pp. 6 et suiv.

Est-il nécessaire de s'étendre sur l'importance de cet effort? L'abandon par le Budget des Voies et Moyens de 400 à 500 millions de recettes de réparations, l'incorporation à l'ordinaire de 484 millions de charges annuelles, équivalent en pratique à assumer le service à 5 % d'un capital de près de 20 milliards consacré à des réparations.

Nous mettons ainsi notre Budget à l'abri des critiques les plus sévères et lui donnons une solidité désormais assurée.

Mais, que l'on ne s'y méprenne pas, cette mesure de prudence, dictée par le retard avec lequel seront payées les réparations, ne signifie nullement que nous renoncions ne fût-ce qu'à une partie de ce qui nous est dû.

En capital, la progression de notre Dette publique est très sensiblement ralentie.

La fusion de ses deux éléments constitutifs n'est pas la seule caractéristique du Budget de la Dette publique de 1925. On se rappellera qu'elle avait déjà été effectuée l'année dernière dans l'Exposé général du Budget.

Le présent Budget de la Dette permettra de faire ressortir également — seconde caractéristique — un ralentissement marqué de la progression de la Dette publique en capital.

Tout fait espérer que le maximum est près d'être atteint et que si aucun événement imprévu ne survient, si, notamment, la politique suivie depuis quatre ans n'est pas abandonnée dans l'avenir, une branche descendante modifiera bientôt la courbe ascendante de notre Dette.

Les chiffres sont à cet égard particulièrement probants.

Si, calculant les Dettes extérieures au cours du jour, on compare le montant de la Dette publique au 30 septembre 1923 à celui qu'il atteint le 30 septembre 1924, on constate un écart de 680 millions de francs.

En 1924, la Dette s'élevait, en effet, à fr.	40,684,000,000 ⁽¹⁾
et, en 1923, à	40,005,000,000 ⁽¹⁾
Accroissement (chiffres ronds). fr.	<u>680,000,000</u>

Toutefois, il convient de remarquer qu'un quart environ de notre Dette publique est formé d'emprunts contractés à l'étranger : exactement 9,272 millions de francs sur 40,684 millions.

Il se conçoit dès lors que les variations du change aient eu, sur l'expression en francs belges de notre Dette extérieure, une influence considérable.

Cette influence se chiffre, en effet, par 479 millions, dont 160 millions pour la Dette consolidée extérieure et 319 millions pour la Dette flottante extérieure.

⁽¹⁾ Ces chiffres comprennent une somme de 98,118,000 francs, capital des obligations « Lloyd royal belge », dont l'État assume la charge conformément à la loi du 10 août 1923. Ils ne comprennent pas le montant des dépôts du public en comptes chèques postaux : cet élément, trop variable, fausserait les comparaisons.

Si l'on pouvait faire abstraction de la hausse des changes, on verrait donc que l'accroissement de la Dette n'atteindrait plus que 201 millions.

Afin de montrer le ralentissement qui n'a cessé de se produire dans l'augmentation de notre Dette, nous indiquerons ci-après le montant de nos engagements au 30 septembre de chacune des années qui ont suivi l'armistice.

Comme l'année dernière, les dettes extérieures ont été calculées à un cours uniforme, mais nous avons cette fois adopté, comme de juste, celui du 30 septembre 1924. De cette façon, nous éliminons les fluctuations dues au change et rendons possible la comparaison des situations au seul point de vue des fluctuations en capital.

30 septembre 1919	 fr.	25,470,000,000
Id. 1920		31,000,000,000
Id. 1921		37,026,000,000
Id. 1922		39,502,000,000
Id. 1923		40,485,000,000
Id. 1924		40,684,000,000

Par période annuelle, l'accroissement ressort donc :

Pour 1919-1920 à 5.5 milliards en chiffres ronds.

Id. 1920-1921 à 6.0	id.	id.
Id. 1921-1922 à 2.5	id.	id.
Id. 1922-1923 à 1.0	id.	id.
Id. 1923-1924 à 0.2	id.	id.

Le ralentissement que nous constatons l'année dernière s'est donc encore fortement accentué.

**L'accroissement de la dette dû à des besoins nouveaux
n'atteint que 142 millions.**

Si l'on analyse les opérations effectuées par la Trésorerie au cours de la période de douze mois envisagée, on constate qu'en réalité les emprunts dus à des besoins nouveaux n'ont atteint que 142 millions.

En fait de dette consolidée, il a été procédé à l'émission d'un emprunt de 30 millions de dollars souscrit aux États-Unis. Il s'agissait de consolider les 27,155,000 dollars de Bons 6 %, émis en 1919, et échéant le 1^{er} janvier 1925. Il n'y a donc eu là, à proprement parler, aucune émission nouvelle.

Par contre, les titres nominatifs des dommages de guerre se sont accrus d'un capital de 85 millions de francs (1).

(1) En vertu de la loi du 27 mars 1924 et de l'arrêté royal du 16 juin de la même année, il sera substitué aux titres nominatifs émis en représentation d'indemnités pour dommages de guerre des titres au porteur remboursables en trente ans. Le montant de ceux-ci doit dorénavant être compris dans la dette consolidée.

Du côté de la dette flottante, les opérations suivantes ont été réalisées au cours du même intervalle :

1° Ouverture d'un crédit de change de 36 millions de francs suisses, chiffré ramené par un remboursement partiel à 30 millions et dont la contre-valeur atteint, au cours du change du 30 septembre, 116 millions de francs.

Cet emprunt a été contracté au moment le plus critique de la période de tension des changes qui a marqué le début de l'année 1924 et nous a aidés à défendre efficacement notre devise si violemment attaquée à cette époque.

2° Substitution de 133 millions de francs de Bons du Trésor 5 % à cinq ans, à un même capital de Bons interprovinciaux échus, opération qui n'a donc pas affecté le volume de la dette flottante;

3° Augmentation du montant des Bons du Trésor escomptés, à concurrence de 730 millions.

Mais, en regard de ces émissions, il convient de placer les remboursements effectifs opérés au cours de la même période :

a) Les Bons de caisse interprovinciaux remboursés à leur échéance les 10 décembre 1923, 10 mars, 10 juin et 10 septembre 1924, soit 533 millions;

b) Le remboursement à la Banque Nationale d'une somme de 50 millions, diminuant d'autant le montant de la seule avance demandée à l'Institut d'émission, l'avance de 1919, lors du retrait des marks de la circulation.

On voit tout de suite que ces deux remboursements, de 583 millions au total, compensent d'autant l'augmentation de la circulation des Bons du Trésor escomptés et qu'en conséquence notre dette flottante intérieure n'a crû que de 147 millions en un an.

Mais reprenons l'énumération des remboursements effectués :

c) Amortissement des dettes consolidées, 155 millions. Le montant des amortissements légaux a atteint, en réalité, 195 millions, mais il a été placé, au cours de l'année, 40 millions de 5 % à prime et de 6 % de consolidation;

d) Remboursement à la France de 51 millions sur les crédits réciproques franco-belges.

Résumons en deux chiffres cette longue énumération : elle montre que les émissions de dette ont atteint 931 millions et les remboursements 789 millions.

La dette contractée à l'intention de besoins nouveaux atteint donc au total 142 millions.

Encore est-il inexact de dire que l'émission de titres de dommages de guerre correspond à des besoins nouveaux. Il s'agit là d'une dette latente née le jour même où le dommage a été causé.

Comparaison de notre dette avec celle des autres pays.

Nous venons d'étudier notre dette en elle-même.

Il est intéressant de l'étudier aussi par comparaison avec celles d'autres pays.

On verra par le tableau ci-après que le rapprochement ne nous est pas défavorable.

*Montant, par tête d'habitant et en francs belges, de la Dette publique
des principaux pays.*

PAYS.	Date d'évaluation des dettes.	Montant de la dette en monnaie du pays. (En millions.)	Montant de la dette en francs belges (1). (En millions.)	Population. (En milliers.)	Montant de la dette en francs belges. (Par habitant.)
Royaume-Uni (non compris l'Etat libre d'Irlande).	31- 3-1924	7,782 livres.	717,209	44,582	16,087
Italie	31- 5-1924	194,005 lires.	175,575	39,612	4,432
France.	31-12-1923	411,534 fr. franc.	450,321	39,210	11,485
Etats-Unis.	31- 8-1924	21,245 dollars.	437,806	110,664	3,956
Allemagne (abstraction faite de la dette réparation) . . .	31- 7 1924	1,722 marcs or.	8,455	62,607	135
Pays-Bas (2)	1- 1-1924	3,371 florins.	26,899	7,213	3,729
Suisse (Confédération et Che- mins de fer fédéraux) (3).	31-12-1923	4,699 francs suisses.	18,488	3,902	4,738
Belgique	30- 9-1924	40,684	40,684	7,666	5,307

Si l'on rapproche ces chiffres de ceux produits l'année dernière, on constate que, par tête d'habitant, notre dette n'a crû que de 56 francs, alors que, dans d'autres pays, elle a augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables.

Nous ne parlons pas évidemment des augmentations purement apparentes dues à la conversion de certaines devises appréciées en francs belges, mais des augmentations en monnaie nationale qui seules correspondent à une surcharge pour les pays envisagés. L'analyse du tableau ci-dessus et du tableau analogue publié l'année dernière montre que nous avons gardé notre rang et même amélioré notre situation relative.

(1) *Cours des changes à la Bourse de Bruxelles, le 1^{er} octobre 1924 :*

1 livre	= 92.1625	francs belges.
1 lire	= 0.905	id.
1 franc français	= 1.09425	id.
1 dollar	= 20.6075	id.
1 marc or	= $\frac{1 \text{ dollar}}{4,19792}$	= 4.91 francs belges.
1 florin	= 7.9794	francs belges.
1 franc suisse	= 3.9344	id.

(2) La diminution enregistrée en 1923 provient des remboursements effectués par les colonies néerlandaises sur les avances qui leur avaient été consenties par la métropole. Ces avances, qui s'élevaient à 337 millions de florins au 2 janvier 1923, ont été ramenées à 96 millions de florins au 3 décembre 1923.

(3) Ce total comprend la dette nette des Chemins de fer fédéraux et la dette brute de la Confédération. Au 31 décembre 1922, le total correspondant s'élevait à 4,441 millions de francs suisses.

**Les chiffres réfutent certaines attaques injustifiées
dirigées contre notre crédit.**

Les chiffres que nous venons de citer devraient mettre définitivement fin à certaines attaques, conscientes ou non, adressées à notre crédit.

A la suite du vote de la dernière loi de crédits supplémentaires, on a cité un chiffre de 1 à 2 milliards comme devant être le déficit de la balance budgétaire de 1924.

Bien que cet exercice soit loin d'être clos, les chiffres que nous avons indiqués prouvent l'exagération de ces estimations.

Répetons-le, puisqu'on l'oublie trop souvent : les crédits supplémentaires demandés au Parlement sont généralement destinés à régulariser des dépenses qui, dans la plupart des cas, se rapportent, non à l'exercice en cours, mais à des exercices antérieurs.

Rappelons de plus qu'on ne peut arriver à chiffrer le résultat probable d'un exercice en additionnant purement et simplement les crédits supplémentaires au déficit probable du Budget primitif. Il faut tenir compte aussi, d'abord des plus-values de recettes, ensuite, des crédits non utilisés qui tombent en annulation à la clôture de l'exercice. Ceux-ci, le plus souvent, dépassent en importance les crédits supplémentaires propres à l'exercice.

CHARGES DE LA DETTE.

**Les charges de la dette et des pensions sont en augmentation
de 43 millions depuis un an.**

Aux augmentations de la dette, en capital, que nous venons d'analyser, correspondent des augmentations de charges dont nous parlerons ci-après.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les charges sont actuellement groupées en un seul et même Budget, tandis que l'année dernière, elles figuraient partie au Budget ordinaire, partie au Budget des dépenses recouvrables. Mais déjà dans l'Exposé général de 1924, nous avons pris soin de les grouper en un tableau unique ⁽¹⁾.

Le tableau ci-dessous donne en millions de francs les variations des charges de la Dette et des pensions d'une année à l'autre :

	Crédits demandés pour 1925.	Crédits alloués pour 1924.	Augmentation.	Diminution.
Charges de la Dette pro- prement dite fr.	1,829	1,758 ⁽²⁾	71	—
Pensions et autres enga- gements	140	168	—	28
	<u>1,969</u>	<u>1,926</u>	<u>Augmentation : 43</u>	

(1) Voir l'Exposé général de 1924, p. 15.

(2) Compte tenu d'un crédit de 50 millions à annuler ensuite de l'application de la loi du 27 mars 1924 et de l'arrêté royal du 26 mai suivant autorisant l'Association Nationale des Industriels et Commerçants à contracter un emprunt destiné à remplacer des titres nominatifs émis en représentation de dommages de guerre.

L'incorporation dans le Budget ordinaire des crédits inscrits précédemment dans le Budget des Dépenses recouvrables, au titre de la Dette publique, a pour inconvénient de ne plus faire apparaître, à première vue, la charge des dépenses en capital assumées par la Belgique pour compte de l'Allemagne.

En procédant de la même manière que les années précédentes, il est toutefois possible de chiffrer cette charge et de la dégager de l'ensemble des dépenses relatives à la Dette publique.

Pour 1925, la charge totale se divise comme il suit :

1° Charges de la Dette proprement dite :

a) Dette générale	901 millions	
b) Dette réparations	(¹) 928 —	1,829 millions.

2° Pensions et autres engagements :

a) Charges normales	87 millions	
b) Charges réparations	53 —	140 —
		1,969 millions.

Pourquoi la charge des pensions de guerre a diminué de 28 millions.

La diminution de 28 millions afférente aux pensions résulte de ce que les pensions dérivant de la guerre seront liquidées, à partir du 1^{er} janvier 1925, par la Caisse Nationale des Pensions de la guerre, si, comme le demande instamment le Gouvernement, le projet de loi, soumis à la Législature, est voté en temps utile.

Au lieu de la charge totale des pensions de guerre inscrite au Budget des dépenses recouvrables (Dette publique, Défense Nationale et Affaires Économiques) et qui eut atteint plus de 150 millions en 1925, le Budget ordinaire de la Dette publique ne prévoit plus qu'une somme de 53 millions faisant l'objet de deux demandes de crédit : l'une, de 50 millions, constituant la dotation fixe allouée à la nouvelle Caisse des pensions; l'autre, de 3 millions, représentant les charges à supporter par l'État, en 1925, du chef des emprunts à contracter par la Caisse Nationale, pour se procurer le solde des fonds nécessaires à la liquidation des pensions de guerre (²).

(1) Ce chiffre comprend :

- 1° Les charges des réparations comprises à l'ancien chapitre de la Dette publique, au Budget des dépenses recouvrables;
- 2° La charge de la partie des emprunts ordinaires affectés à la réparation de dommages de guerre (ancien crédit compensatoire);
- 3° La charge des emprunts ordinaires émis pour le remboursement des bons interprovinciaux.

(2) Il y a aussi un crédit nouveau de 670,000 francs, inscrit au Budget des Finances, pour les frais de fonctionnement de la Caisse Nationale.

Pourquoi les charges de la Dette publique proprement dite ont augmenté de 71 millions.

L'accroissement des charges de la Dette proprement dite résulte de la balance des augmentations et diminutions ci-après, savoir :

A. — Diminutions provenant :

1° Du paiement direct, par la Régie des chemins de fer, des annuités de rachat de concessions non encore définitivement fixées (Braine-le-Comte à Gand, Hal à Ath et Tournai à la frontière française) . . . fr.	11,300,000
2° Extinction de la charge des obligations françaises de la défense nationale à rembourser le 16 février 1925	3,200,000
3° Diminution, par suite d'amortissement partiel, des charges des dettes consolidées extérieures, et réduction des charges prévues pour les emprunts intérieurs	14,400,000
	28,900,000

B. — Augmentations provenant :

1° De la consolidation, au moyen de l'emprunt 6 1/2 % des 30,000,000, des Bons du Trésor 6 % arrivant à échéance le 1 ^{er} janvier 1925 . . . fr.	29,400,000
2° Des charges afférentes au crédit d'escompte suisse	9,100,000
3° De l'intervention de l'État dans l'augmentation du capital de diverses sociétés (Société Nationale des chemins de fer vicinaux, Société Nationale de distributions d'eau, etc.)	2,200,000
4° Du paiement de l'impôt français sur les coupons de l'emprunt 6 1/2 % émis en France.	2,900,000
5° De la consolidation des titres nominatifs émis en représentation de dommages de guerre	27,000,000
	70,600,000
Augmentation résultant de l'accroissement de la Dette en capital et de la consolidation d'une partie de la Dette flottante	41,700,000
Augmentation due à l'influence du change	29,300,000
	71,000,000
Augmentation	71,000,000
Diminution du chapitre des pensions	28,000,000
	43,000,000

Et l'on voit encore une fois l'influence que la hausse des changes exerce sur les charges de notre Dette publique.

Dans un accroissement total de 71 millions, elle compte pour 29 millions, c'est-à-dire près de 41 %.

C'est là une constatation pleine d'enseignements.

Constatation réconfortante, si on peut avoir la certitude que les Gouvernements de demain continueront la politique prudente que le pays a suivie depuis près de cinq ans, car, une à une, les causes qui ont amené la hausse des changes tendant à disparaître, l'époque approche où les lois économiques, si profondément bouleversées, pourront à nouveau jouer en notre faveur.

Constatation grosse de dangers pour ceux qui auraient des raisons de douter de cette politique de demain.

Le redressement accompli nous a menés au but, mais la moindre défaillance, la moindre erreur risque de nous faire rétrograder et ce serait irrémédiable : un pays ne recommence pas deux fois un effort semblable à celui que nous avons fourni depuis cinq ans.

La politique à suivre.

La politique à suivre est aisée à définir. Elle se borne à quelques règles d'élémentaire bon sens.

Mais ce que les mots ne disent pas, c'est l'infatigable effort qu'il faut aux gouvernements pour appliquer ces règles, à la Nation pour s'y plier.

Elles coûtent à tous et à chacun; à ceux auxquels on prend, à ceux auxquels on refuse.

Elles sont ingrates; elles engendrent le mécontentement et l'impopularité. Leur utilité immédiate ne se fait pas sentir à l'évidence; il faut s'élever à la notion supérieure de l'intérêt public pour en apercevoir la nécessité.

Les appliquer fermement, sans défaillance ni complaisance, est cependant pour ceux qui, en ces heures difficiles, ont la responsabilité du pouvoir, un devoir, disons plus, « le Devoir », car c'est la condition dont dépend le salut de tous.

Rappelons-les une fois encore, ces règles fondamentales, telles que la Conférence internationale de Bruxelles les a définies en 1920; il faut que chacun s'en imprègne :

« 1° Ramener les dépenses annuelles ordinaires, y compris le service de la » Dette publique, dans les limites où elles peuvent être couvertes par les recettes » ordinaires. »

Nous l'avons fait. Toutes les dépenses ordinaires et même les dettes de réparation contractées pour compte de l'Allemagne, sont aujourd'hui couvertes par des recettes normales, à caractère permanent. Reste un léger effort à faire pour couvrir la surcharge budgétaire à résulter de l'augmentation des traitements du personnel de l'État et de la revision des pensions.

« 2° Réduire strictement toutes les dépenses d'armement pour autant que » cette réduction sera compatible avec le maintien de la sécurité nationale. »

Nous avons été, dans cette voie, aussi loin qu'il était possible. Nous avons même, en 1924, remis à plus tard certaines dépenses d'un caractère indispensable.

« 3° Renoncer à toute dépense extraordinaire non productive, restreindre le » plus possible même les dépenses extraordinaires productives ».

Là encore, nous avons tous nos apaisements.

Le Budget extraordinaire qui, après l'armistice, avait atteint 1,500 millions et comprenait toute une série de dépenses improductives, est ramené cette année à 621 millions et comporte, principalement, des crédits destinés à des travaux publics et à la construction de maisons et logements à bon marché.

Réduit à ce chiffre relativement peu élevé, ce Budget, on sera unanime pour l'admettre, peut être couvert par l'emprunt comme ce fut toujours la règle avant la guerre.

Pendant cinq ans, nous nous sommes appliqués, le Gouvernement et vous, Messieurs, à mettre en vigueur progressivement, sans à-coups, au fur et à mesure des possibilités successives, ces préceptes rigides, mieux faits pour des pays intacts que pour des nations meurtries et ruinées par une guerre injuste.

Nous y avons enfin réussi; ne compromettons pas l'œuvre qui a coûté tant de sacrifices.

L'étape à franchir au cours des années prochaines.

Une politique à la fois prudente et rigoureuse est d'autant plus indispensable qu'il reste encore de dures étapes à franchir.

Si le Budget de la Dette publique est sensiblement en progrès, s'il justifie notre confiance, il ne faut pas oublier cependant qu'il est loin d'être parfait. L'importance considérable qu'occupe, dans l'ensemble, la dette flottante exigible dans un terme rapproché demandera aux gouvernements de demain, comme au gouvernement d'aujourd'hui, la plus sérieuse attention et la plus grande prudence.

Sur nos 41 milliards de dette totale, plus de 6 milliards sont remboursables endéans un an et ce chiffre ne tient pas compte des dépôts en comptes chèques postaux. Tant que la situation est normale, tant que nous continuons à mériter le crédit dont nous avons besoin et qu'on nous le donne, à l'intérieur comme au dehors du pays, l'importance de cette dette flottante n'offre qu'un danger relatif : elle se renouvelle automatiquement au fur et à mesure qu'elle devient exigible. Mais qu'arriverait-il le jour où notre crédit fléchirait?

Voilà ce qui ne devrait jamais être perdu de vue.

Voilà ce qui donne à l'équilibre budgétaire indispensable pour créer la confiance, son importance primordiale, ce qui en fait le besoin essentiel de l'État.

Voilà enfin ce qui devrait faire redouter toute tentative, toute expérience, toute innovation dont l'effet sur le crédit serait incertain.

Affermir cet équilibre, conserver intact ce crédit, consolider la dette flottante, sont donc les objectifs immédiats assignés à nos efforts.

Heureusement, toutes les dispositions sont prises aujourd'hui pour réussir dans cette voie.

On conçoit que, tant qu'il était nécessaire d'emprunter pour assurer la vie courante de l'État, il était impossible de songer à rembourser la dette flottante; que tant que l'argent est rare et cher, il n'est pas facile d'émettre des emprunts de consolidation.

Mais à présent, l'équilibre budgétaire est assuré. Notre crédit est à l'étranger plus ferme que jamais, le taux de l'argent y diminue pour nous.

Il est intéressant à cet égard de consulter les cours de nos emprunts extérieurs.

Les emprunts aux États-Unis d'abord :

Notre 7 $\frac{1}{2}$ % émis à 97 $\frac{1}{2}$ en 1920 cote actuellement 110 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾ ;

Notre 8 % émis au pair en 1921 cote 107 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾ ;

Notre emprunt 6 $\frac{1}{2}$ % émis en septembre dernier à 94 cote maintenant 97 $\frac{7}{8}$ ⁽¹⁾.

Quant à notre 3 %, 4^e série émis en Angleterre en 1914, il cote 72 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾ après avoir connu le cours de 49 $\frac{1}{8}$ en février 1920 ⁽²⁾.

En Belgique, la situation particulièrement difficile en ce moment ne peut tarder à s'améliorer, dans un avenir plus ou moins rapproché, surtout que le Gouvernement s'est, depuis le mois de juin 1923 déjà, abstenu de faire appel au crédit public belge.

Le moment approche donc où l'on pourra efficacement s'occuper de réduire la dette flottante.

Ce sera là, pour l'économie du pays tout entier, un soulagement considérable. Les Bons du Trésor auxquels nous renoncerons dès que nous en verrons la possibilité — ce ne sera que progressivement et avec mesure, on le sait d'avance — drainent en effet des capitaux dont l'industrie et le commerce ont, eux aussi, grand besoin. Et sur cette réduction de la Dette flottante doivent se greffer des opérations de crédit à l'étranger impossibles à concevoir tant que l'équilibre budgétaire n'est pas atteint, mais qui, une fois cette condition essentielle assurée, peuvent aisément amener une régularisation de fait des cours de notre devise.

Il y a un an, on eut trouvé ce programme trop ambitieux ; il ne l'est heureusement plus aujourd'hui.

Mais pour le réaliser, répétons-le, il faut que le pays ne s'écarte pas de la ligne suivie jusqu'à présent.

Il appartient au Parlement d'y veiller.

LE BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS.

Le projet de Budget des Non-Valeurs et des Remboursements proposé pour 1925 monte à	fr. 451,955,200 »
Le Budget voté pour 1924 s'élève à	383,325,700 »
Soit en plus	<u>68,629,500 »</u>

⁽¹⁾ Tous ces cours sont ceux du 4 octobre 1924.

⁽²⁾ C'est au cours de l'hiver de 1920-1921 que nos emprunts aux États Unis ont été le plus bas cotés :

Le 7 $\frac{1}{2}$ % a coté 98 $\frac{1}{2}$ en janvier 1921 ;

Le 8 % a coté 97 $\frac{1}{4}$ en mars 1921 ;

Les Bons 6 % à 5 ans émis à 98 $\frac{3}{4}$ en 1920 ont été cotés 86 $\frac{3}{4}$ en janvier 1921.

Rappelons ce que représente ce Budget.

Il se compose de deux chapitres :

L'un est affecté aux Non-Valeurs, c'est-à-dire aux impôts et aux taxes qui, tout en ayant été pris en recette, n'ont pu être recouvrés, et dont la contre-partie doit être portée en dépense en vue de rajuster les comptes.

L'autre est réservé aux Remboursements. Il s'agit ici de sommes qui sont entrées effectivement dans la caisse de l'État, mais qui, les unes, perçues à tort, doivent être restituées aux ayants droit; les autres, correspondant à la part réservée dans le produit des recettes de l'État à certains organismes, doivent être mises à la disposition de ceux-ci.

Ce dernier chapitre à lui seul est en augmentation de 65,500,000 francs.

En réalité, le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements est essentiellement celui des versements opérés par le Trésor soit au Fonds des communes, soit aux provinces et aux communes directement au titre de part leur revenant dans le produit des impôts directs à laquelle elles ont droit.

On voit donc que l'augmentation qui vient d'être signalée provient essentiellement du développement des recettes fiscales attendues en 1925.

RÉSULTAT.

Après avoir analysé successivement chacune des parties qui forment le Budget ordinaire, présentons-le sous son aspect d'ensemble.

Budgets ordinaires pour l'exercice 1925.

BUDGETS.	Crédits votés pour l'exercice 1924 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits proposés pour l'exercice 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Dette publique	1,385,105,885 86	1,968,993,557 70	583,887,671 84	»
Dotations	12 491 534 »	12,348,693 »	»	142,841 »
Justice	120,952,883 54	115,640,436 »	»	5,312,447 54
Affaires Étrangères	27,165,376 »	32,187,950 »	5,022,574 »	»
Intérieur et Hygiène	48,572,281 »	47,855,908 »	»	716,373 »
Sciences et Arts	335,000 608 97	321,499,975 »	»	13,500,633 97
Agriculture	32,833,307 »	32,783,692 »	»	49,705 »
et Travaux publics	91,542,387 »	95,710,806 »	1,228,419 »	»
Industrie, Travail et Prévoyance sociale	171,860,002 »	193,519,832 »	23,659,830 »	»
Colonies	6,737,386 »	6,451,432 »	»	285,954 »
Défense Nationale	534,045,212 »	521,439,847 »	»	12,605,365 »
Gendarmerie	61,331,038 »	57,424,800 »	»	3,906,238 »
Finances	176,908,681 »	175,097,419 »	»	1,811,262 »
Affaires Économiques	1,667,115 »	1,651,600 »	»	15,515 »
Non-Valeurs et Remboursements	383,325,700 »	451,955,200 »	68 629,500 »	»
TOTAL . . . fr.	3,392,539,397 37	4,036,621,057 70	682,427 994 84	38,346,334 51
			+ 644,081,660 33	
Voies et Moyens	3,345,672,220 »	4,268,007,488 »	922,335,268 »	»
Déficit . . . fr.	46,867,177 37	»		
Boni . . . fr.	»	231,386,430 30		
Augmentation probable en suite de la péréquation des traitements et des pensions	»	210,000,000 »		
Boni probable. fr.		21,386,430 30		

On le voit, malgré la surcharge acceptée de plein gré au Budget de la Dette publique dans le but de mettre notre Budget à l'abri de toute critique, l'ensemble de notre ordinaire solde en boni.

Si, d'une part, on faisait abstraction de l'augmentation de 210 millions à résulter de la péréquation des traitements et des pensions, si, d'autre part, on éliminait les 120 millions à provenir des impôts restant à voter, on verrait que le boni attein-

drait 111 millions, c'est-à-dire plus que la somme nécessaire pour l'indemnité dite du treizième mois payée en 1924.

C'est montrer clairement que, sous peine de s'exposer aux dangers qui résultent inévitablement de tout déséquilibre budgétaire, il faut prévoir des recettes ordinaires nouvelles si l'on veut donner aux fonctionnaires et agents de l'État, l'amélioration de situation qu'ils attendent, et à laquelle ils ont droit depuis le 1^{er} juillet dernier, et venir en aide aux pensionnés.

Cette augmentation, cette aide, faut-il le dire, n'ont toute leur valeur que si, au moment où elles sont accordées, le Gouvernement établit un Budget tel que l'on n'y puisse trouver aucune de ces raisons qui ont, jusqu'à présent, déprécié notre devise et augmenté le prix de la vie.

LE BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Plus d'emprunts nouveaux si ce n'est pour des dépenses productives.

Nous avons vu par la lecture des parties précédentes du présent Exposé que les finances belges seraient remises en 1925, si les propositions du Gouvernement sont suivies, dans une situation analogue à celle de 1914.

Ainsi que le Gouvernement en a pris l'engagement au cours de sa dernière reconstitution, il présente aux Chambres un Budget tel que le recours à l'emprunt ne sera nécessaire que dans deux cas strictement limités :

Couverture ou consolidation de la dette flottante ;

Couverture des dépenses d'outillage (amélioration ou premier établissement) figurant au Budget extraordinaire et au Budget des Administrations de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Il en était de même avant la guerre. De tout temps, la Belgique a emprunté dans de tels buts et la chose est légitime.

Les emprunts contractés pour financer des dépenses d'outillage sont justifiés.

La subdivision du Budget général, en Budget ordinaire et en Budget extraordinaire, a suscité pendant longtemps de vives controverses parmi les économistes comme au sein des Parlements.

Il faut reconnaître, toutefois, que les critiques fondées avaient généralement pour objet la présence dans le Budget extraordinaire de crédits destinés à des dépenses exceptionnelles, passagères, somptuaires même, qui n'avaient certes pas pour effet l'accroissement de la fortune mobilière et immobilière des générations futures comme des générations actuelles.

Aujourd'hui, un Budget extraordinaire ne comprenant que des dépenses de premier établissement ou de perfectionnement de l'outillage économique national, ne rencontre plus guère d'opposition.

Chacun comprend et admet le double rôle, le double devoir de l'État.

L'État, en effet, a non seulement le devoir strict de solder ses dépenses courantes avec ses ressources ordinaires, mais, gérant le patrimoine commun, l'outillage économique du pays, il a aussi pour devoir d'amplifier constamment celui-ci, de le perfectionner, de le moderniser.

Les dépenses que ce devoir impose sont généralement trop lourdes pour être payées immédiatement par l'impôt; elles mettraient en péril l'équilibre obligé du Budget ordinaire et surchargeraient à l'excès le contribuable.

Dès lors, comme l'ouvrier ou l'employé qui désire construire sa maison, comme l'industriel qui s'installe ou s'agrandit, l'État est conduit à recourir au crédit, à substituer au paiement au comptant un paiement différé.

En Belgique tout au moins, c'est ainsi qu'il agit.

L'emprunt au moyen duquel nous soldons nos dépenses extraordinaires nous permet de substituer à un paiement en capital un paiement annuitaire.

Chacune de nos dettes est pourvue d'une dotation d'amortissement qui permet son extinction en un nombre déterminé d'années.

Ces dotations d'amortissement étant régulièrement inscrites à notre Budget ordinaire, nos dépenses d'outillage, comme nos dépenses courantes, sont, en dernière analyse, non couvertes par l'emprunt perpétuel, comme on se l' imagine communément, mais bien par nos recettes courantes, donc par l'impôt.

C'est ainsi que, du 30 septembre 1923 au 30 septembre 1924, nous avons amorti un capital de 195 millions de francs par prélèvement sur le Budget ordinaire.

Il est intéressant de montrer l'importance des contre-parties d'actif qui peuvent figurer en regard de nos emprunts. Une note annexée au présent exposé donne les indications complètes à cet égard en ce qui concerne la période postérieure à l'armistice ⁽¹⁾.

L'Angleterre, elle aussi, emprunte pour son Budget extraordinaire.

Ce serait commettre une erreur que de croire que la Belgique seule a un Budget extraordinaire dont les besoins sont couverts par voie d'emprunt.

L'Angleterre elle-même est dans ce cas. On sait cependant que c'est le pays où la tradition budgétaire est la plus forte, où l'opinion — mieux avertie que partout ailleurs des questions économiques — contrôle le plus attentivement la gestion des finances de l'État.

Le Budget du Royaume-Uni tel qu'il est présenté au Parlement — tel qu'il est généralement connu de l'étranger — ne comprend pas, en effet, la totalité des dépenses auxquelles l'État doit faire face. Il ne comprend que les « Expenditure chargeable against Revenue ». Pour arriver à un chiffre total, il faut ajouter à ces dépenses celles qui sont imputables, en vertu de législations spéciales, au compte « capital » (« Expenditure chargeable against Capital »).

En résumé, il existe, en Grande-Bretagne :

1° Des dépenses en compte capital, figurant dans le Budget, sans qu'il soit possible de les identifier, et qui sont couvertes par le produit d'impôts et taxes;

(1) Annexe V.

2° Des dépenses en compte capital, figurant dans un compte hors Budget, en vertu de législations spéciales, et couvertes par l'emprunt.

Les sommes empruntées pour faire face à ces dépenses de capital, indiquées sous le 2°, sont remboursables en un nombre donné d'annuités, calculé de manière à rembourser l'emprunt pendant la période durant laquelle cette dépense sera engagée.

Ces dépenses en capital sont relatives, en général, soit à la construction de bâtiments publics, soit à l'extension des Services des Postes, Télégraphes et Téléphones, soit à la construction de logements ou d'habitations, soit encore à des placements dans des compagnies anglaises de matières premières (pétrole, etc.).

Leur montant tend d'ailleurs à suivre une marche ascendante.

Les dépenses en capital engagées en

1913-1914	atteignent	£ 4,600,000
1919-1920	id.	£ 4,825,000
1920-1921	id.	£ 6,087,000
1921-1922	id.	£ 8,045,000
1922-1923	id.	£ 7,987,000
1923-1924	id.	£ 7,696,000
1924-1925	id.	£ 8,577,000

Leur importance, par rapport au total des dépenses du Budget ordinaire n'est certes pas aussi considérable que chez nous; mais leur progression même, à une époque où, en Belgique, le montant des Budgets extraordinaires est en régression, méritait d'être signalée ⁽¹⁾.

Diminution du montant de nos Budgets extraordinaires.

Alors qu'avant guerre, nos dépenses extraordinaires n'ont cessé de croître, passant

de 25 millions en 1870 ⁽²⁾
à 83 id. 1890 ⁽²⁾
et 156 id. 1910 ⁽²⁾

on constate, au contraire, une régression marquée au cours des dernières années.

(1) Il est à noter qu'en Angleterre les grands travaux publics — c'est le cas de travaux de ports notamment — sont exécutés souvent par des organismes autonomes possédant un budget indépendant et qui couvrent leurs charges par leurs bénéfices d'exploitation.

(2) Ces chiffres comprennent les dépenses extraordinaires des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Nos Budgets extraordinaires ont varié comme suit depuis quatre ans (1) :

1921.		1,368,000,000
1922.		1,660,000,000
1923.		1,135,000,000
1924.		453,000,000
1925.		621,000,000

Il est vrai que les prévisions pour 1925 dépassent les crédits votés pour 1924 ; mais il ne faut pas perdre de vue que les crédits de 1924 avaient été comprimés dans une mesure exceptionnellement forte et l'on peut dire qu'en 1925, nous sommes rentrés dans la normale.

Toutefois, il convient de remarquer que les premiers d'entre les Budgets du tableau ci-dessus ne sont en rien comparables à ceux d'avant guerre. Ils contenaient des dépenses dites « suites de guerre » dont nous avons déjà parlé (2) et qui engorgeaient l'extraordinaire au point de constituer, pour l'ensemble de nos Budgets, un danger d'une exceptionnelle gravité.

Certes, il paraissait légitime, à l'époque, de porter ces dépenses d'un caractère si spécial à l'extraordinaire : elles n'avaient en elles-mêmes — nous l'avons vu — qu'une analogie plutôt éloignée avec les dépenses ordinaires telles qu'on les concevaient avant guerre.

Mais comme, d'autre part, elles ne correspondaient à aucune augmentation d'actif, les couvrir par l'emprunt jusqu'à leur extinction éventuelle, eût constitué une faute lourde justifiant toutes les critiques adressées à notre crédit.

C'est ce qui nous a dicté notre politique d'« incorporation à l'ordinaire », progressivement poursuivie depuis quatre ans et heureusement achevée en 1924. Cette politique d'incorporation est la cause principale de la dégression de nos Budgets extraordinaires :

Dans le Budget de 1923, les crédits correspondant aux transferts réalisés depuis 1921 atteignaient 152 millions ;

Le Budget de 1924 était frappé de ce chef d'une surcharge de 294 millions.

Depuis cette dernière année, notre Budget extraordinaire ne comprend plus, en dehors du remboursement de 50 millions à l'Institut d'émission, que des dépenses d'outillage qu'il est légitime de couvrir, comme avant la guerre, par l'emprunt.

Ces dépenses extraordinaires atteignent 621 millions dans nos prévisions pour 1925.

Le tableau ci-contre donne le montant par Département des crédits sollicités et permet de comparer ceux-ci aux crédits votés pour 1924.

Il montre aussi que nous pouvons compter sur 110 millions de recettes extraordinaires.

(1) Crédits supplémentaires compris, mais non compris les dépenses de premier établissement des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

(2) Voir Budgets d'administration, pages 17 et 18.

Dépenses extraordinaires.

MINISTÈRES.	Crédits votés pour l'exercice 1924 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits sollicités pour l'exercice 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmen- tations.	Dimi- nutions.
Justice	800,000 »	740,000 »	»	60,000 »
Affaires Étrangères . . .	637,494 29	300,000 »	»	337,494 29
Intérieur et Hygiène . . .	4,600,000 »	6,000,000 »	1,400,000 »	»
Sciences et Arts	33,930,881 »	23,235,000 »	»	10,695,881 »
{ Agriculture	792,000 »	725,000 »	»	67,000 »
{ et Travaux Publics	479,240,600 »	249,949,100 »	70,708,500 »	»
Défense Nationale.	40,998,480 »	148,055,000 »	107,056,520 »	»
Finances	191,560,000 »	192,414,559 »	854,559 »	»
TOTAL. . . fr.	452,559,455 29	621,418,659 »	180,019,579 »	11,160,375 29
Recettes extraordinaires . .	15,088,405 »	109,721,500 »	+ 168,859,203 71	
Insuffisance des recettes . .	437,471,050 29	511,697,159 »		

On constate que l'augmentation des Dépenses extraordinaires par rapport à 1924 atteint fr. 168,859,203.71.

Cet accroissement des crédits provient des dépenses à consacrer à l'outillage direct de la Nation dont est chargé le Département des Travaux publics et des nécessités de la Défense du pays.

L'augmentation à consacrer aux Travaux publics se décompose comme il suit :

Travaux publics.

Dépenses relatives aux :	Crédits votés pour 1924.	Crédits sollicités pour 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Routes fr.	21,450,000 »	53,270,000 »	31,820,000 »	»
Bâtiments civils . . .	7,494,000 »	10,299,000 »	2,805,000 »	»
Casernement des gendarmeries	1,815,000 »	4,735,000 »	2,920,000 »	»
Travaux hydrauliques . .	132,725,600 »	160,353,300 »	27,627,700 »	»
Ports et côte	15,640,000 »	21,211,800 »	5,571,800 »	»
Matériaux	116,000 »	80,000 »	»	36,000 »
TOTAL. . . fr.	179,240,600 »	249,949,100 »	70,744,500 »	36,000 »
AUGMENTATION. . . fr.			70,708,500 »	

La plupart des crédits sont sollicités pour continuer ou achever des travaux et entreprises en cours. Parmi les entreprises nouvelles, pour lesquelles la première tranche de crédit est demandée, il y a lieu de signaler, en raison de l'importance de leur coût total :

- 1° Les routes d'Ostende-Bruxelles-Namur-Givet et Bréda-Anvers-Malines-Bruxelles fr. 35,000,000 »
- 2° Les travaux de dérivation Quaedmehelen-Herenthals . 90,000,000 »
- 3° La construction d'une avenue destinée à desservir les nouvelles installations maritimes au Nord d'Anvers . . 35,000,000 »

Quant aux crédits extraordinaires demandés pour la Défense Nationale, ils avaient dû, à titre exceptionnel, être en grande partie retirés du budget de 1924. Il convient de leur rendre, à partir de l'exercice 1925, l'ampleur voulue et de reprendre l'exécution du programme fixé.

Ensuite de cette exigence, la dotation de certains services se trouve notablement étendue, comme le montre la comparaison ci-après établie avec les crédits votés pour 1924 :

Défense Nationale.

OBJET.	Crédits votés pour 1924.	Crédits sollicités pour 1925.	Augmentations.
Service des bâtiments militaires . . . fr.	6,172,000 »	11.210,000 »	5 038,000 »
Id. des hôpitaux	400 000 »	3.600.000 »	3 500 000 »
Id. de l'Intendance	6,060,000 »	20,000.000 »	13,940 000 »
Id. des établissements d'artillerie .	22,461,750 »	92,637,000 »	70,195,250 »
Id. technique du génie.	4,626,510 »	6 791,000 »	5 164 490 »
Id. de l'aéronautique.	4,870,000 »	8,820,000 »	6,950,000 »
Id. divers	2,708,220 »	4,977,000 »	2.268 780 »
TOTAUX. fr.	40,998.480 »	148,055 000 »	107,056,520 »

L'abandon tout temporaire de certaines constructions projetées, de certains programmes d'acquisitions ou de fabrication, a permis, l'an dernier, une compression de dépenses s'élevant à 90,000,000 de francs.

On sait que cette mesure exceptionnelle joua à cette époque un rôle important dans notre politique financière.

Le projet actuel qui, en somme, ne constitue que la reprise du programme interrompu en partie, comprend notamment l'achèvement de certains casernements, l'amélioration des installations dans les camps, ainsi que de l'outillage servant à l'instruction des troupes, l'aménagement de dépôts et parcs, l'acquisition de matériel de mobilisation pour le service de santé, les approvisionnements en équipements, armements et munitions, enfin, le complètement du matériel aéronautique militaire.

Pour l'appréciation du montant des crédits sollicités, il ne peut être perdu de vue que le coût des travaux est forcément en raison directe de l'index des prix de gros dont le taux est particulièrement élevé.

D'autre part, certains crédits inscrits au Budget extraordinaire ne constituent que de simples avances de la Belgique : ce sont les avances métropolitaines à la Colonie.

Certaines dépenses enfin, prévues au dit Budget, sont productives d'intérêts dont le produit est versé directement au Trésor. Nous visons ici les crédits inscrits au titre du Département des Finances pour aider à la construction d'habitations et logements à bon marché.

Les recettes extraordinaires atteignent 110 millions.

La recette de 100 millions inscrite sous le libellé « *Crédits bancaires : réalisation de créances de l'État à charge des acheteurs de devises cédées à réméré et non restituées à l'expiration des crédits* », requiert quelques mots d'éclaircissement.

Chacun se rappelle la conception, empreinte d'un optimisme malheureusement démenti par l'événement, qui inspira la vaste opération désignée sous le terme de *crédits bancaires* et à laquelle une loi du 16 mars 1919 attacha la garantie de l'État. Elle reposait sur l'espérance d'une prompte amélioration de la devise belge, et c'est sous l'empire de cette idée qu'une partie notable des crédits en devises étrangères utilisés par nos industriels et commerçants le fut selon la modalité de l'achat à réméré.

L'échéance venue, il fut reconnu impossible d'imposer l'exécution immédiate de ces engagements et la loi du 10 juin 1922 en autorisa finalement le report conditionnel jusqu'au 20 mars 1923. Dans l'intervalle, une détente des changes pouvait être envisagée avec moins d'illusion, et, en tout état de cause, l'on ménageait aux intéressés le temps de parer à leur situation.

Pour la liquidation des opérations ainsi demeurées en suspens, le Trésor fut substitué à la Banque Nationale, mandataire du Consortium des banques, l'État ayant complètement désintéressé celui-ci tant au moyen de l'emprunt de 50 millions de dollars contracté en 1920 que des crédits ouverts par les lois du 10 juin 1922 et du 30 juillet 1922 conformément aux comptes soumis au Parlement ⁽¹⁾.

Cette liquidation portait sur :

Dollars	13,818,488.53
Livres sterling	1,080,511-0-1
Francs suisses	3,858,321.51

Les sommes consignées par les cessionnaires, et remboursables dès la restitution des devises, se chiffraient à fr. 170,451,111.98; le Trésor disposera, par contre, du produit de la réalisation de ces mêmes devises. Le solde positif ou

(1) Cf. Compte rendu déposé sur le bureau de la Chambre le 1^{er} mars 1921, du Sénat, le 11 mars; et comptes définitifs déposés sur le bureau du Sénat le 24 mai 1922.

négalif doit, à la clôture des opérations, c'est-à-dire en 1925, être rattaché au Budget général, soit en recette, soit en dépense.

Comme il est expliqué plus en détail dans la note que l'on trouvera à l'appui du Budget extraordinaire, ce solde accusera en faveur du Trésor une recette qu'il est permis d'évaluer à plus de 200 millions, d'après le cours actuel des changes.

A coup sûr dépassera-t-elle les 100 millions de la prévision.

Au moment de l'expiration des crédits bancaires, c'est-à-dire en 1920-1921, la contre-valeur des devises qui restaient à rembourser était de fr. 227,481,326 83 et la somme à restituer aux débiteurs s'élevait à 170,451,111 98

Si la liquidation s'était faite à ce moment, le Trésor eut donc encaissé fr. 57,030,214 85

Or, dès à présent, il détient une somme de 115 millions environ du chef des liquidations déjà effectuées, somme qui se trouvera portée, comme il vient d'être dit, à plus de 200 millions lors de la clôture des opérations. Ceci montre que, contrairement à certaines appréhensions, les mesures prises par l'Administration des Finances à l'égard des débiteurs à réméré n'ont aucunement nui aux intérêts de l'État.

Il est sans doute superflu d'ajouter que ces rentrées ne constituent pas l'État en bénéfice sur l'ensemble d'une opération qui ne laisse que de fâcheux souvenirs et dont nos Budgets auront à supporter pendant vingt-cinq ans la lourde charge.

**Le Budget extraordinaire de 1925 est plus modéré
que celui de 1914.**

Le tableau ci-dessous nous permet de comparer les crédits sollicités pour 1925 à ceux qui ont été accordés en 1914.

DÉPARTEMENTS	1914	1925
Justice fr.	»	740,000 »
Affaires Étrangères . . .	358,750 »	300,000 »
Intérieur et Hygiène. . .	»	6,000,000 »
Sciences et Arts	»	23,235,000 »
Agriculture	2,220,000 »	725,000 »
et		
Travaux publics	39,400,245 »	249,949,100 »
Défense Nationale	54,789,400 »	148,055,000 »
Finances	950,000 »	192,414,559 »
TOTAL. fr.	97,718,395 »	621,418,659 »

On remarquera tout de suite que des crédits sont demandés par certains départements qui n'en sollicitaient pas en 1914, que, d'autre part, les crédits affectés au Département des Finances ont crû dans de très notables proportions.

Il faut reconnaître que la situation actuelle n'est pas comparable à celle d'avant guerre : de nouveaux besoins et de nouveaux devoirs ont vu le jour.

Ce sont notamment la construction et l'ameublement d'écoles normales ainsi que la construction d'écoles primaires, besoins qui absorbent actuellement 23,235,000 francs figurant au chapitre des Sciences et des Arts.

C'est le remboursement à faire à la Banque Nationale sur l'avance consentie en 1919 lors du retrait des marks et qui monte à 50 millions au chapitre du Département des Finances.

Ce sont les subsides aux habitations et logements à bon marché, 121 millions figurant au chapitre du Département des Finances également.

Ce sont les avances du Trésor Belge à la Colonie, 16,400,000 francs au chapitre du Ministère des Finances comme les deux postes précédents.

On voit que si l'on voulait ramener à une base commune les Budgets extraordinaires de 1914 et de 1923 et comparer uniquement des éléments comparables entre eux, il faudrait écarter des crédits sollicités pour 1923, une somme de 210 millions de francs.

Nous devrions donc mettre en regard des 98 millions de francs votés en 1914 une somme de 411 millions. Il résulterait de cette comparaison que le Budget extraordinaire de 1923, dans la mesure où il peut être mis en parallèle avec celui de 1914, représente ce dernier affecté du multiplicateur 4, chiffre sensiblement inférieur à l'index des prix de gros qu'il convient d'envisager lorsqu'il s'agit de dépenses extraordinaires. Ce dernier, en effet, atteint environ 350 %.

LE BUDGET DES DÉPENSES RECOUVRABLES.

Recettes.

Comme au Budget de 1924, les deux articles de recette les plus importants proposés pour 1923 sont :

102,600,000 francs à titre de remboursement par l'Allemagne des frais de l'armée d'occupation ;

756,000,000 de francs à provenir du produit des livraisons allemandes en nature et des versements allemands en numéraire.

Pour montrer comment ces prévisions ont été établies, il est nécessaire de se reporter à deux des principaux accords qui régissent les réparations : la priorité belge et le plan des experts.

La priorité belge.

On connaît l'engagement, contemporain du Traité de Paix, qui accorde à la Belgique, en raison de sa situation spéciale au cours des hostilités, une priorité absolue sur les versements de l'Allemagne, à concurrence de deux milliards de marks-or. On sait aussi qu'à côté de cette priorité existent d'autres privilèges d'un rang égal ou plus élevé : les frais d'occupation et les restitutions notamment.

La priorité belge est encore en vigueur, sans discussion ni contestation. En janvier 1923, la somme sur laquelle elle pouvait s'exercer montait à 500 millions de marks-or en nombre rond. Celle sur laquelle elle pourra s'exercer dans l'avenir ne pourra être déterminée avec une rigoureuse exactitude que lorsque la

Commission des Réparations aura pris en compte les recettes encaissées et les dépenses effectuées au cours de l'occupation de la Ruhr.

Ces recettes ont atteint, pour la Belgique, un montant particulièrement élevé. Les sommes versées dans les caisses de l'État au cours de la période de douze mois qui se termine le 1^{er} octobre 1924, au titre de recettes de réparations, atteignent au total 1,592 millions ⁽¹⁾,

dont 1,131 millions en espèces
et 461 millions en nature.

Ces chiffres montrent que l'occupation de la Ruhr n'a pas été l'opération coûteuse qu'on a parfois dénoncée. Ils se suffisent à eux-mêmes et nous permettront de ne pas nous y étendre.

Ajoutons qu'en dehors du paiement des réparations et de notre priorité qui ne constitue qu'un acompte sur celles-ci, l'Allemagne est tenue à parfaire les restitutions qui nous sont dues. Nous venons à cet égard de conclure avec elle un accord forfaitaire mettant fin aux opérations poursuivies depuis l'armistice, moyennant l'engagement du Reich de payer 247 millions de marks-or aux époques et suivant les modalités que fixera la Commission des Réparations.

Le plan Dawes.

Pour connaître le montant sur lequel pourra s'exercer notre priorité au cours de l'année 1925, il faut se référer au plan des experts.

On se rappelle que ceux-ci ont été amenés à se prononcer sur la question du moratorium absolu à accorder au Reich pendant plusieurs années : c'était la base des demandes présentées à Cannes par l'Allemagne au début de 1922 déjà, comme aussi celle du plan Bonar Law de janvier 1923.

Ce ne fut qu'après de longues discussions où les délégués belges prirent une part active en soutenant notamment que l'arrêt des livraisons en nature était inadmissible pour la Belgique, que l'on en arriva à la solution qui prévalut : financer au moyen d'un emprunt international les livraisons en nature à effectuer au cours de la première année d'exécution du plan.

L'emprunt dont il s'agit est celui d'un montant de 800 millions de marks-or souscrit par les banques des principales puissances alliées, associées ou neutres du monde entier et dont la Belgique a pris environ 3 1/2 centièmes.

Rappelons par le texte même du rapport Dawes, l'origine et la destination de cet emprunt :

C'est d'abord la constatation qu'en 1924-1925 l'Allemagne n'est pas en état de prélever sur ses propres ressources de quoi payer les réparations requises :

« Même si l'Allemagne prend des mesures énergiques pour parer à tout déficit
» en 1924-1925, nous sommes convaincus qu'il n'est pas possible d'espérer que,
» soit par la réduction des dépenses, soit par l'augmentation des recettes, elle

(1) Il s'agit ici des encaissements réalisés par la Trésorerie.

» puisse trouver sur ses ressources budgétaires de quoi faire aux Alliés des paiements résultant du Traité, et nous croyons qu'exiger ces paiements, serait compromettre tant la structure du Budget que la stabilité de la monnaie. Nous examinerons d'autre part comment il sera possible d'apporter d'une autre manière un soulagement aux créanciers des réparations ⁽¹⁾. »

Ce moyen de donner satisfaction tout au moins partielle aux créanciers des réparations est indiqué dans le chapitre intitulé *Emprunt extérieur*, après une analyse de la situation d'où les experts concluent que l'Allemagne n'est pas à même de trouver chez ses ressortissants les fonds à emprunter.

« Pendant l'année 1924-1925, on peut compter que les ressources extra-budgétaires fourniront 200 millions de marks-or, cette somme représentant l'intérêt des obligations de chemins de fer.

» La question se pose de savoir si l'on pourra trouver une autre somme.

» Nous avons d'abord recherché si l'Allemagne aurait assez de crédit au début pour faire face à la totalité de ses charges au moyen d'emprunts ou d'avoirs en capital. Nous estimons qu'il est impossible de dire qu'elle pourrait, avant que sa situation soit bien établie, se procurer assez de fonds pour s'en acquitter.

» Mais il ne s'ensuit pas qu'elle ne pourra pas faire face aux besoins les plus urgents, car il sera certainement possible de trouver une somme importante sur la solide garantie que fournit notre projet, grâce aux garanties de stabilité qu'il apporte, et avec la perspective assurée d'amélioration de la situation politique internationale.

» La question est donc de savoir si les exigences des créanciers de l'Allemagne peuvent être réduites aux limites d'un emprunt possible. Plus ces exigences seront modérées, plus grande sera la probabilité pour l'Allemagne de réussir à contracter un emprunt. Si elles sont excessives, l'emprunt sera impossible, la stabilité ne pourra pas être assurée, et ni le projet que nous proposons, ni aucun autre, ne pourront être appliqués. Le succès du projet dépend donc de trois facteurs principaux :

» a) Limitation des paiements en exécution du Traité pour tous objets à 4,000 millions de marks-or, dont 800 millions au moins sont à dépenser exclusivement en Allemagne pendant la première année, et ensuite à telles sommes que l'exécution du projet rendra disponibles pendant les années suivantes;

» b) Coopération entre les Alliés et l'Allemagne pour faire naître des conditions politiques disposant favorablement les capitalistes du monde à l'égard d'un emprunt allemand offrant de bonnes garanties;

» c) Emprunt de 800 millions de marks-or qui servira à la double fin d'assurer la stabilité de la monnaie et de financer les livraisons en nature indispensables pendant la période préliminaire de restauration économique ⁽²⁾. »

⁽¹⁾ Voir le Rapport du Premier Comité d'Experts. Publication bilingue de la Commission des Réparations, Paris, 1924, p. 16.

⁽²⁾ Voir le Rapport du Premier Comité d'Experts. Publication bilingue de la Commission des Réparations, Paris, 1924, pp. 30 et 31.

Depuis que ces lignes ont paru, dans un rapport rédigé à la demande de la Commission des Réparations, les événements ont progressé : le plan DAWES a été approuvé par l'unanimité des nations intéressées; il constitue désormais, au même titre que le Traité de Versailles dont il dérive, l'acte fondamental du règlement des réparations.

Et si nous nous reportons aux textes que nous avons cités, nous constatons que l'Allemagne doit payer, en tout, en 1924-1925, 1 milliard de marks-or, dont 800 millions — à dépenser en Allemagne — doivent provenir de l'emprunt international et 200 millions de la nouvelle compagnie de chemins de fer. Il est à noter que ce milliard doit couvrir, non seulement les réparations proprement dites, mais également la totalité des charges résultant de la guerre, quelle qu'en soit la nature.

Voici comment les experts s'expriment à cet égard :

« Nous voudrions marquer d'une façon parfaitement claire que les sommes » indiquées dans l'examen que nous avons fait des années successives, com- » prennent tous les montants que l'Allemagne serait tenue de verser aux Puis- » sances alliées et associées pour les dépenses résultant de la guerre, y compris » les réparations, les restitutions, toutes les dépenses de toutes les armées » d'occupation, pour la partie des soldes des Offices de vérification et de compen- » sation que la Commission des Réparations jugera devoir légitimement rester à » la charge définitive du Gouvernement allemand, pour le coût des commissions » de contrôle et de surveillance, etc.; partout où dans le présent rapport et dans » ses annexes nous parlons des paiements du Traité, des réparations, des » montants payables aux Alliés, etc., nous employons ces expressions pour » désigner toutes les charges payables par l'Allemagne aux Puissances alliées » et associées pour ces dépenses résultant de la guerre. ⁽¹⁾ »

La réunion des Ministres des Finances.

On le voit donc, avant de connaître le montant sur lequel s'exercera, en 1925, la priorité belge, il convient de régler une série de questions préjudicielles.

Quelle sera, sur le premier milliard de marks-or, la part allouée aux réparations? Quelle sera la part réservée aux autres charges du Traité : restitutions, frais d'occupation, coût des Commissions de contrôle et de surveillance, versements à faire aux Offices alliés de vérification et de compensation notamment?

C'est pour résoudre cet ensemble de questions infiniment complexes et dont les répercussions peuvent, à certains moments, déborder du domaine technique où les solutions sont généralement aisées à trouver, que les Ministres des Finances des États alliés doivent incessamment se réunir à Paris avec un délégué du Gouvernement des États-Unis. Ils auront en même temps à s'occuper de la prise en recette des produits de la Ruhr que la comptabilité de la Commission

(1) Voir le Rapport du Premier Comité d'Experts. Publication bilingue de la Commission des Réparations. Paris, 1924, pp. 24 et 25.

des Réparations, ainsi que nous l'avons dit, ignore jusqu'à présent. On conçoit que, dans ces conditions, il soit impossible de fixer à l'avance le montant de la part qui, en 1925, reviendra à la Belgique au titre de sa priorité.

Toutefois, tenant compte, d'une part, des besoins maxima de la Belgique en charbon et autres réparations en nature, d'autre part, des transferts en espèces que l'on peut envisager à première vue comme possibles, nous croyons légitime de prévoir que nos dépenses de réparation et nos frais d'occupation seront couvertes par des recettes d'origine allemande.

Ces dépenses de réparation et ces frais d'occupation atteignent au total 977 millions de francs, soit environ 195 millions de marks-or, somme inférieure au solde qui nous reste dû sur notre priorité.

Les Chambres trouveront dans la manière dont le Gouvernement a su, jusqu'à présent, défendre la priorité belge — privilège d'autant plus enviable que les paiements de réparations étaient peu élevés — l'assurance que nos droits seront sauvegardés, dans toute la limite des accords internationaux existants.

Dépenses.

Les crédits proposés pour les dépenses recouvrables de 1925 se montent à fr. 976,707,630 »

Les crédits votés pour 1924 s'élèvent à 1,835,921,639 27

Soit en moins. fr. 859,214,009 27

Cette diminution est détaillée dans le tableau ci-après :

MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits votés pour l'exercice 1924 (y compris les crédits supplé- mentaires).	Crédits sollicités pour l'exercice 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Dette publique	591,383,299 27	»	»	591,383,299 27
Justice	959,200 »	1,516,139 »	556,939 »	»
Intérieur et Hygiène . . .	7,200,000 »	7,200,000 »	»	»
{ Agriculture	7,394,000 »	5,795,000 »	»	1,599,000 »
{ et Travaux publics	41,696,100 »	28,135,600 »	16,439,500 »	»
Défense Nationale	262,357,750 »	107,262,552 »	»	155,095,198 »
Finances	8 099,856 »	7,534,525 »	»	565,331 »
Affaires Economiques . . .	652,245,934 »	623,775,414 »	»	28,470,520 »
Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes . . .	294,585,500 »	195,488,400 »	»	99,097,100 »
TOTAL. fr.	1,835,921,639 27	976,707,630 »	16,996,439 »	876,210,448 27
RECETTES DE RÉPARATION fr.			DIMINUTION fr. : 859,214,009 27	

La réduction qu'accuse le tableau se manifeste principalement à la Dette publique et à la Défense Nationale pour lesquelles, dans l'ensemble, elle s'élève à 746,500,000 francs. C'est l'effet de la décision, prise dans un but d'assainissement budgétaire, de transférer, à partir de 1925, aux dépenses ordinaires, les crédits afférents aux charges permanentes des réparations dont l'énumération suit :

Service de l'emprunt 4 % à lots, d'un milliard de francs, émis en 1921 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre. (Loi du 2 janvier 1921)	fr. 47,098,400 »
Service de l'emprunt 5 % à lots, d'un milliard de francs, émis en 1922 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre. (Loi du 8 avril 1922)	57,210,400 »
Service de l'emprunt 5 % à lots, d'un milliard de francs, émis en 1923 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre. (Loi du 11 mai 1923)	57,873,500 »
Intérêts et frais des dettes dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la Nation belge. (<i>Crédit non limitatif</i>)	42,800,000 »
Intérêts à 5 % l'an des obligations au porteur de la Dette publique à émettre avec jouissance du 1 ^{er} janvier 1925 en représentation d'indemnités pour dommages de guerre en vertu de l'arrêté royal du 16 juin 1924. (<i>Crédit non limitatif</i> .)	63,500,000 »
Service de l'emprunt de deux milliards de francs à 6 % de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre. (Loi du 27 mars 1924.)	144,531,300 »
Annuités à payer par quart jusqu'en 1985 inclusivement tant aux communes qu'à la Société du Crédit communal de Belgique du chef du règlement partiel des dépenses anormales dérivant de la guerre, supportées par les communes jusqu'au 31 décembre 1918 et incombant à l'État	17,764,478 85
Dotations annuelles à verser par quart, au commencement de chaque trimestre, à la Caisse Nationale des Pensions de la guerre	50,000,000 »
Charges des emprunts à contracter par la Caisse Nationale des Pensions de la guerre. (<i>Crédit non limitatif</i> .)	3,000,000 »
TOTAL. . . . fr.	<u>483,778,078 85</u>

Au Budget de 1925, ces dépenses ne s'élèvent qu'à la somme totale de fr. 483,778,078.85, grâce à l'institution d'une Caisse nationale des Pensions de

la guerre dont la création fait l'objet du projet de loi n° 277 (*Doc. de la Chambre des Représentants, session de 1923-1924*) ⁽¹⁾.

Le transfert de ces dépenses du Budget des Dépenses recouvrables au Budget ordinaire de la Dette publique constitue la suite logique de la politique suivie par le Gouvernement et qu'il a indiquée dans l'Exposé général du Budget de 1924 : « N'est-il pas indispensable — disions-nous à ce moment — que nous » nous préparions dès à présent à prendre définitivement à notre compte une » partie du fardeau des réparations? ⁽²⁾ »

Le premier pas dans cette voie fut réalisé dans le Budget de 1924.

Une somme de 477 millions, représentant les intérêts de sommes empruntées par la Belgique pour les réparations, eut dû, en ce moment, suivant les modalités adoptées pour les Budgets antérieurs, être portée en recette au Budget des Voies et Moyens. En faisant disparaître cette recette compensatoire, les Chambres ont consacré, sans renoncer en rien à nos droits vis-à-vis de l'Allemagne, une consolidation de 7 milliards 957 millions de réparations.

Poursuivant cette même politique et conformément à la déclaration qu'il a faite le 18 mars 1924 au Parlement, le Gouvernement vous propose cette année de faire disparaître des Dépenses Recouvrables non seulement la charge de la partie des emprunts généraux qui a été affectée aux réparations, mais également la charge de tous les emprunts émis exclusivement pour les réparations, ainsi que les arrérages des pensions aux victimes militaires et civiles de la guerre. En procédant de cette façon, nous vous suggérons de faire supporter définitivement par le Budget ordinaire toutes les charges permanentes des réparations, c'est-à-dire celles que la Belgique continuera à devoir supporter quand la restauration matérielle des dommages sera terminée.

La charge de toute la dette belge contractée à un titre quelconque sera dorénavant donc couverte par les ressources ordinaires du Trésor.

Nous avons vu que la part de cette charge annuelle que nous assumons pour compte de l'Allemagne atteint près d'un milliard ⁽³⁾.

Ce que nous avons avancé à l'Allemagne.

Déférant à un vœu émis au cours des discussions de la Chambre et du Sénat, le Gouvernement avait fait annexer au Budget de 1924 l'évaluation de toutes les charges que l'aggression allemande a imposées à la Belgique. Ce relevé a été mis à jour au 30 juin 1924 ⁽⁴⁾.

Le total de ces dépenses s'élève à 20,749,030,000 francs.

Ce chiffre comprend, à concurrence de 988 millions de francs, des dépenses effectuées avant l'armistice et que le Traité de Versailles permet de porter en compte; il comprend encore, à concurrence de 726,200,000 francs, les frais des

(1) Voir page 32 du présent Exposé.

(2) Exposé général du Budget de 1924, p. 6.

(3) Voir page 32. Encore la charge des pensions de guerre n'est-elle portée pour 53 millions que par suite de la création de la Caisse Nationale. Si cette solution n'était admise, il faudrait augmenter ce chiffre de 100 millions au minimum.

(4) Annexe VI.

armées d'occupation. Les dépenses de réparations proprement dites se montent donc à 19,004,830,000 francs.

Le total des dépenses effectuées se décompose comme suit :

1° Dommages financiers, c'est-à-dire les contributions imposées à la Belgique pendant la guerre et les intérêts de tous les emprunts contractés par l'État pour la réparation	fr. 5,784,430,000
2° Dommages au domaine public : chemins de fer, postes et télégraphes, voies navigables, ports, voirie routière, etc. (y compris 519,300,000 francs, montant de l'évaluation du matériel livré en exécution des clauses d'armistice, que nous devons porter en compte, puisque l'Allemagne en a été créditée)	3,993,600,000
3° Dommages aux propriétés privées, actuellement réparés .	8,172,900,000
4° Dommages aux personnes (totalisation des annuités payées au 30 juin 1924).	1,053,900,000
TOTAL.	<u>fr. 19,004,830,000</u>

Au moment où la plus grande partie de notre travail de restauration du pays est achevée, il est intéressant de jeter un coup d'œil en arrière et de comparer notre situation actuelle à l'état de dévastation dans lequel se trouvait le pays à l'armistice. C'est la meilleure justification des sommes dépensées à charge du Budget des dépenses recouvrables et de l'accroissement de notre dette qui en est résulté.

On trouvera à cet égard des indications très complètes dans un travail qui fait suite au présent Exposé ⁽¹⁾.

Ce qu'il reste à réparer.

Que reste-t-il à faire ?

Il serait du plus haut intérêt, pour apprécier la situation financière du pays, de connaître l'effort de reconstitution qu'il est encore appelé à réaliser.

Les éléments dont nous disposons jusqu'à présent permettent-ils d'effectuer ce calcul ?

On peut tout d'abord affirmer que les dépenses de réparations proprement dites suivent actuellement une courbe descendante et cela dans des proportions assez sensibles. Pour apprécier celles-ci, en effet, il faut défalquer du total de 20,719,030,000 dont il est question ci-dessus, tout ce qui ne constitue pas la réparation des dommages matériels.

Nous devons donc déduire :

1° Les intérêts payés depuis la reprise par l'État de la dette interprovinciale (contributions de guerre) ;

(1) Annexe VII.

- 2° Les intérêts payés par l'État depuis la reprise des dommages financiers des communes;
- 3° Les intérêts des emprunts contractés par l'État pour les dépenses recouvrables;
- 4° Les intérêts des titres de dommages de guerre;
- 5° Le service des emprunts des régions dévastées;
- 6° Les frais des armées d'occupation;
- 7° Les dépenses effectuées avant l'armistice;
- 8° Les dommages aux personnes, dont la charge sera assurée à l'avenir par la Caisse Nationale des Pensions de la guerre.

Le tableau ci-dessous démontre que les véritables dépenses de réparation ont subi une augmentation sérieuse jusqu'en 1923, mais que, depuis cette époque, elles ont été considérablement réduites et l'on peut être certain que le second semestre de 1924 sera inférieur au premier :

31 décembre 1921 :	11,025,100,000	Augmentation :
31 décembre 1922 :	12,468,500,000	1,443,400,000 pendant 12 mois, soit en moyenne 721,700,000 pendant 6 mois.
30 juin 1923 :	13,778,500,000	1,310,000,000 pendant 6 mois.
31 décembre 1923 :	14,393,000,000	614,500,000 pendant 6 mois.
30 juin 1924 :	14,898,400,000	502,400,000 pendant 6 mois.

Pour 1925, on prévoit 977 millions, soit par semestre 488 millions en moyenne, pour la restauration du domaine public et du domaine privé.

Il résulte, au surplus, des évaluations du Ministère des Affaires Économiques que la restauration du domaine privé restant à réaliser ne dépassera pas un milliard et demi, y compris les crédits sollicités pour 1925.

Déjà plusieurs tribunaux de dommages de guerre ont terminé leur travaux; les autres juridictions, à l'exception des cinq tribunaux dont le rôle est actuellement le plus encombré, clôtureront leurs opérations en 1925.

Sur 1,311,672 demandes de dommages aux biens introduites auprès des tribunaux de dommages de guerre, 66 %, soit 865,227 affaires sont terminées; 34 %, soit 446,445 restent encore en suspens.

Ce chiffre peut paraître élevé, mais il ne faut pas perdre de vue que si les dommages non encore réparés représentent peut-être un grand nombre de dossiers, ceux-ci ne sont plus que d'une importance minime et ne nécessiteront qu'un examen rapide.

Quant aux dommages aux personnes, sur 256,597 victimes civiles qui ont introduit une demande, 239,165 ont vu leur cas recevoir une solution. Il ne reste que 17,432 cas où les intéressés attendent une solution définitive à leur demande; la plupart de ceux-ci ont bénéficié d'une solution provisoire.

La restauration du domaine public touche également à sa fin. On peut présumer que les crédits restant à demander pour 1926 se réduiront à fort peu de chose.

LE BUDGET DES ADMINISTRATIONS DE LA MARINE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Pour les raisons qui ont été indiquées au début du présent Exposé général ⁽¹⁾, le Budget de l'Administration des Chemins de fer fera l'objet d'une loi spéciale à présenter en dehors du cadre du Budget général de l'État. Celui-ci ne contiendra plus, par conséquent, que les Budgets de la Marine, des Postes et des Télégraphes.

Les dépenses d'exploitation sont moins élevées qu'en 1924.

Comparativement à 1924, les dépenses d'exploitation de la Marine, des Postes et des Télégraphes se présentent, pour 1925, comme il suit :

ADMINISTRATIONS.	Crédits votés pour l'exercice 1924 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits sollicités pour l'exercice 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Marine	58,471,157 »	48,766,676 »	»	9,704,481 »
Postes.	167,453,548 »	154,282,934 »	»	13,170,614 »
Télégraphes.	101,773,306 »	122,172,696 »	20,399 390 »	»
TOTAUX. . . fr.	327,698,011 »	325,222,306 »	20,399,390 »	22,875,095 »
			DIMINUTION : fr. 2,475,705 »	

Au total, les crédits sollicités sont donc en diminution.

Mais il faut noter que la comparaison est établie sans tenir compte des dépenses afférentes à la péréquation des traitements.

La diminution, pour 1925, des crédits de la Marine et des Postes — diminution sensible, on l'a vu — provient principalement des réductions apportées au cadre du personnel.

L'augmentation des dépenses des Télégraphes et Téléphones résulte surtout de l'accroissement des charges financières, du chef desquelles il est prévu un supplément de plus de 10 millions de francs. Le surplus provient de la suppression du Fonds de tiers qui avait été institué pour la liquidation des comptes avec les Offices étrangers. Cette dépense trouve sa compensation aux recettes.

(1) Voir page 2.

Les recettes d'exploitation sont plus élevées qu'en 1924.

Le tableau ci-après donne les évaluations de 1925 rapprochées de celles de 1924.

ADMINISTRATIONS.	Évaluations adoptées pour 1924.	Évaluations proposées pour 1925.	DIFFÉRENCES.	
			En plus.	En moins.
Marine.	16,040,000 »	25,295,000 »	9,255,000 »	»
Postes	146,250,000 »	181,709,500 »	35,459,500 »	»
Télégraphes	105,935,113 »	133,000,000 »	27,064,887 »	»
TOTAUX. . . fr.	268,225,113 »	340,004,500 »	71,779,387 »	»

Les augmentations qu'accuse le tableau sont basées sur le développement pris par les recettes au cours de 1924 et, en ce qui concerne l'Administration des Télégraphes, l'augmentation est due pour partie au résultat financier à attendre de la réforme à apporter au tarif téléphonique.

Dans l'ensemble, les Budgets des Régies sont en boni.

ADMINISTRATIONS.	Dépenses présumées.	Recettes présumées.	DIFFÉRENCES.	
			Boni.	Mali.
Marine	48,766,676 »	25,295,000 »	»	23,471,676 »
Postes	154,282,934 »	181,709,500 »	27,426,566 »	»
Télégraphes	122,172,696 »	133,000,000 »	10,827,304 »	»
TOTAUX. . . fr.	325,222,306 »	340,004,500 »	38,253,870 »	23,471,676 »
Boni total. . . fr.			14,782,194 »	

Comme on le voit, l'Administration des Postes et celle des Télégraphes sont parvenues, ensuite du relèvement de leurs tarifs et du développement du trafic, à faire dépasser leurs dépenses par leurs recettes.

La situation de la Marine est également en progrès :

Le mali qui, en 1924, était estimé à 37,640.997 francs ne s'élève plus, en 1925, qu'à 23,471,676 francs.

Ce résultat s'améliorera encore notablement après que l'accord aura pu être

établi en vue du paiement en francs-or des droits de pilotage, accord actuellement en cours de négociation.

Qu'on n'oublie pas, d'autre part, que l'Administration de la Marine ne constitue pas essentiellement une régie, une grande partie de son activité étant consacrée à assurer des services d'utilité publique.

Influence de la péréquation des traitements.

La charge nouvelle qu'entraînera la péréquation des traitements aura pour conséquence de modifier assez sensiblement les résultats prévus ci-dessus. Cette modification est indiquée ci-après :

ADMINISTRATIONS.	Résultat présumé.	Charge présumée de la péréquation.	Résultat nouveau.
Marine	— 23,471,676 »	6,000,000 »	— 29,471,676 »
Postes	+ 27,426,566 »	21,000,000 »	+ 6,426,566 »
Télégraphes	+ 10,827,804 »	13,000,000 »	— 2,172,696 »
TOTAUX. . . fr.	+ 14,782,194 »	40,000,000 »	— 25,217,806 »

On le voit, la surcharge à résulter de l'amélioration de la situation des fonctionnaires et agents des Régies change le boni primitivement prévu en un déficit de 25 millions de francs.

Disons toutefois que les progrès constatés dans la perception des recettes ainsi que la revision des droits de pilotage permettent d'espérer que ce déficit sera comblé au cours de l'année 1925 et, d'autre part, que le boni des Budgets ordinaires compense, pour le présent, ce déficit momentané.

Dépenses extraordinaires.

Le tableau ci-après reproduit le montant des crédits extraordinaires votés pour 1924 et le montant de ceux sollicités pour 1925 par chaque administration :

ADMINISTRATIONS.	Crédits votés pour 1924 (y compris les crédits supplémentaires).	Crédits sollicités pour 1925.	DIFFÉRENCES.	
			Augmentations.	Diminutions.
Marine	160,000 »	»	»	160,000 »
Postes	4,678,800 »	5,941 500 »	1,262,700 »	»
Télégraphes	120,515,850 »	254,349,350 »	133,833,500 »	»
TOTAUX. . . fr.	125,354 650 »	260,290,850 »	135,096,200 »	160,000 »
			AUGMENTATION fr. 134,936,200 »	

L'accroissement des crédits proposés provient, pour sa presque totalité, de l'augmentation du crédit destiné à l'Administration des Télégraphes.

Par comparaison à 1924, ce crédit se décompose comme il suit :

OBJET DE LA DÉPENSE.	Crédit voté pour 1924.	Crédit proposé pour 1925.	AUGMENTATION.
A. <i>Télégraphes. — Lignes et bureaux :</i> Création de bureaux télégraphiques, établissement de lignes, installation d'appareils, installations pour le ser- vice de la radio-télégraphie, matériels divers, etc.	45,454,550 »	47,481,250 »	2,326,700 »
B. <i>Locaux. — Télégraphes et téléphones.</i>	5,656,300 »	44,155,000 »	5,498,700 »
C. <i>Réseaux téléphoniques :</i> Ouverture de nouveaux réseaux, création de bureaux, extension des réseaux, reliement des abonnés, etc.	67,744,650 »	91,438,000 »	23,393,350 »
D. — <i>Circuits téléphoniques.</i>	40,852,350 »	97,186,400 »	86,333,750 »
E. — <i>Transformation des réseaux télépho- niques</i>	24,108,000 »	37,389,000 »	16,281,000 »
TOTAUX. . . fr.	120,515,850 »	254,349,350 »	133,833,500 »

RÉCAPITULATION.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 1925 se présentent, dans leur ensemble, en recettes et en dépenses, avec leurs résultats, conformément au tableau ci-après :

BUDGETS.	DÉPENSES.	RECETTES.	EXCÉDENT	
			des recettes.	des dépenses.
Ordinaires (1)	4,246,621,057 70	4,268,007,488 (2)	21,386,430 30	»
Extraordinaire	621,418,659 »	109,721,500 »	»	511,697,159 »
Recouvrable.	976,707,630 »	976,707,630 »	»	»
Marine, Postes et Télégra- phes :				
1 ^o Dépenses d'exploitation (3).	365,222,306 »	340,004,500 »	»	25,217,806 »
2 ^o Dépenses de premier éta- blissement.	260,290,850 »	3,284,000 »	»	257,006,850 »
TOTAL. . . fr.	6,470,260,502 70	5,697,725,118 »	21,386,430 30	793,921,815 »
			772,535,384 70	

(1) Y compris une somme de 210 millions pour la péréquation des traitements et des pensions.

(2) Y compris 120 millions d'impôts restant à voter.

(3) Y compris une somme de 40 millions pour la péréquation des traitements.

LE BUDGET DE L'ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER.

Dans tout cet Exposé nous avons considéré que l'autonomie de la Régie déjà votée par la Chambre des Représentants sera réalisée dès l'année prochaine.

Nous serions incomplets, cependant, si nous ne disions ici un mot du Budget de l'Administration des Chemins de fer.

Le Parlement a le droit de demander, au moment où nous lui présentons une étude d'ensemble de la situation financière, à connaître les prévisions en ce qui concerne la gestion de la Régie.

Ainsi que que l'avons dit, le Budget de l'Administration des Chemins de fer se présentera, désormais, sous la forme nouvelle prévue dans le projet de loi sur l'autonomie financière du railway et qui s'harmonise avec les principes de la comptabilité industrielle.

Sous ce nouvel aspect, le Budget des Chemins de fer se subdivisera en deux parties distinctes.

La première, ou Budget proprement dit, réunit en des articles communs toutes les prévisions de crédits qui faisaient précédemment l'objet de Budgets séparés (Budgets ordinaire, extraordinaire et des dépenses recouvrables).

La seconde partie indique la répartition de ces crédits aux différents postes de la comptabilité industrielle (établissement, exploitation, etc.).

Dans les prévisions dont il s'agit, les recettes d'exploitation s'élèvent à la somme de fr. 1,752,358,300

Les dépenses d'exploitation y compris les charges nouvelles
à résulter de la péréquation à 1,750,481,082

L'excédent des recettes sur les dépenses peut donc être
estimé à fr. ⁽¹⁾ 1,877,218

Mais le Budget des régies comprendra en outre, des dépenses de premier établissement, la constitution d'une réserve d'approvisionnement, la constitution d'une dotation initiale des comptes de renouvellement, d'assurances et de réserves. La Régie autonome aura à pourvoir à ces besoins par des emprunts propres.

Les Chambres recevront toutes les indications nécessaires à ce sujet lors du dépôt incessant du Budget de l'Administration des Chemins de fer.

(1) Les chiffres que nous venons de mentionner sont basés sur les cours actuels des combustibles et autres matériaux et matières nécessaires à l'exploitation.

CONCLUSIONS.

Nous venons de parcourir dans leurs grandes lignes chacune des parties essentielles des projets de Budgets de 1925.

A chaque pas, nous avons reconnu la trace des lourds sacrifices consentis par la Nation.

Le Gouvernement ne les ignore pas.

Mais si, obéissant à un devoir supérieur, il a dû prendre la responsabilité de les demander à tous, il voudrait cependant que l'on comprît qu'ils étaient indispensables et que le résultat atteint valait pareil effort.

L'équilibre du Budget est indispensable.

Nous avons souvent fait allusion aux travaux de la Conférence financière internationale réunie à Bruxelles en 1920.

C'est surtout pour nous couvrir de la grande autorité que donne à ses avis l'unanimité des experts spécialement désignés par trente-neuf Nations pour étudier les graves problèmes d'après guerre. Parmi ces experts, se trouvaient d'ailleurs plusieurs sommités dont la compétence est respectée dans le monde entier.

Leur plus solennel avertissement fut celui par lequel ils montraient la nécessité de l'équilibre budgétaire, « première des réformes sociales et financières dont dépendent toutes les autres » ⁽¹⁾. « Tout pays — ont-ils affirmé — qui accepterait dans ses finances le principe du déficit budgétaire s'engagerait sur la pente dangereuse qui mène droit à la ruine. »

Et ils précisaient ce danger en montrant les conséquences d'un excès permanent des dépenses sur les revenus de l'État :

- » Il entraîne tôt ou tard une des conséquences suivantes :
- » a) Une inflation nouvelle du crédit et de la circulation fiduciaire ;
- » b) Une diminution nouvelle du pouvoir d'achat des monnaies nationales et une instabilité encore plus grande du change sur l'étranger ;
- » c) Une nouvelle hausse des prix et du coût de la vie. »

Au contraire, pour les experts de Bruxelles, l'équilibre budgétaire doit mener à l'accroissement de la production, à la baisse des prix et au rétablissement de la prospérité.

Ce sont là des perspectives qui nous étaient interdites jusqu'à présent et qui, si le Budget de 1925 est admis tel que nous vous le présentons, en parfait équilibre, peuvent être envisagées désormais.

On reconnaîtra que cela vaut quelque chose.

⁽¹⁾ Résolution n° III de la Commission des finances.

Les premiers Budgets d'après-guerre manquaient d'exactitude.

Pour qu'un Budget soit réellement en équilibre, il faut qu'il soit exact, bien agencé et balancé dans ses recettes et dépenses.

Les Budgets qui ont suivi l'armistice étaient — faut-il le dire? — loin de répondre à cet idéal; cela se comprend aisément si l'on tient compte des conditions dans lesquelles ils ont dû être établis.

Examinons-les à la lumière de chacune des trois conditions que nous venons de formuler.

Au point de vue exactitude d'abord, on doit reconnaître qu'ils étaient insuffisants.

En 1920 et en 1921, le régime des dépassements de crédit existait sans contrôle ni frein effectifs.

Les crédits supplémentaires ont atteint pour l'ensemble des Bugets :

En 1920	1,469 millions,
En 1921	1,149 millions.

La première mesure à prendre pour voir clair dans la situation, avant même de songer à épurer les Budgets, était de mettre fin à ces dépassements injustifiés de crédit.

La création du contrôle de l'engagement des dépenses y a suffi (1) :

Ce contrôle a permis, en effet, de serrer la vérité budgétaire de plus près et lorsqu'il se produit encore des dépassements, c'est, la plupart du temps, que les variations des prix ont eu pour effet de rendre insuffisantes, en cours d'exercice, certaines évaluations faites plusieurs mois auparavant. Mais les dépassements qui en résultent n'ont plus le caractère de ceux qu'on remarquait en 1920 ou 1921 et qui rendaient, jusqu'à un certain point, illusoire l'œuvre du législateur.

Les premiers Budgets d'après-guerre étaient mal agencés.

Lorsqu'il s'est agi d'établir les premiers Budgets d'après-guerre, on s'est trouvé dans une situation qui mérite d'être rappelée.

D'une part, les recettes étaient tout à fait insuffisantes malgré les impôts présentés hâtivement.

D'autre part, le Traité de Versailles mis en vigueur en janvier 1920 avait donné naissance à de vastes illusions; la masse croyait que l'Allemagne paierait tout ce qui lui serait réclamé et notamment les 20 milliards de marks-or qu'elle devait verser avant le 1^{er} mai 1921.

Enfin, on se trouvait en présence d'un montant élevé de dépenses d'un caractère inconnu jusqu'alors et dont la classification échappait aux règles budgétaires simples précédemment admises : dépenses anormales, n'ayant pas *a priori* un

(1) Lois du 30 juillet 1921 et du 10 juin 1922.

caractère de permanence et de régularité suffisant pour les classer d'emblée dans les Budgets ordinaires; dépenses improductives cependant et dont par conséquent la présence à l'extraordinaire devait prêter le flanc à la critique.

L'insuffisance de recettes et l'incertitude de la situation décidèrent toutefois le Gouvernement de l'époque à les faire figurer au Budget extraordinaire.

Mais à côté de cet extraordinaire encombré de dépenses improductives, figurait un autre Budget extraordinaire, légitime certes, mais non moins dangereux pour le crédit de la Belgique : le Budget des Réparations.

Si ses dépenses avaient pu être couvertes, comme elles l'eussent dû, par des recettes d'origine allemande, il n'eut pu susciter aucune critique.

Mais on sait ce qui est advenu : les paiements insuffisants de l'Allemagne ont obligé la Belgique à faire elle-même la plus grande partie de l'effort de restauration, à demander à l'emprunt les ressources que l'envahisseur eut dû en toute justice lui procurer. Et dès lors, sur le Budget des Réparations est venu se greffer un second Budget de la Dette publique comprenant la charge des pensions de guerre et des emprunts contractés, ainsi qu'on le disait alors « pour compte de l'Allemagne ».

Admettre la permanence d'un tel Budget extraordinaire et d'un tel Budget des Réparations eut été installer l'emprunt à demeure fixe dans le Budget, emprunter pour payer les charges d'emprunts précédents, mener le pays à une ruine rapide et définitive.

Il fallut donc prendre, et ce fut fait dès décembre 1920, la décision radicale de couvrir toutes les dépenses permanentes de l'État, quelle qu'en fût l'origine, par des recettes de même nature.

Il fallait, pour cela, faire passer à l'ordinaire les dépenses improductives du Budget extraordinaire, toutes les dépenses permanentes du Budget des Réparations et en même temps éliminer du Budget des Voies et Moyens les « recettes compensatoires de réparation » qui n'offraient pas toutes les garanties de permanence indispensables.

Nous avons défini déjà ces « recettes compensatoires » ⁽¹⁾. On sait qu'elles étaient destinées à former la contrepartie des charges de cette portion de la Dette publique non spécialisée (emprunts généraux du Trésor dépourvus d'un but particulier de réparations), qui a servi au financement des dommages de guerre.

Tant que ces transferts n'étaient pas réalisés, tant que toutes les dépenses permanentes n'étaient pas couvertes par des recettes ordinaires, on doit reconnaître qu'il n'y avait pas d'équilibre réel.

Les étapes de l'épuration budgétaire.

Est-il nécessaire de dire qu'un tel programme ne pouvait être réalisé en un jour ni en une année?

Il fallut y procéder successivement, avec méthode, dans la mesure des possibilités, consolidant chaque année les positions conquises afin de réaliser un nouveau progrès.

(1) Voir page 26 ci-dessus.

Quatre ans ont suffi pour arriver au bout de la tâche.

L'indication des étapes parcourues en fera mesurer toute l'ampleur.

En 1921, le Budget ordinaire, conçu sur la base du Budget ordinaire de 1920, mais porté à hauteur des besoins réels atteint, tel qu'il est sorti du vote de la Législature, c'est-à-dire sans tenir compte des crédits supplémentaires, un montant de 2,311 millions, laissant un déficit apparent de 210 millions ⁽¹⁾.

Pour le Budget de 1922, 50 millions sont transférés de l'Extraordinaire et du Recouvrable à l'Ordinaire.

Au Budget de 1923, l'ensemble des crédits transférés atteint 167 millions, mais en même temps une recette compensatoire de 97 millions équivalant à la charge de la reprise des marks disparaît du Budget des Voies et Moyens.

Au Budget de 1924, les progrès vont en s'accéléralant : l'ensemble des crédits transférés atteint 309 millions et on renonce à une recette compensatoire de réparations de 437 millions; les versements de l'Allemagne peuvent désormais être entièrement appliqués au Budget des Dépenses recouvrables. La surcharge totale de l'ordinaire atteint donc 766 millions.

Reste une dernière étape.

Le Budget de 1925 la voit franchie :

On porte à l'ordinaire toutes les charges des dettes et des pensions figurant jusqu'alors au Budget des Dépenses recouvrables, soit 484 millions.

Et aujourd'hui que nous sommes en présence d'un Budget type, irréprochable dans son agencement et bouclé, voyons ce qu'eussent été les Budgets antérieurs, si on les avait établis sur les bases de 1925 :

Le déficit de 1924 eut été de . . .				732 millions.
Id.	de 1923	id.	. . .	1,301 id.
Id.	de 1922	id.	. . .	1,501 id.
Id.	de 1921	id.	. . .	1,710 id.

Ces quelques chiffres montrent mieux que le plus long exposé, l'importance de la route parcourue.

Ils montrent surtout — et c'est là une chose importante à signaler au pays — que les accroissements d'impôts consentis depuis quatre ans n'ont pas été nécessités par un développement des dépenses de l'État résultant, notamment, d'extensions des administrations publiques.

Nous avons vu que les prévisions de recettes fiscales avaient passé entre 1921 et aujourd'hui de 1,416 millions à 3,540 millions ⁽²⁾. Mais cette augmentation de 2,124 millions n'est pas entièrement applicable aux dépenses d'administration : 426 millions en sont attribués directement aux provinces et aux communes. Restent pour l'État 1,698 millions, et on comprend que leur totalité a dû être utilisée à boucher le déficit de 1,710 millions qui existait réellement en 1921.

Les impôts consentis ont donc servi à une œuvre de sauvetage immédiate, urgente, indispensable.

(1) 372 millions en tenant compte des crédits supplémentaires.

(2) Voir page 7.

Progression des recettes. — Compression des dépenses.

Quelle que soit leur valeur, les opérations de transfert effectuées à l'intérieur des Budgets ne constituent cependant qu'une partie accessoire de la tâche accomplie. Elles n'ont cessé d'être, en effet, régies et dominées par les possibilités d'équilibre, fonction, elles-mêmes, de la progression des recettes et de la compression des dépenses permanentes. C'est là, en dernière analyse, l'essentiel de toute œuvre budgétaire.

Je ne parlerai pas des progressions de recettes.

Je m'y suis longuement étendu; elles sont trop sensibles d'ailleurs pour qu'il soit nécessaire de les mettre en évidence.

Moins apparentes, à première vue, sont les compressions de dépenses.

Il y a à cela trois raisons.

La première est que la diminution du pouvoir d'achat de l'unité monétaire qui amplifie, ainsi que nous l'avons vu, l'accroissement apparent des recettes, minimise dans la même mesure le montant des économies réalisées. Un milliard de 1921 n'est pas équivalent à un milliard de 1925, et pourtant à ne citer que les chiffres, il n'y paraît rien.

La seconde raison est que la politique d'incorporation à l'ordinaire a eu pour effet de masquer les économies réalisées. Chaque fois, jusqu'à présent, que se produisait un disponible, à la dépense qui disparaissait était substituée une dépense transférée du Budget extraordinaire ou du Budget des Réparations.

La troisième raison enfin, est qu'en général on cherche les compressions de dépenses là où elles ne peuvent exister :

Il est de toute évidence que le Budget de la Dette n'en peut offrir d'exemple; tant que les dépenses n'ont pas été équilibrées par des recettes, tant qu'il nous a fallu emprunter pour financer les réparations, les charges de la dette ne pouvaient qu'augmenter.

De même, pas de compression possible au Budget des Non-Valeurs et des Remboursements. Ce Budget a, dans l'ensemble, une influence déroutante. Il croît à mesure que s'élèvent le montant des recettes d'impôts et, partant, des parts qui en reviennent aux provinces et aux communes. Et tandis qu'il gonfle le total de nos Budgets, son importance même est un signe de progrès.

Restent deux catégories de Budgets ⁽¹⁾, seuls compressibles, et qui par conséquent peuvent seuls donner la mesure des compressions : les Budgets d'administration et le Budget extraordinaire.

Il est indispensable de les considérer comme un tout puisque chaque année des transferts ont été effectués de l'un dans l'autre.

Voyons ce qu'ils étaient, au total, il y a quatre ans et ce qu'ils sont devenus depuis.

(1) Nous éliminons bien entendu les Régies qui forment des Budgets à part.

Ils atteignaient, crédits supplémentaires compris :

En 1921	2,851 millions.
En 1922	3,240 id.
En 1923	2,743 id.
En 1924	2,027 id. (1).
Ils atteindront en 1925.	2,187 id. (1).

Qu'on ne marque pas d'étonnement à voir leur montant s'élever en 1925.

On sait qu'en 1924, les Dépenses extraordinaires avaient été comprimées à l'extrême et que les crédits demandés, pour la Défense Nationale spécialement, avaient été réduits dans toute la mesure possible, étant entendu que ce ne devait être que temporaire.

Au surplus, les chiffres que nous venons de citer ne donnent pas la véritable grandeur des économies. Nous avons dit pourquoi : le montant nominal des dépenses prévues pour 1925 manque de commune mesure avec celui des dépenses des années précédentes. Afin de rendre toutes choses égales, établissons les chiffres ci-dessus sur la base du pouvoir d'achat existant en été 1924, époque de l'élaboration des Budgets dans les divers Départements (2).

Nous aurons, dès lors, pour unité de compte le franc qui a servi à établir le projet de Budget de 1925.

Sur cette base, les Dépenses d'administration et les Dépenses extraordinaires réunies atteignent les montants suivants :

Pour 1921	3,073 millions.
Pour 1922	4,212 id.
Pour 1923	3,711 id.
Pour 1924	2,293 id.
Pour 1925	2,187 id.

En réalité, on le voit, la compression des dépenses et par ce mot, nous entendons à la fois l'arrêt de la progression normale et les économies réalisées — a porté sur 28.8 % en quatre ans.

Ce résultat trop ignoré méritait d'être mis en lumière.

Le succès est au bout de nos efforts.

Une chose surprend souvent. C'est que les progrès obtenus en matière budgétaire ne se manifestent pas encore de façon tangible dans le domaine des faits.

Les changes étrangers, le prix de la vie sont au plus haut, ou presque. Aucun soulagement apparent n'est perceptible.

La lassitude, le découragement progressent ; on doute de l'utilité des impôts, on devient sceptique à l'égard des améliorations annoncées ; on s'irrite presque de voir les progrès se limiter à des chiffres.

(1) Non compris les remboursements à la Banque Nationale.

(2) Nous utilisons les index du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

N'est-ce pas une preuve évidente que le sens de l'objectivité financière manque à la masse ?

C'est d'ailleurs naturel et humain : chacun a tendance à limiter son horizon à ses propres besoins et à ses propres intérêts.

Mais examinons objectivement les faits. Ils nous montrent clairement la raison de l'anomalie dont se plaint le public.

Quelqu'importants fussent-ils, nos progrès budgétaires n'avaient, en effet, pas rétabli jusqu'à présent l'équilibre vrai, et cela suffit à tout expliquer. Certes, les déficits ont été en s'atténuant progressivement dans toute la mesure du possible. Mais chacun de ces déficits, si peu élevé fût-il par rapport au précédent, augmentait l'importance totale de notre passif.

C'est de ce passif chaque année accru que nous souffrons actuellement.

C'est lui qui pèse sur notre change et agit sur le prix de la vie.

C'est lui qui nous écraserait si nous ne mettions un terme à sa croissance.

Mais heureusement le moment décisif est atteint.

Le Budget que nous vous présentons est, cette fois, entièrement et solidement en équilibre. Il se présente sous un aspect en tous points comparable à un Budget d'avant-guerre. Dès lors, tous les espoirs sont permis ; disons plus : nous avons la certitude d'aller à un régime économique stable, régularisé, normal.

Il faut que l'on sache que, de la rude tâche qui attendait la Belgique au lendemain de l'occupation, le plus difficile, le plus pénible est accompli.

Car il ne s'agit plus aujourd'hui de vivre au jour le jour ignorant des exigences du lendemain. Les difficultés à vaincre sont maintenant bien délimitées ; nous vous les avons désignées au cours de notre Exposé en vous montrant les moyens de les résoudre : c'est la consolidation de la Dette flottante, c'est la régularisation des changes dont dépend directement le coût de la vie.

Des opérations de crédit à l'étranger dont les bases sont jetées depuis longtemps — mais qui attendaient que l'équilibre budgétaire fût réalisé — doivent nous procurer, dans un avenir très rapproché, les capitaux à appliquer à la consolidation de la Dette flottante que constituent certains titres de dommages de guerre, et le volant de change nécessaire pour défendre efficacement notre devise. D'autre part, l'œuvre de restauration des dommages de guerre touche à sa fin et le moment approche où les paiements de l'Allemagne, moins aléatoires qu'ils l'ont été jusqu'à présent, pourront être entièrement consacrés au remboursement de notre dette.

Lorsqu'au cours de la guerre, ici, comme au delà des lignes, nous songions à la victoire si lente à se déclarer, aucun de nous ne pensait que les sacrifices à consentir pourraient être trop lourds.

Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi :

L'intérêt individuel fait souvent oublier l'intérêt général ; on hésite devant le devoir à accomplir, on le perçoit, semble-t-il, moins distinctement.

N'est-ce pas compréhensible, somme toute, si l'on songe à l'ampleur de la tâche déjà effectuée?

Et c'est pourquoi, bien qu'il soit très léger à côté de ceux qui ont été consentis par le passé — nous vous l'avons montré — l'effort qui reste à fournir paraît plus pénible.

Nous vous le demandons cependant — cet ultime effort — avec une confiance entière.

Le but à atteindre n'est-il pas identique à celui que nous poursuivions pendant la période de guerre que nous venons de rappeler?

Ne s'agit-il pas d'assurer, au point de vue financier cette fois, le salut complet et définitif, la sécurité et l'avenir du Pays?

Et ce n'est plus là un résultat à longue échéance, la réalisation, paraît au contraire, prochaine.

Il n'est pas un Belge, croyons-nous, qui, en ayant clairement compris la portée, refusera de collaborer à une telle œuvre.

Bruxelles, le 22 octobre 1924.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

ANNEXE I.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

Variations en sens positif et négatif par rapport à 1924.

	Augmentations.	Diminutions.
ART. 1. — Impôts cédulaires sur les revenus :		
Contribution foncière fr.	50,000,000	»
Taxe mobilière	125,000,000	»
Taxe mobilière spéciale	25,000,000	»
Taxe professionnelle	50,000,000	»
ART. 3. — Impôt sur le mobilier	»	3,500,000
ART. 5. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur	20,000,000	»
ART. 6. — Taxe sur les spectacles ou divertissements publics	»	5,000,000
ART. 7. — Taxe sur les jeux et paris	7,500,000	»
ART. 8. — Redevance sur les mines	14,970,000	»
ART. 9. — Recettes diverses (contributions directes)	10,000,000	»
ART. 10. — Douanes	159,000,000	»
ART. 11. — Accises	121,050,000	»
ART. 12. — Solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg	»	1,500,000
ART. 14. — Enregistrement et transcription	65,000,000	»
ART. 15. — Greffe	13,000,000	»
ART. 17. — Successions	5,000,000	»
ART. 18. — Timbre et taxe de transmission	93,000,000	»
ART. 20. — Amendes en matière d'impôts	1,500,000	»
ART. 21. — Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts	2,000,000	»
ART. 22. — Taxe sur les associations sans but lucratif	150,000	»
ART. 23. — Rivières et canaux	3,800,000	»
ART. 26. — Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand	»	100,000
A REPORTER. fr.	765,970,000	10,100,000

	Augmentations.	Diminutions.
REPORT. . . . fr.	765,970,000	10,100,000
ART. 27. — Domaines (valeurs capitales) . . .	2,000,000	»
ART. 28. — Forêts	3,300,000	»
ART. 29. — Établissements et services régis par l'État	50,000	»
ART. 30. — Produits divers et accidentels . . .	1,000,000	»
ART. 31. — Revenus des domaines	2,000,000	»
ART. 33. — Produit de la vente des permis de pêche.	576,000	»
ART. 34. — Produits divers des prisons . . .	200,000	»
ART. 35. — Produits de l'emploi des fonds de cau- tionnements et de consignations	3,244,000	»
ART. 36. — Produits des droits de chancellerie, taxes consulaires et visas de passeports . .	2,000,000	»
ART. 37. — Produits de la régie du <i>Moniteur</i> . .	100,000	»
ART. 38. — Produits des établissements d'éduca- tion de l'État	5,000	»
ART. 39. — Produits des laboratoires d'analyses de l'État	200,000	»
ART. 40. — Produits de l'Office vaccinogène de l'État	10,000	»
ART. 41. — Produit des taxes d'expertise des viandes. Produit des examens pour l'obten- tion du certificat d'expert des viandes . . .	50,000	»
ART. 42. — Service sanitaire des ports de mer et des frontières. Produit des patentes de santé et des droits sanitaires	50,000	»
ART. 43. — Produit des institutions hospitalières et services de désinfection ressortissant à l'ad- ministration de l'Hygiène du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène	75,000	»
ART. 44. — Part réservée à l'État par la loi du 26 mars 1900 dans les bénéfices annuels réa- lisés par la Banque Nationale de Belgique. .	3,000,000	»
ART. 45. — Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au-delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique .	5,000,000	»
A REPORTER. . . . fr.	788,830,000	10,100,000

	Augmentations.	Diminutions.
	—	—
REPORT. . . fr.	788,830,000	10,100,000
ART. 46. — Produit du placement des fonds disponibles du Trésor	4,200,000	»
ART. 48. — Intérêts et dividendes des actions de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux	»	200,000
ART. 49. — Produit de la redevance à payer par les provinces dispensées de pourvoir au casernement de la gendarmerie	69,000	»
ART. 50. — Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime.	»	7,063
ART. 51. — Quote-part de l'État dans les bénéfices de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.	250,000	»
ART. 52. — Office national des valeurs mobilières : produit du droit d'inscription au <i>Bulletin des Oppositions</i>	5,000	»
ART. 53. — Abonnements au <i>Bulletin des Oppositions</i> et vente au numéro	»	5,000
ART. 57. — Droits d'inscription aux examens organisés par l'Administration de l'enseignement normal	35,000	»
ART. 58. — Dividendes revenant à l'État du chef de sa participation dans la formation du capital des Sociétés d'habitations à bon marché . . .	20,000	»
ART. 59. — Frais de perception des revenus provinciaux et communaux	4,000,000	»
ART. 65. — Recettes diverses et accidentelles . . .	25,000,000	»
ART. 67. — Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances, des frais de personnel du bureau spécial chargé du service de la masse	1,300	»
ART. 70. — Remboursement, par la province de Brabant et divers, de menues dépenses concernant le Palais de Justice de Bruxelles . .	193,420	»
ART. 71. — Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux	1,080,000	»
A REPORTER. . . fr.	823,683,720	10,312,063

	Augmentations.	Diminutions.
	—	—
REPORT. fr.	823,683,720	10,312,063
ART. 72. — Recouvrement des frais d'entretien et d'éducation des enfants internés dans les établissements de l'État ou placés chez des particuliers ou dans des établissements publics ou privés	900,000	»
ART. 73. — Annuité à payer par la Société Nationale des habitations et logements à bon marché du chef des avances qui lui ont été faites par l'État, conformément à l'article 40 de la loi du 11 octobre 1919	1,615,625	»
ART. 76. — Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions de vieillesse	9,375,000	»
ART. 79. — Remboursement des avances faites pour compte des provinces et des communes pour le paiement des traitements de disponibilité aux instituteurs et aux institutrices des écoles primaires gardiennes communales et adoptées	10,000	»
ART. 80. — Subsidés offerts à l'État pour l'entretien et l'amélioration des bâtiments civils.	»	75,000
ART. 82. — Quotes-parts de la pension à payer par les élèves de l'École militaire en vertu de la loi du 18 mars 1838, modifiée par celle du 8 août 1921	»	15,000
ART. 83. — Prestations et cessions faites contre remboursement par les services relevant du Département de la Défense Nationale	735,000	»
ART. 84. — a) Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre	10,000,000	»
b) Impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels	15,000,000	»
ART. 85. — Produit de la vente des navires allemands attribués à la Belgique en vertu de la Convention de Spa	6,500,000	»
ART. 87. — Reliquat au 31 décembre 1924 du Fonds pour ordre supprimé « Assurance contre les risques de guerre, etc »	57,136,000	»
A REPORTER. fr.	924,955,345	10,402,063

	Augmentations.	Diminutions.
	—	—
REPORT. . . . fr.	924,955,345	10,402,063
ART. 88. — Prélèvement sur les Budgets des Régies de la part qui leur incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire	18,697,986	»
ART. 89. — Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation	»	100,000
<i>Produit supprimé :</i>		
Reliquat au 31 décembre 1923 des Fonds de remploi supprimés au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre (Ministère de la Défense Nationale)	»	10,816,000
	<u>943,653,331</u>	<u>21,318,063</u>
AUGMENTATION. . . . fr.	<u>922,335,268</u>	

Les notes explicatives qui accompagnent le Budget des Voies et Moyens font connaître, en détail, les raisons des différences qu'il présente comparativement à 1924 et qui sont énumérées dans la liste ci-dessus.

ANNEXE II.**Lois fiscales votées depuis l'armistice.****1919**

L'année 1919 fut fertile en lois fiscales. On le comprend : le déficit béant devant lequel se trouvait le Gouvernement de l'époque exigeait des recettes nouvelles.

On commença par voter un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre qui, sans donner le rendement espéré, a occasionné à l'Administration un travail considérable (loi du 3 mars 1919). Puis on aborda la tâche formidable qui consistait à remplacer le système d'impôts directs d'avant guerre, uniquement conçu sur des bases indiciaires, par des impôts cédulaires sur les revenus (contribution foncière, taxe professionnelle, taxe mobilière) et un impôt complémentaire (supertaxe) frappant l'ensemble des revenus (loi du 29 octobre 1919).

En même temps, on doublait les droits sur les bières (loi du 3 août 1919), on quadruplait les droits sur les eaux-de-vie (loi du 29 août 1919), on augmentait les droits sur les tabacs et on créait une taxe proportionnelle de consommation sur les tabacs fabriqués, véritable innovation fiscale (loi du 20 octobre 1919).

Les impôts perçus par l'Administration de l'Enregistrement firent l'objet d'importantes modifications : ce furent notamment l'augmentation de certains droits d'enregistrement et de transcription, l'extension du droit de timbre, la refonte du droit de succession et le relèvement des taxes de brevet d'invention (lois des 11 et 24 octobre 1919).

1920

La loi du 28 février 1920 codifia avec augmentation de taux la taxe sur les spectacles et divertissements publics. On vota ensuite — nous restons dans la catégorie des impôts directs — un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels (loi du 2 juillet 1920), calqué sur la loi sur les bénéfices de guerre, et qui ne put être appliquée que sur les profits de 1919 et 1920.

On dut aussi remettre sur le métier la loi d'impôts sur les revenus que des amendements insuffisamment étudiés avaient rendue inapplicable à certains égards (loi du 3 août 1920). Dans le même temps, on décidait d'appliquer aux droits spécifiques de douane un coefficient variable atteignant le maximum de 3 (loi du 10 juin 1920).

En vue d'établir une dotation au profit des anciens combattants, une loi du 16 août 1920 augmenta de moitié les droits de succession et de mutation par décès ainsi que les droits d'enregistrement sur les donations entre vifs.

1921

L'année 1921 connut surtout une loi importante, la loi du 28 août portant création de nouvelles ressources fiscales. Celle-ci instituait, du côté des contributions directes, un impôt sur le mobilier, exonéré depuis la mise en application des impôts sur les revenus, et une taxe spéciale sur les jeux et paris.

Elle touchait également aux droits d'enregistrement et de succession, frappait du droit de timbre les chèques et opérations de banque et augmentait le taux de la taxe sur les opérations de bourse. De plus, elle innovait en créant la taxe de luxe et la taxe de transmission dont le rendement immédiat devait apporter au Trésor un appoint dont il avait le plus pressant besoin.

La même année, on avait précédemment augmenté les droits de douane sur certains articles de luxe, majoré le droit de consommation sur les tabacs fabriqués de haute valeur et porté de 3 à 6 la limite des coefficients de majoration (loi du 31 mars 1921). On avait aussi établi des décimes additionnels sur les amendes pénales (loi du 24 juillet 1921).

1922

Les innovations fiscales qui virent le jour en 1922 sont moins nombreuses et moins importantes. Ce fut plutôt une année d'adaptation.

Citons toutefois le relèvement du droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse, l'institution d'un permis de tenderie (loi du 30 juillet 1922) et l'établissement d'un droit d'entrée sur les essences destiné à compenser en partie le coût élevé de l'entretien des routes (loi du 22 juin 1922).

1923

Au cours de l'année 1923 et du premier semestre 1924, notre législation fiscale fut étendue et techniquement améliorée.

Le taux de la taxe mobilière sur les revenus d'origine étrangère fut porté de 2 à 4 ‰, en même temps que 50 centimes additionnels sur le montant de la taxe mobilière autre que celle sur les revenus des capitaux investis, étaient établis au profit exclusif de l'État, que le taux de la taxe sur les automobiles était relevé et la législation en matière d'impôts sur les revenus mise au point (lois du 28 mars 1923).

Par une loi du 6 février 1923, le droit d'accise sur les sucres et les glucoses fut doublé, le droit de douane sur les tabacs augmenté et un impôt spécial établi sur les allumettes.

En matière d'enregistrement et de timbre, deux lois importantes furent promulguées le 10 août 1923. La première réalisa l'unification du droit de timbre et supprima de multiples distinctions, sources d'erreurs pour le public. La seconde, compléta le mécanisme général de la taxe de transmission en créant le timbre de facture de 1 ‰ sur certaines transactions exonérées de la taxe de transmission et résolut en faveur des Belges l'important problème de la double imposition pour la perception des droits de succession.

1924

La réforme la plus importante réalisée pendant la seconde moitié de la session parlementaire 1923-1924 fut celle du statut douanier.

Notre pays ne possédait qu'un instrument rudimentaire et vétuste. La refonte complète fut réalisée par la loi du 8 mai 1924. Dorénavant, notre pays est doté d'un tarif douanier complet, souple, étendu, adopté aux exigences actuelles et qui fait disparaître les inégalités d'imposition que consacrait l'ancien statut.

L'impôt sur les alcools n'étant plus en rapport avec le prix de cette marchandise, le taux en a été majoré de 50 %, par la loi du 26 juillet 1924. Une légère modification avait été apportée par la loi du 25 mars précédent au régime fiscal sur les eaux-de-vie indigènes.

Dans un but social, la loi du 12 avril 1924 a exempté du timbre les quittances des sommes distribuées à titre de secours par les sociétés mutualistes.

Enfin, dans le même but, la loi du 28 février 1924, modifiant certains taux de la supertaxe, a augmenté les exonérations à la base en faveur des familles nombreuses.

ANNEXE III.

Statistique du personnel émergeant au Budget de l'État, non compris le personnel des Régies (Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes).

DÉPARTEMENTS.	Situation au								
	31 juil. 1914.	1 ^{er} janv. 1919.	1 ^{er} janv. 1920.	1 ^{er} janv. 1921.	1 ^{er} janv. 1922.	1 ^{er} janv. 1923.	1 ^{er} juil. 1923.	31 déc. 1923.	1 ^{er} juil. 1924.
<i>Finances :</i>									
Administration centrale .	422	367	627	806	895	975	1,034	978	805
Services extérieurs .	9,355	9,423	9,916	12,612	13,149	13,453	14,213	14,639	14,928
TOTAL . . .	9,777	9,790	10,543	13,418	14,044	14,428	15,247	15,617	15,733
<i>Justice :</i>									
Administration centrale .	216	220	275	316	335	349	349	342	346
Services extérieurs et ou- vriers y rattachés . .	2,167	2,130	2,190	2,528	2,689	2,600	2,553	2,653	2,166
Ordre judiciaire. . .	1,875	2,020	2,263	2,694	2,700	2,669	2,573	2,381	2,360
TOTAL . . .	4,258	4,370	4,728	5,538	5,724	5,618	5,475	5,376	4,872
<i>Affaires Étrangères :</i>									
Administration centrale .	149	228	378	433	499	463	430	425	395
Services extérieurs . .	199	223	236	294	297	288	278	264	266
TOTAL . . .	348	451	614	727	796	751	708	689	661
<i>Intérieur et Hygiène ⁽¹⁾ :</i>									
Administration centrale .	120	163	180	182	187	181	175	169	167
Services extérieurs, Gou- vernements provinciaux et Commissariats d'ar- rondissement. . . .	829	788	873	911	931	948	943	912	910
TOTAL . . .	949	951	1,053	1,093	1,118	1,129	1,118	1,081	1,077
<i>Sciences et Arts ⁽¹⁾ :</i>									
Administration centrale .	180	193	204	401	444	443	432	420	413
Beaux-Arts	451	449	468	496	502	532	531	582	592
Services extérieurs et en- seignement	3,664	3,594	3,759	4,196	4,420	4,568	4,675	4,774	4,589
TOTAL . . .	4,295	4,236	4,431	5,093	5,366	5,543	5,638	5,776	5,564
<i>Agriculture ⁽¹⁾ :</i>									
Administration centrale .	98	96	129	144	151	151	149	149	139
Services extérieurs. . .	1,043	1,056	1,321	1,471	1,473	1,400	1,374	1,412	1,382
TOTAL . . .	1,141	1,152	1,450	1,615	1,624	1,551	1,523	1,561	1,521

⁽¹⁾ Certains chiffres publiés au tableau annexé à l'Exposé général de 1924 ont été rectifiés à la suite de vérifications opérées dans les services intéressés.

Situation au

DÉPARTEMENTS.	31 juil. 1914.	1 ^{er} janv. 1919.	1 ^{er} janv. 1920.	1 ^{er} janv. 1921.	1 ^{er} janv. 1922.	1 ^{er} janv. 1923.	1 ^{er} juil. 1923.	31 déc. 1923.	1 ^{er} juil. 1924.
<i>Travaux publics :</i>									
Administration centrale	193	193	257	279	304	271	252	264	252
Services extérieurs	3,410	3,166	3,267	3,393	3,326	3,280	3,216	3,122	3,140
TOTAL	3,603	3,359	3,524	3,672	3,630	3,551	3,468	3,386	3,392
<i>Industrie, Travail et Prévoyance sociale (1) :</i>									
Administration centrale	500	440	534	580	731	447	430	680	425
Services extérieurs	»	»	»	»	»	269	267	267	267
Ravitaillement	»	188	436	980	602	319	199	166	153
TOTAL	500	628	970	1,560	1,333	1,035	896	846	845
<i>Défense Nationale :</i>									
Administration centrale et ouvriers des services y rattachés	300	411	1 255	1,609	1,503	1,218	1,121	1,045	723
Services extérieurs et ou- vriers y rattachés	3,595	3,322	8,467	9,774	9,697	8,113	7,736	7,771	6,981
TOTAL	3,895	3,733	9,722	11,383	11,200	9,331	8,857	8,816	7,704
<i>Colonies :</i>									
Administration centrale	318	274	279	280	275	280	275	272	259
Services extérieurs	»	»	92	98	99	100	100	99	68
TOTAL	318	274	371	378	374	380	375	371	327
<i>Affaires Économiques :</i>									
Administration centrale	»	105	457	855	1,041	908	854	847	811
Services extérieurs et ou- vriers y rattachés	»	»	2,769	2,693	3,165	2,803	2,722	2,186	2,013
TOTAL	»	105	3,226	3,548	4,176	3,711	3,576	3,033	2,824
TOTAL GÉNÉRAL	29,084	29,049	37,632	48,025	49,385	47,028	46,881	46,552	44,520

(1) Certains chiffres publiés au tableau annexé à l'Exposé général de 1924 ont été rectifiés à la suite de vérifications opérées dans les services intéressés.

ANNEXE IV.

Principales lois votées depuis l'armistice portant augmentation des charges annuelles et permanentes de l'État, et qui ont leur répercussion au Budget ordinaire de 1925.

1919

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités (22 février 1919, *Moniteur* du 1^{er} mars 1919, n° 60).

Loi instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets (7 avril 1919, *Moniteur* du 12 avril 1919, n° 102).

Loi sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre (10 mai 1919, *Moniteur* du 5 juin 1919, n° 156).

Loi relative à l'augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (12 mai 1919, *Moniteur* du 22 mai 1919, n° 142).

Loi établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918 (1^{er} juin 1919, *Moniteur* du 22 juin 1919, n° 173).

Loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre (10 juin 1919, *Moniteur* du 22 juin, n° 173).

Loi complétant, en raison de la situation causée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse (17 juin 1919, *Moniteur* des 29-30 juin 1919, nos 180-181).

Loi instituant l'OEuvre Nationale des Orphelins de la guerre (15 juin 1919, *Moniteur* du 3 juillet 1919, n° 184).

Loi modifiant, en raison des événements de guerre, la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail et complétant quelques dispositions de ladite loi (27 août 1919, *Moniteur* du 7 septembre 1919, n° 250).

Loi instituant l'OEuvre nationale de l'Enfance (5 septembre 1919, *Moniteur* du 26 septembre 1919, n° 269).

Loi modifiant et complétant la loi du 5 juin 1911 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (25 octobre 1919, *Moniteur* du 20 novembre 1919, n° 324).

Loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'instruction primaire du 19 mai 1914 (13 novembre 1919, *Moniteur* du 15 novembre 1919, n° 319).

Loi autorisant la reprise par l'État des emprunts dénommés dette interprovinciale et dérivant du paiement des contributions de guerre imposées à la Nation Belge (14 novembre 1919, *Moniteur* du 22 novembre 1919, n° 326).

Loi portant augmentation des chiffres organiques des officiers de l'armée (15 novembre 1919, *Moniteur* des 24-25 novembre 1919, n° 328-329).

Loi portant revision de la loi du 4 avril 1890, relative à l'enseignement agricole (15 novembre 1919, *Moniteur* du 1-2 décembre 1919, n° 335-336).

Loi sur les pensions militaires (23 novembre 1919, *Moniteur* du 6 décembre 1919, n° 340).

Loi instituant une Société nationale des habitations et logements à bon marché (11 octobre 1919, *Moniteur* du 31 mars 1920, n° 91).

1920

Loi relative à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État (24 avril 1920, *Moniteur* du 13 mai 1920, n° 134).

Loi sur les pensions (3 juin 1920, *Moniteur* du 11 juin 1920, n° 163).

Loi portant augmentation des traitements des membres de l'ordre judiciaire (31 juillet 1920, *Moniteur* du 13 août 1920, n° 226).

Loi relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes (7 août 1920, *Moniteur* du 13 août 1920, n° 226).

Loi modifiant les traitements des membres du Conseil des Mines (9 août 1920, *Moniteur* du 4 septembre 1920, n° 248).

Loi portant augmentation des traitements ecclésiastiques (10 août 1920, *Moniteur* du 15 août 1920, n° 228).

Loi sur les traitements des instituteurs (14 août 1920, *Moniteur* du 26 août 1920, n° 239).

Loi accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918 (25 août 1920, *Moniteur* du 8 septembre 1920).

Loi concernant les pensions de vieillesse (20 août 1920, *Moniteur* des 30-31 août 1920, n° 243-244).

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État (20 août 1920, *Moniteur* des 6-7 septembre 1920, n° 250-251).

Loi modifiant et complétant les lois des 5 juin 1911 et 26 mai 1914 sur les pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs (20 août 1920, *Moniteur* des 13-14 septembre 1920, n° 257-258).

Loi accordant les mêmes réparations aux militaires qui ont contracté des

blessures ou des infirmités à la Colonie qu'à ceux qui ont contracté des blessures ou infirmités en Belgique (25 août 1920, *Moniteur* du 5 septembre 1920, n° 249).

Loi relative à la rémunération des professeurs civils de l'École militaire (25 août 1920, *Moniteur* du 5 septembre 1920, n° 249).

Loi relative aux pensions militaires (25 août 1920, *Moniteur* du 5 septembre 1920, n° 249).

1921

Loi augmentant le personnel de la Cour d'appel de Liège (28 janvier 1921, *Moniteur* des 31 janvier et 1^{er} février 1921, n° 31-32).

Loi augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Bruxelles, de Huy, de Mons et de Verviers, et prolongeant le délai de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément (14 mars 1921, *Moniteur* du 17 mars 1921, n° 76).

Loi accordant aux gendarmes pensionnés avant 1909 la même pension que celle octroyée à ceux admis à la retraite après cette date (31 mai 1921, *Moniteur* du 9 juin 1921, n° 160).

Loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures (14 juin 1921, *Moniteur* des 20-21 juin 1921, n° 171-172).

Loi revisant l'article 5 de la loi du 25 août 1919 relative aux chevrons de front (20 juillet 1921, *Moniteur* du 30 juillet 1921, n° 211).

Loi concernant l'emploi des langues en matière administrative (31 juillet 1921, *Moniteur* du 12 août 1921, n° 224).

Loi modifiant les articles 8 et 18 de la loi du 18 mars 1918, portant organisation de l'École militaire (8 août 1921, *Moniteur* du 21 août 1921, n° 233).

Loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire (18 octobre 1921, *Moniteur* du 22 octobre 1921, n° 293).

Loi relative aux mieux doués (15 octobre 1921, *Moniteur* du 11 novembre 1921, n° 315).

Loi relative aux bibliothèques publiques (17 octobre 1921, *Moniteur* du 19 novembre 1921, n° 323).

1922

Loi relative à l'intervention financière de l'État dans le coût des travaux et installations effectués par la Compagnie intercommunale des eaux en vue de l'alimentation en eau potable des villes et communes de l'agglomération bruxelloise et des Flandres (10 février 1922, *Moniteur* du 15 février 1922, n° 46).

Loi modifiant diverses dispositions des lois sur les pensions de vieillesse (9 avril 1922, *Moniteur* du 23 avril 1922, n° 113).

Loi modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de

l'État en ce qui concerne la rémunération des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État (25 juin 1922, *Moniteur* du 5 juillet 1922, n° 186).

Loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes (16 juillet 1922, *Moniteur* des 22-23 juillet 1922, n°s 203-204).

Loi instituant un Fonds des Communes (19 juillet 1922, *Moniteur* des 22-23 juillet 1922, n°s 203-204).

Loi approuvant la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation (3 août 1922, *Moniteur* du 5 août 1922, n° 217).

Loi modifiant à nouveau l'article 18 de la loi du 18 mars 1838, portant organisation de l'École militaire (28 juillet 1922, *Moniteur* du 11 août 1922, n° 233).

Loi approuvant la Convention concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale conclue le 31 décembre 1913 (11 juin 1914, *Moniteur* du 30 août 1922, n° 242).

1923

Loi de milice (10 mars 1923, *Moniteur* du 18 mars 1923, n° 77).

Loi concernant l'augmentation des pensions civiques et coloniales (12 mars 1923, *Moniteur* du 25 mars 1923, n° 84).

Loi permettant aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie (12 mars 1923, *Moniteur* du 25 mars 1923, n° 84).

Loi approuvant ou autorisant diverses mesures financières imposées par la substitution de la monnaie belge à la monnaie allemande dans les cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith (28 mars 1923, *Moniteur* du 31 mars 1923, n° 90).

Loi modifiant l'article 4 de la loi du 25 juin 1922 portant modification de la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, en ce qui concerne la rémunération des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'État (10 avril 1923, *Moniteur* du 20 avril 1923, n° 110).

Loi autorisant le Gouvernement à participer à la formation de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (26 avril 1923, *Moniteur* du 17 mai 1923, n° 137).

Loi relative à l'emploi des langues à l'Université de Gand (31 juillet 1923, *Moniteur* du 1^{er} août 1923, n° 213).

Loi accordant une allocation spéciale aux militaires invalides de la guerre pour la période pendant laquelle ils ont été mis en congé sans solde ou sans allocations militaires (31 juillet 1923, *Moniteur* du 5 août 1923, n° 217).

Loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918 (24 juillet 1923, *Moniteur* du 9 août 1923, n° 221).

Loi apportant des modifications aux lois sur les pensions militaires, ainsi qu'aux dispositions de la loi du 1^{er} juin 1919, relative à la rente des chevrons de front (31 juillet 1923, *Moniteur* du 10 août 1923, n° 222).

Loi de recrutement (4 août 1923, *Moniteur* du 12 août 1923, n° 224).

Loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service (15 août 1923, *Moniteur* du 24 août 1923, n° 236).

Loi concernant les traitements du personnel des établissements d'instruction moyenne dirigés par l'État (31 juillet 1923, *Moniteur* du 24 août 1923, n° 236).

Loi prorogeant l'article 13 des lois coordonnées du 30 août 1920 sur les pensions en faveur des ouvriers mineurs et accordant une allocation mensuelle supplémentaire de 30 francs aux ouvriers mineurs pensionnés ne travaillant plus (28 décembre 1923, *Moniteur* du 10 janvier 1924, n° 9).

1924

Loi accordant une indemnité de vie chère aux titulaires d'une pension (30 avril 1924, *Moniteur* du 6 mai 1924, n° 126).

Loi relative au règlement des frais d'internement en Hollande des militaires belges pendant la guerre (8 mai 1924, *Moniteur* du 17 mai 1924, n° 138).

Loi ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics (21 juillet 1924, *Moniteur* du 24 juillet 1924, n° 206).

Loi apportant une modification à la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918 (22 juillet 1924, *Moniteur* du 2 août 1924, n° 215).

ANNEXE V.

Dépenses extraordinaires.

Contre-parties d'actif qui peuvent figurer en regard de nos emprunts.

Le Budget extraordinaire tel qu'il est présenté pour 1925 est réduit aux dépenses destinées à augmenter l'outillage économique de la Nation.

Il n'est peut-être pas inutile de passer en revue les différentes dépenses effectuées depuis l'armistice et que l'on peut porter à l'actif du pays parce qu'elles constituent la contre-valeur d'une partie de nos emprunts.

**MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES
ET TÉLÉGRAPHES.**

Administration des Chemins de fer.

388 kilomètres de voies nouvelles ont été construits.

39 hangars pour marchandises, 53 ateliers et remises, 352 cabines ou maisonnettes ont été installés.

132 hectares de terrain ont été acquis.

43 locomotives, 34 voitures à voyageurs, 7,682 wagons et 45 fourgons ont été mis en service.

1,794 voitures ont été équipées au chauffage à vapeur.

16 camionnettes-automobiles ont été achetées.

408 installations nouvelles d'éclairage électrique comportant 18,236 lampes ont été créées; 1,018 installations ont été étendues et 29,257 lampes y ont été installées. 61 nouvelles sous-stations pour l'énergie électrique ont été mises en service, ainsi que 4 usines de compression du gaz de houille. 1,520 moteurs, 60 pomperies, 206 engins de levage et de manutention, 174 foreuses ont été installées. 5 voitures motrices ont été acquises.

Administration de la Marine.

12 chalutiers ont été achetés ainsi que 3 vedettes; 1 nouveau paquebot pour la ligne Ostende-Douvres a été acquis. Des travaux importants d'appropriation pour les bateaux-pilotes ainsi que pour les navires allemands remis à la Belgique en exécution du Traité de paix ont été également effectués.

2 canots à moteur, 1 remorqueur pour le service du pilotage, 1 bateau de passage pour le service de Sainte-Anne, ont été acquis, outre des locaux pour l'École de navigation d'Anvers.

Administration des Postes.

8 acquisitions d'immeubles et aménagements, outre de nombreuses améliorations et agrandissements. De nombreuses machines ont été achetées en vue de réduire le personnel.

Administration des Télégraphes.

13 nouveaux bureaux ont été créés et le développement des fils atteint 46,339 kilomètres contre 45,085 kilomètres avant la guerre, soit une augmentation de 1,254 kilomètres. Un puissant poste intercontinental de T. S. F. est en cours d'exécution. Une seconde station radiotélégraphique a été créée à Anvers et le poste d'Ostende a été rééquipé.

5 immeubles ont été achetés pour les services de cette administration.

Administration des Téléphones.

Une installation interurbaine importante a été organisée à Bruxelles. 2 bureaux de service automatique ont été ouverts. Un troisième le sera incessamment. On installe le système automatique à Anvers pour 5 bureaux centraux.

Le réseau téléphonique a doublé son effectif d'abonnés dont le nombre total a passé de 55,000 en 1914 à 96,000.

Dans cinq grandes villes, des extensions notables et des modernisations importantes ont été réalisées, ainsi que des extensions considérables du réseau souterrain.

Une usine de créosotage de poteaux a été installée; l'administration en deviendra propriétaire en 1930.

Un immeuble a été acquis pour l'Administration centrale.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS

1° Travaux publics.**Voies hydrauliques.**

1° Construction de l'écluse maritime du Kruisschans à Anvers et du bassin-canal qui doit relier cette écluse aux bassins actuels; détournement de cours d'eau et notamment des Schijns en vue de l'exécution des travaux précités;

2° Construction de cinq écluses nouvelles à grande section;

3° Acquisition des terrains en vue de la construction des canaux Anvers-Liège, Burght-Roodenhuizen et de l'avant-port de Vilvorde;

4° Construction et reconstruction de murs de quai importants. Endiguement

de la Meuse et de la Sambre. Normalisation de la Meuse liégeoise et construction d'un nouveau barrage en l'île Monsin;

5° Dragages importants dans les passes de l'Escaut;

6° Construction de neuf ponts nouveaux;

7° Exécution de coupures en vue d'améliorer le cours de l'Escaut et de la Lys;

8° Exécution d'une dérivation dans la Dendre;

9° Construction du port de pêche d'Ostende;

10° Construction de digues entre Knocke et Duinbergen et à l'est de Knocke;

11° Construction de huit jetées nouvelles à la côte et achèvement de cinq autres;

12° Travaux de mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles, entre Clabecq et Bruxelles;

13° Consolidation et exhaussement des digues de l'Escaut maritime en divers endroits;

14° Remise en état de la grande grue du port d'Ostende;

15° Construction de nouveaux siphons sous les canaux d'embranchement vers Hasselt et vers le camp de Beverloo;

16° Construction de diverses maisons pour agents des voies navigables.

Bâtiments civils.

Il a été effectué : des travaux de parachèvement du Palais du Cinquantenaire; des hôtels du Gouvernement provincial à Bruxelles, à Bruges, à Anvers et à Arlon; des travaux de transformation des installations du Tir National à Schaerbeek; des transformations de divers locaux du Palais de Justice à Bruxelles et des travaux en vue de la protection de divers bâtiments civils contre l'incendie; des travaux d'aménagement des abords du Palais de la Nation. En outre, des travaux de transformation ont été exécutés au Palais des Académies; à l'École vétérinaire de l'État à Cureghem; à l'École d'Horticulture de l'État à Vilvorde; au Musée commercial; à l'Institut agricole de Gembloux; aux écuries royales, place du Trône; au château royal de Laeken et au Palais du Roi; à l'hôtel de la Liste civile à Bruxelles et à de nombreux bâtiments civils de l'État.

Casernement de la gendarmerie.

Acquisition de 40 terrains pour la construction de casernes et de 42 immeubles pour être affectés au casernement de la gendarmerie.

Acquisition du mobilier nécessaire pour les nouvelles unités du corps de la gendarmerie.

Achèvement de 3 casernes commencées en 1914 et construction de 7 nouvelles casernes.

2° Agriculture.

Le Ministère de l'Agriculture a acquis 64 hectares destinés à être utilisés par des instituts d'enseignement agricole. Il a fait construire un laboratoire et un Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole.

La mise en valeur des bruyères de la Campine achetées par l'État ainsi que l'assainissement et le boisement des Hautes Fagnes et la restauration des mauvais taillis de l'Hertogenwald ont été continués.

Il a été procédé enfin à l'amélioration des mauvais peuplements compris dans les 10,000 hectares acquis par l'État au cours des trente dernières années, ainsi qu'à l'amélioration de la voirie forestière.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Ce Département a pourvu au logement de 105 agents de la douane et a acquis, en outre, 37 immeubles. Il a achevé et meublé 12 autres.

L'intérêt que l'État possédait dans la Société anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles a été augmenté à concurrence de 11,700,000 francs. Une somme d'environ 405 millions a été mise à la disposition de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché, grâce à laquelle les sociétés locales ont pu, à l'heure actuelle, faire construire 23,800 maisons et acquérir des terrains non bâtis dont la valeur est estimée à 20 millions.

De plus, 133 hectares de terres domaniales ont été achetées et sont, pour la majeure partie, couvertes de forêts.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Ce Département a fait construire l'établissement d'éducation de l'État à Saint-Servais. Des terrains ont été achetés pour diverses extensions.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ce Département a acquis un immeuble à Bruxelles, 6 hôtels à l'étranger pour ambassade, légation ou consulat et a effectué le paiement partiel de l'immeuble servant à l'ambassade de Belgique à Washington.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'HYGIÈNE.

Des travaux considérables de captage et d'aménagement ont été effectués à la station balnéaire de Spa. De même des travaux de captage et d'adduction des sources supérieures du Néblon ont été entamés et sont poussés activement.

MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

Ce Département a acquis un immeuble pour l'Université de Gand. Il fait procéder à la construction de huit écoles normales. En outre, des interventions à concurrence de 13 millions ont été accordées pour la construction et l'équipement d'écoles primaires.

D'importants agrandissements ont été réalisés dans les bâtiments scolaires de l'État.

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE,
DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.**

Une somme de 29 millions a été dépensée, déduction faite des réalisations, pour la construction et l'équipement des entrepôts frigorifiques de l'État.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Ce Département a procédé à l'acquisition d'immeubles et de terrains dont la liste suit :

9 destinés à des casernes, 10 à des dépôts, 2 champs de manœuvre, 4 stands de tir, 6 pour le service de santé, 2 écoles de pupilles, 1 boulangerie, 2 magasins de fourrage, 6 mess de garnison et bureaux d'État-Major et plusieurs autres immeubles.

Une somme de 10,800,000 francs a été consacrée à l'acquisition de terrains destinés à des aérodromes.

Les constructions nouvelles suivantes ont été effectuées :

7 casernes, 7 dépôts, 4 stands de tir et 4 immeubles à destinations diverses.

18,200,000 francs ont été consacrés à des constructions sur les aérodromes;

29,000,000 de francs à des agrandissements et à des améliorations de casernes;

15,600,000 francs à des agrandissements et à des aménagements de parcs;

15,000,000 de francs pour l'aménagement des camps de Beverloo, Braeschaet et Elsenborn;

6 agrandissements et aménagements d'hôpitaux ont été effectués ainsi que

10 aménagements et constructions de magasins.

Il a été, de plus, acquis et aménagé une fabrique de chaussures à Thielt et un atelier de confections d'effets militaires à Roulers.

Une somme de 180,200,000 francs a été consacrée à l'acquisition de matériels pour toutes les armes, dont 144,000,000 de francs pour du matériel d'artillerie.

MINISTÈRE DES COLONIES.

La Belgique a fait à la Colonie, en vue de son outillage, jusqu'en 1924 inclus, quatre avances de 15,000,000 de francs chacune. Ces avances annuelles sont prévues jusqu'en 1930.

ANNEXE VI.

Dépenses effectuées par la Belgique et portées au débit de l'Allemagne.

Compte arrêté au 30 juin 1924.

	Dépenses en espèces.	Reprise de charges.	Paie ment en titres.	Divers.	TOTAL.
I. — DOMMAGES FINANCIERS :					
a) Contributions de guerre. — Emprunt interprovincial. — Capital	»	2,280,000,000	»	»	2,280,000,000
Intérêts imputés sur les budgets belges pendant l'occupation	43,000,000	»	»	»	43,000,000
Intérêts payés jusqu'à la reprise par l'Etat et ajoutés au capital	»	67,800,000	»	»	67,800,000
Intérêts payés depuis cette date jusqu'au 30 juin 1924	641,410,000	»	»	»	641,410,000
b) Dommages financiers des communes repris par l'Etat.	»	338,100,000	»	»	338,100,000
Intérêts payés par l'Etat depuis la reprise.	76,480,000	»	»	»	76,480,000
Intérêts des emprunts contractés par l'Etat pour les dépenses recouvrables.	1,322,160,000	»	»	»	1,322,160,000
Intérêts des titres de dommages de guerre échus au 30 juin 1924.	701,890,000	»	»	»	701,890,000
Services des emprunts des régions dévastées	313,590,000	»	»	»	313,590,000
II. — DOMMAGES AU DOMAINE PUBLIC :					
1° Chemins de fer de l'Etat :					
a) Voies et Travaux	631,400,000	»	»	»	631,400,000
b) Traction et Matériel.	1,739,100,000	»	»	»	1,739,100,000
Matériel d'armistice : 391,780,000 marks-or (1)	»	»	»	519,300,000	519,300,000
c) Office de l'Electricité	17,700,000	»	»	»	17,700,000
d) Marine.	32,400,000	»	»	»	32,400,000
2° Chemins de fer concédés	31,600,000	»	27,700,000	»	59,300,000
3° Chemins de fer vicinaux	300,000,000	»	»	»	300,000,000
4° Télégraphes et Téléphones	187,300,000	»	»	»	187,300,000
5° Postes	4,100,000	»	»	»	4,100,000
A REPORTER. fr.	6,042,130,000	2,685,900,000	27,700,000	519,300,000	9,275,030,000

(1) Ces chiffres ont été modifiés à la suite de l'évaluation définitive faite par la Commission des réparations.

	Dépenses en espèces.	Reprise de charges.	Paiement en titres.	Divers.	TOTAL.
REPORT. . fr.	6,042,130,000	2,685,900 000	27,700,000	519,300,000	9,275,030,000
6° Voies navigables.	130,200,000	»	»	»	130,200,000
7° Ports	94,500,000	»	»	»	94 500 000
8° { Voirie routière de l'Etat.	85,500,000	»	»	»	85,500,000
{ Voirie routière des communes.	75,400,000	»	»	»	75,400,000
9° Autres dommages au domaine pu- blic de l'Etat.	117,400,000	»	»	»	117,400,000
III. — DOMMAGES AUX PROPRIÉTÉS PRIVÉES :					
1° Jugements des tribunaux de dom- mages de guerre et avances admi- nistratives	3,473,000,000	»	2,817,500,000	»	6,290,500,000
2° Travaux de reconstruction effec- tués directement par l'Etat	1,182,300,000	»	»	»	1,182,300,000
3° Reconstitution agricole	255,100,000	»	»	»	255,100,000
4° Frais généraux de la restauration.	445,000,000	»	»	»	445,000,000
IV. — DOMMAGES AUX PERSONNES :					
1° Victimes civiles :					
Budget des Affaires Economiques.	380,800,000	»	»	»	380,800,000
Budget de la Dette publique . . .	80,100,000	»	»	»	80,100,000
2° Victimes militaires :					
Budget de la Défense nationale . .	543,900,000	»	»	»	543,900,000
Budget de la Dette publique . . .	21,900,000	»	»	»	21 900 000
3° Œuvre nationale des Invalides de la guerre.	27,200,000	»	»	»	27,200,000
	12,954,430,000	2,685,900,000	2,845 200,000	519,300,000	19,004,830,000
Frais des armées d'occupation	726,200,000	»	»	»	726,200,000
	13,680,630,000	»	»	TOTAL GÉNÉRAL	19,731,030,000
POUR MÉMOIRE :					
Dépenses effectuées avant l'armistice :					
Assistance aux prisonniers de guerre	250,000,000	»	»	»	250,000,000
Allocations aux familles de mobi- lisés.	738,000,000	»	»	»	738,000,000
TOTAL. . . . fr.	14,668,630,000	2,685,900,000	2,845,200,000	519,300,000	20,719,030,000

ANNEXE VII.

**État d'avancement de la restauration des dommages de guerre
de la Belgique.**

I. — DOMAINE PUBLIC.

La restauration du domaine public a provoqué une dépense s'élevant, au 30 juin 1924, à 3,993,600,000 francs.

Cette dépense a été effectuée, presque exclusivement, par les départements des Chemins de fer et des Travaux publics.

**A. — MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES
ET TÉLÉGRAPHES.***1° Administration des chemins de fer de l'État :*

1,100 kilomètres de lignes avaient été totalement détruites et 400 kilomètres partiellement. 419 ouvrages d'art étaient démolis, dont 350 ponts et un tunnel. Le tout est aujourd'hui remis en état.

359 stations et ateliers étaient inaccessibles et les principales gares de formation du réseau étaient détruites. La plus grande partie est reconstruite et des baraquements provisoires ont été élevés là où le travail de reconstruction n'avait pu être opéré entièrement.

Toute la signalisation, qui était bouleversée, est rétablie.

Presque tous les ateliers et les remises avaient été détruits ou endommagés. Ils sont remis en état.

Des 4,370 locomotives existant avant-guerre, 1,700 subsistaient et 70 % d'entre elles étaient inutilisables. L'effectif de locomotives est remis au complet.

Des 8,000 voitures à voyageurs et des 94,000 wagons d'avant-guerre, un peu plus de 1,000 voitures et de 33,000 wagons restaient utilisables. L'effectif wagons et voitures est complètement rétabli.

Deux usines de production d'énergie électrique avaient été détruites. Elles ont été remplacées par des cabines de transformation. Onze bâtiments servant à la production et à la transformation de l'énergie électrique avaient été détruits. Ils sont remis en état.

Quatre usines de compression du gaz avaient été détruites ou mises hors de service. Elles ont été remplacées par huit postes de compression.

Sur 100 installations électriques détruites ou désorganisées, 94 ont été remises en état. 650 dynamos, moteurs ou machines diverses avaient été enlevés. Ils sont remplacés.

Des stocks considérables d'approvisionnements et d'outillage et 24 wagons-réservoirs pour le transport de gaz avaient disparu. Le tout est remplacé.

Les réparations effectuées par le service des Voies et Travaux ont coûté 631 millions, la reconstitution du matériel, 1,739 millions, les services de l'électricité, 17 millions.

2° Chemins de fer vicinaux :

La situation n'est pas moins intéressante pour notre réseau vicinal.

Les Allemands, pendant l'occupation, avaient démonté et enlevé 1,700 kilomètres de voies et 400 kilomètres avaient été détruits ou détériorés au cours des combats. La reconstruction de la presque totalité des lignes est achevée.

59 installations de dépôts, qui avaient été complètement détruites ou fortement endommagées, ont été reconstruites ou restaurées. 15 bâtiments de gare ont été également réfectionnés. Des installations de fortune, pour remplacer des dépôts et ateliers détruits, ont été établies à neuf endroits.

26 ponts ont été reconstruits ou restaurés. 11 ponts provisoires ont été construits. 10 ponts ont été appropriés en attendant leur reconstruction.

60 locomotives, 197 voitures, 33 fourgons, 503 wagons disparus ont été remplacés. 527 locomotives, 1,315 voitures, 245 fourgons, 4,848 wagons, 297 voitures motrices et remorques pour lignes électriques, ont été réparés et remis en service.

Il en a été de même pour 2 sous-stations de transformation et 65 kilomètres d'équipements électriques de lignes.

Les dépenses exposées s'élèvent à environ 300 millions.

3° Administration de la Marine :

Le dépôt d'Ostende, entièrement détruit, a été reconstruit, ainsi que plusieurs autres bâtiments.

Ont été acquis en remplacement de matériel détruit pendant la guerre : 1 paquebot, 2 bateaux-phares, 1 garde-pêche, 2 bateaux à vapeur, 3 canots à moteur, 7 canots de sauvetage, 2 pontons, 42 bouées de rivière, etc.

L'ensemble de ces travaux et acquisitions a coûté 32 millions.

4° Administration des Postes :

19 bâtiments avaient été détruits ou fortement endommagés. 13 sont remis en état. 19 voitures postales avaient été détruites ou avaient disparu. Elles ont été remplacées.

La dépense s'est élevée à 4 millions.

5° Administration des Télégraphes :

Nos 45,085 kilomètres de lignes télégraphiques étaient à peu près totalement détruites. Elles sont actuellement remises en état.

6° Administration des Téléphones :

Nos 282 bureaux centraux raccordés à 55,700 abonnés, nos 302 bureaux publics et nos 20,000 kilomètres de circuits interurbains et internationaux étaient pratiquement inutilisables et détruits en grande partie. Actuellement, le tout est remis en état. Nos ressources totales en circuits téléphoniques sont d'ailleurs supérieures à celles d'avant-guerre.

La reconstitution du réseau téléphonique et télégraphique a coûté 187 millions.

B. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

I. — Services de l'Agriculture.

Le Département de l'Agriculture s'est occupé de la restauration des forêts domaniales.

Les parties domaniales des forêts de Houthulst et de Zonnebeke (150 hectares), qui avaient été complètement détruites, ont été renivelées et reboisées.

3,000 hectares de futaies rasées par les Allemands dans les autres forêts domaniales ont été regarnis pour les deux tiers. Il ne reste plus qu'environ 1,000 hectares à restaurer.

II. — Services des Travaux publics.

1° Voies hydrauliques :

À la conclusion de l'armistice, la navigation avait été rendue impossible sur 600 kilomètres environ de voies navigables, par suite de la destruction des écluses et des ponts dont les débris encombraient les passes, ainsi que par l'échouement de bateaux ou de déversement de matériaux divers.

Le nombre des écluses détruites s'élevait à 58 et celui des ponts relevant du Service des Voies hydrauliques, à 227.

Sauf sur le canal de la Lys à l'Yperlée (qui n'était d'ailleurs pas ouvert à la navigation en 1914) et sur une partie du canal d'Ypres à l'Yser, la navigation a été rétablie dans les conditions normales.

Les écluses sont toutes restaurées ou reconstruites, sauf celles des deux canaux précités.

De même, sur le chiffre indiqué plus haut, 221 ponts ont été reconstruits à titre définitif ou remplacés par des ouvrages semi-permanents.

Pour rendre les voies navigables et les ports à leur destination, il fallut, en outre, enlever les nombreuses épaves qui les encombraient, et parmi celles-ci, il y a lieu de citer tout spécialement les croiseurs anglais coulés lors des attaques d'Ostende et de Zeebrugge.

Il fallait, en outre, reconstruire entièrement le port de Nieuport et effectuer d'importants travaux de réfection aux ports de Zeebrugge et d'Ostende.

On a également procédé à la remise en état d'une grande partie des perrés et digues de la côte, à la reconstruction des phares d'Ostende et de Nieuport, des

bâtiments de service et de diverses maisons éclusières et pontières endommagées ou détruites au cours des hostilités.

L'ensemble des travaux de restauration des ports et voies navigables a coûté 224 millions.

2° Routes de l'État :

La Direction des routes a remis en état environ 1,500 kilomètres de routes endommagées ou détruites par la guerre et elle a reconstruit définitivement 79 des 124 ouvrages d'art de quelque importance détruits au cours des hostilités dans les services relevant de cette direction. Ces travaux ont exigé une dépense de 160 millions.

3° Bâtiments civils :

Bornons-nous à mentionner les travaux de remise en état des bâtiments civils, notamment du Palais du Cinquantenaire, des Palais de Justice de Bruxelles et de Liège, des divers hôtels des Gouverneurs à Bruxelles et en province, de certaines écoles normales dont l'entretien incombe au Département des Travaux publics, des Hôtels ministériels à Bruxelles, du Châlet royal d'Ostende, des locaux du Sénat, de l'Observatoire d'Uccle, de l'École de médecine vétérinaire à Cureghem et de différents bâtiments civils à Bruxelles et en province.

4° Casernement des gendarmeries :

Le service compétent a remis en état d'habitabilité 250 casernes et reconstruit 20 casernes détruites pendant la guerre. Il a, en outre, remplacé le mobilier enlevé dans les casernes de gendarmerie pendant l'occupation.

C. — AUTRES MINISTÈRES.

Bornons-nous à mentionner comme dépense suffisamment importante pour être stipulée dans ce relevé sommaire, les travaux effectués pour compte des Ministères des Sciences et des Arts et de la Défense Nationale.

Quatorze écoles normales ont été remises en état et des travaux considérables ont dû être effectués aux Universités de Gand et de Liège.

Le Ministère de la Défense nationale a procédé à la remise en état de 22 casernes et 7 établissements militaires, et fait exécuter des travaux de restauration à 59 casernes et 36 établissements. Des travaux analogues ont été exécutés au camp de Beverloo.

L'ensemble des restaurations au domaine public de l'État pour lesquelles un chiffre spécial n'est pas indiqué (c'est-à-dire notamment les bâtiments et le domaine forestier de l'État) a coûté la somme de 117 millions.

II. — DOMAINE PRIVÉ.

Quant à la restauration du domaine privé, il est l'œuvre des Ministères des Affaires Économiques et de l'Agriculture et des Travaux publics.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

100,000 habitations avaient été détruites ou fortement endommagées.

Au 31 décembre 1923 :

42,000 maisons avaient été reconstruites ou restaurées au moyen des indemnités allouées par les tribunaux des dommages de guerre ;

18,000 habitations avaient été reconstruites ou restaurées par le système des avances administratives ;

9,500 maisons avaient été reconstruites directement par l'État ;

3,250 habitations définitives ou semi-définitives à bon marché avaient été érigées au moyen de primes accordées par l'État ;

1,150 maisons formant diverses cités ouvrières ou cités-jardins avaient été érigées dans les régions dévastées.

Soit au total : 73,900 habitations.

Au 31 août 1924 :

33,073 maisons avaient été reconstruites par l'État ;

60,000 par l'initiative privée.

Le total des maisons reconstruites s'élève donc à cette date à 93,073.

Il ne faut pas perdre de vue qu'outre ces chiffres, le Fonds du Roi Albert avait élevé plus de 12,000 constructions provisoires de toutes espèces. Le total général des constructions et restaurations diverses s'élève ainsi actuellement à plus de 105,000.

Il est plus difficile de donner des statistiques précises des travaux de reconstitution industrielle. Bornons-nous à signaler que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a accordé pour plus de 2 milliards d'avances sur titres de dommages de guerre aux établissements industriels et commerciaux de grande et de moyenne importance.

La reconstitution du domaine des particuliers (y compris le domaine des provinces, des communes et des établissements publics) a coûté 3,993 millions.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Le Département de l'Agriculture a fait restaurer, sous sa direction et sous le contrôle de ses services, 19,750 hectares de terrains dévastés. Ces travaux ont coûté 90,000,000 de francs, soit 4,500 francs par hectare.

Ce Département a conclu, avec un grand nombre d'intéressés, des contrats pour le nivellement destiné à rendre des terres dévastées accessibles aux instruments aratoires. Ces contrats sont au nombre de 19,600 et portent sur une étendue totale restaurée de 26,500 hectares. Leur montant total s'élève à une somme de 64,800,000 francs.

En outre, il a accordé à plus de 39,000 habitants des paiements pour travaux effectués, dont le total atteint plus de 20 millions.

Presque immédiatement après l'armistice, il a efficacement encouragé la restauration de ces terres en octroyant pour 8 millions de primes.

Moyennant une dépense d'environ 175 millions, la quasi-totalité des terrains de culture dévastés, soit 87,000 hectares, ont été remis dans leur état de fertilité d'avant-guerre.

Le Département est également intervenu pour encourager l'établissement de plantations fruitières. 140 vergers, d'une étendue approximative de 120 hectares, ont été créés ainsi.

Le Département a récupéré en Allemagne :

111,200 volailles,

46,900 ovins,

9,400 caprins,

73,600 bovins,

2,700 ruches.

et 27,600 chevaux.

En vue de la reconstitution du cheptel après l'armistice, le Ministère de l'Agriculture a acheté et revendu 21,400 chevaux et 10,100 mules. Il en a fait de même pour 2,800 bovidés, 400 ovidés, 118 caprins et 99 porcs.

III. — DOMMAGES AUX PERSONNES.

Quelques chiffres relatifs aux dommages aux personnes complèteront utilement cet exposé.

Le Département de la Défense Nationale s'occupe des veuves et orphelins de militaires, ainsi que des invalides militaires.

Le Département des Affaires Économiques a dans ses attributions les questions relatives à l'application de la loi sur la réparation des dommages aux victimes civiles de la guerre.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Des pensions d'invalidité ont été accordées à 4,600 officiers et à 43,458 militaires subalternes. En outre, des pensions variant entre 3,600 et 7,200 francs ont été accordées à 1,912 invalides à 100 %, auxquels une surpension de 30 % a été accordée également. 56,690 majorations de pensions pour enfants ont été octroyées. 10,883 veuves et orphelins bénéficient d'une pension et 10,626 enfants d'une majoration de pension de 300 francs par enfant. 22,235 ascendants jouissent d'une allocation variable et 8,675 ascendants âgés de 60 ans au moins ou atteints d'infirmités, bénéficient d'un supplément d'allocations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Des pensions d'invalidité ont été allouées à 11,700 victimes civiles de la guerre, dont 5,900 pensionnées sur la base de 2,800 francs par an, pour 100 % d'invalidité, et 5,800 sur la base de 3,600 francs. Ces pensions sont majorées du chef de l'existence de plus de 5,700 enfants. Des pensions du chef de victimes civiles décédées ont été allouées à plus de 8,000 conjoints, 12,600 ascendants, 9,900 orphelins et frères et sœurs, soit en tout 30,700 personnes.

(98)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préambule :	
Il n'y a plus de Budget du Ravitaillement. — Le Chemin de fer devient autonome.	1
Répartition des Budgets entre la Chambre et le Sénat	2
Budget unique. — Budgets multiples	3
Caractéristiques du Budget de 1925 :	
Nous sommes revenus à la situation d'avant-guerre.	3
D'où nous venons	3
Notre Budget est en équilibre	4
Les Budgets ordinaires :	
Leur balance	5
Le Budget des Voies et Moyens :	
Il atteint 4 milliards 268 millions de recettes.	5
Il est nécessaire de voter les projets d'impôts déposés en juin dernier.	6
Dans l'avenir, il ne faudra plus de nouveaux impôts	6
L'effort du contribuable belge doit être mis en évidence	7
Nos impôts sont dix fois plus élevés qu'avant-guerre	8
Comment les recettes fiscales ont progressé depuis la guerre	8
Nos recettes ont régulièrement dépassé les prévisions	8
Dans quelle mesure la diminution du pouvoir d'achat du franc a concouru à augmenter le montant nominal de nos impôts	9
Les charges fiscales sont plus lourdes à l'étranger que chez nous	10
C'est en Belgique que l'effort accompli depuis l'armistice est le plus méritoire	11
Nos impôts d'avant-guerre étaient les moins lourds de l'Europe	12
Le total des Voies et moyens.	13
Progression des Voies et Moyens	14
Dépenses ordinaires :	
Leur montant.	14
Influence de la péréquation et de l'augmentation des traitements et des pensions.	15

	Pages.
Les Budgets d'administration :	
Conditions qui ont présidé à leur élaboration	15
Il est impossible de comparer brutalement le montant des dépenses d'une année à l'autre	15
Les dépenses d'administration atteignent 1,616 millions sans tenir compte de la péréquation	16
Ce que comprennent les dépenses d'administration	17
D'où proviennent les augmentations de crédits signalées	19
Les dépenses exceptionnelles	19
Réduction du nombre de fonctionnaires	20
Les possibilités de compression des dépenses	22
Avant la guerre, les dépenses de l'État ont crû de façon continue	23
Nos Budgets d'administration comparés à ceux de l'étranger	23
Le Budget de la Dette publique :	
Précédemment il figurait et à l'Ordinaire et en Dépenses recouvrables	25
Désormais, les charges de la dette de réparation figurent à l'ordinaire	26
En capital, la progression de notre Dette publique est très sensiblement ralentie	27
L'accroissement de la Dette due à des besoins nouveaux n'atteint que 142 mil- lions.	28
Comparaison de notre Dette avec celle des autres pays	29
Les chiffres réfutent certaines attaques injustifiées dirigées contre notre crédit	31
Charges de la Dette :	
Les charges de la dette et des pensions sont en augmentation de 43 millions depuis un an	31
Pourquoi la charge des pensions de guerre a diminué de 28 millions	32
Pourquoi les charges de la Dette publique proprement dite ont augmenté de 71 millions.	33
La politique à suivre	34
L'étape à franchir au cours des années prochaines.	35
Le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements	36
Résultats du Budget ordinaire	38
Le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires :	
Plus d'emprunts nouveaux si ce n'est pour des dépenses productives	39
Les emprunts contractés pour financer des dépenses d'outillage sont justifiés	39
L'Angleterre, elle aussi, emprunte pour son Budget extraordinaire	40
Diminution du montant de nos Budgets extraordinaires	41
Résultat du Budget extraordinaire	43
Les recettes extraordinaires atteignent 110 millions	45
Le Budget extraordinaire de 1925 est plus modéré que celui de 1914	46
Le Budget des dépenses recouvrables :	
Recettes	47
La priorité belge	47

	Pages.
Le plan Dawes	48
La réunion des Ministres des Finances	50
Dépenses	51
Ce que nous avons avancé à l'Allemagne	53
Ce qu'il reste à réparer	54
Le Budget des Administrations de la Marine, des Postes et des Télégraphes :	
Les dépenses d'exploitation sont moins élevées qu'en 1924	56
Les recettes d'exploitation sont plus élevées qu'en 1924	57
Dans l'ensemble, les Budgets des Régies sont en boni.	57
Influence de la péréquation des traitements	58
Dépenses extraordinaires	58
Récapitulation des propositions budgétaires pour 1925, avec leurs résultats	59
Le Budget de l'Administration des Chemins de fer	60
Conclusions :	
L'équilibre du Budget est indispensable	61
Les premiers Budgets d'après guerre manquaient d'exactitude	62
Les premiers Budgets d'après guerre étaient mal agencés	62
Les étapes de l'épuration budgétaire	63
Progression des recettes. — Compression des dépenses	65
Le succès est au bout de nos efforts	66
ANNEXE I. — Budget des Voies et Moyens : variations en sens positif ou négatif par rapport à 1924	69
ANNEXE II. — Lois fiscales votées depuis l'armistice	74
ANNEXE III. — Statistique du personnel émargeant au Budget de l'État (non compris le personnel des Régies : Chemin de fer, Marine, Postes et Télégraphes).	77
ANNEXE IV. — Principales lois votées depuis l'armistice portant augmentation des charges annuelles et permanentes de l'État et qui ont leur répercussion au Budget ordinaire de 1925	79
ANNEXE V. — Dépenses extraordinaires. — Contre-parties d'actif qui peuvent figurer en regard de nos emprunts	84
ANNEXE VI. — Dépenses effectuées par la Belgique et portées au débit de l'Allemagne.	89
ANNEXE VII. — État d'avancement de la restauration des dommages de guerre de la Belgique	91

(109)

(N^o 4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1924-1925.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN OVER HET DIENSTJAAR 1925.

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer de Algemeene Staatsbegrooting over het dienstjaar 1925, in achttien afzonderlijke wetsontwerpen, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De gewone Ontvangsten en Uitgaven maken het voorwerp uit van vijftien dezer ontwerpen.

De drie overige hebben betrekking op :

De Begrooting der buitengewone Ontvangsten en Uitgaven,
de Begrooting der Uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen,
de Begrooting van de Beheeren van Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

Daarbij komt nog een negentiende wetsontwerp houdende de Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven voor orde.

Er is geen Begrooting der Proviandeering meer. — De Spoorwegen
verwerven zelfstandigheid.

Op deze lijst komt de Begrooting niet meer voor van de Inkomsten en de Uitgaven der Proviandeering, dienst welke, van 1925 af, zal afgeschaft worden als inrichting van den Staat.

Wat het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien betreft, het zal voortaan twee afzonderlijke Begrootingen hebben, welke elk het voorwerp van een bijzondere wet uitmaken :

Die van Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, eenerzijds,
Die van Spoorwegen, anderzijds.

Zie de INHOUDSTAFEL op het einde van dit bescheid.

Van 1925 af zal deze laatste Begrooting geen onderdeel meer uitmaken van de Algemeene Begrooting; overeenkomstig het wetsontwerp betreffende de zelfstandigheid der spoorwegen zal zij afzonderlijk aan de Wetgevende Macht voorgelegd worden.

De zelfstandigheid reeds door de Kamer der Volksvertegenwoordigers met bijna eenparigheid van stemmen goedgekeurd zijnde, hoopt de Regeering dat de Senaat ook niet zal wachten die hervorming te bekrachtigen ⁽¹⁾.

Het is met het oog daarop en ten einde reeds bij het begin van het jaar 1925 de nijverheidscomptabiliteit toe te passen op de Regie der spoorwegen, dat de Regeering noodig geacht heeft de begrooting van deze te moeten voordragen in vorenvermelde voorwaarden. Bij elk andere wijze van handelen, zou het inwerkingtreden van het regime één jaar moeten uitgesteld worden, terwijl zijne vurig verlangde toepassing met het openbaar belang strookt ⁽²⁾.

Verdeeling der Begrootingen tusschen de Kamer en den Senaat.

Overeenkomstig hetgeen geschied is sedert het parlementair voordrachtsrecht in fiscale zaken niet meer uitsluitend aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers is voorbehouden, werden de Begrotingsontwerpen tusschen beide Wetgevende Vergaderingen verdeeld.

Voor 1925 heeft de Regeering de volgende verdeeling aangenomen :

Senaat :

Het ontwerp van Begrooting van Justitie,

Id.	van Buitenlandsche Zaken,
Id.	van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,
Id.	van Koloniën,
Id.	van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,
Id.	van Financiën,
Id.	van Economische Zaken,
Id.	van Uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers :

Het ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen,

Id.	van de Openbare Schuld,
Id.	van Dotatiën,
Id.	van Kunsten en Wetenschappen,
Id.	van Landbouw en Openbare Werken,
Id.	van Landsverdediging,
Id.	van de Gendarmerie,
Id.	van Onwaarden en Terugbetalingen,
Id.	van de Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven-
Id.	van de Beheeren van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.
Id.	van de Ontvangsten en Uitgaven voor orde.

(1) Zie *Doc.* van den Senaat, zittingsjaar 1923-1924, n^o 247.

(2) Op bladzijde 60 zal men aanduidingen vinden nopens de wijze waarop de Begrooting van het Beheer van Spoorwegen er zal uitzien.

EENIGE BEGROOTING. — VEELVOUDIGE BEGROOTINGEN.

Dikwerf werd de vraag besproken of het indienen van een eenig begrootings-wetsontwerp niet te verkiezen was boven het indienen van veelvoudige wetsontwerpen.

Wij zullen de twistvraag niet opnieuw stellen.

Wij zullen ons er toe bepalen aan te stippen : dat het gelijktijdig indienen van veelvoudige wetsontwerpen practisch gelijkstaat met het indienen van een eenig wetsontwerp.

Dat, anderdeels, de aan deze Memorie gegeven uitbreiding aan de Kamers toelaat zich gemakkelijk een algemeene voorstelling van den begrootingstoestand te maken.

Het staat hun vrij haar te beschouwen als makende de eenige Begrooting uit en de gelijkstelling zal volkomen zijn zoo zij een enkele commissie belasten met het nazien van het gezamenlijke der begrootingsvoorstellen in het licht van de Algemeene Toelichting, en met het indienen van een globaal verslag.

Practisch dus, biedt ons stelsel, dat aan beide Kamers toelaat gelijktijdig de bespreking der Begrootingen aan te vatten en het onderzoek er van spoediger te voltrekken, al de voordeelen van de eenige Begrooting aan.

KENMERKEN VAN DE BEGROOTING OVER 1925.

Wij zijn tot den vooroorlogischen toestand teruggekeerd.

De Begrooting over 1925 is eene Begrooting waardoor een nagestreefd doel wordt bereikt.

In den loop van de harde jaren welke op den oorlog volgden, hadden wij steeds den indruk eene helling op te klimmen; thans is de vlakte bereikt.

Ongetwijfeld, zijn alle hindernissen niet weggeruimd — wij zullen het vaststellen — ⁽¹⁾, maar de weg is ten minste gebaad en hij blijkt ongemeen gemakkelijker dan die welke wij komen te verlaten.

Voortaan zullen onze Begrootingen zich te allen opzichten even gunstig voordoen als de vóóroorlogsche. Dat zij de zichtbare sporen dragen van den storm waarin wij dreigden te vergaan, zulks is onvermijdelijk, maar wij hebben al het noodige kunnen doen om een voor een al de zwakke zijden er van te stutten.

Waar komen wij vandaan?

In 1921 was de toestand echt bedenkelijk. Men ware gerechtigd geweest hem als hopeloos te beschouwen.

Nevens eene gewone Begrooting goedgekeurd met een tekort van 240 miljoen hadden wij eene buitengewone Begrooting omvattende ongeveer een mil-

(1) Zie hoofdstuk der Schuld, blz. 25 en volgende.

liard onvruchtbare uitgaven waarvan het dekken door leeningen slechts gewettigd was omdat het feitelijk onmogelijk geweest ware anders te handelen.

De belastingen op de inkomsten brachten niet op hetgeen men er van verwachtte. Er waren personen die beweerden dat die belastingen nooit ingang zouden vinden.

Wij hadden eene Begrooting van verhaalbare Uitgaven welke, behalve de in den loop van het jaar te doene uitgaven voor herstel, den last behelsde van de leeningen genoodzaakt door het insolvent-zijn van Duitschland, en dien van de uit den oorlog ontstane burgerlijke en militaire pensioenen. Tegenover 2,500 millioen uitgaven konden wij slechts ontvangsten stellen welke op dat tijdstip erg onzeker waren : de betalingen van het Deutsche Rijk.

De ontvangsten van de regieën, van de spoorwegen namelijk, evenaarden op verre na hunne uitgaven niet. Over het geheel bereikte hun tekort 207 millioen waarvan bijna 100 millioen voor de spoorwegen, zonder van hunne uitzonderlijke uitgaven te gewagen.

Onze Begrooting staat in evenwicht.

Thans integendeel staat de gewone Begrooting in evenwicht.

Welke lasten bezwaren ze nochtans!

Het zijn niet alleen de normale bestuursuitgaven van de verschillende Departementen, welke men de algemeene kosten der Natie zou kunnen noemen.

Het zijn niet alleen de lasten van de leeningen aangegaan met het oog op eene verbetering van 's lands toerusting.

Het zijn ook de zware uit den oorlog voortvloeiende lasten : deze welke de opstellers van het Vredesverdrag niet wilden of niet konden aanvaarden; het intrekken der marken is daarvan het meest treffend voorbeeld.

Het zijn voornamelijk die welke het verdrag aan Duitschland oplegde maar die wij zelf moesten dragen bij gebreke van genoegzame herstelbetalingen; de leeningen tot wederopbouw van de verwoeste gewesten, de pensioenen van de burgerlijke en militaire slachtoffers van den oorlog.

Al die uitgaven — zelfs die welke in den grond slechts een vage gelijkenis met de gewone uitgaven vertoonen — zijn ditmaal gansch gedekt door de normale en bestendige inkomsten van den Staat.

En daar men dit jaar er op mag rekenen dat de verhaalbare uitgaven werkelijk zullen bestreden worden door herstelbetalingen, zoo ziet men dat wij, zooals vóór den oorlog, op het crediet nog slechts beroep zullen hoeven te doen op de financieering betreft van de vruchtbare toerusting en werken voorzien op de buitengewone Begrooting of voor conversie- of consolidatieverrichtingen.

Zulks was, sedert vier jaar, het eenig doel onzer krachtsinspanningen; het doel dat de Regeering, in hare verklaring van 18 Maart ll., eens te meer deed uitschijnen. En laat ons, nu wij het ten slotte bereikt hebben, zoo wijs zijn er ons aan vast te klampen. Deze uitslag heeft ons al te veel gekost opdat wij ons ooit zouden blootstellen hem te laten ontsnappen.

DE GEWONE BEGROOTINGEN.

Wij zullen achtereenvolgens onderzoeken :

De Begrooting van 's Lands Middelen,

De Beheersbegrootingen,

De Begrooting der Openbare Schuld,

De Begrooting van Onwaarden en Terugbetalingen.

Maar vooraleer het grondig onderzoek aan te vatten, willen wij de algemeene balans van onze gewone Begrootingen opgeven onder den vorm van eene samenvattende tabel.

Algemeene balans der gewone begrooting.

UITGAVEN.		ONTVANGSTEN.	
Begrooting der Openbare Schuld.	1,968,993,557 70	Belastingen	fr. 3.540.452,000 » ⁽¹⁾
Beheersbegrootingen :		Andere gewone ontvangsten .	301,018,444 »
Gewone uitgaven.	1,446,514,795 »	Uitzonderlijke ontvangsten.	106,636,000 »
Uitzonderlijke uitgaven. . .	169,157,503 »	Compensatie-ontvangsten .	319,901,044 »
Begrooting der Onwaarden en			
Terugbetalingen	451,955,200 »		
	4,036,621,057 70		
Opvoering van de wedden en			
herziening der pensioenen. .	210,000,000 »		
TOTAAL	fr. 4,246,621,057 70	TOTAAL	fr. 4,268,007,488 »
		BONI.	fr. 21,386,430 30

Het evenwicht is ruimschoots verzekerd.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN.

Zij bereikt 4 milliard 268 millioen ontvangsten.

Dergelijke verbetering is natuurlijk ondenkbaar zonder eene belangrijke stijging van 's Lands inkomsten ⁽²⁾.

Deze komen voor op de Begrooting van 's Lands Middelen voor :

4,268 millioen.

waarvan : gewone ontvangsten 3,841 millioen.

 uitzonderlijke 107 millioen.

(1) Met inbegrip van 120 millioen die verwacht worden van de in Juni 1924 ingediende en nog niet tot wet verheven belastingontwerpen.

(2) De schommelingen in meer of in minder van 's Lands middelen worden uiteengezet in eene bij deze Algemeene Toelichting gevoegde tabel. (Bijlage I.)

Onder de gewone ontvangsten nemen de belastingen eene vooraanstaande plaats in :

De fiscale ontvangsten bedragen, inderdaad	3,540 miljoen.
De andere gewone ontvangsten	301 miljoen.

Het eerste dezer cijfers begrijpt al de ontvangsten voortkomende van de bestaande belastingen. Daarenboven houdt het, overeenkomstig hetgeen verleden jaar gedaan werd, rekening met de opbrengst van de nog door het Parlement goed te keuren belastingen, zegge 120 miljoen.

**Het is noodig de in Juni II, ingediende belastingontwerpen
tot wet te verheffen.**

Wij twijfelen er niet aan of de Kamers zullen het zich als een plicht rekenen de ontwerpen, welke zij den tijd niet gehad hebben vóór het parlementair verlot te bespreken, zoo spoedig doenlijk tot wet te verheffen. Zij zijn onontbeerlijk om het begrotingsevenwicht te verzekeren, dat ten slotte bereikt is geworden niettegenstaande de nieuwe lasten welke zullen voortvloeien uit de thans in studie liggende perequatie der wedden en pensioenen.

Deze nieuwe belastingen hebben slechts een betrekkelijk geringe belangrijkheid — 3 $\frac{1}{2}$ % — indien men hun vermoedelijke opbrengst, 120 miljoen, vergelijkt met de opbrengst der bestaande belastingen.

Maar, indien men het eng domein der cijfers verlaat, dan winnen zij veel in belangrijkheid. Zij zijn, inderdaad, de sluitsteen van de vorst, waarzonder ons fiscaal gebouw zou onvolledig blijven en, in een nabije toekomst, aan verschrikkelijke gevaren blootgesteld zijn.

Dat gebouw voltooiën, is een pijnlijke maar heilige plicht voor denwelken wij niet mogen terugdeinzen : het gaat hier om het voorgoed verzekeren van de veiligheid onzer financiën en van de stevigheid van ons crediet.

Voortaan zullen geen nieuwe belastingen meer noodig zijn.

Indien de toekomstige regeeringen niet afwijken van de politiek welke wij uiteengezet hebben, moeten de nog goed te keuren belastingen de laatste zijn.

Zij moeten het zijn :

omdat de Begroting voortaan op stevige grondslagen berust en de in de Begroting van 's Lands Middelen over 1925 voorziene ontvangsten volstaan om in alle behoeften te voorzien. en om alle lasten van den Staat te dekken indien die behoeften en lasten binnen normale perken gehouden worden;

omdat hunne spontane stijging, in de toekomst, aan de Schatkist de ontvangsten kan bezorgen welke onontbeerlijk zijn ter bestrijding van den onvermijdelijken aangroei van 's Lands begrotingen die, of men het wil of niet, in de hedendaagsche beschaving, het losgeld is van den vooruitgang.

Vooraf moeten zij het zijn omdat de krachtsinspanning, die de Belgische belastingbetaler zich getróost heeft op verzoek van eene Regeering die, op

gevaar af aan haren plicht te kort te schieten, zich gedwongen zag steeds meer en meer belastingen te heffen, niet meer dan volstrekt noodig is, mag vergroot worden : op zich zelf beschouwd, zijn de belastingen een kwaad dat alléén te wettigen is door de verdediging van hoogere belangen.

Is het noodig, daaromtrent, het advies aan te halen van de in 1920 te Brussel vereenigde deskundigen ter Financieele Conferentie?

« Een land — zoo luidt hun verslag — dat in zijne financiën het beginsel » van het begrootingstekort zou aannemen, waagt zich op een gevaarlijke » helling die regelrecht naar ondergang leidt. Om aan dat gevaar te ontsnappen, » is geen offer te zwaar. »

Het is deze onaanvechtbare waarheid die ons onzen plicht heeft voorgeschreven en die aan onze politiek ten grondslag ligt.

Maar wanneer het tekort zal gedempt zijn — en daartoe zal een allerlaatste en betrekkelijk lichte krachtsinspanning volstaan — neemt de plicht een ander uitzicht : alsdan moet er voor gezorgd worden dat niets dat zoo duur verworven evenwicht in gevaar komt brengen.

De krachtsinspanning van den Belgischen lastenbetaler moet in een helder daglicht gesteld worden.

De krachtsinspanning waarvan gewaagd werd, verdient in een helder daglicht te worden gesteld, want het is zaak dat de Belgen, zooals de buitenlanders weten welke reuzentaak verricht geworden is en, in de belangrijkheid zelve der getrooste opofferingen, redenen vinden om te vertrouwen op de levenskracht, op het crediet en op de toekomst van België.

Onderstaandé tabel toont de gestadige stijging aan, tijdens de laatste jaren, van de in de Begrooting van 's Lands Middelen voorziene fiscale ontvangsten. Daarin wordt, zooals licht te begrijpen is, geen rekening gehouden met de buitengewone belastingen op de oorlogswinsten en op de uitzonderlijke winsten.

FISCALE ONTVANGSTEN ⁽¹⁾.

(In millioenen frank.)

	Begrotingsramingen.							
	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Rechtstreeksche belastingen.	75	101	640	679	717	723	946	1,240
Douanerechten	72	93	208	211	260	384	425	589
Accijnsrechten	118	43	149	222	245	260	353	468
Registratie-, zegel-, successie-, hypotheekrechten, enz.	86	133	290	304	605	644	1,064	1,243
ALGEMEEN TOTAAL.	351	370	1,287	1,416	1,827	2,011	2,788	3,540

(1) Zie verwijzing (1), bladzijde 8.

Indien wij de cijfers van 1913 gelijk nemen aan 100, loopt de stijging nog sterker in 't oog.

FISCALE ONTVANGSTEN (1).

(In % in verhouding tot 1913.)

	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Rechtstreeksche belastingen.	100	134.7	853.3	905.3	938.6	964	1,261.3	1,653.3
Donanerechten	100	129.2	288.8	293.4	373.6	538.8	598.6	818.4
Accijnsrechten	100	36.4	123.3	188.1	205.9	217.8	294.4	396.6
Registratie-, zegel-, successie- hypotheekrechten, enz.	100	154.6	337.2	357	703.5	748.8	1,237.2	1,445.3
	<u>100</u>	<u>105.4</u>	<u>366.6</u>	<u>403.4</u>	<u>518.8</u>	<u>573.2</u>	<u>794.3</u>	<u>1,008.5</u>

Onze belastingen zijn tienmaal hooger dan vóór den oorlog.

Zooals men ziet, zijn het de rechtstreeksche belastingen die in de hoogste verhouding gestegen zijn. Zij zijn 16 $\frac{1}{2}$ maal hooger dan in 1913. Men weet dat zulks de uitslag is eener diepgaande hervorming die, onmiddellijk na den wapenstilstand, het bestaande stelsel vervangen heeft door de tot dan toe in België onbekende belasting op het inkomen.

Volgen daarop de belastingen geheven door het Beheer der Registratie : 14 $\frac{1}{2}$ maal hooger dan vóór den oorlog, ten gevolge zoowel van het opvoeren van alle bestaande rechten als van het invoeren van de overdrachtstaxe.

De douanerechten, berekend volgens het onlangs aangenomen tarief, moeten 8 maal meer opbrengen dan vóór den oorlog; de accijnsrechten bijna 4 maal meer.

Alles te zamen, beloopt onze belastingen juist het tienvoudige van 1913. Wij zullen binnen enkele oogenblikken zien welke plaats in die stijging ingenomen wordt door het verlies aan koopkracht onzer nationale munt ⁽²⁾.

(1) Bovenstaande cijfers geven geen volledig beeld van den druk die op den Belgischen lastenbetaler rust.

Zij houden, inderdaad, geen rekening met de door de provinciën en gemeenten geheven belastingen, evenmin als met de opcentiemen welke zij zetten op de belastingen van den Staat.

Zij begrijpen enkel de onveranderlijke deelen der rechtstreeksche belastingen welke de Staat ontvangt voor rekening van de provinciën en van de gemeenten terzelfder tijd als voor hem, en waarvan het bedrag voorkomt in de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen.

Nochtans werden, ten einde eene vergelijking der cijfers mogelijk te maken, in de fiscale ontvangsten van vóór 1923 de sommen begrepen die bestemd waren tot het Gemeentefonds en tot het Bijzonder fonds, sommen die vroeger in de Begrooting niet voorkwamen.

(2) Zie bladzijde 9.

Hoeveel de fiscale ontvangsten sedert den oorlog gestegen zijn.

Men zal getroffen geweest zijn door de uiterst belangrijke stijging der voorzieningen van 1925 tegenover die van 1924.

De gang van den aanwas in den loop der laatste jaren is de volgende :

van 1919 tot 1920	verhooging :	917	millioen.
1920 tot 1921	id.	429	id.
1921 tot 1922	id.	411	id.
1922 tot 1923	id.	184	id.
1923 tot 1924	id.	777	id.
1924 tot 1925	id.	752	id.

Men kan aldus de ontwikkeling onzer belastingen stap voor stap gadeslaan.

Wij geven als bijlage de opsomming van de voornaamste fiscale wetten die sedert den wapenstilstand aangenomen werden. Deze vormt een kort overzicht dat met veel nut kan geraadpleegd worden ⁽¹⁾.

Onze ontvangsten hebben steeds de voorzieningen overtroffen.

Maar, welke ook de belangrijkheid weze van de jaarlijksche stijgingen, welke wij zoo even hebben aangestipt door de cijfers der begrootingsvoorzieningen dezer laatste jaren over te nemen, de ontvangsten hebben gestadig de voorzieningen overtroffen. Het lijkt niet ondienstig de fiscale vermeerderingen die achtereenvolgens behaald werden, aan te toonen; zij zijn van aard vertrouwen in te boezemen in de juistheid der voorzieningen voor 1925.

Verschillen tusschen de voorzieningen en de gedane invorderingen.

Het batig verschil voert het teeken +.

Het nadeelig verschil, het teeken —.

	1913	1919	1920	1921	1922	1923
Rechtstreeksche belastingen .	+ 10	+ 34	— 330	— 116	+ 132	+ 329
Douanen	+ 4	+ 64	+ 13	+ 56	+ 136	— 21
Accijnzen	+ 22	+ 39	+ 63	+ 57	+ 92	+ 108
Registratie	— 2	+ 59	+ 16	+ 47	+ 72	+ 272
TOTALEN.	+ 34	+ 196	— 238	+ 44	+ 432	+ 688

Behalve voor 1920 en voor 1921, in welke jaren de moeilijkheden van het in zwang brengen van de belastingen op de inkomsten tot de gekende teleurstellingen aanleiding gegeven hebben, is de grootere opbrengst aanzienlijk geweest.

⁽¹⁾ Bijlage II.

De uitslag van 1923 is des te mooier dat hij afgesloten is op 31 Augustus 1924, t. t. z. op eenen datum waarop het fiscaal dienstjaar niet gesloten is. Het gemeld overschot is dus louter voorloopig en zal stellig overschreden worden.

Men begrijpt dat het onmogelijk geweest is dergelijke cijfers te verschaffen nopens het dienstjaar 1924 dat, krachtens de wet tot inrichting van de staats-rekenplichtigheid, slechts op 31 October 1925 zal afgesloten worden, indien het zelfs niet noodzakelijk blijkt de afsluiting er van te verdagen tot 31 December 1925.

Maar van stonden aan staat het paalvast dat de verhoogingen van fiscale ontvangsten over 1924, vergeleken met de voor dat jaar gedane begrootingsramingen, ook een zeer hoog cijfer zullen bereiken. Door de studie van de uitweidingen die op de Begrooting van 's Lands Middelen volgen, zal men inzien dat de beheeren de ontvangsten, in 1925 op te brengen door de bestaande belastingen, bepaald hebben op ongeveer 632 millioen meer dan in 1924 voorzien was.

In hoever de vermindering van koopkracht van den frank bijgedragen heeft tot de verhooging van het nominaal bedrag onzer belastingen.

De verhoogingen waarvan zooeven sprake, vloeien niet enkel voort uit de achtereenvolgens gestemde fiscale wetten. Hunne belangrijkheid kon enkel bereikt worden — hoeft het gezegd — ten gevolge van de vermindering van koopkracht van onzen muntstandaard.

Het spreekt vanzelf dat onze belastingen, zonder die hoofdomstandigheid, nooit zouden vertienvoudigd zijn ; het ware een blijkbare materiele onmogelijkheid.

Alleen hun nominaal bedrag is tot het tiendubbel kunnen stijgen.

Maar er dient bewezen dat de gedane krachtsinspanning, zelfs op grondslag van de goudwaarde, aanzienlijk blijft. Indien wij den dollar als grondslag van vergelijking nemen, zonder rekening te houden met de sedert den oorlog door het goud zelf ondergane devalorisatie, stellen wij de volgende stijgingen vast in vergelijking met 1913 :

Rechtstreeksche belastingen.	4.119
Douanen	2.038
Accijnzen	0.988
Registratie	3.601

Alles samen, op grondslag van de goudwaarde, bedragen de belastingen thans 2,51 meer dan vóór den oorlog.

Doch het weze gezegd dat zij meer dan 2 ¹/₂ maal zwaarder zijn en dat om twee redenen :

Ten eerste, omdat zij drukken op een land verarmd én door den oorlog én door de devalorisatie van zijn geld.

Vervolgens omdat de progressiviteit van zekere belastingen den fiscaal last voor tal van schatplichtigen, zelfs op grondslag van de goudwaarde, die tot

cijfers leidt welke eerder bedrieglijk zijn door hunne matigheid, toch nog 10, 25 en tot 50 maal drukkender maakt dan in 1913 ⁽¹⁾.

De fiscale lasten zijn zwaarder in het buitenland dan bij ons.

Hoe zwaar ook zij ons schijnen, toch zijn onze fiscale lasten minder aanzienlijk dan die welke op het meerendeel der vreemde schatplichtigen drukken.

Onderstaande tabel geeft den last per inwoner aan in een zeker aantal landen die bijzonder belangwekkend zijn van ons standpunt uit.

Wij doen eerst opmerken dat zij enkel de rijksbelastingen vermeldt. Het is de reden waarom wij, in de volgende vergelijkingen, de ontvangsten ten bate van het Fonds der gemeenten en het aandeel der provinciën en der gemeenten in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen geweerd hebben uit het totaal onzer fiscale ontvangsten zooals het voorkomt in de Begrooting van 's Lands Middelen.

Fiscale last per inwoner in 1924 of in 1924-1925.

	In nationale munt.	In Belgische franken. ⁽²⁾
Groot-Brittanje £.	15,8	1.427
Frankrijk Fr. fr.	710,18	744
Vereenigde Staten van Amerika. \$.	29,11	606
Italië Lire.	333,08	303
Zwitserland Zw. Fr.	60,41	240
Nederland Ned. f.	73,62	591
België (in 1925) Fr.	408,00	408

In België zal de last per inwoner 408 Belgische frank bedragen na goedkeuring van de in Juni ll. voorgestelde belastingen. Wij komen dus in voorgaande tabel tussehen Nederland en Italië te staan.

Merken wij aanstonds op dat de omzetting in Belgische franken tot uitslagen leidt welke zonder opheldering niet kunnen aanvaard worden. Stellig is, dat het aan Amerikanen en Engelschen, bij voorbeeld, wier gemiddeld fortuin veel hooger is dan dat der Belgen en wier betaalmiddel niet of schier ongeschonden is, licht moet vallen per hoofd een last te dragen die, in Belgische franken uitgedrukt, veel meer bedraagt dan de onze.

⁽¹⁾ Schatplichtigen die in 1913, 2.000 frank personeele belastingen betaalden, hebben thans, enkel als supertaxe, ettelijke honderdduizenden te voldoen.

Statistieken opgemaakt in de Brusselsche agglomeratie wijzen uit dat de belastingen, voor de fortuinen van middelmatig bedrag, nominaal genomen, veertig à zestig maal meer belooopen dan vóór den oorlog.

⁽²⁾ Tegen den koers van 30 September 1924.

De vergelijking gaat nog beter op wat Frankrijk betreft waar wisselkoers en gemiddeld fortuin weinig verschillen van bij ons en waarvan de toestand, ten gevolge van den oorlog, met den onzen bijna volkomen overeenstemt. Doch terwijl wij rekening gehouden hebben, wat ons betreft, met de in Juni 1924 gevraagde en nog te stemmen 120 millioen belastingen, hebben wij de 1,777 millioen belastingen welke de Fransche Regeering voor toekomend jaar aankondigt, niet in aanmerking genomen. Hield men er rekening mee ⁽¹⁾, dan zou de last per inwoner in Frankrijk op 755.50 Fransche franken of 823.87 Belgische franken gebracht worden, tegen 408 frank in België.

**Het is in België dat de sedert den wapenstilstand
gedane krachtsinspanning het verdienstelijkst is.**

Men mag nochtans niet denken dat onze fiscale last nog zou kunnen verzwaaard worden om hem op te voeren tot het peil van sommige andere landen.

Onder de naties van het vasteland heeft België de grootste krachtsinspanning gedaan en die mag niet oneindig toenemen.

Wordt de in 1913 bestaande last per inwoner als uitgangspunt genomen en wordt hij verondersteld gelijk te zijn aan 100, dan blijkt dat volgende verhoogingen verwezenlijkt werden, in nationaal geld :

*Schijnbare progressie van den fiscaalen last per inwoner in vergelijking
met 1913 of met 1913-1914 in nationaal geld :*

Groot-Brittannië	428 t. h.
Vereenigde Staten van Amerika	421 t. h.
Frankrijk	680 t. h.
Italië	578 t. h.
Zwitserland	241 t. h.
Nederland	260 t. h.
België	981 t. h. ⁽²⁾

België komt ver heen aan de spits van de progressie.

Maar men begrijpt dat die vergelijking ondoeltreffend is, daar de waardevermindering van de deviezen van sommige landen het nominaal bedrag der beoogde belastingen abnormaal verhoogt.

Ook dienen die cijfers, om eene gemeenschappelijke eenheid te hebben, herleid te worden tot de goudwaarde.

⁽¹⁾ En in de veronderstelling dat het enkel belastingen geldt door den Staat geheven voor zich zelf.

⁽²⁾ Met inbegrip van de 120 millioen nog te stemmen belastingen.

De uitslagen doen zich voor als volgt ⁽¹⁾ :

Progressie van den fiscaal last per inwoner in vergelijking met 1913 of 1913-1914, berekend op grondslag van de goudwaarde.

Groot-Brittanje	392 t. h.
Vereenigde Staten van Amerika	421 t. h.
Frankrijk	185 t. h.
Italië	131 t. h.
Zwitserland	238 t. h.
Nederland	249 t. h.
België	244 t. h. ⁽²⁾

Uit die tabel blijkt dat het de Vereenigde Staten zijn die hunne belastingen het meest verhoogd hebben sedert het vooroorlogsch tijdvak.

Daarna komt Groot-Brittanje.

Onnoodig te zeggen dat die grootmogendheden zich tijdens de vijandelijkheden in een bijzonderen toestand bevonden hebben : ongedeerd hebben zij een tijdperk van drukke nijverheidsbedrijvigheid gekend gedurende hetwelk het fortuin der schatplichtigen fel gestegen is. Daar de belastbare stof voorhanden lag en zelfs toegenomen was tijdens den oorlog, hebben die naties hunne nieuwe belastingen al vóór den wapenstilstand kunnen invoeren.

Heel anders zag het met Frankrijk en vooral met België uit : de nieuwe onontbeerlijke heffingen moesten in verarmde landen gebeuren.

Vergelijken wij daarom België, noch met de Vereenigde Staten, noch met Groot-Brittanje.

Plaatsen wij haar geval eerder nevens dat van Frankrijk, van Italië en van de aangrenzende neutrale landen en dan zien wij dat hare krachtsinspanning, zelfs in goudwaarde uitgedrukt, aanzienlijker is geweest dan die van alle andere naties van het vasteland.

Wat Nederland betreft, dient inderdaad opgemerkt dat bovenstaand percentage belastingen omvat, die van uitzonderlijken aard zijn en eerlang gaan verdwijnen, terwijl het overeenstemmend Belgisch percentage daarmee geen rekening houdt, zooals gezegd is op blz. 7, verwijzing ⁽²⁾ dezer Toelichting.

Vóór den oorlog waren onze belastingen de minst drukkende van Europa.

Weliswaar vertrokken wij van minder ver dan het meerendeel der andere landen. Ter uitzondering van de Vereenigde Staten van Amerika waar de belastingen spreekwoordelijk laag waren, en van Zwitserland, waar de Staats-taxes slechts een gedeelte uitmaken van den fiscaal last, — men weet genoeg

⁽¹⁾ Tegen den koers van den dollar op 30 September 1924.

⁽²⁾ Dat cijfer verschilt van datgene van 2,51 vermeld op bladzijde 10 omdat wij, om het te bepalen, de voor de gemeenten en provinciën bestemde fiscale ontvangsten uit de Begrooting van 's Lands Middelen geweerd hebben.

hoe hoog de kantonbelastingen er zijn, — vorderden al de landen zwaardere Rijks lasten dan België. Ziehier te dien opzichte eenige aanwijzingen :

Fiscale last per inwoner in 1913 of in 1913-1914.

		In nationale munt.	In Belgische franken.
Groot-Brittanje	£	3.12	90.80
Frankrijk	Fr. fr.	104.41	104.41
Vereenigde Staten van Amerika	s	6.92	35.86
Italië	Lire.	57.66	57.66
Zwitserland	Zw. fr.	25.08	25.08
Nederland	Ned. f.	28.36	59.08
België	B. fr.	41.60	41.60

Zooals men ziet, was dus vóór den oorlog reeds, de fiscale last in Engeland meer dan twee maal, en in Frankrijk 2 $\frac{1}{2}$ maal hooger dan bij ons.

De enkele cijfers die wij zooeven aanstipten, bewijzen dat ons land, indien het wil, opgewassen is tegen de laatste krachtsinspanning die wij er van vragen — inspanning hoe licht, indien men haar vergelijkt bij degene die reeds gedaan werden — om zijne financiën in een toestand te herstellen waarop zelfs de kwaadwilligste critiek geen vat meer heeft.

Het totaal van 's Lands Middelen.

De belangrijkheid die wij aan de fiscale ontvangsten toegekend hebben, moet de andere ontvangsten die de Begrooting van 's Lands Middelen stijven, niet uit het oog doen verliezen.

Het zijn de gewone ontvangsten, andere dan de belastingen, voor een totaal van 301 millioen frank, dat als volgt kan uiteengezet worden :

Weggelden	13 millioen.
Kapitalen en inkomsten	139 id.
Terugbetalingen	149 id.

Vervolgens komen de uitzonderlijke ontvangsten, die, zooals wij gezien hebben, 107 millioen bereiken.

Ten slotte de compensatie-ontvangsten, 't zij :

320 millioen frank,

begrijpende den obligatielast der exploitatiën in zelfbeheer : 217 millioen — en de terugbetaling door Duitschland, der kosten van de Belgische bezettings-troepen : 103 millioen.

Stijging van 's Lands Middelen.

's Lands Middelen, in hun geheel, zijn jaarlijks, sedert 1920, met de volgende sommen aangegroeid :

van 1920 tot 1921.	503 millioen meer.
van 1921 tot 1922.	474 id.
van 1922 tot 1923.	101 id.
van 1923 tot 1924.	406 id.
van 1924 tot 1925.	922 id.

In wezenlijkheid zijn de ontvangstaangroeiingen nog merkbaar aanzienlijker geweest gedurende het tijdsbestek van 1922 tot 1924.

Inderdaad, bij het neerleggen der Begrooting van 1923 hebben wij er van afgezien 97 miljoen ontvangsten wegens schuldvergelijkingen er in te doen voorkomen, zijnde de last der aangegane schuld voor de intrekking der marken, en in de Begrooting van 1924 hebben wij afgezien van eene compensatie-ontvangst van 457 miljoen vooraf te nemen op de betalingen door Duitschland en voorkomen de in de Begrooting van 1923 als zijnde de last van het aandeel der gewone Staatsleeningen tot herstellingsdoeleinden aangewend.

Indien men met de aldus terzijde gestelde ontvangsten rekening houdt, doet zich de stijging van de Begrooting van 's Lands Middelen als volgt voor :

van 1922 tot 1923.	198 miljoen meer.
van 1923 tot 1924.	863 id.
van 1924 tot 1925.	922 id.

Wij komen op dat punt weer wanneer wij aan 't einde dezer studie de stadiën aanduiden van den vooruitgang onzer politiek van financieele gezondmaking.

GEWONE UITGAVEN.

Hun bedrag.

Tegenover onze 4,268 miljoen ontvangsten, hebben wij in de verschillende gewone Begrootingen uitgaven te brengen een totaal bereikende van 4,247 miljoen.

Zooals men ziet, is het evenwicht verzekerd.

Maar het is van belang aan te toonen in welke voorwaarden de cijfers waarvan wij zooeven melding maakten, gevestigd werden, er klaar en duidelijk den zin en de draagwijdte van uit te leggen.

Het totaal der gewone uitgaven is als volgt samengesteld :

Beheersbegrotingen	fr.	1,791 miljoen ⁽¹⁾ .
Openbare Schuld		2,004 id. ⁽²⁾ .
Onwaarden en terugbetalingen		452 id.
TOTAAL.	fr.	<u>4,247 miljoen.</u>

Invloed van de herziening en van de verhooging der wedden en der pensioenen.

De beheersuitgaven omvatten een nieuwen last van 175 miljoen voort te spruiten uit de door de Regeering overwogen maatregelen om verbetering te brengen in den toestand der magistraten, Staatsambtenaren en agenten.

De Begrooting der Schuld bevat eene som van 35 miljoen om de uitgave te dekken die moet voortkomen van de perequatie der pensioenen.

(1) Rekening gehouden met 175 miljoen voort te spruiten uit de herziening der wedden der Staatsagenten.

(2) Rekening gehouden met 35 miljoen voort te vloeien uit de perequatie der pensioenen. Dat cijfer zou aanzienlijk hooger zijn indien de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen niet bestond.

Zware lasten, men zal het toegeven; lasten evenwel onontbeerlijk om aan hen die zich aan de zaken van het land toewijden en aan degenen die er zich aan toegewijd hebben een lot te verzekeren in verhouding tot de huidige levensduurte en den rang dien zij bekleeden.

't Is om deze nieuwe uitgaven te dekken dat de Regeering U in Juni II. eene laatste reeks belastingen heeft voorgesteld waarvan een gedeelte—120 miljoen—bij tijdsgebrek nog niet is kunnen gestemd worden.

Indien wij een oogenblik de te stemmen belastingen en de in uitzicht gestelde wedden- en pensioensverhoogen terzijde lieten, zouden wij bemerken dat de gewone Begrooting een boni van 111 miljoen zou aantoonen.

En dit stelt de Kamers beslist vóór het vraagstuk dat zij binnen zeer korten tijd geroepen zijn op te lossen :

ofwel de belastingen stemmen en aan het Staatspersoneel de loonsverbetering schenken dat hem beloofd werd, zonder nochtans in het minst het evenwicht der Begrooting in gevaar te brengen,

ofwel de belastingen weigeren, in het land ontmoediging brengen, in den vreemde wantrouwen verwekken tegenover ons crediet en, door het feit zelve, zich verplicht zien eerlang zwaardere en nog onaangenamer lasten te moeten stemmen.

Maar de Regeering heeft vertrouwen in de vaderlandsliefde der Kamers. Zij twijfelt er niet aan dat hun antwoord enkel zal ingegeven worden door het gezond verstand en een heldere opvatting der ware belangen van het land.

DE BEHEERSBEGROOTINGEN.

Voorwaarden die geleid hebben tot hunne bewerking.

De stoffelijke toestanden die ertoe geleid hebben den zwaren last in overweging te nemen waarvan wij zooeven spraken om verbetering te brengen in den toestand der magistraten, Staatsambtenaren en agenten, hebben eveneens hunnen terugslag op al de begrootingsontwerpen.

Wij zullen aanstonds spreken over de Begrooting der Schuld omdat zij daar vooral inwerken door de stijging der wisselkoersen en der prolongatie. Vergevoegen wij ons, hier de aandacht te vestigen op den invloed die de verhooging van den prijs aller dingen moet hebben op het voorbereiden der vooruitzichten van uitgaven der verscheidene openbare besturen.

Met moet er bijzonder op wijzen dat deze invloed aanzienlijk is.

Het is onmogelijk op onbearbeide manier het bedrag der uitgaven van een jaar met dat van een ander te vergelijken.

Indien men de index-nummers raadpleegt, in den loop der drie zomermaanden vastgesteld, tijdstip waarop de departementen overgaan tot de voorbereiding hunner Begrooting voor het volgend jaar, wordt bevonden dat zij gemiddeld in 1924 het cijfer bereikt hebben van 498 tegen 441 in den Zomer van 1923 en 368 in den Zomer van 1922.

Hieruit volgt dat de vooruitzichten voor 1925 niet gewoonweg mogen gesteld worden naast degene der vorige Begrotingen.

In wezenlijkheid, om alle dingen gelijk te maken, zouden de vooruitzichten voor 1924 wat betreft de uitgaven voor materieel moeten vermeerderd worden met 13 t. h. en degene van de Begroting over 1923 met een nog belangrijker coëfficiënt.

Het is dat duurder worden van alles dat in alle private besturen, banken, nijverheidstakken, handels- en andere inrichtingen, de stijging heeft teweeggebracht der algemeene onkosten ⁽¹⁾.

Bijgevolg, daar waar in onze Begrotingen het nominaal bedrag der credieten niet hooger is vergeleken bij dat wat het in de Begroting van 1924 was, is er in werkelijkheid vermindering van uitgaven.

Het was van belang deze genoeg klaarblijkende opmerking te maken alvorens tot de vergelijkingen over te gaan die overeenkomstig de begrotingsgewoonte hierna zullen gedaan worden.

**De Beheersuitgaven bereiken 1,616 millioen frank
zonder rekening te houden met de perequatie.**

De Beheersbegrotingen hebben verleden jaar hun definitieven vorm verkregen. Wij zouden daarbij dus niet langer hoeven stil te staan. Alleen het bedrag der voor 1925 voorgestelde credieten moet de aandacht gaande maken en dit punt zal het voorwerp zijn van gansch bijzondere studiën bij de bespreking van iedere Begroting.

De hiernevensstaande tabel laat toe de gewone en uitzonderlijke uitgaven, gezegd van beheer, voorzien voor 1925 te vergelijken met degene die in 1924 werden gestemd.

Maar, om te voorkomen dat men er verkeerde gevolgtrekkingen uit afleide, dienen nopens deze tabel twee belangrijke aanmerkingen te worden gedaan.

De eerste is dat het bedrag der voor 1925 voorziene credieten den last niet insluit der vergoeding die het twaalfde der wedde vertegenwoordigt vermeerderd met de gezins- en verblijfstoelagen, in 1924 ten uitzonderlijken titel toegestaan. Deze last moet inderdaad zoodra mogelijk vervangen worden door een bestendige en afdoende verhooging der wedden.

De tweede aanmerking is deze dat de last dezer weddevermeerdering, die zooals men weet moet voortvloeien uit de werken der Commissie van perequatie, evenmin in de vooruitzichten voor 1925 voorkomt. Op het oogenblik waarop wij dit gedeelte van de Algemeene Toelichting opstellen, is het juiste

(1) Ten deze is het niet zonder belang de balanssen der laatste jaren met die van vóór den oorlog te vergelijken. Zie hier bijvoorbeeld drie bijzonder belangrijke organismen :

	1913	1923
Nationale Bank.	4,327,000	18,185,000
Spaarkas	4,333,000	12,657,000
Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen .	1,431,000	6,580,000

bedrag van den last die moet voorkomen in de credieten van ieder Departement, ons nog niet bekend.

Evenwel daar de totale last ongeveer 175 miljoen moet bereiken, ziet men in dat de algemeene vermeerdering der beheersuitgaven ten slotte, de kosten der perequatie erin begrepen, 167 miljoen zal belooopen, 't zij eene aangroeiing die beneden het cijfer blijft van 10 t. h. op het totaal der uitgaven van denzelfden aard voor 1924 in uitzicht gesteld.

Beheersuitgaven.

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	BEDRAG DER BEGROOTINGEN.		VERSCHILLEN.		
	gestemd voor 1924 (met inbegrip van de bijcredieten).	voorgesteld voor 1925.	Verhoo- gingen.	Vermin- deringen.	
Dotatiën.	Gewone uitgaven.	12,191,534 "	12,348,693 "	"	142,841 "
	Uitzonderlijke uitgaven.	"	"	"	"
Justitie	Gewone uitgaven.	102,348,603 "	102,261,544 "	"	87,059 "
	Uitzonderlijke uitgaven.	18,604,280 54	13,378,892 "	"	5,225,388 54
Buitenlandsche Zaken.	Gewone uitgaven.	18,614,168 50	20,909,399 "	2,295,230 50	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	8,551,207 50	11,278,551 "	2,727,343 50	"
Binnenl. Zaken en Volksgezondheid.	Gewone uitgaven.	40,970,512 "	42,418,807 "	1,448,295 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	7,601,769 "	5,437,101 "	"	2,164,668 "
Kunsten en Wetenschappen.	Gewone uitgaven.	287,783,252 97	295,359,936 "	7,576,683 03	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	47,217,356 "	26,140,039 "	"	21,077,317 "
{ Landbouw	Gewone uitgaven.	29,989,541 "	30,847,084 "	857,543 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	2,813,766 "	1,936,518 "	"	907,248 "
en					
{ Openb. Werken.	Gewone uitgaven.	81,508,698 "	83,112,558 "	1,603,860 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	13,033,689 "	12,658,248 "	"	375,441 "
Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.	Gewone uitgaven.	148,531,648 "	173,080,931 "	24,549,283 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	23,328,354 "	22,438,901 "	"	889,453 "
Koloniën	Gewone uitgaven.	6,023,425 "	5,989,005 "	"	34,420 "
	Uitzonderlijke uitgaven.	713,961 "	462,427 "	"	251,534 "
Landsverdediging	Gewone uitgaven.	458,271,517 "	490,372,524 "	32,101,007 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	75,773,695 "	31,067,323 "	"	44,706,372 "
Gendarmerie	Gewone uitgaven.	53,430,678 "	54,124,800 "	694,122 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	7,900,360 "	3,300,030 "	"	4,600,360 "
Financiën	Gewone uitgaven.	127,199,336 "	134,136,914 "	6,937,578 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	49,709,315 "	40,960,505 "	"	8,748,840 "
Economische Zaken.	Gewone uitgaven.	1,503,115 "	1,552,600 "	49,485 "	"
	Uitzonderlijke uitgaven.	164,000 "	99,000 "	"	65,000 "
TOTAAL.	Gewone uitgaven.	1,368,666,028 47	1,446,514,795 "	78,113,086 53	264,320 "
	Uitzonderlijke uitgaven.	255,441,783 04	169,157,505 "	2,727,343 50	89,011,621 54
ALGEMEEN TOTAAL. . . . fr.		1,624,107,811 51	1,615,672,300 "	80,840,430 03	89,275,941 54
VERMINDERING : 8,435,511 51					

Wat de beheersuitgaven omvatten.

Wij hebben meermalen de uitdrukking beheersuitgaven gebezigd.

Het ware nochtans eene dwaling te gelooven dat deze synthetische formule, aangewend om de gewone uitgaven aan te duiden die noch tot de schuld en de pensioenen, noch tot de Begrooting der Onwaarden en Terugbetalingen behoorren, uitgaven dekken welke enkel in den waren zin van het woord een uitsluitend bestuurlijk karakter hebben.

Verre van daar.

De bestuurlijke uitgaven omvatten de meest verschillende credieten, waaronder namelijk 169 millioen uitzonderlijke uitgaven. Zij zijn vermeerderd met de sommen uit de uitzonderlijke uitgaven overgebracht bij toepassing der sedert vier jaar vervolgde politiek van begrootingssaneering, te weten :

19 millioen naar de sectie der Gewone uitgaven ;
157 millioen naar de sectie der Uitzonderlijke uitgaven.

Sommen wij enkele dezer overgebrachte uitgaven op.

Wij zien dat zij slechts een zeer betrekkelijk karakter van gewone uitgaven vertolken of ten minste dat dit karakter enkel bevestigd werd wanneer zekere oorzaken, die men kon vermoeden tijdelijk te zijn, ongelukkig duren bleven.

Zonder daartusschen verschil te maken, hebben wij dezelve door de normale inkomsten der Begrooting van 's Lands middelen willen dekken omdat zij, aan geene vermeerdering van actief beantwoordende, niet kunnen betaald worden door middel der opbrengst van leeningen zonder eene vermindering van den nationalen rijkdom te weeg te brengen.

Ziehier de voornaamste uitgaven welke achtereenvolgens naar de twee secties der beheersbegrotingen van 1921 tot 1924 werden overgebracht met aanduiding der cijfers die in het Begrootingsontwerp over 1925 voorkomen :

Uitgaven aan de agenten van den Buitendienst (wisselverlies, lastige financieele of economische toestand in het land van verblijf)	10	millioen.
Bijzondere toelagen voor de behoeding tegen longtering en geslachtsziekten door den oorlog gestegen	9	id.
Uitzonderlijke werken van onderhoud der Openbare werken door den oorlog noodig gemaakt.	5	id.
Aanmoediging voor de inrichtingen tot kosteloze plaatsing van arbeiders	8	id.
Toelagen voor den genees- en artsennijkundigen dienst der mutualiteiten	15	id.
Duurtetoeslag verleend aan het personeel	85	id.
Toelage aan het Nationaal Werk voor oorlogsinvaliden	8	id.
Tijdelijke diensten voor oorlogsquideering bij het Departement van Landsverdediging	6	id.
Toelage aan het Strijdersfonds	20	id.

In het geheel bereiken de overgebrachte uitgaven « gevolgen van den oorlog » en voorkomende in de beheersbegrooting over het jaar 1925, 176 miljoen frank.

Men weet dat de politiek van inlijving bij de gewone, waaruit deze overlast voortvloeit, verleden jaar reeds gansch voltooid is geworden wat betreft de bestuurlijke uitgaven. Langs dien kant ligt dus geen nieuwigheid voorhanden.

Maar, anderzijds, zooals wij zullen zien wanneer gesproken wordt over de Begrooting der Openbare Schuld, hebben wij voor het jaar 1925, 484 miljoen lasten der Herstelschuld naar de gewone overgebracht.

In 't geheel bedragen de credieten voorkomende in de gewone over 1925 (vereinigde Begrootingen van Beheer en van de Schuld) welke voorheen hetzij in de buitengewone Begrooting, hetzij in de verhaalbare uitgaven aangerekend stonden, 779 miljoen.

Wij zullen bij het sluiten dezer toelichting daarop terugkomen, wanneer wij de mijlpalen der sedert vier jaar gevoerde financieele politiek zullen kenschetsen.

Welk is de oorsprong van gemelde credietvermeerderingen?

De tabel, welke wij hierboven weergeven, toont aan dat, behoudens de tot verbetering van den toestand der ambtenaren noodige credieten, de beheersuitgaven in hun geheel in vergelijking met verleden jaar met 8 miljoen verminderd zijn.

De vermindering ware belangrijker zonder verscheidene oorzaken tot stijging, welke wij zullen onderzoeken. Wij zullen zien dat zij hunnen oorsprong vinden in gevallen van overmacht of in heraanpassing van credieten door te sterke besnoeiing op de Begrooting over 1924 noodzakelijk geworden.

Laat ons de voornaamste der vastgestelde vermeerderingen in oogenschouw nemen. Het zijn :

1^o Een bijkomende uitgave van 5 miljoen op de Begrooting van Buitenlandsche Zaken, te wijten aan de stijging van den buitenlandschen wisselkoers;

2^o De kosten der wetgevende kiezingen van 1925 op de Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid voor 1,200,000 frank aangerekend;

3^o De credietvermeerdering betreffende betaling der ouderdomspensioenen op de Begrooting van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg. Het op de Begrooting over 1924 voorkomend crediet werd op onvoldoende grondslagen berekend en de uitgave overtrof de voorzieningen met 25 miljoen;

4^o De automatische en trapsgewijze klimmende uitbreiding van het lager onderwijs, welke op de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen eene toeneming aan uitgaven van 7 miljoen vergt;

5^o De uitkeering door het Departement van Financiën aan het Beheer van Posterijen der uitgaven van den Postcheckdienst die een bijkomende vermeerdering van 3,750,000 frank medebrengt;

6^o Een credietopvoering van 2 miljoen bij de Openbare Werken waar meer moest voorzien worden voor de wegen, de burgerlijke gebouwen, de kazerneering der gendarmerie en de waterwerken.

De uitzonderlijke uitgaven.

Wij hebben gezegd dat de uitzonderlijke uitgaven op de Beheersbegrootingen over 1925 het bedrag van 169 miljoen frank bereikten.

Gelukkig wordt daar, in de Begrooting van 's Lands Middelen tegen opgewogen door bijzonder belangrijke uitzonderlijke inkomsten :

Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten	20 miljoen.
Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten	15 id.
Opbrengst van den verkoop der krachten de Conventie van Spa aan België toegekende Duitse schepen	10 id.
Invorderingsrechten geheven door den Belgischen afrekenings- dienst	4.5 id.
Overschot op 31 December 1924 van het afgeschafte ordefonds : « Verzekering tegen oorlogsisico, enz. »	57.2 id.
TOTAAL.	fr. 106.7 id.

Men lette op de vermindering van het bedrag der uitzonderlijke uitgaven. Zij worden van 255 miljoen in 1924 tot 169 miljoen in 1925 teruggebracht en zijn geroepen, naar mate wij den oorlog langer achter den rug hebben, trapsgewijze te verminderen.

Wij laten degene, welke uit den wisselkoers en de stijging van den levensstandaard voortvloeien zooals vergoeding aan de agenten van den Buitendienst der Buitenlandsche Zaken en de zoogenaamde « duurtetoeslagen » onaangeroerd. Van dien kant uit onmogelijk iets op gegronde wijze te voorspellen.

Wij beoogen vooral de uitzonderlijke uitgaven, waarvan de verdwijning in een min of meer verwijderde toekomst kan verwacht worden. Dit zijn namelijk : de toelage aan het strijdersfonds, de toelage aan het Nationaal Werk voor oorlogsweezen, de uitgaven voor militaire begraafplaatsen en andere door den oorlog veroorzaakte uitgaven van het Ministerie van Landsverdediging, de bijtoelagen voor zekere slachtoffers van arbeidsongevallen, enz.

Op de toekomstige Begrootingen zal langs dien kant nog heel wat wegvallen.

Inkrimping van het aantal ambtenaren.

De maatregelen tot bestuurlijke hervorming en tot inkrimping van het aantal ambtenaren houden, te recht ook, de aandacht van het Parlement en van het publiek gaande.

De Technische Commissie voor de studie van 's Staats bestuurdiensten, die beide oogmerken nastreeft, heeft hare werkzaamheden voortgezet en nieuwe verslagen bij de Regeering ingediend.

Vermelden wij, onder de behaalde uitslagen, de algeheele herinrichting van het Departement van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, die er toe geleid heeft aldaar het aantal Algemeene Besturen van 9 op 5 te brengen.

De bij deze Algemeene Toelichting gevoegde statistiek ⁽¹⁾ laat toe zich nauwkeurig rekenschap te geven van de verminderingen die in de verschillende Bestuurlijke Departementen bewerkstelligd geworden zijn.

Het gezamenlijk aantal ambtenaren van die Departementen, de regicën niet meegeteld, beliep 46,881 bij de voorlegging van de Begrooting over 1924. Thans is het geslonken tot 44,520, zegge, in één jaar, een vermindering

(1) Bijlage III.

van 2,361 betrekkingen, waarvan er 2,032 in den loop van het eerste halfjaar afgeschafte zijn.

Meer dan eens heeft de Regeering gelegenheid gehad er de aandacht van de Wetgeving op te vestigen dat de inkrimping van het aantal ambtenaren moet bereikt worden door methodische herinrichting.

Er kan geen sprake van zijn een aanzienlijk aantal betrekkingen zoo maar van vandaag tot morgen af te schaffen.

Maar, geholpen door de Technische Commissie, heeft de Regeering hare taak sedert den beginne van 1922 regelmatig doorgezet : van dat oogenblik af is het aantal betrekkingen van 49,385 tot 44,520 gedaald, wat 4,865 afschaffingen maakt.

Doch men verlieze niet uit het oog — en hiermee zal iedereen het eens zijn — dat de heffing der belastingen een zekere verhooging van het personeel van het Ministerie van Financiën onvermijdelijk maakt ⁽¹⁾. Zoo is het personeel van dat Departement, van denzelfden datum af, met 1,689 eenheden verhoogd moeten worden. De vermindering, die de andere Ministeries betreft, bedraagt dus in werkelijkheid 6,554 betrekkingen.

Dank daaraan, is het mogelijk geweest sedert 1 Januari 1922 over te gaan tot ontruiming van drie en dertig te Brussel gelegen gebouwen, die van den wapenstilstand af door de Middenbeheeren van verschillende Departementen betrokken waren.

De verminderingen zijn vooral merkbaar geweest bij het Ministerie van Landsverdediging en dat van Economische Zaken.

Die hadden zich beide met de liquidatie van den oorlog bezig te houden.

Die taak wordt krachtadig voortgezet om ten spoedigste te geraken tot afschaffing van de diensten uit den oorlog en uit den na-oorlog ontstaan.

Het Beheer van Proviandeering zal in den loop van het jaar 1924 volkomen verdwenen zijn.

Voor het Departement van Economische Zaken zijn de Koninklijke besluiten tot afschaffing van vier rechtbanken voor oorlogsschade in den *Moniteur* verschenen. Drie andere rechtbanken zullen den 1^{er} April 1925 hunne opdracht voltooid hebben. Te meer is, in den loop van 1924, een einde gesteld aan de taak van de Koninklijke Hoogcommissarissen en van hunne adjuncten.

Zooals ergens anders in deze Algemeene Toelichting uitgelegd is ⁽²⁾, is de Regeering er van overtuigd dat het werk van 's lands heropbouw en inzonderheid dat van de diensten voor oorlogsschade op het einde van 1925 bijzonder ver zal opgeschoten zijn, zoodat ook langs dien kant, een voelbare vermindering zal kunnen tot stand komen. Er zijn maar zes rechtbanken die den 31^{er} December 1925 met hunne taak nog niet zullen klaar zijn; het werk zal heel en al af zijn in het meest beproefde deel van het Rijk, de verwoeste streken van West-Vlaanderen.

(1) Er wordt wel eens gemeend dat de kosten van heffing der belastingen nu veel hooger zijn dan vóór den oorlog. In waarheid is het heel anders gesteld.

Voor 100 frank geheven algemeene belastingen, waren de kosten :

In 1913. 5.10.

In 1920. fr. } 5.82 zonder te letten op de uitzonderlijke belastingen.

In 1924. 3.57. } 4.13 rekening gehouden met de uitzonderlijke belastingen.

(2) Zie bladz. 54 en 55.

De mogelijkheden om de uitgaven te besnoeien.

Is het voldoende? Is het onmogelijk den ingeslagen weg nog verder te bewandelen?

Zeker en vast neen. In de inrichting der beheeren kunnen en moeten nog wijzigingen gebracht worden, die zullen toelaten tot sommige definitieve verminderingen te geraken.

Maar dergelijke hervormingen laten zich niet van vandaag tot morgen aanvatten.

Volgens de meening van buiten het beheer en buiten de politiek staande personaliteiten, waaruit de Technische Commissie voor de studie van 's Staats bestuurdiensten bestaat, valt er niet aan te denken sommige betrekkingen zoo maar zonder meer af te schaffen; de bestuurlijke inrichting zelf dient hervormd en zulks vergt een algeheel onderst boven keeren der gebruiken, zonder te spreken van de kostelijke veranderingen aan te brengen in het gebruikte materieel, ja zelfs aan de lokalen waarin de bestuurlijke diensten ondergebracht zijn.

Belangwekkende proefnemingen op gebied van vereenvoudiging vande bestuurlijke methodes zijn in 1924 in sommige departementen gewaagd; zij zullen in 1925 voortgezet en, indien de uitslagen bevredigend zijn, uitgebreid worden.

Maar wil men daarmee beginnen zonder de algemeene rijkshuishouding te schaden, zonder het gevaar van nuttelooze hervormingsuitgaven te loopen, dan dient met methode en volgens een geordend plan te werk gegaan.

Hoeft het gezegd dat de verwezenlijkte afschaffingen geen onmiddellijken terugslag op de Begrooting uitoefenen? De Staat is natuurlijk verplicht aan de titularissen van afgeschafte bestendige betrekkingen een wachtgeld te verleenen.

Buiten de bezuinigingen, die uit de inkrimping van het aantal ambtenaren kunnen voortvloeien, dient insgelijks rekening gehouden met de besnoeiingen die geschieden kunnen op andere artikelen der Begrooting dan die betreffende het personeel.

Ongelukkigigwijze zijn er tal van verhoogingen, waar, met de stijging der levensduurte, niet langs te komen is, welke moeite ook men zich getrooste om ze te ontgaan.

Er dient trouwens op gelet dat het enkel feit dat voor vele artikelen der Begrooting de cijfers van 1923 of van 1924 gehandhaafd blijven, reeds een niet te versmaden besnoeiing der uitgaven is. Het spreekt toch vanzelf dat het verlies aan koopkracht van het geld tot rechtstreeksch gevolg heeft het nominaal bedrag der openbare uitgaven te doen stijgen, de begrootingscijfers te doen aangroeien.

Vergelijkt men de huidige uitgaven met de vooroorlogsche, dan moet men er zich ook rekenschap van geven dat vele, sedert den wapenstilstand gestemde wetten den Staat uitgaven opgelegd hebben. Van dat standpunt uit, leek het nuttig eene opsomming te maken van de verschillende naoorlogsche wetsbepalingen, die in de gewone begrooting hun rechtstreekschen terugslag vinden.

Die opgave verschijnt als bijlage van deze Algemeene Toelichting ⁽¹⁾.

(1) Bijlage IV.

De lezing er van toont aan dat de verdwijning van sommige uitgaven, die de jongste Begrootingen bezwaren, onmogelijk is zonder algeheele wijziging der bestaande wetgeving. Aldus zijn de uitgaven ingevolge de maatschappelijke wetten. Aldus ook nog de weddeverhoogingen van magistraten, onderwijzers en andere staatsbezoldigden wier wedden bij de wet bepaald zijn.

In werkelijkheid is het gebied waarop de Regeering hare pogingen tot besnoeiing kan inspannen, uiteraard zelf tusschen zeer enge grenzen beperkt.

Buiten de inkrimping van personeel hier en daar, waaromtrent de grootste illusies heerschen, buiten de reeds zoo sterk mogelijk verminderde uitgaven voor materieel, stuit men overal op gevestigde rechten. Het lezen van de laatste begrootingsbesprekingen, in den loop waarvan het parlementair voordrachtsrecht om zoo te zeggen enkel gericht geweest is op credietverhoogingen, bewijst dat het Parlement geen enkele afbreuk aan die rechten zou dulden.

Voor den oorlog zijn de uitgaven van den Staat aanhoudend gestegen.

Op den weg der bezuinigingen is de Regeering dus zoo ver gegaan als maar mogelijk was, met de credieten te verminderen waar het ging, met overal elders de aanhoudende ontwikkeling van het Staatsoptreden te betoomen.

Men vergete inderdaad niet dat de Staat, reeds geruimen tijd vóór den oorlog, zich elken dag meer en meer ingelaten heeft op alle gebieden, zelfs op die, welke normaal genomen enkel den particulieren ondernemingsgeest schijnen aan te belangen. Aan het onderwijs, aan de diensten van bijstand, van voorzorg, van volksgezondheid, aan de verbetering van de nationale toerusting, besteedt de Staat thans uitgaven die vroeger ofwel niet bestonden, ofwel 's lands financiën niet bezwaarden.

Daarom is het dat de beheersuitgaven vóór den oorlog in België niet opgehouden hebben te klimmen.

De vooruitgang er van is als volgt :

1895	.	.	.	.	.	fr.	143,000,000	»
1900	.	.	.	.	.		178,000,000	»
1905	.	.	.	.	.		210,000,000	»
1910	.	.	.	.	.		242,000,000	»
1914	.	.	.	.	.		289,000,000	»

In twintig jaar tijds, waren onze bestuursuitgaven dus juist verdubbeld.

Dat feit dient niet uit het oog verloren door hen die om 't even waarom er toe gebracht zijn onze Begrooting over 1925 te bestudeeren.

Onze Beheersbegrooting vergeleken met die van andere landen.

Evenals verleden jaar ⁽¹⁾, zijn wij overgegaan tot een nauwlettend onderzoek van de voor- en naoorlogsche Begrootingen der voornaamste landen om aldus, door hergroepeerings en schiftingen, cijfers in 't licht te stellen die met de Belgische cijfers der beheersuitgaven kunnen vergeleken worden.

(1) Zie Algemeene Toelichting van 1924, bl. 28 en volgende.

Navolgende tabellen zijn dus de bijwerking van de gelijke, verleden jaar gegeven tabellen.

De daarbij gebruikte inlichtingen zijn gehaald geworden, ofwel uit de parlementaire bescheiden der beschouwde landen, ofwel uit de betrouwbaarste te onzer beschikking staande bronnen, derwijze aan de gegeven cijfers de grootst mogelijke juistheid te verzekeren.

Om technische, van onzen wil onafhankelijke redenen die wij trouwens verleden jaar aangeduid hebben, en insgelijks, wat Frankrijk betreft, omdat het ontwerp van Begrooting over 1925, dat, evenals het onze, de gevolgen eener herziening van de wedden en loonen der ambtenaren en beambten van den Staat moet weerspiegelen, nu nog niet in zijn definitieven vorm gekend is, hebben wij niet mogelijk geacht die gegevens aan te vullen met er Frankrijk en Italië in te begrijpen ⁽¹⁾.

Ziehier, met de beheersuitgaven van het dienstjaar 1913 of, volgens het geval, 1913-1914, als grondslag, alles eenvormig herleid zijnde tot 100, de tabel van de schommelingen der beheersuitgaven van verschillende landen, berekend in nationale munt :

Schommelingen der beheersuitgaven van enkele landen berekend in % van 1913.

(In nationaal geld.)

LANDEN.	1913 of 1913-1914	1920 of 1920-1921	1921 of 1921-1922	1922 of 1922-1923	1923 of 1923-1924	1924 of 1924-1925
België	100	501	535	571	581 ⁽⁴⁾	586 ⁽⁴⁾
Vereenigd Konink- rijk	100	444	392	241 ⁽³⁾	217 ⁽⁵⁾	217
Vereenigde Staten	100	—	268	223 ⁽³⁾	230 ⁽⁶⁾	214
Zwitserland . . .	100 ⁽²⁾	162	188	199	190	188
Nederland . . .	100	—	334 ⁽²⁾	318 ⁽³⁾	325 ⁽⁵⁾	316

Vergeleken met die van de Algemeene Toelichting der Begrooting over 1924, vertoont deze tabel kleine verschillen, verklaard in heel korte voetnota's, waarop geen bijzondere nadruk hoeft gelegd te worden.

Rekening houdende met het verleden jaar uitgedrukte voorbehoud wat betreft

(1) De Italiaansche Begrooting heeft geen bijzondere afdeeling voor de verhaalbare uitgaven; in de Fransche Begrooting van 1913 zijn de gewone uitgaven niet van de buitengewone te onderscheiden.

(2) De grondslag 100 beantwoordt aan de *werkelijke uitgaven*; de grondslag 100 van verleden jaar betrof de *vermoede uitgaven*.

(3) Verbeterd getal.

(4) Met inbegrip van de bijcredieten.

(5) Op den grondslag der *werkelijke uitgaven*. In de Algemeene Toelichting van vorig jaar was afgegaan op hetgeen aan uitgaven voorzien was.

(6) Op den grondslag van de voorzienige uitgaven, herzien den 3 December 1923, dus na het verschijnen der Algemeene Toelichting van verleden jaar.

de strenge juistheid van de methode, zetten wij zooals hierna in goudwaarde de tabel om waarvan wij zooeven spraken.

Schommelingen der beheersuitgaven van enkele landen berekend in % van 1913.

(Volgens den wisselkoers.)

LANDEN.	1913	1920	1921	1922	1923	1924
	of 1913-1914	of 1920-1921	of 1921-1922	of 1922-1923	of 1923-1924	of 1924-1925
België	100	191	207	227	157	134 ⁽¹⁾
Vereenigd Koninkrijk	100	339	319	223	199	194 ⁽²⁾
Vereenigde Staten	100	—	268	223	230	214
Zwitserland . . .	100	142	169	197	178	171 ⁽¹⁾
Nederland	100	—	279	303	316	293 ⁽¹⁾

Daaruit blijkt dat onze beheersuitgaven, in goud, 34 % grooter zijn dan die van 1913 en dat het percentage van vergrooing het geringste is van al de voor de beschouwde landen gevestigde percentages.

Dat is eene meldenswaardige vaststelling.

Laat ons er nochtans op drukken dat die tabel enkel als loutere aanduiding dient waaruit het gewaagd zou zijn al te onfeilbare gevolgtrekkingen te halen. In ieder geval heeft zij het voordeel de vergelijking toe te laten van gegevens waarvoor a priori geen gemeenschappelijke maatstaf bestaat en een gedacht te geven van de betrekkelijke hoegrootheid der beheersuitgaven van verschillende landen en van hunne opklimming sedert den oorlog.

Zij toont dat indien alles in België niet volmaakt is, er nog sommige zaken moeten verricht worden, onze toestand nochtans gunstiger is dan die onzer geburen.

BEGROOTING DER OPENBARE SCHULD.

Vroeger kwam zij op de gewone en in de verhaalbare uitgaven voor.

Indien de beheersbegrootingen, wij hebben het vastgesteld, sinds 1924 nagevoeg dezelfde gebleven zijn, daar zij van 't vorig jaar af hun definitieven vorm hebben verkregen, is het heel anders gesteld met de begrooting der Openbare Schuld.

Men herinnert zich dat de lasten van deze Begrooting vroeger twee afzonderlijke groepen vormden.

De eerste, vooraan in de gewone Begrootingen, begreep de algemeene leeningen der Schatkist, deze welke het herstel van oorlogsschade niet bijzonder ten doel hebben.

De tweede, behorende bij de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven, bestond

⁽¹⁾ Op voet van het gemiddelde der eerste zeven maanden van 't jaar 1924.

⁽²⁾ Op voet van het gemiddelde der eerste vier maanden van het fiscaal dienstjaar.

uit leeninglasten uitsluitend aangegaan voor herstel of uit pensioenlasten uit den oorlog gesproten.

Daar evenwel een belangrijk gedeelte der leeningen van de eerste groep ook gediend heeft tot het financieeren van het herstel der schade welke Duitschland, overeenkomstig het Verdrag, met eigen centen had moeten vergoeden, werd een crediet gelijk aan den last van dit deel van schuld op de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven gebracht, terwijl een overeenstemmende ontvangst ingeschreven werd op de Begrooting van 's Lands Middelen. Op die wijze kwam het totaal der voor Duitschlands rekening aangegane schuldlasten voor op de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven, terwijl 's Lands Middelen eene « compensatie-ontvangst wegens herstel » genoten. Men weet dat deze laatste in de Begrooting over 1923, 437 millioen bedroeg.

Voortaan komen de lasten van de Herstelschuld op de gewone voor.

De Regeering heeft niet opgehouden het afschaffen van deze dubbele Begrooting na te streven. Dit was het einddoel van hare politiek van inlijving bij de gewone, welke verscheidene malen uiteengezet werd tijdens de vijf begrootings-toelichtingen welke ik U, Mijne Heeren, achtereenvolgens voorgelegd heb ⁽¹⁾. In de Begrooting over 1924 werd het afschaffen van de compensatie-ontvangst wegens herstel verwezenlijkt. Wij hebben lang uitgeweid over de beteekenis van dezen maatregel die er op neerkwam ongeveer 8 milliard herstellasten te consolideeren welke definitief, om eene uitdrukking van nijverheidscomptabiliteit te gebruiken, op « winst en verlies » geboekt werden ⁽²⁾.

Wij hebben gezegd dat daarin geen verzaking moest gezien worden aan ons deel van herstel dat ons toekomt en dat wij uit voorzorg handelden.

Wij hebben uitgelegd dat ons doel alléén bestond in het onttrekken van het evenwicht van onze gewone Begrooting aan de werking van factors waarvan wij niet meester zijn. Wij komen daarop niet terug.

Er bleef een laatste stap te doen. Wij hebben hem U bekend gemaakt namelijk tijdens de Regeeringsverklaring van Maart laatstleden, in volgende bewoordingen :

« Het is onontbeerlijk dat, voor de Begrooting van 1925, het land, door » middel van zijne gewone inkomsten, al de interesten van de voor het herstel » ontleende kapitalen, alsmede de pensioenen aan de militaire en burgerlijke » slachtoffers van den oorlog dekke ». En wij toonden de voordeelen welke daaruit zouden voortvloeien : « Derwijze zullen de stortingen van Duitschland » en de tegenwaarde van hare leveringen in natura uitsluitend aangewend » worden tot de nog niet herstelde schade, tot de vermindering onzer vlottende » schuld, en tot de terugbetalingen aan het uitgifte-instituut. »

Voortaan is dit resultaat bereikt.

⁽¹⁾ Zie namelijk de Algemeene Toelichting op de Begrooting 1922, bl. 13. Algemeene Toelichting van 1923, bl. 11, 13, 30, 43 en 48. Algemeene Toelichting van 1924, bl. 6, 11, 43 en volgende.

⁽²⁾ Zie Algemeene Toelichting op de Begrooting over 1924, bl. 6 en volgende.

Met het gansche hoofdstuk der schuld dat tot nu toe vooraan in de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven voorkwam, op de gewone te brengen, hebben wij door onze normale ontvangsten de dekking verzekerd van de algeheelheid der voor Duitschlands rekening op ons genomen bestendige herstellasten.

Dient er uitgeweid te worden over de gewichtigheid van die krachtsinspanning? Het weglaten op de Begrooting van 's Lands Middelen van 400 à 500 miljoen herstelontvangsten, de opneming op de gewone van 484 miljoen jaarlijksche lasten, komt, practisch genomen, er op neer den dienst te verzekeren tegen 5 t. h. van een tot herstel aangewend kapitaal van ongeveer 20 milliard.

Wij stellen aldus onze Begrooting buiten het bereik van de strengste critieken en geven haar eene voortaan verzekerde stevigheid.

Doch men late zich daardoor niet misleiden; die voorzichtigheidsmaatregel, ingegeven door de vertraging waarmee wij het herstel zullen trekken, beduidt hoegenaamd niet dat wij afzien, ook maar van het geringste deel van hetgeen ons toekomt.

In hoofdsom is de progressie van onze Openbare Schuld zeer gevoelig verminderd.

De samensmelting van hare twee bestanddeelen is niet het eenig kenmerk van de Begrooting der Openbare Schuld over 1925. Men zal zich herinneren dat zij verleden jaar reeds in de Algemeene Toelichting op de Begrooting geschied was.

Deze Begrooting der Openbare Schuld zal eveneens toelaten — tweede kenmerk — een gevoelige vermindering van de progressie der Openbare Schuld in hoofdsom te doen uitschijnen.

Alles laat verhoppen dat het maximum bijna bereikt is en dat, indien geen enkele onvoorziene gebeurtenis zich voordoet en indien men namelijk de sedert vier jaar gevolgde politiek in de toekomst niet laat varen, de klimmende lijn onzer Schuld weldra door een dalende zal vervangen worden.

Te dien opzichte zijn de cijfers bijzonder welsprekend.

Indien men, mits de buitenlandsche schulden tegen den koers van den dag te berekenen, het bedrag der Openbare Schuld op 30 September 1923 vergelijkt met dat op 30 September 1924, dan stelt men een verschil van 680 miljoen frank vast.

In 1924 beliep de Schuld inderdaad fr.	40,684,000,000 ⁽¹⁾
en in 1923	40,005,000,000 ⁽¹⁾
Verhooging (in ronde cijfers). . . fr.	680,000,000

Er dient echter opgemerkt dat ongeveer één vierde van onze Openbare

⁽¹⁾ Die cijfers bevatten eene som van 98,118,000 frank, kapitaal der obligaties « Lloyd Royal Belge », waarvan de Staat den last op zich neemt overeenkomstig de wet van 10 Augustus 1923. Zij bevatten het bedrag niet van de deposito's van het publiek op de postcheckrekeningen : dat al te veranderlijk bestanddeel zou de vergelijkingen verdraaien.

Schuld in het buitenland aangegaan werd : juist 9,272 miljoen frank op de 40,684 miljoen.

Men begrijpt bijgevolg dat de schommelingen van den wisselkoers een aanzienlijken invloed nitgeoefend hebben op de uitdrukking in franken van onze buitenlandsche schuld.

Die invloed beloopt inderdaad 479 miljoen waarvan 160 miljoen voor de buitenlandsche geconsolideerde schuld en 319 miljoen voor de buitenlandsche vlottende schuld.

Kon men de stijging der wisselkoersen van kant laten, dan zou men dus inzien dat de toeneming van de Schuld slechts 201 miljoen zou bereiken.

Om de gestadige slinking in de verhooging onzer Schuld aan te toonen, vermelden wij hieronder het bedrag onzer verplichtingen op 30 September van elk der jaren na den wapenstilstand.

Zooals verleden jaar, werden de buitenlandsche schulden tegen een eenvormigen koers berekend, maar wij hebben ditmaal, en te recht, dengenen genomen van 30 September 1924. Derwijze weren wij de uit den wisselkoers voortspuitende schommelingen en maken wij de vergelijking van de toestanden uit het enkel oogpunt van de schommelingen in hoofdsom mogelijk.

30 Septembre 1919	 fr.	25,470,000,000
Id. 1920		31,000,000,000
Id. 1921		37,026,000,000
Id. 1922		39,502,000,000
Id. 1923		40,485,000,000
Id. 1924		40,684,000,000

Per jaarlijksch tijdvak beloopt de verhooging dus :

Voor 1919-1920, 5.5 milliard in ronde cijfers.

Id. 1920-1921, 6.0 id. id.

Id. 1921-1922, 2.5 id. id.

Id. 1922-1923, 1.0 id. id.

Id. 1923-1924, 0.2 id. id.

De verleden jaar vastgestelde vermindering is dus nog fel toegenomen.

**De verhooging onzer schuld in verband met nieuwe behoeften
bedraagt slechts 142 miljoen.**

Indien men de verrichtingen ontleedt welke door de Thesaurie gedaan werden gedurende het beschouwd tijdperk van twaalf maanden, stelt men vast dat de leeningen aangegaan ingevolge nieuwe behoeften in werkelijkheid slechts 142 miljoen bereiken.

Wat de geconsolideerde schuld aangaat, werd overgegaan tot de uitgifte van eene leening van 30 miljoen dollar welke door de Vereenigde Staten werd onderschreven. Deze had ten doel de 27,155,000 dollar Bons 6 %, welke in 1919 uitgegeven werden en den 1 Januari 1925 vervielen, te consolideeren. Het is dus, eigenlijk gezegd, geen nieuwe uitgifte.

De titels op naam der oorlogsschade zijn daarentegen met een kapitaal van 85 miljoen frank gestegen ⁽¹⁾.

Wat de vlottende schuld betreft, werd gedurende hetzelfde tijdperk, tot de volgende verrichtingen overgegaan :

1° Opening van een wisselcrediet van 36 miljoen Zwitsersche frank, cijfer dat, tengevolge van eene terugbetaling, tot 30 miljoen teruggebracht werd en waarvan de tegenwaarde, tegen den koers van 30 September, 116 miljoen beloopt.

Die leening werd aangegaan op het hachelijkst oogenblik van de valutacrisis die zich in 't begin van 't jaar 1924 heeft voorgedaan en heeft er machtig toe bijgedragen om onze alsdan zoo fel aangevallen devieze te verdedigen.

2° Vervanging van 133 miljoen vervallen Interprovinciale Bons door eenzelfde bedrag Schatkistbons 5 % op vijf jaar, verrichting die onze vlottende schuld niet heeft doen aangroeien.

3° Verhooving van het bedrag der gedisconteerde Schatkistbons, ten beloope van 730 miljoen.

Maar tegenover die uitgften dienen de werkelijke terugbetalingen te worden geplaatst waartoe gedurende hetzelfde tijdperk werd overgegaan :

a) De Interprovinciale Bons die bij hun vervallen op 10 December 1923, 10 Maart, 10 Juni en 10 September 1924 werden terugbetaald, zegge 533 miljoen ;

b) De terugbetaling aan de Nationale Bank van eene som van 50 miljoen, waardoor het eenig voorschot dat in 1919 gevraagd werd aan het Uitgifte-instituut voor de intrekking der marken, met evenveel verminderd werd.

Men ziet onmiddellijk dat de aangroeiing van de in omloop zijnde gedisconteerde Schatkistbons gecompenseerd wordt met het gezamenlijk bedrag — 583 miljoen — dier twee terugbetalingen en dat onze binnenlandsche vlottende schuld in één jaar dus maar met 147 miljoen gestegen is.

Maar laat ons de gedane terugbetalingen verder opsommen :

c) Amortisatie der geconsolideerde schulden, 155 miljoen. Het bedrag der wettelijke amortisatiën heeft, in werkelijkheid, 195 miljoen bedragen, maar in den loop van het jaar werden voor 40 miljoen 5 % met premie en 6 % consolidatie geplaatst ;

d) Terugbetaling aan Frankrijk van 51 miljoen op de wederzijdsche Fransch-Belgische credieten.

Laat ons die lange opsomming met twee cijfers samenvatten : zij toont aan dat de schulduitgften 931 miljoen en de terugbetalingen 789 miljoen bereikt hebben.

De voor nieuwe behoeften aangegane schuld bedraagt dus te zamen 142 miljoen.

En dan nog is het niet juist te zeggen dat de uitgifte van titels der oorlogsschade aan nieuwe behoeften beantwoordt. Het gaat hier om een latente schuld welke ontstaan is den dag waarop de schade werd aangebracht.

(1) Krachtens de wet van 27 Maart 1924 en het koninklijk besluit van 16 Juni van hetzelfde jaar, zullen de titels op naam uitgegeven ter vertegenwoordiging van vergoedingen voor oorlogsschade vervangen worden door titels aan toonder terugbetaalbaar in dertig jaar. Het bedrag dezer laatste moet voortaan begrepen worden in de geconsolideerde schuld.

Vergelijking van onze schuld met die der andere landen.

Wij hebben onze schuld op zichzelf bestudeerd.

Het lijkt wel belangwekkend ze te vergelijken met die van andere landen.

Onderstaande tabel zal ons aantoonen dat zij op gunstige wijze den toets kan doorstaan.

*Bedrag, per inwoner en in Belgische frank, der openbare schuld
der voornaamste landen.*

LANDEN.	Datum van raming der schulden.	Bedrag der schuld in munt van het land. (In millioenen)	Bedrag der schuld in Belgische frank (¹). (In millioenen.)	Bevolking. (In duizenden.)	Bedrag der schuld in Belgische frank. (Per inwoner)
Vereenigd Koninkrijk (zonder den Ierschen Vrijstaat)	31- 3-1924	7,782 pond.	717,209	44,582	16,087
Italië	31- 5-1924	194,005 lire.	175,575	39,612	4,432
Frankrijk	31-12-1923	411,534 Fr. frank.	450,321	39,210	11,485
Vereenigde Staten	31- 8-1924	21,245 dollar.	437,806	110,664	3,956
Duitschland (zonder de herstel- schuld)	31- 7-1924	1,722 goudmark.	8,455	62,607	135
Nederland (²)	1- 1-1924	3,371 gulden	26,899	7,213	3,729
Zwitserland (Confederatie en Federale spoorwegen) (³).	31-12-1923	4,699 Zwits. fr.	18,488	3,902	4,738
België	30- 9-1924	40,684	40,684	7,666	5,307

Indien men die cijfers toetst aan die welke verleden jaar gegeven werden, zoo kan men vaststellen dat onze schuld, per inwoner, slechts met 56 frank gerezen

(¹) *Wisselkoers ter Beurs van Brussel op 1 October 1924 :*

1 pond	=	92.1625	Belgische frank.
1 lire	=	0.905	id.
1 Fransche frank	=	1.09425	id.
1 dollar	=	20.6075	id.
1 goudmark	=	$\frac{1 \text{ dollar}}{4.19792}$	= 4.91 Belgische frank.
1 gulden	=	7.9794	Belgische frank.
1 Zwitsersche frank	=	3.9344	id.

(²) De in 1923 waargenomen vermindering komt voort van de terugbetalingen welke door de Nederlandsche koloniën gedaan werden op de voorschotten hun door het moederland toegestaan. Die voorschotten, welke op 2 Januari 1923, 337 millioen gulden bedroegen, werden op 3 December 1923, tot 96 millioen teruggebracht.

(³) Dat totaal begrijpt de zuivere schuld der Federale spoorwegen en de ruwe schuld der Confederatie. Op 31 December 1922 beliep het overeenkomend totaal 4,441 millioen Zwitsersche frank.

is, terwijl zij in andere landen in heel wat hoogere verhoudingen gestegen is.

Wij spreken natuurlijk niet van de louter schijnbare verhoogingen toe te wijten aan de omzetting van sommige hoge valuta's in Belgische frank, maar van de verhoogingen in nationale munt dewelke alléén, voor de betrokken landen, eene lastvermeerdering uitmaken. De ontleding van bovenstaande tabel en van de gelijke tabel van verleden jaar, toont aan dat wij onzen rang behouden, ja zelfs onzen toestand betrekkelijk verbeterd hebben.

**De cijfers weerleggen sommige ongerechtvaardigde
aanvallen op ons crediet.**

De daareven aangehaalde cijfers zouden voorgoed een einde moeten stellen aan sommige bewuste of onbewuste aanvallen op ons crediet.

Na het stemmen van de laatste wet der bijcredieten, heeft men gezegd dat de begrootingsbalans van 1924 een tekort van 1 tot 2 milliard zou vertoonen.

Hoewel dat dienstjaar nog op verre na niet afgesloten is, bewijzen de aangeduide cijfers dat die ramingen toch overdreven zijn.

Wij herhalen het, want het wordt maar al te vaak vergeten : de aan het Parlement gevraagde bijcredieten zijn doorgaans bestemd tot het regulariseeren van uitgaven, die meestentijds betrekking hebben niet op het loopende, maar op vroegere dienstjaren.

Wij herinneren er daarenboven aan dat men den vermoedelijken uitslag van een dienstjaar niet kan berekenen met gewoonweg de bijcredieten bij het vermoede tekort der oorspronkelijke Begrooting samen te tellen. Er dient ook rekening gehouden, eerst met de verhoogingen van ontvangsten, daarna met de niet gebruikte credieten die bij het afsluiten van den dienst vervallen. Zeer dikwijls zijn deze laatste hoger dan de aan het dienstjaar eigen bijcredieten.

LASTEN DER SCHULD.

**De lasten der schuld en der pensioenen zijn sedert
één jaar met 43 millioen gestegen.**

Aan de pas onderzochte verhoogingen der schuld, in hoofdsom, beantwoorden verhoogingen van lasten, die wij hierachter zullen bespreken.

Zooals gezegd, zijn de lasten thans saamgebracht in een en dezelfde Begrooting, terwijl zij verleden jaar, deels op de gewone Begrooting, deels op die der verhaalbare uitgaven voorkwamen. Maar, in de Algemeene toelichting van 1924 al, hebben wij zorg gedragen ze in één enkele tabel te vereenigen ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Zie Algemeene toelichting van 1924, blz. 15.

Onderstaande tabel geeft in nullioenen frank de schommelingen van de lasten der schuld en der pensioenen van 't een jaar tot het ander :

	Voor 1925 aangevraagde credieten.	Voor 1924 toegestane credieten.	Verhooging.	Vermindering.
Lasten der eigenlijk ge- zegde Schuld fr.	1,829	1,758 ⁽¹⁾	71	—
Pensioenen en andere verbintenissen	140	168	—	28
	<u>1,969</u>	<u>1,926</u>	<u>Verhooging : 43</u>	

De inlijving bij de gewone Begrooting der vroeger voor de Openbare Schuld op die der verhaalbare uitgaven gebrachte credieten, levert het ongemak op, dat de last in hoofdsom der door België voor Duitschlands rekening gedragen uitgaven, niet meer op 't eerste gezicht te zien is.

Met evenals vorige jaren te werk te gaan, is het evenwel mogelijk dien last te berekenen en hem uit de gezamenlijke uitgaven betreffende de Openbare Schuld te doen te voorschijn treden.

Voor 1925 is de algeheele last verdeeld als volgt :

1^o Lasten der eigenlijk gezegde Schuld :

- a) Algemeene Schuld. 901 miljoen
- b) Herstelschuld ⁽²⁾ 928 — 1,829 miljoen.

2^o Pensioenen en andere verbintenissen :

- a) Normale lasten. 87 miljoen
- b) Herstellasten 53 — 140 —
- 1,969 miljoen.

Waarom de last der oorlogspensioenen met 28 miljoen verminderd is.

De vermindering van 28 miljoen in verband met de pensioenen spruit hieruit voort dat de oorlogspensioenen, te rekenen van 1 Januari 1925 zullen verevend worden door de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen, indien, zooals de

(1) Rekening gehouden met een crediet van 50 miljoen dat vervalt ingevolge de toepassing der wet van 27 Maart 1924 en van het koninklijk besluit van 26 Mei daarna, waarbij de Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars gemachtigd wordt tot aangaan eener leening bestemd tot vervanging der titels op naam uitgegeven om oorlogsschade te vertegenwoordigen.

(2) Dat getal omvat :

- 1^o De lasten wegens herstel begrepen in het vroeger hoofdstuk der Openbare Schuld, op de Begrooting der verhaalbare uitgaven;
- 2^o Den last van het deel der gewone leeningen bestemd tot herstel der oorlogsschade (vroeger compensatie-crediet);
- 3^o Den last der gewone leeningen uitgeschreven voor de terugbetaling der interprovinciale bons.

Regeering het dringend vraagt, het thans bij de wetgeving aanhangige ontwerp bijtijds gestemd is.

In plaats van den totalen last der oorlogspensioenen, geboekt op de Begrooting der verhaalbare uitgaven (Openbare Schuld, Landsverdediging en Economische Zaken) en die in 1925 meer dan 150 millioen zou bedragen, voorziet de gewone Begrooting der Openbare Schuld maar eene som van 53 millioen meer, zijnde twee credietaanvragen : de eene van 50 millioen, de vaste dotatie aan de nieuwe Pensioenkas toegekend; de andere van 3 millioen, gelijk aan de lasten door den Staat in 1925 te dragen uit hoofde van de leeningen door de Nationale Kas aan te gaan om zich het overschot te bezorgen van het geld dat voor de verevening der oorlogspensioenen noodig is ⁽¹⁾.

**Waarom zijn de lasten der eigenlijk gezegde Schuld
met 71 millioen gestegen.**

De aanwas van de lasten der eigenlijk gezegde Schuld spruit voort uit de balans van onderstaande verhoogingen en verminderingen, te weten :

A. — Verminderingen ingevolge :

1 ^o Rechtstreeksche betaling door de Regie van Spoorwegen van de annuïteiten tot terugkoop der nog niet voorgoed vastgestelde concessies (van 's Graven-Brakel naar Gent, van Halle naar Ath en van Doornik tot aan de Fransche grens)	fr. 11,300,000	
2 ^o Delging van den last der Fransche obligaties van nationale verdediging terug te betalen den 16 Februari 1925	3,200,000	
3 ^o Gedeeltelijke amortisatie van de lasten der geconsolideerde buitenlandsche schulden en vermindering der lasten voorzien voor de binnenlandsche leeningen	14,400,000	
		28,900,000

B. — Verhoogingen ingevolge :

1 ^o De consolideering door middel van de leening 6 1/2 t. h. van s 30,000,000, van de Schatkistbons 6 t. h., welke vervallen den 1 Januari 1925. fr.	29,400,000
2 ^o De lasten in verband met het Zwitsersche discontocrediet	9,100,000
3 ^o De tusschenkomst van den Staat in de kapitaalsvermeerdering van verschillende vennootschappen (Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, Nationale Maatschappij van Waterleidingen, enz.)	2,200,000

⁽¹⁾ Er is ook een nieuw crediet van 670,000 frank, voorkomende op de Begrooting van Financiën voor de kosten van werking der Nationale Kas.

4° De betaling der Fransche belasting op de coupons der in Frankrijk uitgegeven leening 6 1/2 t. h.	2,900,000	
5° De consolideering der titels op naam uitgegeven om oorlogsschade te vertegenwoordigen	27,000,000	
		70,600,000
Verhooging voortspruitende uit den aanwas der Openbare Schuld in hoofdsom en uit de consolideering van een deel der vlottende Schuld		41,700,000
Verhooging ingevolge den wisselkoers		29,300,000
Verhooging		71,000,000
Vermindering van het hoofdstuk pensioenen.		28,000,000
Uiteindelijke verhooging.		43,000,000

Eens te meer merkt men welke invloed de stijging der wisselkoersen op de lasten onzer Openbare Schuld uitoefent.

In een gezamenlijken aangroei van 71 millioen, komt zij tusschen voor 29 millioen, t. t. z. bijna 41 t. h.

Dat is een uiterst leerrijke vaststelling.

Opbeurende vaststelling, indien men er zeker mag van zijn dat de toekomstige Regeeringen de voorzichtige politiek der laatste vijf jaren zullen voortzetten, want, wijl de oorzaken die onze valuta hebben doen dalen, een voor een, aan 't verdwijnen gaan, is het oogenblik nabij dat de zoo diep gestoorde economische wetten, weer in ons voordeel zullen kunnen werken.

Onheilspellende vaststelling voor hen die redenen hebben om die toekomstige politiek te betwijfelen.

De krachtige oprichting heeft ons tot het doel geleid, maar de geringste zwakheid, de kleinste missing stelt ons bloot aan achteruitgang en dan ware het niet meer goed te maken : eene krachtsinspanning, zooals de onze in de laatste vijf jaren, laat zich geen tweemaal herbeginnen.

De te volgen politiek.

De te volgen politiek is gemakkelijk te bepalen. Zij blijft bij enkele regelen van het gezond verstand.

Maar woorden geven niet weer welke onvermoeibare krachtsinspanning te doen is door de regeeringen om die regelen toe te passen, door de Natie harerzijds om zich daarnaar te schikken.

Aan iedereen valt het zwaar : aan hen, wien men ontnemt, aan hen, wien men iets weigert.

Ondankbare regelen; zij verwekken ontevredenheid en impopulariteit. Hun onmiddellijk nut is niet duidelijk genoeg voelbaar; om de noodzakelijkheid er van in te zien, moet men zich tot op den hooger trap van 't openbaar belang kunnen verheffen.

Ze krachtig toepassen, zonder zwakheid, noch toegevendheid, is nochtans,

voor hen, die in deze angstige stonden de verantwoordelijkheid der macht dragen, een plicht, ja zeggen wij gerust « de Plicht », want het is de voorwaarde waarvan ons aller heil afhangt.

Laat ons nogmaals herinneren aan de grondregelen, zooals de internationale Conferentie van Brussel ze in 1920 omljnd heeft; iedereen dient daarvan door-drongen te worden :

« 1^o De jaarlijksche gewone uitgaven, met inbegrip van de openbare schuld, » terugbrengen binnen de perken waarin zij door de gewone ontvangsten » kunnen bestreden worden. »

Wij hebben zoo gehandeld. Alle gewone uitgaven en zelfs de voor Duitschlands rekening aangegane hersteluitgaven zijn thans gedekt door normale ontvangsten met blijvend karakter. Nog een kleine inspanning dient gedaan ter bestrijding van den begrootingsoverlast ingevolge de verhooging der wedden van het Staats-personeel en de herziening der pensioenen.

« 2^o Alle bewapeningsuitgaven tot het hoognoodige verminderen, voor zoover » die vermindering met 's lands veiligheid verenigbaar is. »

Zoover, maar eenigszins ging, zijn wij dien weg opgewandeld. In 1924 hebben wij zelfs sommige onontbeerlijke uitgaven tot later verschoven.

« 3^o Van alle onvruchtbare buitengewone uitgaven afzien, zelfs de vruchtbare » buitengewone uitgaven ten sterkste indijken. »

Ook op dat gebied kunnen wij over ons zelf volkomen tevreden zijn.

De Buitengewone Begrooting die, na den wapenstilstand, 1,500 millioen bereikt had en een heele reeks onvruchtbare uitgaven omvatte, is dit jaar teruggebracht tot 621 millioen en behelst, voornamelijk, credieten bestemd voor Openbare Werken en voor den bouw van goedkoope woningen en woonver-trekken.

Waar nu die Begrooting tot dat betrekkelijk laag cijfer herleid is, zal wel iedereen eens zijn om aan te nemen dat zij, zooals vóór den oorlog als regel gold, door leening kan gedekt worden.

Vijf jaar lang hebben wij ons toegelegd, de Regeering en gij, Mijne Heeren, op het geleidelijk invoeren, zonder horten of stooten, naar mate der opeen-volgende mogelijkheden, van die onbuigzame gedragslijnen, beter geschikt voor ongeschonden landen dan voor naties die gekneusd en verwoest uit een onrecht-vaardigen oorlog getreden zijn.

Wij zijn er ten slotte in geslaagd; laat ons nu het werk, dat zooveel offers gevraagd heeft, niet in gevaar brengen.

Wat in de volgende jaren nog af te leggen is.

Eene tevens voorzichtige en strenge politiek is des te meer onmisbaar, dat nog harde noten te kraken zijn.

Indien de Begrooting der Openbare Schuld merkbaren vooruitgang vertoont, indien zij ons vertrouwen wettigt, toch vergete men niet dat zij nog op verre na niet volmaakt is.

De gewichtige plaats, die in 't geheel ingenomen is door de vlottende schuld,

die in korten tijd terugvorderbaar is, legt aan de toekomstige regeeringen, zoowel als aan de huidige, de meest gespannen aandacht en de uiterste voorzichtigheid op.

Van onze 41 miljard totale schuld, is meer dan 6 miljard binnen het jaar terugbetaalbaar en daarin wordt nog geen rekening gehouden met de beleggingen in postcheekrekeningen. Zoolang de toestand normaal is, zoolang wij het crediet, dat wij noodig hebben en dat wij zoowel binnen als buiten 's lands genieten, waardig blijven, levert de belangrijkheid van die vlottende schuld maar een betrekkelijk gevaar op : zij hernieuwt vanzelf naar mate zij opvorderbaar wordt. Maar wat staat ons te wachten, moest ons crediet ooit aan 't wankelen gaan?

Dat verlieze men nooit uit het oog.

Daarin ligt het allervoornaamste belang van het begrootingsevenwicht, dat onontbeerlijk is om vertrouwen in te boezemen, daarin ligt de hoofdnoodwendigheid van den Staat.

't Is daarom, ten slotte, dat wij ons moeten duchten voor alle pogingen, alle proefnemingen, alle nieuwigheden, waarvan de uitwerking op ons crediet twijfelachtig zou zijn.

Dat evenwicht bevestigen, dat crediet gaaf houden, de vlottende schuld consolideeren, zijn dus de onmiddellijke oogmerken, waarop onze inspanningen moeten gericht zijn.

Gelukkig echter zijn thans alle schikkingen getroffen om op dien weg te slagen.

Men begrijpt dat, zoolang het noodig was te leenen om het dagelijksch leven van den Staat te verzekeren, er niet aan te denken viel de vlottende schuld terug te betalen; dat, zoolang het geld zeldzaam en duur is, het niet licht gaat consolideeringen aan te gaan.

Maar nu is het begrootingsevenwicht tot stand gebracht. Ons crediet in den vreemde is steviger dan ooit, voor ons is het interestcijfer van het geld daar gedaald.

Ten deze is het belangwekkend de koersen onzer buitenlandsche leeningen na te gaan.

Eerst de leeningen in de Vereenigde Staten :

Onze 7 $\frac{1}{2}$ t. h. uitgegeven aan 97 $\frac{1}{2}$ in 1920, staat thans 110 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾;

Onze 8 t. h. aan pari uitgegeven in 1921 staat thans 107 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾;

Onze leening 6 $\frac{1}{2}$ t. h. in September 11. aan 94 uitgegeven, noteert nu 97 $\frac{7}{8}$ ⁽¹⁾.

Onze 3 t. h., 4^e reeks, in 1914 in Engeland uitgeschreven, noteert 72 $\frac{1}{2}$ ⁽¹⁾, na in Februari 1920 op 49 $\frac{1}{8}$ geweest te zijn ⁽²⁾.

De bijzonder hachelijke toestand, dien we op dit oogenblik in België beleven, moet in een min of meer nabije toekomst verbeteren; dat kan niet langer uitblijven, te meer dat de Regeering al sinds Juni 1923 geen oproep meer op het Belgische openbaar crediet gedaan heeft.

(1) Dat zijn allemaal de koersen van 4 October 1924.

(2) 't Is in den loop van den Winter 1920-1921 dat onze leeningen in de Vereenigde Staten de laagste koersen gekend hebben :

De 7 $\frac{1}{2}$ t. h. is in Januari 1921 op 93 $\frac{1}{2}$ geweest;

De 8 t. h. is in Maart 1921 op 97 $\frac{1}{4}$ geweest;

De bons 6 t. h. op 5 jaar in 1920 aan 93 $\frac{3}{4}$ uitgegeven, zijn in Januari 1921 tot 86 $\frac{3}{4}$ gedaald.

Het oogenblik is dus nakend, waarop men zich doeltreffend met de vermindering der vlottende schuld zal kunnen onledig houden.

Dat zal voor het gansche land een machtige verlichting zijn. De Schatkistbons, waarvan wij zullen afzien, zoodra het zal mogelijk blijken — enkel geleidelijk en met mate, dat is voorop geweten — storten inderdaad kapitalen op, waaraan ook handel en nijverheid groote behoefte hebben. En uit die vermindering der Vlottende Schuld moeten credietverrichtingen in het buitenland voortvloeien, die ondenkbaar zijn zoolang geen begrootingsevenwicht bereikt is, maar die zoodra die hoofvereischte er zal zijn, gemakkelijk kunnen leiden tot feitelijke regularisatie van den stand onzer munt.

Een jaar geleden, zou zulk programma als al te eerezuchtig beschouwd geweest zijn; gelukkig is dat zoo niet meer den dag van vandaag.

Maar om het te verwezenlijken, hetzij andermaal gezegd, is het noodig dat het land niet afwijke van de tot dusver gevolgde gedragslijn.

Aan het Parlement behoort het daarop te waken.

BEGROOTING DER ONWAARDEN EN DER TERUGBETALINGEN.

Het ontwerp van Begrooting der Onwaarden et der Terugbetalingen voor 1925 bedraagt	fr. 451,955,200 »
De voor 1924 goedgekeurde Begrooting bedraagt	383,325,700 »
Zegge in meer	<u>fr. 68,629,500 »</u>

Laat ons terugkomen op hetgeen die Begrooting vertegenwoordigt.

Zij bestaat uit twee hoofdstukken :

Het eene betreft de Onwaarden, t. t. z. de belastingen en taxes die, alhoewel zij in ontvangst geboekt werden, niet konden ingevorderd worden en waarvan de tegenpartij in uitgave moet gebracht worden om de rekeningen in orde te brengen.

Het andere is voorbehouden tot de Terugbetalingen. Het gaat hier om sommen die werkelijk in de Staatskas gestort werden, maar die hetzij moeten terugbetaald worden omdat zij ten onrechte geïnd werden, hetzij moeten ter beschikking gesteld worden van sommige instellingen omdat zij enkel het aandeel zijn dezer laatste in de opbrengst der ontvangsten van den Staat.

Dat laatste hoofdstuk alleen toont eene vermeerdering aan van 65,500,000 fr.

De Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen is in werkelijkheid, hoofdzakelijk diegene der stortingen door de Staatskas gedaan, hetzij aan het Fonds der gemeenten, hetzij rechtstreeks aan de provincies en aan de gemeenten ten titel van hun aandeel in de opbrengst der rechtstreeksche belastingen.

Men ziet dus dat de aangestipte vermeerdering hoofdzakelijk het gevolg is van de voor 1925 verwachte hoogere opbrengst der fiscale ontvangsten.

UITSLAG.

Laat ons, na elk van de deelen der Gewone Begrooting achtereenvolgens te hebben ontleed, deze onderzoeken zoo als zij er in haar geheel uitziet.

Gewone Begrootingen voor het dienstjaar 1925.

BEGROOTINGEN.	Credieten toegekend voor 1924 (met inbegrip der bijcredieten).	Aangevraagde credieten voor 1925.	VERSCHILLEN	
			in meer.	in minder.
Openbare Schuld.	1,385,105,885 86	1,968,993,557 70	583,887,671 84	»
Dotatiën	12,491,534 »	12,348,693 »	»	142,841 »
Justitie.	120,952,883 54	115,640,436 »	»	5,312,447 54
Buitenlandsche Zaken . . .	27,165,376 »	32,187,950 »	5,022,574 »	»
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	48,572,281 »	47,835,908 »	»	736,373 »
Wetenschappen en Kunsten	335,000,608 97	321,499,975 »	»	13,500,633 97
Landbouw	32,833,307 »	32,783,602 »	»	49,705 »
en Openbare Werken	94,542,387 »	95,710,806 »	1,228,419 »	»
Nijverheid, Arbeid en Maat- schappelijke voorzorg . . .	171,860,002 »	195,519,832 »	23,659,830 »	»
Koloniën	6,737,386 »	6,451,432 »	»	285,954 »
Landsverdediging	534,045,212 »	521,439,847 »	»	12,605,365 »
Gendarmerie	61,331,038 »	57,424,800 »	»	3,906,238 »
Financiën.	176,908,681 »	175,097,419 »	»	1,811,262 »
Economische Zaken	1,667,115 »	1,651,600 »	»	15,515 »
Onwaarden en Terugbeta- lingen	383,325,700 »	451,935,200 »	68,629,500 »	»
TOTAAL. . . . fr.	3,392,539,397 37	4,036,621,057 70	682,427,994 84	38,346,334 51
			+ 644,081,660 33	
's Lands middelen	3,345,672,220 »	4,268,007,488 »	922,335,268 »	»
Nadeelig verschil	46,867,177 37	»		
Batig verschil	»	231,386,430 30		
Vermoedelijke vermeerde- ring tengevolge van de herziening der welden en der pensioenen . . . fr.	»	210,000,000 »		
Vermoedelijk batig verschil. fr.		21,386,430 30		

Zoóals men ziet, sluit de gewone begrooting in haar geheel met een boni niettegenstaande de lastvermeerdering die goedsmoeds aangenomen werd op de Begrooting der Openbare Schuld ten einde onze Begrooting boven alle critiek te verheffen.

Indien men geen rekening hield, enerzijds met de verhooging van 240 miljoen in verband met de herziening der wedden en pensioenen en, anderzijds, met de 420 miljoen welke verwacht worden van de nog goed te keuren belastingen, zou men vaststellen dat het boni 144 miljoen zou bereiken, 't is te zeggen meer dan noodig is voor de in 1924 uitgekeerde dertiende maand.

Zulks bewijst heel duidelijk dat, op gevaar af zich bloot te stellen aan de gevaren welke het onvermijdelijk gevolg zijn van een verstoord begrootings-evenwicht, nieuwe gewone ontvangsten moeten voorzien worden indien men aan de Staatsagenten de verwachte lotsverbetering, waarop zij sedert 1 Juli recht hebben, wil geven en indien men de gepensionneerden wil ter hulp komen.

Die verhooging, die hulp, hoeft het te worden gezegd, hebben slechts hunne volle waarde indien, op het oogenblik dat zij gegeven worden, de Regeering eene Begrooting opmaakt waarin geen enkele van die redenen is te vinden die tot nog toe onze valuta hebben doen zakken en het leven duurder gemaakt hebben.

DE BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN.

Geen nieuwe leeningen meer ten ware voor vruchtbare uitgaven.

Het lezen van de vorige deelen dezer Toelichting heeft ons toegelaten vast te stellen dat, indien de voorstellen der Regeering gevolgd worden, de Belgische financiën in 1923 in eenen toestand zullen gebracht zijn, lijkende op dien van 1914.

Zoóals de Regeering er de verbintenis heeft van aangegaan bij haar laatste samenstelling, biedt zij aan de Kamers een zoodanige Begrooting aan dat slechts in twee wel beperkte gevallen tot leening zal moeten overgegaan worden :

Dekking of consolideering der vlottende schuld ;

Dekking der uitgaven voor toerusting (verbetering of eerste oprichting) voorkomende op de Buitengewone Begrooting en op de Begrooting der Beheeren van Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

Zulks was eveneens het geval vóór den oorlog. België heeft ten allen tijde voor dergelijke doeleinden geleend en daarop valt niets te zeggen.

**De leeningen aangegaan om de uitgaven van toerusting te financieeren,
zijn gewettigd.**

De verdeeling der Algemeene Begrooting in Gewone en Buitengewone heeft langen tijd, zoowel onder de staathuishoudkundigen als in de Parlementen, tot hevige discussiën aanleiding gegeven.

Men moet nochtans erkennen dat de gegronde critieken gewoonlijk gericht waren op het voorkomen, in de Buitengewone Begrooting, van uitzonderlijke,

tijdelijke uitgaven, ja zelfs van weeldeuitgaven, die voorzeker het roerend en onroerend fortuin der komende, evenmin als der huidige geslachten deden aangroeien.'

Een Buitengewone Begrooting die nog slechts uitgaven van eerste oprichting of van verbetering van de nationale economische toerusting behelst, wordt thans nagenoeg niet meer beknipteld.

Iedereen begrijpt en aanvaardt de dubbele zending, den tweeledigen plicht van den Staat.

De Staat heeft, inderdaad, tot strengen plicht de dagelijksche uitgaven met de gewone inkomsten te bestrijden, maar, daar hij ook de gemeenschappelijke have, 's lands economische toerusting, beheert, heeft hij ook tot plicht deze gestadig uit te breiden, te verbeteren en te moderniseeren.

De door dien plicht opgedrongen uitgaven zijn doorgaans te zwaar om onmiddellijk door middel van belastingen te worden betaald; zij zouden het verplicht evenwicht der Gewone Begrooting in gevaar brengen en de lastenbetaler zou er al te zeer onder gebukt gaan.

Dienvolgens is de Staat, evenals de werkman of de beambte die een huis verlangt te bouwen, of de nijveraer die zich instelt of zich vergroot, er toe gebracht zijne toevlucht te nemen tot het crediet en een kontante betaling te vervangen door een verschoven betaling.

In België ten minste handelt hij zoo.

De leening door middel derwelke wij onze buitengewone uitgaven bestrijden, laat ons toe eene betaling in kapitaal te vervangen door eene betaling per annuïteiten.

Elk onzer schulden is voorzien van eene dotatie voor amortisatie die hare delging in een bepaald aantal jaren mogelijk maakt.

Daar die dotaties voor amortisatie regelmatig uitgetrokken worden op onze Gewone Begrooting, worden onze uitgaven voor toerusting, evenals onze dagelijksche uitgaven, per slot van rekening, niet gedekt, zooals men gewoonlijk denkt, door het voortdurend aangaan van leeningen, maar wel door middel van onze gewone ontvangsten, dus door middel van de belastingen.

Zoo hebben wij, van 30 September 1923 tot 30 September 1924, een kapitaal van 195 miljoen frank gedelgd door middel van voorafneming op de Gewone Begrooting.

Het is niet zonder nut te wijzen op de belangrijkheid van het actief dat tegenover die leeningen mag gesteld worden. Eene bij deze toelichting gevoegde nota geeft daaromtrent volledige aanduidingen wat het naoorlogsch tijdperk betreft ⁽¹⁾.

Engeland ook leent voor hare Buitengewone Begrooting.

Het ware verkeerd te gelooven dat België alleen een Buitengewone Begrooting heeft waarvan de ontvangsten voortkomen van leeningen.

Zelfs Engeland verkeert in dat geval. Men weet nochtans dat het land is

(1) Bijlage V.

waarhet strengst aan de budgetaire tradities vast gehouden wordt, waar de openbare meening — beter ingelicht dan ergens anders in zake economische aangelegenheden — het financieel beleid van den Staat met de grootste aandacht gadeslaat.

De Begrooting van het Vereenigd Koninkrijk zooals zij aan het Parlement voorgedragen wordt — zooals zij in het buitenland meestal gekend is — begrijpt inderdaad niet de algeheelheid van de uitgaven waarin de Staat moet voorzien. Zij begrijpt enkel de « Expenditure chargeable against Revenue ». Om het gezamenlijk bedrag te bekomen, moet men bij die uitgaven diegene voegen welke krachtens bijzondere wetsbepalingen aanrekenbaar zijn op de rekening « capital » (« Expenditure chargeable against Capital »).

Kortom, er bestaan in Engeland :

1^o Uitgaven op rekening-kapitaal, welke voorkomen op de Begrooting zonder dat men ze kan identificeren en die bestreden worden door middel van de opbrengst der belastingen en taxes;

2^o Uitgaven op rekening-kapitaal, voorkomende krachtens bijzondere wetgevingen op eene rekening afgezonderd van de Begrooting en gedekt door leening.

De sommen ontleend om te voorzien in de onder 2^o vermelde kapitaalsuitgaven zijn terugbetaalbaar in een bepaald aantal annuïteiten, derwijze berekend dat de leening terugbetaald wordt tijdens het tijdvak gedurende hetwelk die uitgave betaalbaar zal worden gesteld.

Die kapitaalsuitgaven betreffen over 't algemeen hetzij het oprichten van openbare gebouwen, hetzij de uitbreiding van de Diensten der Posterijen, Telegrafen en Telefonen, hetzij het bouwen van woningen of woonvertrekken, hetzij nog de beleggingen in Engelsche maatschappijen van grondstoffen (petroleum, enz.).

Hun bedrag vertoont trouwens eene neiging tot gestadige klimming.

De betaalbaar gestelde kapitaalsuitgaven beloopt

£	4,600,000	in 1913-1914
£	4,825,000	in 1919-1920
£	6,087,000	in 1920-1921
£	8,045,000	in 1921-1922
£	7,987,000	in 1922-1923
£	7,696,000	in 1923-1924
£	8,577,000	in 1924-1925

Hun bedrag is, in verhouding tot het totaal der uitgaven op de gewone Begrooting, voorzeker niet zoo belangrijk als bij ons; maar hunne progressie op een tijdstip dat het bedrag der gewone begrootingen in België aan het slinken is, verdiende gemeld te worden ⁽¹⁾.

(1) Er dient opgemerkt dat de groote openbare werken — het is namelijk het geval met de havenwerken — dikwijls verricht worden door zelfstandige organismen met onafhankelijke begrooting die hunne lasten dekken door middel van hunne exploitatiewinsten.

Vermindering van het bedrag onze buitengewone begrotingen.

Waar, vóór den oorlog, onze buitengewone uitgaven niet opgehouden hebben te stijgen, springende

van 25 miljoen in 1870	(¹)
op 83 id. 1890	(¹)
en op 156 id. 1910	(¹)

stelt men daarentegen eene merkelijke vermindering vast tijdens de laatste jaren.

Sedert vier jaar doen onze buitengewone begrotingen zich voor als volgt (²) :

1921.		1,368,000,000
1922.		1,660,000,000
1923.		1,135,000,000
1924.		453,000,000
1925.		621,000,000

Weliswaar overtreffen de voorzieningen over 1924 de goedgekeurde credieten, maar er dient niet uit het oog verloren dat de credieten van 1924 in uitzonderlijk sterke mate ingekrompen geweest waren en er mag gezegd worden dat wij in 1925 terug in het normale zijn getreden.

Evenwel dient er opgemerkt dat de eerste der Begrotingen uit bovenstaande tabel geenszins met die van vóór den oorlog kunnen vergeleken worden. Zij behelsden de zoogenaamde « uitgaven-oorlogsgevolgen » waarover reeds gesproken werd (³) en die de buitengewone zoodanig verzwaaarden dat zij voor al onze Begrotingen samen een allerbedenkelijkst gevaar opleverden.

Voorzeker kwam het te dien tijde als wettig voor die uitgaven met een zoo bijzonder karakter op de buitengewone te brengen : op zich zelf hadden zij — wij hebben het gezien — maar eerder verwijderde verwantschap met de gewone uitgaven, zooals die vóór den oorlog opgevat werden.

Doch daar zij anderzijds met geen enkele verhooging van actief overeenstemden, zou het dekken er van, tot gebeurlijke delging, met leening, een zware fout geweest zijn welke alle tegen ons crediet gerichte critieken zou billijken.

Zulks heeft ons de politiek van « inlijving bij de gewone » opgelegd, welke sedert vier jaar op progressieve wijze doorgedreven en in 1924 gelukkig voltooid werd. Die politiek van inlijving is de voornaamste oorzaak van de vermindering van onze buitengewone Begrotingen :

(1) Die cijfers bevatten de buitengewone uitgaven van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

(2) Met inbegrip van de bijcredieten maar zonder de uitgaven voor oprichtingskosten van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

(3) Zie beheersbegrotingen, bl. 17 en 18.

In de Begrooting over 1923 beliepen de credieten die overeenstemden met de sedert 1921 gedane overdrachten, de som van 152 miljoen ;

De Begrooting over 1924 werd uit dien hoofde met een overlast van 294 miljoen verzwaaard.

Sedert dat laatste jaar bevat onze buitengewone begrooting, behalve de terugbetaling van 50 miljoen aan het uitgifte-instituut, enkel uitgaven voor toerusting welke, zooals vóór den oorlog, wettig door leening mogen gedekt worden.

Die buitengewone uitgaven bereiken 621 miljoen in onze voorzieningen over 1925.

Volgende tabel geeft per Departement het bedrag der aangevraagde credieten en laat toe ze te vergelijken met de voor 1924 gestemde credieten.

Daaruit blijkt insgelijks dat wij op 110 miljoen buitengewone ontvangsten mogen rekenen.

Buitengewone Uitgaven.

MINISTERIES	Credietengestemd voor het dienstjaar 1924 (met inbegrip van de bijcredieten.	Credieten aangevraagd voor het dienstjaar 1925.	VERSCHILLEN	
			in meer.	in minder.
Justitie.	800,000 »	740,000 »	»	60,000 »
Buitenlandsche Zaken . .	637,494 29	300,000 »	»	337,494 29
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . .	4.600,000 »	6,000,000 »	1 400,000 »	»
Wetenschappen en Kunsten.	33,930,881 »	23,235,000 »	»	10,695,881 »
{ Landbouw	792,000 »	725,000 »	»	67,000 »
{ en Openbare Werken. . .	179,240,600 »	249,949,100 » ⁽¹⁾	70,708,500 »	»
Landsverdediging . . .	40,998,480 »	148,055 000 »	107,056,520 »	»
Financiën.	191,560,000 »	192,414,559 »	854,559 »	»
TOTAAL. . . fr.	452,559,455 29	621,418,659 »	180,019,579 »	11,160,375 29
Buitengewone ontvangsten.	15,088,405 »	109,721,500 »	+ 168,859,203 71	
Ontoereikendheden van ontvangsten	437,471,050 29	511,697,159 »		

Men stelt vast dat de verhooging van de buitengewone uitgaven in vergelijking met 1924 fr. 168,859,203.71 beloopt.

Dat accres der credieten vloeit voort uit de uitgaven te doen voor de onmiddellijke toerusting der Natie waarmede het Departement van Openbare Werken belast is en uit de noodzakelijkheden van 's Lands verdediging.

De vermeerdering bestemd voor Openbare Werken kan niteengezet worden als volgt :

Openbare werken.

UITGAVEN BETREFFENDE :	Credieten gestemd voor 1924.	Credieten aangevraagd voor 1925.	VERSCHILLEN	
			in meer.	in minder.
Banen	21,450,000 »	53,270,000 »	31,820,000 »	»
Burgerlijke gebouwen . .	7,494,000 »	10,299,000 »	2,805,000 »	»
Kazerneering der gendarmerie	1,815,000 »	4,735,000 »	2,920,000 »	»
Waterwerken.	132,725,600 »	160,353,300 »	27,627,700 »	»
Havens en kust	15,640,000 »	21,211,800 »	5,571,800 »	»
Materialen.	116,000 »	80,000 »	»	36,000 »
TOTAAL . . . fr.	179,240,600 »	249,949,100 »	70,744,500 »	36,000 »
	VERMEERDERING . . . fr.		70,708,500 »	

Het meerendeel der credieten wordt aangevraagd voor het doordrijven of het voltooien van in gang zijnde werken en ondernemingen. Onder de nieuwe ondernemingen waarvoor de eerste credietschijf aangevraagd wordt, dienen wegens de aanzienlijkheid van hun totalen prijs, vermeld te worden :

- 1° De banen Oostende-Brussel-Namen-Givet en Breda-Antwerpen-Mechelen-Brussel. fr. 35,000,000 »
- 2° De werken van afwatering Quaedmehelen-Herenthals . 90,000,000 »
- 3° De aanleg van eene laan naar de nieuwe zeevaartinrichtingen ten Noorden van Antwerpen 35,000,000 »

De voor Landsverdediging aangevraagde buitengewone credieten waren voor een groot deel uit de begrooting over 1924 moeten geschrapt worden. Van het dienstjaar 1925 af, dient daaraan de noodige uitbreiding gegeven en dient de uitvoering van het vastgelegde programma hervat te worden. Ingevolge die vereischte, is de dotatie van sommige diensten merklijk gestegen, zooals blijkt uit onderstaande vergelijking opgemaakt met de voor 1924 gestemde credieten :

Landsverdediging.

VOORWERP.	Credieten gestemd voor 1924.	Credieten aangevraagd voor 1925.	Vermeerderingen.
Dienst der militaire gebouwen . . . fr.	6,172,000 »	11,210,000 »	5,038,000 »
Id. der gasthuizen.	100,000 »	3,600,000 »	3,500,000 »
Id. der Intendantie	6,060,000 »	20,000,000 »	13,940,000 »
Id. der artillerie-inrichtingen . .	22,461,750 »	92,657,000 »	70,195,250 »
Technische dienst van de genie. . .	1,626,510 »	6,791,000 »	5,164,490 »
Dienst van het vliegwezen	1,870,000 »	8,820,000 »	6,950,000 »
Verskillende diensten	2,708,220 »	4,977,000 »	2,268,780 »
TOTALEN. . . fr.	40,998,480 »	148,055,000 »	107,056,520 »

Het geheel tijdelijk afzien van sommige ontworpen gebouwen, van sommige programma's van aankoop of van vervaardiging, heeft toegelaten verleden jaar voor 90,000,000 aan uitgaven te besnoeien.

Men weet dat die uitzonderlijke maatregel toentertijde een belangrijke rol in onze financieele politiek gespeeld heeft.

Het huidig ontwerp, dat per slot van rekening maar de herneming van het gedeeltelijk onderbroken programma is, behelst namelijk de voltooiing van sommige kazerneringsen, de verbetering van de inrichtingen in de kampen alsmede van de toerusting dienende tot het drillen der troepen, de geschiktmaking van depots en parken, den aankoop van mobilisatiematerieel voor den gezondheidsdienst, de vorming van een voorraad van uitrustingen, wapens en ammunitie, ten slotte, de aanvulling van het militair vliegmaterieel.

Voor het beoordeelen van het bedrag der aangevraagde credieten dient niet uit het oog verloren dat de prijs der werken noodzakelijkerwijze in rechtstreeksche verhouding staat tot het indexnummer der groothandelsprijzen dat bijzonder hoog is.

Anderzijds maken sommige op de buitengewone begrooting gebrachte credieten enkel Belgische voorschotten uit : het zijn de voorschotten van het Moederland aan de Kolonie.

Sommige op gemelde Begrooting voorziene uitgaven brengen ten slotte interesten op waarvan het bedrag rechtstreeks aan de Schatkist gestort wordt. Wij bedoelen hier de credieten ingeschreven op naam van het Departement van Financiën om hulp te verleen bij het bouwen van goedkope woningen en woonvertrekken.

De buitengewone ontvangsten bereiken 110 millioen.

De ontvangst van 100 millioen ingeschreven onder de hoofding « *Bankcredieten : te gelde making van schuldvorderingen van den Staat ten laste van de koopers van met recht van wederinkoop afgestane en bij het vervallen der credieten niet teruggegeven deviezen* », vergt eenigen uitleg.

Iedereen herinnert zich de optimistische, ongelukkig door de gebeurtenissen gelogenstrafte opvatting die de uitgebreide verrichting bezielde, gekend onder de benaming van *bankcredieten* en waaraan de waarborg van den Staat gehecht werd bij de wet van 16 Maart 1919. Zij steunde op de hoop op spoedige verbetering van het Belgisch geld en 't is, beheerscht door die gedachte, dat een merkelijk gedeelte der credieten in buitenlandsche deviezen door onze handelaars en nijveraars gebruikt werd volgens de modaliteit met recht van wederinkoop.

Op den vervalldag, achtte men het onmogelijk de onmiddellijke uitvoering dezer verbintenissen op te leggen en bij de wet van 10 Juni 1922 werd de conditioneele overdracht tot 20 Maart 1925 geoorloofd. Onderwijl kon eene verbetering van wisselkoers met minder illusie beoogd worden en, wat er ook van zij, liet men den belanghebbenden den tijd hun toestand te verhelpen.

Voor het verevenen der aldus hangend gebleven verrichtingen, trad de Schatkist in de rechten van de Nationale Bank, lasthebster van het Bankconsortium, wyl de Staat dit laatste volkomen schadeloos gesteld heeft zoowel door middel van de leening van 50 millioen dollar aangegaan in 1920 als door de credieten geopend bij de wetten van 10 Juni 1922 en 30 Juli 1922 overeenkomstig de aan het Parlement voorgelegde rekeningen ⁽¹⁾.

Deze verevening betrof :

Dollar	13,818,488.55
Pond sterling.	1,080,511-0-1
Zwitserse franken	3,858,321.51

(1) Cf. Beknopt verslag ingediend ter Kamer den 1 Maart 1921, ten Senaat, den 11 Maart ; en definitieve rekeningen ingediend ten Senaat den 24 Mei 1922.

De door de cessionarissen gedeponeerde sommen, en die van de teruggave der deviezen af terugbetaalbaar waren, beliepen fr. 170,451,111.98; de Schatkist zal daarentegen over het product der te geldmaking derzelfde deviezen beschikken. Het verschil in meer of in min, moet bij het sluiten der verrichtingen, 't. t. z. in 1925, hetzij in ontvangst, hetzij in uitgaaf, aan de Algemeene Begrooting teruggehecht worden.

Zooals breedvoeriger uitgelegd in de nota welke tot staving van de buitengewone Begrooting zal gevonden worden, zal dit verschil ten bate van de Schatkist eene ontvangst aanwijzen welke volgens den huidige wisselkoers op meer dan 200 miljoen mag geraamd worden.

Voorzeker zal zij de voorziene 100 miljoen te boven gaan.

Bij het verstrijken van de bankcredieten, 't. t. z. in 1920-1921, beliep de tegenwaarde der terug te betalen deviezen fr. 227,481,326 83
en de aan de schuldenaars terug te betalen som beliep . . . 170,451,111 98

Indien de verevening op dat oogenblik geschied was, dan
had de Schatkist dus ontvangen 57,030,214 85

Welnu, van nu af, bezit zij eene som van ongeveer 115 miljoen uit hoofde van reeds gedane vereveningen, som welke, zooals zooeven gezegd werd, bij het sluiten der verrichtingen tot meer dan 200 miljoen zal opgevoerd zijn. Hetgeen bewijst dat, in tegenstelling met zekere bezorgdheden, de maatregelen door het Beheer van Financiën getroffen ten opzichte der schuldenaars met recht van wederinkoop geenszins de belangen van den Staat benadeeld hebben.

Gewis is het overbodig er bij te voegen, dat deze inkomsten voor den Staat geen winst opleveren over het geheel van eene verrichting die niets dan slechte herinneringen nalaat en waarvan onze Begrootingen den zwaren last gedurende vijf en twintig jaar zullen moeten dragen.

De Buitengewone Begrooting over 1925 is matiger dan die over 1924.

Volgende tabel laat ons toe de voor 1925 aangevraagde credieten te vergelijken met die welke in 1914 toegestaan werden :

DEPARTEMENTEN.	1914	1925
Justitie. fr.	»	740,000 »
Buitenlandsche Zaken . .	358,750 »	300,000 »
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . . .	»	6,000,000 »
Wetenschappen en Kunsten	»	23,235,000 »
Landbouw.	2,220,000 »	725,000 »
en		
Openbare Werken . . .	39,400,245 »	249,949,100 »
Landsverdediging. . . .	54,789,400 »	148,055,000 »
Financiën	950,000 »	192,414,559 »
TOTAAL. . . . fr.	97,718,395 »	621,418,659 »

Onmiddellijk bemerkt men dat credieten aangevraagd worden door sommige Departementen die er in 1914 geene vroegen, dat, anderdeels, de credieten bestemd voor het Departement van Financiën, in aanzienlijke verhoudingen geklommen zijn.

Men moet erkennen dat de huidige toestand niet kan vergeleken worden met den vóóroorlogschén : nieuwe behoeften en nieuwe plichten zijn ontstaan.

Het zijn namelijk de bouw en meubilering van normaalscholen, alsook de bouw van lagere scholen, behoeften die thans 23,235,000 frank opslorpen, welke in hoofdstuk van Wetenschappen en Kunsten voorkomen.

Het is de terugbetaling te doen aan de Nationale Bank op het toegestane voorschot, in 1919, bij het intrekken der marken en dat in hoofdstuk van het Departement van Financiën 50 miljoen beloopt.

Het zijn de toelagen aan de goedkoope woningen en woonvertrekken, 121 miljoen welke eveneens in hoofdstuk van het Departement van Financiën voorkomen.

Het zijn de voorschotten van de Belgische Schatkist aan de Kolonie, 16,400,000 frank, zooals de twee vorige posten in hoofdstuk van het Ministerie van Financiën.

Men ziet dat indien men de Buitengewone Begrotingen over 1914 en over 1925 tot een gemeenen grondslag wou terugbrengen en alléén de vergelijkbare gegevens met elkander wou vergelijken, men uit de credieten voor 1925, eene som van 210 miljoen frank zou moeten verwijderen.

Wij zouden dus tegenover de in 1914 toegekende 98 miljoen frank eene som van 411 miljoen moeten plaatsen. Uit deze vergelijking zou blijken dat de Buitengewone Begrooting over 1925, voor zoover zij nevens die van 1914 mag gesteld worden, deze laatste met 4 vermenigvuldigd, vertegenwoordigt, cijfer merkbaar lager dan het indexnummer der groothandelsprijzen dat moet in acht genomen worden wanneer het buitengewone uitgaven geldt, dit laatste bereikt inderdaad ongeveer 550 t. h.

DE BEGROOTING DER VERHAALBARE UITGAVEN.

Ontvangsten.

Zooals in de Begrooting over 1924, zijn de voor 1925 voorgestelde twee ontvangstartikelen :

102,600,000 frank ten titel van terugbetaling door Duitschland van de kosten van het bezettingsleger.

756,000,000 frank welke moeten voortkomen van het product der Duitsche leveringen in natura en van Duitsche stortingen in geldspecie.

Om te toonen hoe deze voorzieningen vastgesteld worden, is het noodzakelijk zich te wenden tot twee der voornaamste overeenkomsten die het herstel beheerschen : de Belgische voorrang en het plan der deskundigen.

De Belgische voorrang.

Men kent de verbintenis, van denzelfden tijd als het Vredesverdrag, dat aan België, wegens haren bijzonderen toestand tijdens de vijandelijkheden, een volstrekten voorrang verleent op de stortingen van Duitschland ten beloope van twee milliard goud-mark. Men weet ook dat er benevens dien voorrang andere voordeelen van zelfden of hoogerem rang bestaan : de bezettingskosten en de teruggaven namelijk.

De Belgische voorrang is nog van kracht en wordt niet betwist. In Januari 1923 beliep de som waarvoor onze voorrang gold, in ronde cijfers 500 millioen goudmark.

Deze waarvoor hij voortaan kan gelden, zal slechts met nauwkeurige zekerheid kunnen bepaald worden wanneer de Commissie van Herstel de geïncasseerde ontvangsten en de tijdens de Roerbezetting gedane uitgaven in rekening zal gebracht hebben.

Deze ontvangsten hebben voor België, een bijzonder hoog bedrag bereikt. De sommen in de Staatskas gestort tijdens de periode van twaalf maand, welke op 1 October 1924 eindigt, ten titel van herstelontvangsten, bereiken over 't geheel 1,592 milloen ⁽¹⁾,

waarvan 1.131 millioen in geldspecie
en 461 millioen in natura.

Deze cijfers toonen dat de Roerbezetting niet de kostelijke verrichting was die men wel eens aangeklaagd heeft. Zij zijn welsprekend genoeg en laten ons toe daarover niet verder te gewagen.

Voegen we erbij dat buiten de betalingen voor herstel en onzen voorrang die daarvan slechts een voorschot is, Duitschland gehouden is de teruggaven die ons toekomen te volbrengen. Te dien opzichte komen wij met haar een forfaitaire overeenkomst te sluiten die een einde stelt aan de sinds den wapenstilstand gedane verrichtingen mits verbintenis van wege het Deutsche Rijk 247 millioen goudmark te betalen op de tijdstippen en volgens de modaliteiten door de Commissie van Herstel te bepalen.

Het Dawes-plan.

Om te weten op welk bedrag onze voorrang in 1925 zal loopen, dient men bij het plan der deskundigen te rade te gaan.

Men zal zich herinneren dat deze laatsten hebben moeten uitspraak doen op de quaestie van een aan het Deutsche Rijk verscheidene jaren lang toe te staan volstrekt moratorium : dat was de grondslag al van Duitschlands verzoeken te Cannes in 't begin van 1922, evenals van het plan van Bonar Law in Januari 1923.

Het was eerst na langdurige besprekingen, waaraan de Belgische afgevaardigden een zeer werkzaam deel namen, met onder andere staande te houden dat

(1) Het geldt hier door de Thesaurie gedane incasseeringen.

het stopzetten der leveringen in natura voor België onaanneembaar was, dat men tot de oplossing geraakte : de in den loop van het eerste jaar, in uitvoering van het plan te verrichten leveringen in natura door middel eener internationale leening te financieeren.

Bewuste leening is die van 800 millioen goudmark die onderschreven is geworden door de banken der voornaamste verbonden, aangesloten of neutrale mogendheden van de gansche wereld; daarvan heeft België ongeveer 3 1/2 hondersten genomen.

Door middel van den tekst zelf van het Dawes-plan, willen wij er aan herinneren welke de oorsprong en de bestemming van die leening zijn :

Eerst komt de vaststelling dat Duitschland in 1924-1925 niet bij machte is het geveerde herstel met eigen penningen te betalen :

« Zelfs indien Duitschland krachtdadig handelt om in 1924-1925 elk tekort » te weren, dan nog zijn wij er van overtuigd dat het ijdele hoop is te denken » dat het, 't zij door inkrimping van uitgaven, 't zij door verhooging van » ontvangsten, uit zijn begrootingsinkomsten genoeg zou kunnen halen om aan » de Verbonden de betalingen ingevolge het Vredesverdrag te doen en wij » meenen dat het eischen van die betalingen er zou op neer komen, zoowel den » opbouw der Begrooting, als de stabiliteit van het geld in 't gedrang te » brengen. Hierna zullen wij onderzoeken hoe het mogelijk zal zijn op andere » wijze de herstel-schuldvaarders verlichting te bezorgen ⁽¹⁾. »

Dat middel, om hun ten minste gedeeltelijke voldoening te schenken is aangeduid in het hoofdstuk *Buitenlandsche leening* na eene studie van den toestand, waaruit de deskundigen afleiden dat Duitschland niet bij machte is bij zijne onderhoorigen de noodige gelden te vinden.

« Men kan rekenen dat in het jaar 1924-1925 de buiten de Begrooting » genomen ontvangsten 200 millioen goudmark zullen opbrengen, zijnde zulks » de interest der spoorwegobligaties.

» De vraag is of een andere som kan gevonden worden.

» Wij hebben eerst nagegaan of Duitschland in den beginne genoeg crediet » zou hebben om aan de algeheelheid zijner lasten 't hoofd te bieden door » middel van leeningen of van kapitaalsbezit. Wij meenen dat het niet aangaat » te zeggen, dat het, vóór dat zijn toestand gekend is, genoeg gelden kan » verkrijgen om zich daarvan te kwijten.

» Doch daaruit volgt nog niet dat het niet in de dringendste behoeften kan » voorzien, want het zal stellig mogelijk zijn een belangrijke som te vinden op » den strengen waarborg van ons ontwerp, dank zij den daardoor gebrachten » waarborg van stabiliteit, en met het verzekerde vooruitzicht op verbetering » van den internationalen politieken toestand.

» De vraag is dus of de eischen van Duitschlands schuldvaarders kunnen

(1) Zie het Verslag van het Eerste Comité van Deskundigen. Tweetalige uitgave van de Commissie van Herstel. Parijs, 1924, blz. 16.

» verminderd worden binnen de perken eener mogelijke leening. Hoe gematigder
 » die eischen, des te grooter de waarschijnlijkheid voor Duitschland om in het
 » aangaan eener leening te slagen. Zijn zij overdreven, dan is de leening onmo-
 » gelijk, zal geen stabiliteit kunnen verzekerd worden en zal noch ons voorstel,
 » noch 't zelfde welk ander, kunnen toegepast worden. Het welslagen van het
 » ontwerp hangt dus af van drie voornamen factoren :

» a) Beperking van de betalingen in uitvoering van het Verdrag, op alle
 » gebied, tot 1,000 millioen goudmark, waarvan minstens 800 millioen uitslui-
 » tend in Duitschland uit te geven zijn gedurende het eerste jaar, en daarna tot
 » deze of gene sommen welke de uitvoering van het ontwerp de volgende jaren
 » beschikbaar zal maken ;

» b) Samenwerking tusschen de Verbonden en Duitschland om politieke
 » verhoudingen te doen ontstaan die de kapitalisten der gansche wereld gunstig
 » zouden stemmen ten opzichte eener Deutsche leening op goeden waarborg ;

» c) Leening van 800 millioen goudmark met het tweeledig doel : het verze-
 » keren van de stabiliteit der munt en het financieeren der leveringen in
 » natura die onontbeerlijk zijn tijdens het inleidend tijdvak van economisch
 » herstel ⁽¹⁾. »

Nadat het bovenstaande verschenen is in een verslag opgemaakt op verzoek der Commissie van Herstel, zijn de gebeurtenissen vooruitgegaan : het Dawes-plan is met eenparigheid der betrokken landen goedgekeurd geworden ; voortaan is het, evenals het Verdrag van Versailles, waaruit het afgeleid is, de grondakte voor de regeling van het herstel.

En teruggaande tot de aangehaalde teksten, zien wij dat Duitschland in 1924-1925, alles samen, 1 milliard goudmark moet betalen, waarvan 800 millioen — in Duitschland uit te geven — moeten voortkomen van de internationale leening en 200 millioen van de nieuwe spoorwegmaatschappij. Opgemerkt zij dat bewust milliard niet enkel moet dienen tot dekking van het eigenlijk gezegde herstel, maar ook van de algeheelheid der uit den oorlog voortvloeiende lasten, welke ook de aard er van weze.

Ziehier hoe de deskundigen zich ten deze uitdrukken :

« Wij zouden volkomen duidelijk willen doen uitschijnen dat de sommen
 » vermeld in het onderzoek dat wij over de achtereenvolgende jaren gedaan
 » hebben, alle bedragen omvatten die Duitschland zou gehouden zijn te storten
 » aan de verbonden en aangesloten mogendheden voor de uitgaven ingevolge
 » den oorlog, met inbegrip van de herstellingen, de teruggaven, alle uitgaven
 » van alle bezettingslegers, voor het deel van de saldo's der Afrekeningsdiensten,
 » die de Commissie van Herstel oordeelen zal wettig en voorgoed ten laste der
 » Deutsche Regeering te moeten blijven, voor de kosten der commissies van
 » toezicht en van bewaking, enz. ; overal waar in dit verslag en in zijne bijlagen
 » gesproken is over de betalingen van het Verdrag, de herstellingen, de aan de

(1) Zie het Verslag van het Eerste Comité van Deskundigen. Tweetalige uitgave van de Commissie van Herstel. Parijs, 1924, blz. 30 en 31.

- » Verbonden en betaalbare bedragen, enz., zijn die uitdrukkingen gebruikt ter
 » aanduiding van alle lasten door Duitschland aan de verbonden en aangesloten
 » mogendheden betaalbaar voor die uitgaven ingevolge den oorlog ⁽¹⁾. »

De vergadering van de Ministers van Financiën.

Men ziet dus dat een heele reeks voorafgaande quaesties te regelen zijn, vooraleer men weten kan op welk bedrag de Belgische voorrang in 1925 gelden zal.

Hoeveel zal van het eerste milliard goudmark naar de herstellingen gaan ? Hoeveel zal voorbehouden blijven voor de andere lasten van het verdrag : terug-gaven, bezettingskosten, kosten der Commissies van toezicht en van bewaking, stortingen aan de verbonden afrekeningsdiensten, namelijk ?

't Is om te geraken tot oplossing van dat uiterst ingewikkeld complex van vragen, waarvan de terugslag, op sommige oogenblikken, verder reiken kan dan het technisch gebied, waarop de ontkenning doorgaans gemakkelijk te vinden is, 't is daarom zeggen wij dat de Ministers van Financien der verbonden staten binnenkort te Parijs bijeenkomen met een afgevaardigde van de Regeering der Vereenigde Staten. Terzelfder tijd zullen zij zich moeten bezig houden met het in ontvangst boeken van de opbrengst der Rocr, waarvan de comptabiliteit van de Commissie van Herstel, zooals gezegd, tot dusver niets afweet. Het is begrijpelijk dat het, in die voorwaarden, niet mogelijk is op voorhand vast te stellen hoeveel in 1925 aan België voor zijn voorrang zal toekomen.

Rekening houdende, eenerzijds, met de maxima-behoeften van België in kolen en ander herstel in natura, en anderzijds, met de overdrachten in geldspecie die op 't eerste zicht mogelijk lijken, meenen wij terecht te mogen veronderstellen dat onze hersteluitgaven en onze bezettingskosten door ontvangsten van Duitschen oorsprong zullen gedekt zijn.

Die hersteluitgaven en die bezettingskosten bereiken samen 977 millioen frank, wat ongeveer 195 millioen goudmark is, dus minder dan het saldo dat nog op onze prioriteit verschuldigd blijft.

In de wijze waarop de Regeering tot nu toe de Belgische prioriteit heeft weten te verdedigen — dat voorrecht is des te benijdenswaardiger dat de herstelbetalingen weinig belangrijk waren — zullen de Kamers de verzekering vinden dat onze rechten gevrijwaard zullen blijven, in de volle mate der bestaande internationale vergelijken.

Uitgaven.

De voor de verhaalbare uitgaven van 1925 voorgestelde credieten beloopt	fr. 976,707,630 »
De voor 1924 gestemde credieten beloopt	1,835,921,639 27
Dus minder.	fr. 859,214,009 27

(1) Zie het Verslag van het Eerste Comité van Deskundigen. Tweetalige uitgave van de Commissie van Herstel. Parijs, 1924, blz. 24 en 25.

Die vermindering wordt in de onderstaande tabel uiteengezet :

MINISTERIES EN DIENSTEN.	Bedrag der voor 1924 gestemde credieten (met inbegrip der bijcredieten.)	Bedrag der voor 1923 aange raagde credieten.	VERSCHILLEN.	
			Vermeerderingen.	Verminderingen
Openbare Schuld	591,383,299 27	»	»	591,383,299 27
Justitie.	959,200 »	1,516,139 »	556,939 »	»
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid	7,200,000 »	7,200,000 »	»	»
{ Landbouw	7,394,000 »	5,793,000 »	»	1,599,000 »
{ en Openbare Werken.	11,696,100 »	28,135,600 »	16,439,500 »	»
Landsverdediging	262,357,750 »	107,262,552 »	»	155,095,198 »
Financiën.	8,099,836 »	7,534,525 »	»	565,331 »
Economische Zaken	652,245,934 »	623,775,414 »	»	28,470,520 »
Spoorwegen, Zee- en Posterijen en Telegrafen.	294,585,500 »	195,488,400 »	»	99,097,100 »
TOTAAL fr.	1,835,921,639 27	976,707,630 »	16,996,439 »	876,210,448 27
HERSTELLINGSONTVANGSTEN fr	976,707,630 »		VERMINDERING fr. : 859,214,009 27	

De vermindering welke de tabel aanwijst, doet zich hoofdzakelijk voor bij de Openbare Schuld en bij de Landsverdediging; voor beide Departementen bedraagt zij, in 't geheel, 746,500,000 frank. Zij is het gevolg van de beslissing die genomen werd om, met het oog op de saneering der begrooting, de credieten in verband met de bestendige herstellasten waarvan de opsomming volgt, met ingang van 1925, onder de gewone uitgaven op te nemen :

Dienst der leening 4 % met loten, van één milliard frank, uitgegeven in 1921 door het Verbond der Samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade. (Wet van 2 Januari 1921.) fr. 47,098,400 »

Dienst der leening 5 % met loten, van één milliard frank, uitgegeven in 1922 door het Verbond der Samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade. (Wet van 8 April 1922.) 57,210,400 »

Dienst der leening 5 % met loten, van één milliard frank, uitgegeven in 1923 door het Verbond der Samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade. (Wet van 11 Mei 1923.) 57,873,500 »

Interesten en kosten voortvloeiende uit de betaling der aan de Belgische Natie opgelegde oorlogsschattingen. (Onbeperkt crediet.) 42,800,000 »

Interesten tegen 5 % 's jaars der obligatiën aan toonder der Openbare schuld uit te geven, met genot van 1 Januari 1925 af, ter vertegenwoordiging van vergoedingen wegens oorlogsschade, krachtens het koninklijk besluit van 16 Juni 1924. (<i>Onbeperkt crediet.</i>)	63,500,000 »
Dienst der leening van twee milliard frank 6 %, der Nationale Vereeniging van Handelaars en Nijveraars voor het herstel der oorlogsschade. (Wet van 27 Maart 1924.) ,	144,531,300 »
Annuiteiten te betalen per vierden tot en met 1985 zoowel aan de gemeenten als aan de Maatschappij van het Gemeentecrediet van België ter gedeeltelijke verevening der abnormale uitgaven voortspuitende uit den oorlog, welke tot 31 December 1918 door de gemeente gedragen werden en op den Staat berusten	17,764,478 85
Jaarlijksche begiftiging te storten per vierden, in 't begin van elk kwartaal, aan de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.	50,000,000 »
Lasten der leeningen aan te gaan door de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen. (<i>Onbeperkt crediet.</i>)	3,000,000 »
TOTAAL. fr.	483,778,078 85

Op de Begrooting van 1925 bedragen die uitgaven slechts de gezamenlijke som van fr. 483,778,078.85 dank zij de instelling van de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen waarvan de oprichting het voorwerp uitmaakt van het wetsontwerp n^o 277 (*Besch.* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1923-1924) ⁽¹⁾.

Het overbrengen van die uitgaven van de Begrooting der Verhaalbare uitgaven op de Gewone Begrooting der Openbare Schuld is het logisch gevolg van de politiek welke door de Regeering gevolgd wordt en welke zij aangeduid heeft in de Algemeene Toelichting der Begrooting van 1924 : « Is het inderdaad niet onontbeerlijk — zegden wij toen — dat wij er ons van nu af aan op voorbereiden een gedeelte van den herstellast voorgoed voor onze rekening te nemen? ⁽²⁾ »

De eerste stap op dien weg werd gedaan in de Begrooting van 1924.

Eene som van 477 miljoen, zijnde de interessen der door België voor herstel-doeleinden geleende sommen, zou, volgens de voor de vroegere Begrootingen aangenomen modaliteiten, toen in ontvangst moeten gebracht geweest zijn op de Begrooting van 's Lands middelen. Door die compensatie-ontvangst te doen verdwijnen, hebben de Kamers, zonder ook maar het minst van onze rechten tegenover Duitschland af te zien, de consolideering gehuldigd van 7 milliard 957 miljoen hersteluitgaven.

Die politiek verder doordrijvende en overeenkomstig de verklaring welke zij den 18 Maart 1924 in het Parlement heeft afgelegd, stelt de Regeering U dit jaar voor van de Verhaalbare uitgaven niet enkel den last te doen verdwijnen

(1) Zie bladzijde 32 dezer Toelichting.

(2) Algemeene Toelichting der Begrooting van 1924, blz. 6.

van het deel der algemeene uitgaven dat voor herstellingen gebruikt werd, maar eveneens den last van al de leeningen die uitsluitend uitgeschreven werden voor de herstellingen, alsmede de pensioenen der militaire en burgerlijke slachtoffers van den oorlog. Door aldus te handelen, stellen wij U voor al de bestendige herstellasten, 't is te zeggen, die welke België nog zal moeten dragen wanneer de materiele herstelling der schade zal gedaan zijn, voorgoed op de gewone Begrooting te brengen.

De last van de gansche Belgische schuld, om 't even om welke reden zij aangegaan werd, zal dus voortaan gedekt worden door de gewone inkomsten der Schatkist.

Wij hebben gezien dat het deel van dien jaarlijkschen last dat wij voor rekening van Duitschland dragen, bijna één milliard bereikt (1).

Wat wij aan Duitschland verschoten hebben.

Ingaande op eenen wensch uitgedrukt gedurende de besprekingen in de Kamer en in den Senaat, had de Regeering bij de Begrooting over 1924 de raming doen voegen van al de lasten ons door den Duitschen aanval opgedrongen. Die opgave werd bijgewerkt tot op 30 Juni 1924 (2).

Die uitgaven bedragen te zamen 20,719,030,000 frank.

Dat cijfer begrijpt, ten bedrage van 988 millioen, uitgaven die vóór den wapenstilstand gedaan werden en die het Verdrag van Versailles toelaat in rekening te brengen; het begrijpt nog, ten beloope van 726,200,000 frank, de kosten der bezettingslegers. De eigenlijk gezegde hersteluitgaven bedragen dus 19,004,830,000 frank.

Het gezamenlijk bedrag der gedane uitgaven is samengesteld als volgt :

1° Financieele schade, t. t. z. de schattingen aan België tijdens den oorlog opgelegd en de interesten van al de leeningen die door den Staat voor herstel-doeleinden werden aangegaan	fr. 5,784,430,000
2° Schade aan het openbaar domein : spoorwegen, posterijen en telegraphen, bevaarbare waterwegen, havens, wege-nis, enz. (met inbegrip van 519,300,000 frank, bedrag der raming van het materieel dat door Duitschland gele-verd werd in uitvoering van de bepalingen van den wapen-stilstand, welk bedrag wij in rekening moeten brengen vermits Duitschland er voor gecrediteerd werd).	3,993,600,000
3° Schade aan particuliere eigendommen, thans hersteld	8,172,900,000
4° Schade aan personen (totaal der op 30 Juni 1924 betaalde annuïteiten)	1,053,900,000
TOTAAL.	fr. 19,004,830,000

Op het oogenblik dat het grootste deel van den herstelarbeid gedaan is, lijkt het belangwekkend een blik achteruit te werpen en onzen huidige toestand te

(1) Zie bladzijde 32. 't Is dank zij de oprichting van de Nationale Kas dat de last der oorlogspensioenen slechts voor 53 millioen voorkomt. Indien die oplossing niet aange-nomen werd, zou dat cijfer met ten minste 100 millioen moeten verhoogen.

(2) Bijlage VI.

vergelijken met den toestand van verheering waarin ons land zich bij den wapenstilstand bevond. Het is de beste rechtvaardiging van de sommen uitgegeven ten laste van de Begrooting der verhaalbare uitgaven en van den daaruit voortvloeienden aanwas onzer schuld.

Men zal desaangaande zeer volledige aanduidingen vinden in een werk dat volgt op deze Toelichting ⁽¹⁾.

Wat te herstellen blijft.

Wat blijft er nog te doen?

Om den financieelen toestand van het land te beoordeelen, ware het allerbekwaamst, de krachtsinspanning te kennen die voor het herstel nog moet gedaan worden.

Laten de gegevens waarover wij tot nog toe beschikken, ons toe zulks uit te rekenen?

Men mag eerst en vooral aannemen dat de eigenlijk gezegde hersteluitgaven thans een nogal sterk dalende kromme volgen. Om ze te ramen, moet inderdaad van bovengemeld totaal van 20,719,030,000 al datgene afgetrokken worden dat geen herstel is van materiele schade.

Wij moeten dus aftrekken :

1^o De interesten betaald sedert de overname door den Staat van de interprovinciale schuld (oorlogsschattingen);

2^o De interesten door den Staat betaald sedert de overname der financieele schade der gemeenten;

3^o De interesten der leeningen door den Staat aangegaan voor de verhaalbare uitgaven;

4^o De interesten van de titels der oorlogsschade;

5^o Den dienst van de leeningen der verwoesté gewesten;

6^o De kosten der bezettingslegers;

7^o De vóór den wapenstilstand gedane uitgaven;

8^o De schade aan personen, waarvan de last voortaan zal gedragen worden door de Nationale Kas voor oorlogspensioenen.

Onderstaande tabel bewijst dat de werkelijke hersteluitgaven tot in 1923 merkbaar gestegen zijn, maar dat zij, sedert dan, aanzienlijk verminderd zijn en men mag zeker zijn dat zij voor het tweede halfjaar van 1924 lager zullen zijn dan voor het eerste :

31 December 1921 :	11,025,100,000	Vermeeoering :
31 December 1922 :	12,468,500,000	1,443,400,000 gedurende 12 maanden,
		hetzij gemiddeld 721,700,000 gedurende 6 maanden.
30 Juni 1923 :	13,778,500,000	1,310,000,000 gedurende 6 maanden.
31 December 1923 :	14,393,000,000	614,500,000 gedurende 6 maanden.
30 Juni 1924 :	14,895,400,000	502,400,000 gedurende 6 maanden.

Voor 1925 voorziet men 977 miljoen, hetzij gemiddeld 488 miljoen per halfjaar, voor het herstellen van het openbaar en van het particulier domein.

Uit de ramingen van het Ministerie van Economische Zaken blijkt overigens

⁽¹⁾ Bijlage VII.

dat, met inbegrip van de voor 1925 gevraagde credieten, voor het herstellen van het particulier domein anderhalf milliard zal volstaan.

Verschillende rechtbanken voor oorlogsschade zijn reeds klaar met hunne werkzaamheden; de andere rechtsmachten, ter uitzondering van de vijf rechtbanken waarvan de rol het meest overlast is, zullen hunne verrichtingen sluiten in 1925.

Op 1,311,672 bij de rechtbanken ingediende aanvragen betreffende schade aan goederen, zijn er 66 %, hetzij 865,227 afgehandeld; 34 %, hetzij 446,445 zijn nog hangend.

Dat cijfer kan hoog lijken, maar men mag niet uit het oog verliezen dat, zoo de nog niet herstelde schade misschien een groot aantal bundels uitmaakt, deze echter van minder belang zijn en slechts een summair onderzoek zullen vergen.

Wat de schade aan personen betreft, is eene oplossing ingetreden voor 239,165 aanvragen op de 256,597 die ingediend werden. Er blijven nog slechts 17.432 gevallen over waarvoor de belanghebbenden op een definitieve oplossing hunner aanvraag wachten; de meesten hunner genieten reeds van een voorloopige oplossing.

Het herstellen van het openbaar domein is ook reeds bijna ten einde. Men mag vermoeden dat het niet veel zal zijn, wat in 1926 nog voor credieten zal moeten gevraagd worden.

DE BEGROOTING DER BEHEEREN VAN ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

Om de redenen, aangegeven in 't begin dezer Algemeene Toelichting ⁽¹⁾, zal de Begrooting van het Beheer van Spoorwegen het voorwerp uitmaken van een bijzonder wetsontwerp dat zal ingediend worden buiten het kader der Algemeene Begrooting van den Staat. Deze zal dus nog enkel de Begrootingen begrijpen van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

De exploitatie-uitgaven zijn lager dan in 1924.

Vergeleken met 1924, doen de exploitatie-uitgaven van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen zich voor 1925, als volgt voor :

BEHEEREN.	Credieten goed-gekeurd voor 1924 (met inbegrip van de bijcredieten).	Credieten aangevraagd voor 1925.	VERSCHILLEN.	
			Vermeerderingen.	Verminderingen.
Zeewezen	58,471,157 »	48,766,676 »	»	9,704,481 »
Posterijen	167,453,548 »	154,282,934 »	»	13,170,614 »
Telegrafen	101,773,306 »	122,172,696 »	20,399,390 »	»
TOTALEN. . . fr.	327,698,014 »	325,222,306 »	20,399,390 »	22,875,095 »
			VERMINDERING fr. : 2,475,705 »	

(1) Zie bladzijde 2.

Alles te zamen, toonen de aangevraagde credieten dus een vermindering aan. Maar het is noodig op te merken dat de vergelijking gedaan is zonder rekening te houden met de uitgaven in verband met de herziening der wedden.

De vermindering voor 1925 van de credieten voor Posterijen en voor Zee-
wezen — vermindering die, zooals men gezien heeft, merkbaar is — is hoofd-
zakelijk te danken aan een inkrimping van het kader van het personeel.

De verhooging der uitgaven van Telegrafen en Telefonen zit vooral in de
stijging der financieele lasten voor dewelke een supplement van meer dan
10 miljoen frank voorzien is. Het overige komt voort van de afschaffing van
het derdenfonds dat ingesteld was geworden voor de verevening der rekeningen
met de buitenlandsche Diensten. Die uitgave vindt haar compensatie in de
ontvangsten.

De exploitatie-ontvangsten zijn hooger dan in 1924.

Onderstaande tabel geeft de ramingen van 1925 naast die van 1924.

BEHEEREN.	Ramingen goedgekeurd voor 1924.	Ramingen voorgesteld voor 1925.	VERSCHIL.	
			In meer.	In minder.
Zeewezen	16,040,000 »	25,295,000 »	9,255,000 »	»
Posterijen	146,250,000 »	181,709,500 »	35,459,500 »	»
Telegrafen	105,935,113 »	133,000,000 »	27,064,887 »	»
TOTAAL . . . fr	268,225,113 »	340,004,500 »	71,779,387 »	»

De verhoogingen die uit de tabel blijken, zijn gegrond op de ontwikkeling der
ontvangsten tijdens het jaar 1924, en, wat het Beheer der Telegrafen betreft, is
de verhooging gedeeltelijk te wijten aan den financieelen uitslag te verwachten
van de wijziging te brengen in het telefontarief.

Over 't geheel, zijn de Begrotingen van de Regieën in boni.

BEHEEREN.	Vermoede uitgaven.	Vermoede ontvangsten.	VERSCHIL.	
			Boni.	Mali.
Zeewezen	48,766,676 »	25,295,000 »	»	23,471,676 »
Posterijen	154,282,934 »	181,709,500 »	27,426,566 »	»
Telegrafen	122,172,696 »	133,000,000 »	10,827,304 »	»
TOTAAL . . . fr	325,222,306 »	340,004,500 »	38,253,870 »	23,471,676 »
TOTAAL boni . . . fr.			14,782,194 »	

Zooals men ziet, zijn het Beheer van Posterijen en dat van Telegrafen tengevolge van het opvoeren van hunne tarieven en van de toeneming van het verkeer, er toe gekomen hunne uitgaven door hunne ontvangsten te doen overtreffen.

De toestand van het Zeewezen staat ook in het teeken van vooruitgang :

Het mali dat in 1924 op 37,640,997 frank geschat werd, beloopt in 1925 slechts 23,471,676 frank.

Deze uitslag zal nog merkkelijk beter worden nadat de overeenkomst zal gesloten zijn met het oog op de betaling in goud-frank der loodsrechten, overeenkomst waarover men thans onderhandelt.

Men vergeete anderzijds niet dat het Beheer van Zeewezen eigenlijk geene regie is, wijl een groot gedeelte zijner activiteit er aan gewijd is om diensten van openbaar nut te verzekeren.

Invloed van de herziening der wedden.

De nieuwe last voortspuitende uit de herziening der wedden zal tot merkelijke wijzigingen in de hierboven voorziene uitslagen leiden. Deze wijzigingen worden hierna aangeduid.

BEHEEREN.	Vermoede uitslag.	Vermoede last van de herziening.	Nieuwe uitslag.
Zeewezen	— 23,471,676 »	6,000,000 »	— 29,471,676 »
Posterijen	+ 27,426,566 »	21,000,000 »	+ 6,426,566 »
Telegrafen	+ 10,827,804 »	13,000,000 »	— 2,172,696 »
TOTAAL. . . fr.	+ 14,782,194 »	40,000,000 »	— 25,217,806 »

Men ziet dat de bijkomende last, welke uit de verbetering van den toestand der ambtenaren en agenten der Regieën zal voortvloeien, het vroeger voorziene boni in een tekort van 25 miljoen frank zal omzetten.

Zeggen wij nochtans dat de vastgestelde vooruitgang in het innen der ontvangsten, alsook de herziening der loodsrechten, ons toelaten te hopen dat dit tekort in den loop van 't jaar 1925 zal gedempt worden en dat, anderzijds, het boni der gewone Begrootingen, voor 't oogenblik, tegen dat tijdelijk tekort opweegt.

Buitengewone uitgaven.

Onderstaande tabel geeft het bedrag weer der voor 1924 gestemde buitengewone credieten en het bedrag van deze, voor elk beheer, voor 1925 aangevraagd :

BEHEEREN.	Credieten gestemd voor 1924 (met inbegrip der bijcredieten)	Credieten aangevraagd voor 1925.	VERSCHIL.	
			Verhoogen.	Verminderen.
Zeewezen	160,000 »	»	»	160,000 »
Posterijen	4,678,800 »	5,941,500 »	1,262,700 »	»
Telegrafen	120,515,850 »	254,349,350 »	133,833,500 »	»
TOTAAL. . . fr.	125,354,650 »	260,290,850 »	135,096,200 »	160,000
			VERMEERDERING : fr. 134,936,200 »	

De opvoering der voorgestelde credieten komt, voor hare bijna algeheelheid voort van de verhooging van het voor het Beheer der Telegrafen bestemd crediet.

Vergeleken met 1924, is dat crediet als volgt samengesteld :

UITGAVE BETREFFENDE	Crediet gestemd voor 1924.	Crediet voorgesteld voor 1925.	VERHOOGING.
A. <i>Telegrafen.</i> — Lijnen en kantoren : Inrichten van telegraafkantoren, plaatsen van lijnen, inrichting van toestellen, inrichtingen voor den radio-telegraafdienst, allerlei materieel, enz.	15,154,550 »	17,481,250 »	2,326,700 »
B. <i>Lokalen.</i> — Telegrafen en telefonen .	5,656,300 »	11,155,000 »	5,498,700 »
C. <i>Telefoonnet :</i> Openstellen van nieuwe netten, inrichten van kantoren, uitbreiding van het net, aansluiting der abonneenten, enz.	67,744,650 »	91,138,000 »	23,393,350 »
D. — <i>Telefoonkringen</i>	10,852,350 »	97,186,100 »	86,333,750 »
E. — <i>Verandering van het telefoonnet</i> .	21,108,000 »	37,389,000 »	16,281,000 »
TOTAAL . . fr.	120,515,850 »	254,349,350 »	133,833,500 »

SAMENVATTING.

De begrootingsvoorstellen over het dienstjaar 1925 worden in hun geheel, in ontvangsten en uitgaven, met hunne uitslagen, door onderstaande tabel aangetoond :

BEGROOTINGEN.	UITGAVEN.	ONTVANGSTEN.	OVERSCHOT	
			der ontvangsten.	der uitgaven.
Gewone begrootingen (1) . .	4,246,621,057 70	4,268,007,188 (3)	21,386,430 30	»
Buitengewone begrootingen.	621,418,659 »	109,721,500 »	»	511,697,159 »
Begr. der verhaalbare uitgaven	976,707,630 »	976,707,630 »	»	»
Zeewezen, Posterijen en Telegrafen :				
1 ^o Exploitatie-uitgaven (2) . .	365,222,306 »	340,004,500 »	»	25,217,806 »
2 ^o Uitgaven van eerste inrichting.	260,290,850 »	3,284,000 »	»	257,006,850 »
TOTAAL . . fr.	6,470,260,502 70	5,697,725,118 »	21,386,430 30	793,921,815 »
			772,535,384 70	

(1) Met inbegrip eener som van 210 millioen voor de herziening der wedden en der pensioenen.

(2) Met inbegrip van 120 millioen nog te stemmen belastingen.

(3) Met inbegrip eener som van 40 millioen voor de herziening der wedden.

BEGROOTING VAN HET BEHEER VAN SPOORWEGEN.

Deze Toelichting door, hebben wij vooropgezet dat de door de Kamer der Volksvertegenwoordigers reeds gestemde zelfstandigheid der Regie van toekomstig jaar af zal verwezenlijkt zijn.

Wij zouden nochtans onvolledig zijn indien wij hier geen woord reppen over de Begrooting van het Beheer van Spoorwegen.

Het Parlement heeft het recht, op 't oogenblik dat wij hem een algemeene studie van den financieelen toestand voorleggen, de voorzieningen te kennen wat het beheer der Regie betreft.

Zooals gezegd, zal de Begrooting van het Beheer van Spoorwegen zich voortaan voordoen onder den nieuwen vorm voorzien bij het wetsontwerp op de financieele zelfstandigheid van den spoorweg en die overeenstemt met de beginselen van de nijverheidscomptabiliteit.

Onder dit nieuw uitzicht, zal de Begrooting van Spoorwegen twee afzonderlijke deelen bevatten.

Het eerste of de eigenlijk gezegde Begrooting, vereenigt in gemeenschappelijke artikelen al de credietvoorzieningen welke vroeger het voorwerp van afzonderlijke Begrootingen uitmaakten (gewone en buitengewone Begrooting en Begrooting der verhaalbare uitgaven).

Het tweede deel vermeldt de verdeling dezer credieten over de verschillende posten van de nijverheidscomptabiliteit (inrichting, exploitatie, enz.).

In bewuste voorzieningen beloopt de exploitatie-ontvangsten de som van fr. 1,752,358,300 »

De exploitatie-uitgaven met inbegrip van de nieuwe lasten ingevolge de perequatie 1,750,481,082 »

Het overschot van de ontvangsten op de uitgaven mag dus geschat worden op fr. ⁽¹⁾ 1,877,218 »

Maar de Begrooting der Regieën zal bovendien begrijpen de uitgaven voor eerste inrichting, het aanleggen van een voorraad, het aanleggen van een eerste dotatie der hernieuwings-, verzekerings- en voorraadrekeningen.

De zelfstandige Regie zal door eigen leeningen in haar behoeften moeten voorzien.

De Kamers zullen desaangaande de gewenschte aanduidingen krijgen bij het eerlang indienen van de Begrooting van het Beheer van Spoorwegen.

(1) De cijfers welke wij zooeven vermeld hebben, zijn berekend volgens den huidige prijs der brandstoffen en andere materialen en voor de exploitatie noodige grondstoffen.

GEVOLGTREKKINGEN.

Wij hebben dus elk van de hoofdbestanddeelen der Begrootingsontwerpen over 1925 in zijne groote trekken doorloopen.

Bij elken stap hebben wij het spoor erkend van de zware opofferingen door de Natie gebracht.

De Regeering kent ze zeer goed.

Maar indien zij, luisterend naar een hooger plicht, de verantwoordelijkheid heeft moeten op zich nemen, ze aan allen te vragen, toch zou zij dan willen dat men begripte dat die offers onontbeerlijk waren en dat de verkregen uitslag dergelijke krachtsinpanning waard was.

Het Begrootingsevenwicht is onontbeerlijk.

Wij hebben dikwijls gewag gemaakt van de werkzaamheden der Internationale financieele Commissie in 1920 te Brussel bijeengekomen.

Zulks vooral om het groot gezag te genieten van hare adviezen voortspruitende uit de eensgezindheid der deskundigen, bijzonder aangewezen door negen en dertig Naties om de gewichtige naoorlogsche vraagstukken in te studeeren. Onder die deskundigen bevonden zich trouwens verschillende sommiteiten waarvan de bevoegheid de gansche wereld door geëerbiedigd wordt.

Hun plechtigste aanmaning was diegene waarbij zij de noodzakelijkheid van het Begrootingsevenwicht aantoonde, « eerste sociale en financieele hervorming waarvan alle andere afhangen » ⁽¹⁾. « Elk land — hebben zij gezegd — dat in » zijne financiën het beginsel van het begrootingstekort zou aankleven, zou » zich op de gevaarlijke helling wagen die regelrecht naar ondergang leidt. »

En zij omschreven dat gevaar nader met te wijzen op de gevolgen van een bestendig overschot van de uitgaven op de inkomsten van den Staat :

« Het leidt vroeg of laat tot een van onderstaande gevolgen :

» a) Een nieuwe inflatie van het crediet en van den omloop van papiergeld;

» b) Een nieuw verlies aan koopkracht van het nationaal geld en een nog grootere wisselvalligheid van zijn wisselkoers op het buitenland;

» c) Een nieuwe stijging van de prijzen en van den levensstandaard. »

Voor de deskundigen van Brussel moet het begrootingsevenwicht integendeel leiden tot toeneming der productie, tot daling der prijzen en tot herstel van de welvaart.

Dat zijn vooruitzichten welke ons tot heden toe ontzegd waren en welke wij voortaan in overweging mogen nemen indien de Begrooting over 1925 goedgekeurd wordt, evenwichtig zooals wij ze U voorleggen.

Men zal bekennen dat zulks niet te versmaden is.

(1) Bestissing n^o III van de Commissie van Financiën.

De eerste naoorlogsche begrootingen waren onjuist.

Opdat een begrooting werkelijk in evenwicht weze, moet zij juist zijn, goed in elkaar zitten en moeten ontvangsten en uitgaven tegen elkaar opwegen.

De begrootingen welke op den wapenstilstand volgden — hoeft het gezegd? — voldeden op verre na niet aan dat ideaal; 't is licht te begrijpen indien men rekening houdt met de omstandigheden waarin zij moesten opgemaakt worden.

Onderzoeken wij ze in het licht van de drie zooeven vermelde voorwaarden.

Ten opzichte van de juistheid vooreerst, moet erkend worden dat zij gebrekkig waren.

In 1920 en in 1921 ging het regime der credietoverschrijdingen volop zijn gang zonder daadwerkelijk toezicht of beteugelen.

De bijcredieten beliepen voor al de begrootingen te zamen :

In 1920 1,469 millioen.

In 1921 1,149 millioen.

De eerste te treffen maatregel om in dien toestand klaar te zien, zelfs vooraleer aan begrootingssaneering te denken, was een einde te stellen aan die ongebilijktte credietoverschrijdingen.

De instelling van het toezicht over het betaalbaarstellen der credieten was daartoe voldoende ⁽¹⁾ :

Dat toezicht liet inderdaad toe de begrootingswaarheid dichter nabij te komen en wanneer er nog credietoverschrijdingen voorvallen, dan is het meestal ten gevolge van de prijsschommelingen die in den loop van het dienstjaar aanleiding gegeven hebben tot ontoereikendheid van sommige maanden te voren gedane ramingen. Maar de daaruit voortvloeiende credietoverschrijdingen hebben niet meer het karakter van diegene van 1920 en 1921 welke het werk van den wetgever, in zekere mate, vruchteloos maakten.

De eerste naoorlogsche Begrootingen zaten slecht in elkander.

Wanneer de eerste naoorlogsche Begrootingen moesten opgemaakt worden, bevond men zich in een toestand waaraan wel mag herinnerd worden.

Eenerzijds waren de inkomsten volstrekt ontoereikend niettegenstaande de haastig voorgestelde belastingen.

Anderzijds had het in Januari 1920 van kracht geworden Verdrag van Versailles groote illusies doen ontstaan; de massa geloofde dat Duitschland alles zou betalen wat van hem zou gevegd worden en namelijk de 20 milliard goudmark die het vóór 1 Mei 1921 moest storten.

Ten slotte stond men tegenover een hoog bedrag uitgaven van een tot dan toe onbekend karakter en waarvan de classificatie buiten de eenvoudige, vroeger aangenomen begrootingsregelen viel : abnormale uitgaven die *a priori* geen voldoende karakter van bestendigheid en van regelmatigheid hadden, om ze van meet af

⁽¹⁾ Wetten van 30 Juli 1921 en van 10 Juni 1922.

onder de gewone Begrotingen op te nemen; onproductieve uitgaven nochtans waarvan het voorkomen op de buitengewone Begrooting critiek moest uitlokken.

Ontoereikendheid van ontvangsten en onzekerheid van den toestand waren evenwel oorzaak dat de Regeering besliste ze in de Buitengewone Begrooting op te nemen.

Doch naast die buitengewone, overladen met onproductieve uitgaven kwam een andere buitengewone Begrooting, billijk voorzeker, maar niet minder gevaarlijk voor België's crediet : de Begrooting van Herstel.

Hadden hare uitgaven kunnen gedekt worden — zooals het behoorde — met ontvangsten van Duitschen oorsprong, dan had zij geen critiek kunnen verwekken.

Maar men weet hoe het gegaan is : de onvoldoende betalingen van Duitschland hebben België genoopt zelf het grootste deel der krachtsinspanning voor het herstel te presteeren en zich door leening de noodige middelen te verschaffen welke de invaller naar alle recht had moeten verleen. En van toen af is zich bij de Begrooting van Herstel nog een tweede Begrooting van de Openbare Schuld komen voegen, houdende den last van de oorlogspensioenen en van de leeningen aangegaan, zooals men toen zei « voor rekening van Duitschland ».

De bestendigheid dulden van zulke buitengewone Begrooting en van zulke Begrooting van Herstel, kwame er mee overeen de leening voorgoed thuis te wijzen in onze Begrooting, weeral te leenen om de lasten van onze vroegere leeningen te dekken en het land naar spoedigen en definitieven ondergang te leiden.

De radicale beslissing diende dus getroffen — het gebeurde al in December 1920 — alle bestendige lasten van den Staat, welke ook de oorsprong er van was, te dekken met ontvangsten van denzelfden aard.

Daarom moesten de onproductieve uitgaven van de buitengewone begrooting en alle bestendige uitgaven van de Begrooting van Herstel op de gewone overgebracht worden en moesten tevens de « Compensatie-ontvangsten wegens herstel », die niet alle onontbeerlijke waarborgen van bestendigheid opleverden, uit de Begrooting van 's Lands Middelen geweerd worden.

Wij hebben die « compensatie-ontvangsten » reeds bepaald ⁽¹⁾. Men weet dat zij bestemd waren om op te wegen tegen de lasten van dat deel der niet gespecialiseerde Openbare Schuld (algemeene leeningen der Schatkist zonder bijzonder hersteldoelende), dat gediend heeft tot financieering der oorlogsschade.

Men moet toegeven dat er geen werkelijk evenwicht bestond, zoolang die overdrachten niet verwezenlijkt waren, zoolang alle bestendige uitgaven niet gedekt werden door gewone ontvangsten.

De stadiën van de begrootingssanering.

Hoeft het gezegd dat zulk programma niet op één dag noch op één jaar kon verwezenlijkt worden?

Daartoe moest geleidelijk, met methode en in de mate der mogelijkheden

⁽¹⁾ Zie bladzijde 26 hiervoren.

overgegaan worden, met elk jaar de veroverde stellingen te versterken om tot nieuwen vooruitgang te geraken.

Vier jaren waren voldoende om de taak ten einde te voeren.

De vermelding van hetgeen achtereenvolgens afgelegd werd, zal den omvang er van naar waarde doen schatten.

In 1921, werd de gewone Begrooting geschoeid op den leest van die van 1920, maar gebracht op de hoogte van de werkelijke behoeften; zij beliep, zooals zij door de Wetgeving goedgekeurd werd, t. t. z. zonder rekening te houden met de bijcredieten, de som van 2,311 millioen en liet dus een schijnbaar tekort van 210 millioen na ⁽¹⁾.

Voor de Begrooting van 1922, werden 50 millioen van de Buitengewone en van de Verhaalbare naar de gewone overgedragen.

Voor de Begrooting van 1923, bereikt het totaal der overgebrachte credieten 167 millioen maar terzelfder tijd verdwijnt een compensatie-ontvangst van 97 millioen, zijnde de last der markenintrekking, uit de Begrooting van 's Lands Middelen.

Op de Begrooting van 1924, is de vooruitgang nog sneller : alle overgedragen credieten te zamen bereiken 309 millioen en men ziet af van een compensatie-ontvangst voor herstel van 457 millioen; Duitschlands stortingen kunnen voortaan geheel op de Begrooting der Verhaalbare uitgaven toegepast worden. De gezamenlijke overlast van de gewone beloopt dus 766 millioen.

Blijft een laatste stuk weegs.

Met de Begrooting van 1925 wordt het afgelegd :

Alle lasten der schulden en der pensioenen welke tot dan op de Begrooting der Verhaalbare uitgaven voorkwamen, hetzij 484 millioen, worden op de gewone gebracht.

En nu wij zoo ver zijn, dat wij staan voor een modelbegrooting, onberispelijk van schikking en mooi sluitend, laat ons nu eens zien wat de vorige Begrootingen zouden geweest zijn, waren ze opgemaakt op de grondslagen van 1925 :

Het tekort van 1924 zou dan bedragen hebben : 732 millioen.

Id.	1923	id.	1,201	id.
Id.	1922	id.	1,501	id.
Id.	1921	id.	1,710	id.

Beter dan de langste zinnen, toonen die enkele cijfers aan welke gewichtige weg afgelegd is.

En wat belangrijk is en waarop 's Lands aandacht dient gevestigd — zij toonen vooral aan dat de sedert vier jaar toegestane verhoogingen van belastingen niet noodig geworden zijn door eene uitbreiding der uitgaven van den Staat, die onder andere zou voortvloeien uit vergrooting der openbare besturen.

Wij hebben gezien dat de voorzieningen van fiscale ontvangsten van 1,416 millioen in 1921, thans tot 3,540 aangegroeid zijn ⁽²⁾. Doch die verhooging van 2,124 millioen gaat niet geheel naar de beheersuitgaven : 426 millioen er van

⁽¹⁾ 372 millioen wanneer rekening gehouden wordt met de bijcredieten.

⁽²⁾ Zie bladzijde 7.

worden rechtstreeks toegekend aan de provinciën en aan de gemeenten. Voor den Staat blijven dus 1,698 millioen over en men begrijpt dat die in hun geheel gebruikt geweest zijn tot demping van het tekort van 1,710 millioen dat in 1921 werkelijk bestond.

De toegestane belastingen hebben dus gediend tot onmiddellijke, dringende, volstrekt noodzakelijke redding.

Stijging der ontvangsten. — Besnoeiing der uitgaven.

Welk ook hunne waarde zij, de binnen de Begrotingen gedane verrichtingen van overdracht maken nochtans slechts een bijkomend deel uit van de vervulde taak. Zij hielden inderdaad niet op beheerscht te worden door de evenwichtsmogelijkheden welke zelf ondergeschikt bleven aan de stijging van de ontvangsten en aan de besnoeiing van de bestendige uitgaven. Dat is, ten slotte, hoofdzaak bij elke begrootingstaak.

Ik zal niet spreken over de stijging van de ontvangsten.

Ik ben er lang bij stil gebleven; zij is overigens te aanmerkelijk opdat het noodig weze ze nog beter te doen uitschijnen.

Minder merkbaar zijn, op het eerste zicht, de besnoeiingen van de uitgaven.

Drie redenen zijn daartoe aanwezig.

De eerste is dat de vermindering van de koopkracht der geldeenheid, welke, zooals wij gezien hebben, de schijnbare verhooging van de ontvangsten begunstigt, naar dezelfde mate het bedrag van de gedane besparingen als gering doet uitkomen. Een milliard van 1921 staat niet gelijk met een milliard van 1925, en, bij het eenvoudig aanhalen van de cijfers blijkt zulks nochtans niet.

De tweede reden is dat de politiek van inlijving bij de Gewone Begrooting voor gevolg heeft gehad de gedane besparingen onzichtbaar te maken. Iedere maal dat, tot op heden, eene som beschikbaar bleek, werd de verdwijnende uitgave vervangen door eene uitgave overgedragen van de Buitengewone Begrooting of van de Begrooting voor Herstel.

De derde reden, ten slotte, is dat, over 't algemeen, besnoeiingen van uitgaven worden gezocht daar waar zij zich niet kunnen voordoen :

Het is klaarblijkend dat in de Begrooting van de Schuld daarvan geen voorbeeld te vinden is : zoolang de ontvangsten niet opwogen tegen de uitgaven, zoolang wij moesten ontleenen om het herstel te financeeren, kon de last van de schuld slechts verzwaren.

Zoomede is er geen besnoeiing mogelijk op de Begrooting van Onwaarden en Terugbetalingen. Die Begrooting oefent, over 't algemeen, een verwarrenden invloed uit. Zij stijgt naar mate de ontvangsten in zake belastingen en, derhalve, de aan de provinciën en de gemeenten toekomende aandeelen, toenemen. En terwijl zij het totaal van onze Begrootingen aandikt, is hare belangrijkheid tevens een teeken van vooruitgang.

Blijven maar twee categorieën van Begrootingen ⁽¹⁾, waarop kan besnoeid

(1) Wij laten wel verstaan de regiën weg die afzonderlijke Begrootingen hebben.

worden en die, bijgevolg, alleen, de mate van de besnoeiingen kunnen aangeven : de Beheersbegrotingen en de Buitengewone Begrooting.

Het is onontbeerlijk ze als een geheel te beschouwen daar ieder jaar overdrachten van de eene naar de andere zijn gedaan.

Zien wij wat zij, te zamen, vóór vier jaar waren en wat zij sedertdien geworden zijn.

Zij bereikten, bijcredieten inbegrepen :

In 1921	2,851	millioen.
In 1922	3,240	id.
In 1923	2,743	id.
In 1924	2,027	id. ⁽¹⁾ .
In 1925 zullen zij bereiken. . .	2,187	id. ⁽¹⁾ .

Dat hun bedrag in 1925 stijgt, hoeft geen verwondering te baren.

Men weet dat, in 1924, de Buitengewone Uitgaven tot het uiterste ingekrompen werden en dat de gevraagde credieten, voor Landsverdediging namelijk, verminderd werden, zoover maar eenigszins mogelijk was, met dezen verstande dat zulks slechts tijdelijk zou zijn.

Overigens, de cijfers welke wij zooeven hebben aangehaald, geven niet de werkelijke belangrijkheid der besparingen weer. Wij hebben gezegd waarom : er ontbreekt een gemeene maat voor het nominaal bedrag van de voor 1925 voorziene uitgaven en van de uitgaven der vorige jaren. Om de zaken gelijk te maken, zullen wij bovenstaande cijfers herleiden naar den grondslag van de koopkracht tijdens den Zomer 1924, tijdstip van het opmaken der Begrotingen in de verschillende Departementen ⁽²⁾.

Wij zullen alsdan als berekeningseenheid den frank hebben welke in aanmerking kwam bij het opmaken van het Begrotingsontwerp over 1925.

Op dien grondslag bereiken de Beheersuitgaven en de Buitengewone Uitgaven samen volgende bedragen :

Over 1921	3,073	millioen.
Over 1922	4,212	id.
Over 1923	3,711	id.
Over 1924	2,293	id.
Over 1925	2,187	id.

Men ziet dat, de besnoeiing van de uitgaven — en door dat woord verstaan wij zoowel de stuiting van de normale stijging als de gedane besparingen — in vier jaar feitelijk 28.8 t. h. betrof.

Deze te weinig gekende uitslag mocht in 't licht gesteld worden.

⁽¹⁾ De terugbetalingen aan de Nationale Bank niet inbegrepen.

⁽²⁾ Wij bezigen de index-nummers van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

Ons streven zal ten slotte lukken.

Er is iets dat vaak bevreemdend voorkomt. Het is dat de vooruitgang in zake begrotingen zich nog niet tastbaar doet gelden op het gebied der feiten.

De vreemde wisselkoersen, de levensstandaard zijn op hun hoogste of bijna. Geen merkbare verzachting valt aan te stippen.

De moedeloosheid neemt toe : men twijfelt aan het nut van de belastingen, men is sceptisch gestemd ten opzichte van de aangekondigde verbeteringen ; men is ontstemd den vooruitgang tot cijfers beperkt te zien.

Is dat geen klaar bewijs dat de massa de financiële objectiviteit niet bezit?

Dat is trouwens natuurlijk en menschelijk : ieder is geneigd zijn gezichtskring te beperken tot zijn eigen behoeften en belangen.

Maar laat ons de feiten objectief beschouwen. Zij toonen ons duidelijk de reden aan van de ongerijmdheid waarover het publiek klaagt.

Hoe belangrijk zij ook waren, toch hadden onze begrotingsvorderingen tot nu toe, inderdaad, het werkelijk evenwicht niet hersteld, en dat volstaat om alles uit te leggen. Voorzeker zijn de tekorten geleidelijk verminderd voor zoover zulks mogelijk was. Maar ieder dezer tekorten, hoe gering ook in verhouding tot het vorige, vergrootte de totale belangrijkheid van ons passief.

Het is dat telken jare verhoogd passief dat thans op ons drukt.

Het is dat passief dat op onzen wisselkoers weegt en op de levensduurte terugslaat.

Het is dat passief dat ons zou verpletteren indien wij er den aangroei niet van beteugelden.

Maar gelukkig is het beslissend oogenblik bereikt.

De Begrooting die wij U voorleggen, is dit maal gansch en stevig in evenwicht. Zij doet zich voor onder een uitzicht dat onder alle opzichten met een vóórrologsche Begrooting kan vergeleken worden. Bijgevolg is alle hoop toegelaten ; wat meer is : wij hebben de zekerheid dat wij naar een paalvast, een in orde gebracht, een normaal economisch regime gaan.

Het is noodig dat het geweten zij dat van de zware taak die België, 's daags na den wapenstilstand te wachten stond, het lastigste en het pijnlijkste deel voltrokken is.

Want het gaat nu niet meer er maar op los te leven zonder zich om de toekomstige eischen te bekommeren. De nog te overwinnen moeilijkheden zijn thans duidelijk omlijnd ; wij hebben ze aangewezen in den loop dezer Toelichting en tevens de middelen getoond om ze uit den weg te ruimen ; het zijn : de consolidering der Vlottende Schuld, de regularisatie van den wisselkoers, waarvan de levensstandaard rechtstreeks afhangt.

Credietverrichtingen in den vreemde, waarvan de grondslagen al geruimen tijd gelegd zijn — maar die wachten moesten tot het Begrootingsevenwicht bereikt was — zullen ons in een zeer nabije toekomst niet alleen de kapitalen bezorgen die dienen moeten tot consolidering onzer Vlottende Schuld bestaande uit sommige titels der Oorlogsschade, maar ook nog het zware vliegwiel voor den wisselkoers om ons geld doeltreffend te verdedigen. Anderzijds raakt het werk

van het herstel der oorlogsschade zoo goed als ten einde en het oogenblik is nakend dat Duitschlands betalingen, minder onzeker dan tot dusver, geheel kunnen besteed worden aan de terugbetaling onzer schuld.

Toen wij onder den oorlog, zoowel hier als aan genen kant van de gevechtslinie, dachten aan de zege die zoo lang uitbleef, was er niemand van ons die meende dat de opofferingen, die wij ons zouden moeten getroosten, ooit te zwaar zouden drukken.

Nu ziet het er anders uit :

Het algemeen belang moet vaak wijken voor het persoonlijke; men aarzelt voor den te volbrengen plicht, die als 't ware minder scherp gevoeld wordt.

Maar is het per slot van rekening niet begrijpelijk, wanneer wij overwegen welke omvangrijke taak wij reeds achter den rug hebben?

Juist daarom is het dat de nog te presteeren inspanning zoo hard schijnt, al is zij nog zoo gering vergeleken bij de offers — wij toonden het aan — die wij in het verleden gebracht hebben.

Die allerlaatste inspanning vragen wij U nochtans met volkomen vertrouwen.

Is het te bereiken doel niet heel en al hetzelfde als het doel dat wij nagestreefd hebben in den zoo juist besproken oorlogstijd?

Gaat het er niet om, dit maal van een financieel oogpunt uit, het volledig en blijvend heil, de veiligheid, de toekomst van ons Vaderland onaantastbaar te maken?

En dat is geen ver verwijderde uitslag, integendeel, de verwezenlijking schijnt op handen te zijn.

Geen Belg zal, meenen wij, nadat hij duidelijk de draagwijdte er van begrepen heeft, weigeren zijne medewerking aan die taak te verleen.

Brussel, den 22ⁿ October 1924.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.*

(10)

BIJLAGE I.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN.

Schommelingen in meer of in minder vergeleken met 1924.

	Verhoogingen.	Verminderings.
ART. 1. — Cedulaire belastingen op de inkomsten :		
Grondbelasting fr.	50,000,000	»
Belasting op roerende zaken	125,000,000	»
Bijzondere belasting op roerende zaken	25,000,000	»
Bedrijfsbelasting	50,000,000	»
ART. 3. — Belasting op het mobiliair	»	3,500,000
ART. 5. — Taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen	20,000,000	»
ART. 6. — Taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden	»	5,000,000
ART. 7. — Taxe op het spel en de weddenschappen.	7,500,000	»
ART. 8. — Jaarcijns op de mijnen	14,970,000	»
ART. 9. — Verschillende ontvangsten (rechtstreek- sche belastingen)	10,000,000	»
ART. 10. — Douanen	159,000,000	»
ART. 11. — Accijnzen	121,050,000	»
ART. 12. — Gebeurlijk saldo door België te incas- seeren op de ontvangsten welke met het Groot- hertogdom Luxemburg gemeen zijn	»	1,500,000
ART. 14. — Registratie en overschrijving	65,000,000	»
ART. 15. — Griffie	13,000,000	»
ART. 17. — Erfenissen	5,000,000	»
ART. 18. — Zegel en overdrachtstaxe	93,000,000	»
ART. 20. — Boeten in zake belastingen.	1,500,000	»
ART. 21. — Boeten van veroordeelingen in zaken van verschillenden aard en schadeloosstellingen.	2,000,000	»
ART. 22. — Taxe op de vereenigingen zonder winstgevend doel :	150,000	»
ART. 23. — Vaarten en rivieren	3,800,000	»
ART. 26. — Aan den Staat toekomend deel in de netto-opbrengst der voorhaven van Gent	»	100,000
OVER TE DRAGEN. . . . fr.	765,970,000	10,100,000

	Verhoogingen.	Verminderings.
OVERDRACHT. fr.	765,970,000	10,100,000
ART. 27. — Domeinen (hoofdwaaarden).	2,000,000	»
ART. 28. — Bosschen	3,300,000	»
ART. 29. — Inrichtingen en diensten door den staat beheerd	50,000	»
ART. 30. — Verschillende en toevallige opbrengsten	1,000,000	»
ART. 31. — Opbrengst der domeinen	2,000,000	»
ART. 33. — Opbrengst van den verkoop van visch- verloven	576,000	»
ART. 34. — Verschillende opbrengsten der gevan- genissen	200,000	»
ART. 35. — Opbrengst van de belegging der gelden voor borgtochten en consignatiën	3,244,000	»
ART. 36. — Opbrengst der kanselarijrechten, con- sulaire taxes en visas voor paspoorten.	2,000,000	»
ART. 37. — Opbrengst van de regie van den <i>Moniteur</i>	100,000	»
ART. 38. — Opbrengst der opvoedingsinrichtingen van den Staat	5,000	»
ART. 39. — Opbrengst van de Staatslaboratoria voor ontleding en	200,000	»
ART. 40. — Opbrengst van het koepokgesticht van den Staat	10,000	»
ART. 41. — Opbrengst der taxes voor vleeschkeu- ring. Opbrengst der examens tot het bekomen van het getuigschrift van vleeschkeurder	50,000	»
ART. 42. — Gezondheidsdienst der zeehavens en der grenzen. Opbrengst der gezondheidspa- tenten en gezondheidsrechten	50,000	»
ART. 43. — Opbrengst der gastvrije inrichtingen en ontsmettingsdiensten afhangende van het Beheer van den Gezondheidsdienst bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volks- gezondheid,	75,000	»
ART. 44. — Deel den Staat voorbehouden bij de wet van 26 Maart 1900 in de jaarlijkse winsten door de Nationale Bank van België verwezenlijkt	3,000,000	»
ART. 45. — Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 miljoen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België	5,000,000	»
OVER TE DRAGEN. fr.	788,820,000	10,100,000

	Verhoogingen.	Verminderings.
OVERDRACHT. . . . fr.	788,830,000	10,100,000
ART. 46. — Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Schatkist	4,200,000	»
ART. 48. — Intersten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen	»	200,000
ART. 49. — Opbrengst van het verschuldigde te storten door de provinciën welke niet gehouden zijn in de kazerneering der gendarmerie te voorzien.	69,000	»
ART. 50. — Intersten van obligaties van vennootschappen voor zeereederij	»	7,063
ART. 51. — Aandeel van den Staat in de winsten der Nationale Maatschappij voor crediet aan de Nijverheid	250,000	»
ART. 52. — Nationale Dienst der roerende waarden : opbrengst van het inschrijvingsrecht op het <i>Bulletin der met verzet aangeteekende waarden</i>	5,000	»
ART. 53. — Abonnemenen op het <i>Bulletin der met verzet aangeteekende waarden</i> en verkoop per nummer	»	5,000
ART. 57. — Inschrijvingsrecht tot de examens ingericht door het Beheer van het normaal onderwijs	35,000	»
ART. 58. — Dividenden aan den Staat toekomende wegens deelneming in zijne bijdrage van het kapitaal der Maatschappij van goedkoope woonvertrekken	20,000	»
ART. 59. — Kosten van ontvangst der provincie- en gemeente-inkomsten	4,000,000	»
ART. 65. — Verschillende en toevallige ontvangsten	25,000,000	»
ART. 67. — Voorafneming op de gelden van het tolwezen, ten titel van terugbetaling wegens voorschotten van de kosten des personeels van het bijzonder bureel belast met den dienst van het fonds	1,300	»
ART. 70. — Terugbetaling door de provincie Brabant en verschillenden, van geringe uitgaven voor het Justitiepaleis van Brussel	193,420	»
ART. 71. — Deel der provinciën en der gemeenten in het betalen der pensioenen van de gemeente-onderwijzers	1,080,000	»
OVER TE DRAGEN. . . . fr.	823,683,720	10,312,063

	Verhoogingen.	Verminderingen.
OVERDRACHT. . . . fr.	823,683,720	10,312,063
ART. 72. — Invordering van de kosten van onderhoud en opvoeding van de kinderen in de Staatsinrichtingen geïnterneerd of bij particulieren of in openbare of private instellingen uitbesteed	900,000	»
ART. 75. — Jaarsom te betalen door de Nationale Maatschappij der goedkoope woningen en woonvertrekken uit hoofde der voorschotten welke haar door den Staat verleend werden, gelijkvormig artikel 10 der wet van 11 October 1919	1,615,625	»
ART. 76. — Deel der provinciën en gemeenten in het betalen der ouderdomspensioenen . . .	9,375,000	»
ART. 79. — Terugbetaling der voorschotten gedaan voor rekening der provinciën en gemeenten voor de betaling der jaarwedden van beschikbaarheid aan onderwijzers en onderwijzeressen der gemeentelijke en aangenomen lagere- en bewaarscholen	10,000	»
ART. 80. — Toelagen den Staat aangeboden voor het onderhoud en de verbetering der burgerlijke gebouwen	»	75,000
ART. 82. — Aandeel in het kostgeld door de leerlingen der Militaire School te betalen, krachtens de wet van 18 Maart 1838 gewijzigd bij die van 8 Augustus 1921	»	15,000
ART. 83. — Opbrengst der leveringen en afstanden tegen terugbetaling gedaan door de diensten welke van het Departement van Landsverdediging afhangen	735,000	»
ART. 84. — a) Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten . . .	10,000,000	»
b) Bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten	15,000,000	»
ART. 85. — Opbrengst van den verkoop van Duitsche schepen aan België toegekend krachtens de Overeenkomst van Spa	6,500,000	»
ART. 87. — Overschotten op 31 December 1924 van het afgeschaft ordefonds « Verzekering tegen oorlogsisico's, enz.	57,136,000	»
OVER TE DRAGEN. . . . fr.	924,955,345	10,402,063

	Verhoogingen.	Verminderingen
OVERDRACHT. fr.	924,955,345	10,402,063
ART. 88. — Voorafneming op de Begrooting der Regieën van het aandeel in de lasten der Openbare Schuld welke op de gewone Begrooting gebracht zijn	18,697,986	»
ART. 89. — Terugbetaling door Duitschland, van de kosten der Belgische bezettingstroepen .	»	100,000

Afgeschaft middel :

Overschot op 31 December 1923 van de wederbeleggingsgelden van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor orde afgetrokken (Ministerie van Landsverdediging) . . .

»	10,816,000
<u>943,653,331</u>	<u>21,318,063</u>

VERHOOGING. fr.	<u>922,335,268</u>
-------------------------	--------------------

De toelichtende nota's gevoegd bij de Begrooting van 's Lands middelen geven omstandig de redenen op der in bovenstaande lijst opgesomde verschillen, welke deze Begrooting vertoont vergeleken met die over 1924.

BIJLAGE II.**Sedert den wapenstilstand gestemde fiscale wetten.****1919**

Het jaar 1919 was vruchtbaar in fiscale wetten. Men begrijpt dit : het gapend tekort waarvoor de toenmalige Regeering zich bevond, eischte nieuwe inkomsten.

Eerst werd een bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten gestemd welke, zonder de verwachte opbrengst op te leveren, aan het Beheer aanzienlijk werk veroorzaakte (wet van 3 Maart 1919). Vervolgens werd het reu-zenwerk aangevat bestaande in het vervangen van het vooroorlogsch systeem der rechtstreeksche belastingen, enkel op zichtbare grondslagen berustende, door cedulaire belastingen op de inkomsten (grondbelasting, bedrijfsbelasting, belasting op roerende zaken) en eene bijkomende belasting (supertaxe) geheven op het totaal der inkomsten (wet van 29 October 1919).

Terzelfder tijd werden de rechten op het bier verdubbeld (wet van 3 Augustus 1919), die op den brandewijn vervierdubbeld (wet van 29 Augustus 1919); men verhoogde de rechten op de tabak en hief een evenredig verbruiksrecht op bewerkte tabak, een werkelijke fiscale nieuwigheid (wet van 20 October 1919).

De belastingen geheven door het Beheer der Registratie werden in belangrijke mate gewijzigd : het waren namelijk de verhooging van zekere registratie- en overschrijvingsrechten, de uitbreiding van het zegelrecht, de hervorming der erfenisrechten en de vermeerdering der taxes op uitvindingsbrevetten (wetten van 11 en 24 October 1919).

1920

De wet van 28 Februari 1920 codificeerde met vermeerdering van het percent-eijfer de taxe op de openbare vertooningen en vermakelijkheden. Men stemde vervolgens — altijd in de reeks der rechtstreeksche belastingen blijvende — eene op de wet op oorlogswinsten aangepaste bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten (wet van 2 Juli 1920) dewelke slechts op de winsten over 1919 en 1920 kon toegepast worden.

Men moest eveneens de wet der belasting op de inkomsten opnieuw onder handen nemen, aangezien onvoldoend overwogen amendementen onmogelijk maakten dezelve in sommige opzichten toe te passen (wet van 3 Augustus 1920). Terzelfder tijd werd besloten op de specifieke tolrechten een veranderlijk coëfficient toe te passen hetwelk het maximum 3 bereikt (wet van 10 Juni 1920).

Ten einde eene dotatie voor oud-strijders in te stellen, werden bij de wet van 16 Augustus 1920 de rechten van successie en van overgang bij overlijden met de helft vermeerderd, alsmede de registratierechten op schenkingen onder de levenden.

1921

In 1921 vooral zag eene belangrijke wet het levenslicht, die van 28 Augustus waarbij nieuwe fiscale middelen werden gevestigd. Bij deze werd aan de zijde der rechtstreeksche belastingen, eene belasting geheven op het mobiliair sedert toepassing der belasting op de inkomsten vrijgesteld, en eene bijzondere taxe op het spel en de weddenschappen.

Daarbij werden eveneens de registratie- en erfenisrechten gewijzigd, de checks en de bankverrichtingen met zegelrecht geslagen en het percentcijfer der taxe op de beursverrichtingen verhoogd. Te meer, als nieuwigheid vestigde men de weeldetaxe en de overdrachtstaxe wier onmiddellijke opbrengst aan de schatkist gelden moest aanvoeren waaraan zij de dringendste behoefte had.

In hetzelfde jaar werden te voren verhoogd de tolrechten op zekere weelde-artikelen, het verbruiksrecht op bewerkte tabak van groote waarde en de grens der vermeerderingscoëfficiënten van 3 tot 6 gebracht (wet van 31 Maart 1921). Men hief ook opdecieën op de strafboeten (wet van 24 Juli 1921).

1922

De in 1922 in het leven geroepen fiscale nieuwigheden zijn minder talrijk en minder belangrijk. Dit was vooral een jaar van aanpassing.

Melden wij nochtans de verhooging van het op de wapen- en jachtvergunningen gevestigd zegelrecht, het instellen van eene vergunning voor het vogelvangen met netten (wet van 30 Juli 1922) en het zetten van een invoerrecht op de essences hetwelk moet dienen om de hooge kosten van het onderhoud der wegnis gedeeltelijk te bestrijden (wet van 22 Juni 1922).

1923

In den loop van 1923 en het tweede halfjaar van 1924 werd onze fiscale wetgeving uitgebreid en technisch verbeterd.

Het percentcijfer der belasting op roerende zaken over de inkomsten van vreemden oorsprong werd van 2 tot 4 % gebracht, terwijl tevens 50 opcentieën op het bedrag der belasting op roerende zaken, andere dan die op de inkomsten van het aangewend kapitaal, tot uitsluitelijk profijt van den Staat geheven werden, terwijl het percentcijfer op de taxe op de automobielen verhoogd werd en de legislatie in zake belasting op de inkomsten eene terechtwijzing onderging (wetten van 28 Maart 1923).

Bij eene wet van 6 Februari 1923, werd het accijsrecht op suiker en glucosen verdubbeld, het tolrecht op de tabak verhoogd en eene bijzondere belasting op lucifers ingevoerd.

In zake registratie en zegelrecht werden op 10 Augustus 1923 twee belangrijke wetten afgekondigd. Bij de eerste werd het zegelrecht één gemaakt en velerlei onderscheidingen afgeschaft welke het publiek in dwaling konden brengen. De tweede vulde de algemeene werking der overdrachtstaxe aan door het heffen van een factuurzegel van 1 p. d. op zekere van de overdrachtstaxe vrij-

gestelde zaken en loste ten voordeele der Belgen het belangrijke problema op van dubbelen aanslag voor de heffing der erfenisrechten.

1924

De sedert de tweede helft van het zittingsjaar 1923-1924 belangrijkste vervulde hervorming was wel deze van het douanestelsel.

Ons land bezat slechts een gebrekkig en oud hulpmiddel. De volledige hervorming werd bij de wet van 8 Mei 1924 verwezenlijkt. Voortaan beschikt ons land over een volledig, lenig, uitgebreid en aan de huidige omstandigheden toegepast toltarief, hetwelk de ongelijkheden door het oud stelsel bekrachtigd, doet verdwijnen.

Daar de belasting op den alcohol niet meer met den prijs dezer koopwaar in evenredigheid was, werd het percentcijfer bij de wet van 26 Juli 1924 met 50 t. h. vermeerderd. Eene lichte wijziging werd door de wet van 25 Maart daartevoren gebracht in het fiscaal stelsel op den inlandschen brandewijn.

Met een maatschappelijk doel heeft de wet van 12 April 1924 de aan de mutualiteiten ten titel van hulpgeld verleende sommen van het quitantiezegel vrijgesteld.

Ten slotte, en met een zelfde doel, werden bij de wet van 28 Februari 1924, houdende wijziging van enkele percentcijfers der supertaxe, de vrijstellingen ten bate der kroostrijke gezinnen meer uitgebreid.

BIJLAGE III.

Statistiek van het personeel dat uit de Staatskas trekt, het personeel der Regiëen (Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen) niet inbegrepen.

DEPARTEMENTEN.	Toestand op								
	31 Juli. 1914.	1 Jan. 1919.	1 Jan. 1920.	1 Jan. 1921.	1 Jan. 1922.	1 Jan. 1923.	1 Juli. 1923.	31 Dec. 1923.	1 Juli. 1924.
<i>Financiën :</i>									
Middenbeheer	422	367	627	806	895	975	1,034	978	805
Buitendienst.	9,355	9,423	9,916	12,612	13,149	13,453	14,213	14,639	14,928
TOTAAL	9,777	9,790	10,543	13,418	14,044	14,428	15,247	15,617	15,733
<i>Justitie :</i>									
Middenbeheer	216	220	275	316	335	349	349	342	346
Buitendiensten daaraan ver- bonden werklieden . . .	2,167	2,130	2,190	2,528	2,689	2,600	2,553	2,653	2,166
Rechterlijke orde . . .	1,875	2,020	2,263	2,694	2,700	2,669	2,573	2,331	2,360
TOTAAL	4,258	4,370	4,728	5,538	5,724	5,618	5,475	5,376	4,872
<i>Builenlandsche Zaken :</i>									
Middenbeheer	149	228	378	433	499	463	430	423	395
Buitendienst.	199	223	236	294	297	288	278	264	266
TOTAAL	348	451	614	727	796	751	708	689	661
<i>Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid (1) :</i>									
Middenbeheer	120	163	180	182	187	181	175	169	167
Buitendienst, Provinciale Gouvernementen- en arron- dissementscommissaria- ten	829	788	873	911	931	948	943	912	910
TOTAAL	949	951	1,053	1,093	1,118	1,129	1,118	1,081	1,077
<i>Kunsten en Wetenschap- pen (1) :</i>									
Middenbeheer	180	193	204	401	444	443	432	420	413
Schoone Kunsten	451	449	468	496	502	532	531	582	592
Buitendienst en onderwijs.	3,664	3,594	3,759	4,196	4,420	4,568	4,675	4,774	4,559
TOTAAL	4,295	4,236	4,431	5,093	5,366	5,543	5,638	5,776	5,564
<i>Landbouw (1) :</i>									
Middenbeheer	98	96	129	144	151	151	149	149	139
Buitendienst.	1,043	1,056	1,321	1,471	1,473	1,400	1,374	1,412	1,382
TOTAAL	1,141	1,152	1,450	1,615	1,624	1,551	1,523	1,561	1,521

(1) Zekere cijfers vervat in de tabel gevoegd bij de Algemeene Toelichting over 1924 werden gewijzigd in gevolge door de betrokken diensten verrichte opzoekingen.

DEPARTEMENTEN.	Toestand op								
	31 Juli 1914.	1 Jan. 1919.	1 Jan. 1920.	1 Jan. 1921.	1 Jan. 1922.	1 Jan. 1923.	1 Juli 1923.	31 Dec. 1923.	1 Juli 1924.
<i>Openbare Werken :</i>									
Middenbeheer	193	193	237	279	304	271	232	264	252
Buitendienst.	3,410	3,166	3,267	3,393	3,326	3,280	3,216	3,122	3,140
TOTAAL	3,603	3,359	3,524	3,672	3,630	3,551	3,468	3,386	3,392
<i>Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke voorzorg ⁽¹⁾ :</i>									
Middenbeheer	500	440	534	580	731	447	430	680	425
Buitendienst.	»	»	»	»	»	269	267		267
Bevoorrading	»	188	436	980	602	319	199	166	153
TOTAAL	500	628	970	1,560	1,333	1,035	896	846	845
<i>Landsverdediging :</i>									
Middenbeheer en werklie- den der daaraan ver- bonden diensten. . . .	300	411	1,235	1,609	1,503	1,218	1,121	1,045	723
Buitendiensten daaraan ver- bonden werklieden . . .	3,595	3,322	8,467	9,774	9,697	8,113	7,736	7,771	6,981
TOTAAL	3,895	3,733	9,722	11,383	11,200	9,331	8,857	8,816	7,704
<i>Koloniën :</i>									
Middenbeheer	318	274	279	280	275	280	275	272	259
Buitendienst.	»	»	92	98	99	100	100	99	68
TOTAAL	318	274	371	378	374	380	375	371	327
<i>Economische Zaken :</i>									
Middenbeheer	»	105	457	855	1,041	908	854	847	811
Buitendienst en daaraan ver- bonden werklieden . . .	»	»	2,769	2,693	3,165	2,803	2,722	2,186	2,013
TOTAAL	»	105	3,226	3,548	4,176	3,711	3,576	3,033	2,824
ALGEMEEN TOTAAL . . .	29,084	29,049	37,632	48,025	49,385	47,028	46,881	46,552	44,520

⁽¹⁾ Zekere cijfers vervat in de tabel gehecht aan de Algemeene toelichting over 1924 werden gewijzigd in gevolge door de betrokken diensten verrichte opzoekingen.

BIJLAGE IV.

Voornaamste sedert den wapenstilstand gestemde wetten houdende vermeerdering der jaarlijksche en bestendige lasten van den Staat, en die terugslag hebben op de gewone Begrooting van 1925.

1919

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (22 Februari 1919, *Moniteur* van 1 Maart 1919, n^o 60).

Wet tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten (7 April 1919, *Moniteur* van 12 April 1919, n^o 102).

Wet op het herstel van door den oorlog veroorzaakte schade (10 Mei 1919, *Moniteur* van 5 Juni 1919, n^o 156.)

Wet tot verhooging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde (12 Mei 1919, *Moniteur* van 22 Mei 1919, n^o 142).

Wet houdende instelling eener begiftiging ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918 (1 Juni 1919, *Moniteur* van 22 Juni 1919, n^o 173).

Wet op het herstel te verleenen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog (10 Juni 1919, *Moniteur* van 22 Juni 1919, n^o 173).

Wet tot aanvulling van artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen wegens den toestand voortspuitende uit den oorlog (17 Juni 1919, *Moniteur* van 29-30 Juni 1919, n^{os} 180-181).

Wet houdende instelling van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen (15 Juni 1919, *Moniteur* van 3 Juli 1919, n^o 184).

Wet tot wijziging der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit de arbeidsongevallen, zulks wegens de oorlogsgebeurtenissen, en tot aanvulling van eenige bepalingen dier wet (27 Augustus 1919, *Moniteur* van 7 September 1919, n^o 250).

Wet houdende instelling van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (5 September 1919, *Moniteur* van 26 September 1919, n^o 269).

Wet tot wijziging en aanvulling der wet van 5 Juni 1911 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers (25 October 1919, *Moniteur* van 20 November 1919, n^o 324).

Wet waarbij zekere artikelen der wet tot regeling van het lager onderwijs van 19 Mei 1914 worden gewijzigd (13 November 1919, *Moniteur* van 15 November 1919, n^o 319).

Wet houdende machtiging tot overname door den Staat van de leeningen genaamd interprovinciale schuld en voortvloeiende uit de betaling der aan het Belgische Volk opgelegde oorlogsschattingen (14 November 1919, *Moniteur* van 22 November 1919, n^o 326).

Wet houdende verhooging der organieke cijfers der officieren van het leger (15 November 1919, *Moniteur* van 24-25 November 1919, n^o 328-329).

Wet tot wijziging der wet van 4 April 1890 op het landbouwonderwijs (15 November 1919, *Moniteur* van 1-2 December 1919, n^o 335-336).

Wet op de militaire pensioenen (23 November 1919, *Moniteur* van 6 December 1919, n^o 340).

Wet houdende instelling eener nationale maatschappij voor goedkoope woningen en woonvertrekken (11 October 1919, *Moniteur* van 31 Maart 1920, n^o 91).

1920

Wet rakende weddevermeerdering voor professoren en beheerders-opzieners der Staatsuniversiteiten (24 April 1920, *Moniteur* van 13 Mei 1920, n^o 134).

Wet op de pensioenen (3 Juni 1920, *Moniteur* van 11 Juni 1920, n^o 163).

Wet tot verhooging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde (31 Juli 1920, *Moniteur* van 13 Augustus 1920, n^o 226).

Wet betreffende de jaarwedden der leden van het Rekenhof (7 Augustus 1920, *Moniteur* van 13 Augustus 1920, n^o 226).

Wet tot wijziging van de jaarwedden der leden van den Mynraad (9 Augustus 1920, *Moniteur* van 4 September 1920, n^o 248).

Wet tot verhooging van de bezoldiging der geestelijken (10 Augustus 1920, *Moniteur* van 15 Augustus 1920, n^o 228).

Wet op de wedden der onderwijzers (14 Augustus 1920, *Moniteur* van 26 Augustus 1920, n^o 239).

Wet betreffende de ouderdomspensioenen (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 30-31 Augustus 1920, n^o 243-244).

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 6-7 September 1920, n^o 250-251).

Wet tot wijziging en aanvulling der wetten van 5 Juni 1914 en 26 Mei 1914 op de ouderdomspensioenen ten behoeve van de mijnwerkers (20 Augustus 1920, *Moniteur* van 13-14 September 1920, n^o 257-258).

Wet waarbij aan de militairen die kwetsuren of lichaamsgebreken hebben opgedaan in de Kolonie, dezelfde vergoedingen worden toegestaan als aan hen

die deze kwetsuren of lichaamsgebreken in België hebben opgedaan (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 September 1920, n^o 249).

Wet aangaande de vergelding van de burgerlijke leeraars der Militaire School (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 September 1920, n^o 249).

Wet betreffende de militaire pensioenen (25 Augustus 1920, *Moniteur* van 5 September 1920, n^o 249).

1921.

Wet tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Luik (28 Januari 1921, *Moniteur* van 31 Januari en 1 Februari 1921, n^o 31-32).

Wet waarbij het personeel der rechtbanken van eersten aanleg te Brussel, Hoei, Bergen en Verviers wordt vermeerderd, en de termijn voor het benoemen van bijgevoegde substituten en van bijgevoegde adjunct-referendarissen wordt verlengd (14 Maart 1921, *Moniteur* van 17 Maart 1921, n^o 76).

Wet houdende toekenning, aan de vóór 1909 gepensioneerde gendarmen, van hetzelfde pensioen dat werd verleend aan hen, die na dien datum op rustpensioen werden gesteld (31 Mei 1921, *Moniteur* van 9 Juni 1921, n^o 160).

Wet tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertig urenweek (14 Juni 1921, *Moniteur* van 20-21 Juni 1921, n^o 171-172).

Wet tot herziening van artikel 5 der wet van 25 Augustus 1919, betreffende de frontstrepen (20 Juli 1921, *Moniteur* van 30 Juli 1921, n^o 211).

Wet betreffende het gebruik der talen in bestuurlijke zaken (31 juli 1921, *Moniteur* van 12 Augustus 1921, n^o 224).

Wet tot wijziging van artikelen 8 en 18 der wet van 18 Maart 1838 houdende inrichting der Militaire School (8 Augustus 1921, *Moniteur* van 21 Augustus 1921, n^o 233).

Wet tot versterking der schoolplicht van het lager onderwijs (18 Augustus 1921, *Moniteur* van 22 October 1921, n^o 295).

Wet betreffende de Meest Begaafden (15 October 1921, *Moniteur* van 11 November 1921, n^o 315).

Wet betreffende de openbare bibliotheken (17 October 1921, *Moniteur* van 19 November 1921, n^o 323).

1922.

Wet betreffende de financieele tusschenkomst van den Staat in den kostprijs der werken en installaties gedaan door de « Compagnie intercommunale des eaux » met het oog op het aanvoeren van drinkbaar water naar de steden en gemeenten van de Brusselsche agglomeratie en van de Vlaanderen (10 Februari 1922, *Moniteur* van 15 Februari 1922, n^o 46).

Wet tot wijziging van onderscheiden bepalingen der wetten op de ouderdomspensioenen (9 April 1922, *Moniteur* van 23 April 1922, n^o 113).

Wet waarbij de wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wordt gewijzigd wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (25 Juni 1922, *Moniteur* van 5 Juli 1922, n^o 186).

Wet strekkende tot het verbeteren van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten (16 Juli 1922, *Moniteur* van 22-23 Juli 1922 (n^{os} 203-204)).

Wet houdende instelling van een fonds der gemeenten (19 Juli 1922, *Moniteur* van 22-23 Juli 1922, n^{os} 203-204).

Wet tot goedkeuring van de deelneming van den Staat in de stichting van de vereniging zonder winstgevend doel « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles » alsmede van verschillende op deze deelneming volgende verbintenissen (3 Augustus 1922, *Moniteur* van 5 Augustus 1922, n^o 217).

Wet houdende nieuwe wijziging van artikel 18 der wet van 18 Maart 1838, tot inrichting der Militaire School (28 Juli 1922, *Moniteur* van 11 Augustus 1922, n^o 233).

Wet houdende goedkeuring der Conventie betreffende het vaststellen eener internationale handelsstatistiek, gesloten den 31 December 1913 (11 Juni 1914, *Moniteur* van 30 Augustus 1922, n^o 242).

1923

Militiewet (10 Maart 1923, *Moniteur* van 18 Maart 1923, n^o 77).

Wet betreffende de verhooging der burgerlijke en koloniale pensioenen (12 Maart 1923, *Moniteur* van 25 Maart 1923, n^o 84).

Wet waarbij het den personen die gemachtigd zijn hunne rechten op het bekomen der pensioenen in het moederland te doen gelden, toegelaten is hunne diensten in de Kolonie mede te tellen (12 Maart 1923, *Moniteur* van 25 Maart 1923, n^o 84).

Wet houdende goedkeuring en toelating van verschillende financiële maatregelen, opgelegd door de vervanging van de Deutsche munt door de Belgische munt in de kantons Eupen, Malmedy en Saint-Vith (28 Maart 1923, *Moniteur* van 31 Maart 1923, n^o 90).

Wet tot wijziging van artikel 4 der wet van 25 Juni 1922 houdende wijziging der wet tot regeling van het hooger onderwijs, op 's Rijks kosten gegeven, wat betreft de bezoldiging van de professoren en de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten (10 April 1923, *Moniteur* van 20 April 1923, n^o 110).

Wet gevende machtiging aan de Regeering mede te werken aan de stichting van de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer (26 April 1923, *Moniteur* van 17 Mei 1923, n^o 137).

Wet betreffende het gebruik der talen aan de Gentsche Hoogeschool (31 Juli 1923, *Moniteur* van 1 Augustus 1923, n° 213).

Wet houdende toekenning, aan de oorlogsinvaliden, eener bijzondere vergoeding voor het tijdsbestek gedurende hetwelk zij in verlof gezonden werden zonder soldij of zonder militaire toelagen (31 Juli 1923, *Moniteur* van 5 Augustus 1923, n° 217).

Wet tot wijziging der wet van 25 Augustus 1920, gevende een blijk van dankbaarheid aan de militairen van den oorlog 1914-1918 (24 Juli 1923, *Moniteur* van 9 Augustus 1923, n° 221).

Wet houdende wijzigingen der wetten op de militaire pensioenen, alsmede der bepalingen van de wet van 1 Juni 1919, betreffende de frontstrepengerente (31 Juli 1923, *Moniteur* van 10 Augustus 1923, n° 222).

Aanwervingswet (4 Augustus 1923, *Moniteur* van 12 Augustus 1923, n° 224).

Wet op de militie, de aanwerving en de dienstverplichtingen (15 Augustus 1923, *Moniteur* van 24 Augustus 1923, n° 236).

Wet betreffende de bezoldigingen van het personeel der Staatsmiddelbare onderwijsinrichtingen (31 Juli 1923, *Moniteur* van 24 Augustus 1923, n° 236).

Wet houdende verlenging van artikel 15 der geordende wetten van 30 Augustus 1920 op de pensioenen ten bate van de mijnwerkers en waarlij er aan de gepensioneerde niet meer arbeidende mijnwerkers een maandelijksche bijtoelage van 30 frank toegekend wordt (28 December 1923, *Moniteur* van 10 Januari 1924, n° 9).

1924

Wet houdende toekenning van een duurtetoeslag aan de titularissen van een pensioen (30 April 1924, *Moniteur* van 6 Mei 1924, n° 126).

Wet betreffende de regeling der kosten van interneering in Nederland gedurende den oorlog der Belgische militairen (8 Mei 1924, *Moniteur* van 17 Mei 1924, n° 138).

Wet tot wijziging en tot aanvulling van zekere bepalingen der wet van 3 Augustus 1919, waarbij de wederopneming der gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd wordt en die aan de verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., den toegang tot de openbare ambten en betrekkingen vergemakkelijkt (21 Juli 1924, *Moniteur* van 24 Juli 1924, n° 206).

Wet tot wijziging der wet van 25 Augustus 1920, waarbij aan de militairen van den oorlog 1914-1918 een blijk van dankbaarheid toegekend wordt (22 Juli 1924, *Moniteur* van 2 Augustus 1924, n° 215).

BIJLAGE V.**Uitzonderlijke Uitgaven.***Tegenwaarde aan actief tegenover onze leeningen.*

De Buitengewone Begrooting zooals zij voor 1925 aangeboden wordt, is teruggebracht tot de uitgaven bestemd om de economische toerusting der Natie te vermeerderen.

Misschien ware het niet nutteloos een overzicht te geven van de verschillende sedert den wapenstilstand gedane uitgaven die men op het actief van het land mag brengen en welke de tegenwaarde uitmaken van een gedeelte onzer leeningen.

**MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTER(JEN
EN TELEGRAFEN.****Beheer van Spoorwegen.**

388 kilometer nieuwe sporen werden gelegd.

39 loodsen voor goederen, 53 werkhuizen en bergplaatsen, 352 cabineposten of huisjes werden opgericht.

132 hectaren terrein werden verworven.

43 locomotieven, 34 reizigersrijtuigen, 7,682 wagons en 45 bagagewagens werden in dienst gebracht.

1,794 rijtuigen werden voorzien van stoomverwarming.

16 automobielcamionnetten werden aangekocht.

408 nieuwe elektrische verlichtingsinrichtingen bevattende 18,236 lampen werden opgericht, 1,018 installaties werden uitgebreid en 29,257 lampen werden er in geplaatst. 61 nieuwe bijstations voor elektrische drijfkracht werden in dienst gesteld, alsmede 4 werkplaatsen voor steenkoolgassamendrukking. 1,520 motors, 60 pompenmakerijen, 206 hef-, lading-, overlading- en lossingswerktuigen, 174 boormachines werden opgesteld. 5 drijfwagens werden verworven.

Beheer van Zeewezen.

12 treilers werden aangekocht alsmede 3 wachtscheepjes, 1 nieuwe pakketboot voor de lijn Oostende-Dover werd verworven. Belangrijke werken van geschiktmaking werden ook volbracht voor de loodshoeten alsmede voor de Duitsche schepen afgestaan aan België in uitvoering van het Vredesverdrag.

2 motorsloepen, 1 sleeper voor den dienst van het loodswezen, een overzetboot voor den dienst te Sint-Ameken, werden verworven, benevens lokalen voor de Scheepvaartschool van Antwerpen.

Beheer van Posterijen.

8 verwervingen van onroerende goederen en inrichtingen, benevens talrijke verbeteringen en vergrotingen. Talrijke machines werden aangekocht met het oog op het verminderen van personeel.

Beheer van Telegrafien.

13 nieuwe bureelen werden ingesteld en de uitbreiding der draden beslaat 46,339 kilometer tegen 45,085 kilometer vóór den oorlog, 't zij eene vermeerdering van 1,254 kilometer. Men is thans bezig aan 't oprichten van eenen sterken intercontinentalen post van D. T. Een tweede radiotelegraphisch station werd te Antwerpen ingericht en de post van Oostende werd opnieuw uitgerust.

5 onroerende goederen werden voor de diensten van dit beheer aangekocht

Beheer van Telefonen.

Een belangrijke intercommunale inrichting werd te Brussel tot stand gebracht. Twee bureelen van automatischen dienst werden geopend. Eerlang zal een derde het worden. Men richt het automatisch stelsel te Antwerpen in voor 5 centrale bureelen.

Het telefonisch net heeft zijn werkelijk aantal abonneenten verdubbeld. Het totaal aantal abonneenten is geklommen van 55,000 in 1914 tot 96,000.

In vijf groote steden werden opmerkenswaardige uitbreidingen en belangrijke modernisaties uitgevoerd, alsmede aanzienlijke vergrotingen van het ondergronds net.

Eene werkplaats voor creosoteering van palen werd ingericht; het beheer zal er in 1930 eigenaar van worden.

Een vast goed werd verworven voor het Middenbeheer.

MINISTERIE VAN LANDBOUW EN VAN OPENBARE WERKEN.**1^o Openbare werken.****Waterwegen.**

1^o Aanbouw der zeesluis van Kruisschans te Antwerpen en van het kanaaldok dat deze sluis met de huidige dokken moet verbinden; verlegging van waterloopen en namelijk der waters van het Schijn met het oog op de uitvoering der vermelde werken;

2^o Aanbouw van vijf nieuwe sluizen met groote doorsnede;

3^o Verwerving der terreinen om te kunnen overgaan tot het graven der kanalen Antwerpen-Luik, Burght-Roodenhuizen en der voorhaven van Vilvoorden;

4^o Bôuw en herbouw van belangrijke kaaimuren. Indijking van Maas en

Samber. Normaalmaking der Luiksche Maas en opstelling van een nieuwen stuwdam in het eiland Monsin ;

5° Belangrijke uitbaggeringen in de vaargeulen der Schelde;

6° Aanbouw van negen nieuwe bruggen;

7° Uitvoering van geulen of coupures ten einde den loop der Schelde en der Leie te verbeteren;

8° Uitvoering van een afleidingskanaal in de Dender;

9° Bouw der visschershaven van Oostende;

10° Aanbouw van dijken tusschen Knoeke en Duinbergen en ten Oosten van Knoeke;

11° Bouw van acht nieuwe havenhoofden of pieren aan de kust en voltooiing van vijf andere;

12° Werken van op groote sectie stellen der vaart van Charleroi naar Brussel, tusschen Clabecq en Brussel;

13° Versterking en verhooging der dijken van de Zeeschelde op verscheidene plaatsen;

14° Terug in staat stellen der groote kraan van de haven van Oostende;

15° Aanbouw van nieuwe heveltoestellen onder de kanalen van vertakking naar Hasselt en naar het kamp van Beverloo;

16° Opbouw van verscheidene huizen voor agenten der bevaarbare waterwegen.

Burgerlijke gebouwen.

Werden volbracht werken van voltooiing van het Jubelpaleis; der hotels van het Provinciaal Bestuur te Brussel, te Brugge, te Antwerpen en te Aleren; degene der vervorming der inrichtingen van de Nationale Schietbaan te Schaerbeek; de transformaties van verschillende lokalen van het Justitiepaleis te Brussel en werken met het oog op vrijwaring van verscheidene burgerlijke gebouwen tegen brand; de inrichting der omgevingen van het Natiepaleis. Bovendien werden transformatiewerken uitgevoerd aan het Paleis der Academiën; aan de Staatsveeartsenijschool te Cureghem; aan de Staatstuinbouwschool te Vilvoorden; aan het Handelsmuseum; aan het Landbouwinstituut te Gembloers; aan de koninklijke paardenstallen, Troonplaats; aan het koninklijk kasteel van Laeken en aan het Paleis des Konings; aan het hotel der Burgerlijke Lijst te Brussel en aan tal van burgerlijke gebouwen van den Staat.

Huisvesting der gendarmerie.

Verwerving van 40 terreinen voor den aanbouw van kazernen en van 42 vaste goederen bestemd tot huisvesting der gendarmerie.

Verwerving van het noodige mobilair voor de nieuwe eenheden van het gendarmeriekorps.

Voltooiing van 3 in 1914 begonnen kazernen en opbouw van 7 nieuwe kazernen.

2^o Landbouw.

Het Ministerie van Landbouw heeft 64 hectaren verworven bestemd om door instituten van landbouwonderricht te worden gebezigd. Het heeft een Laboratorium doen bouwen en een Hooger Normaal Instituut van Landbouwhuishoudkunde.

Het productief maken der heigronden der Kempen door den Staat aangekocht alsook de gezondmaking en de bebossching der Hooge Venen en de restauratie van het slecht hakhout van het Hertogenwald werden voortgezet.

Ten slotte werd overgegaan tot het verbeteren der slechte beplantingen begrepen in de 10,000 hectaren door den Staat in den loop dezer laatste dertig jaren verworven, alsook tot het zuiveren der boschwegenis.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Dit Departement heeft in de huisvesting voorzien van 105 tolagenten en heeft bovendien 37 gebouwen aangekocht. Het heeft er 12 andere voltrokken en gemeubeld.

Het aandeel dat de Staat in de Naamlooze Vennootschap van het Kanaal en de Inrichtingen van Brussel-Zeehaven bezat is verhoogd geworden ten beloope van 11,700,000 frank. Eene som van ongeveer 405 millioen werd ter beschikking gesteld van de Nationale Maatschappij der Goedkoope Woningen en Woonvertrekken, dank zij dewelke, de lokale Maatschappij tot op dit oogenblik 23,800 huizen hebben kunnen doen bouwen en ongebouwde terreinen verwerven, waarvan de waarde op 20 millioen wordt geschat.

Daarenboven werden 133 hectaren domeingoederen aangekocht die voor het meerendeel beboscht zijn.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

Dit Departement heeft het Opvoedingsgesticht van den Staat te Saint-Servais doen optrekken. Gronden werden voor verscheidene uitbreidingsdoeleinden aangekocht.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Dit Departement heeft een onroerend goed te Brussel aangekocht, 6 hotels in den vreemde voor ambassade, gezantschap of consulaat en heeft de gedeeltelijke betaling gedaan van het gebouw der ambassade van België te Washington.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
EN VOLKSGEZONDHEID.**

Aanzienlijke werken van opvang en aanpassing werden volbracht aan de badplaats Spa. Zoo ook werden werken van opvang en aanvoer der bovenbronnen van de Néblon begonnen en ieverig voortgezet.

MINISTERIE VAN KUNSTEN EN WETENSCHAPPEN.

Dit Departement heeft een onroerend goed verworven voor de Hoogeschool van Gent. Het doet overgaan tot den aanbouw van acht normaalscholen. Bovendien werden tegemoetkomingen verleend ten beloope van 13 miljoen voor den opbouw en de uitrusting van lagere scholen.

Belangrijke vergrootingen werden verwezenlijkt in de schoolgebouwen van den Staat.

**MINISTERIE VAN NIJVERHEID,
ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG.**

Eene som van 29 miljoen werd uitgegeven, na aftrek van de te gelde makingen voor den opbouw en de uitrusting der koelentrepots van den Staat.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

Dit Departement is overgegaan tot de verwerving van onroerende goederen en terreinen waarvan de lijst volgt :

9 bestemd tot kazernen, 10 tot depots, 2 exerceerpleinen, 4 schietbanen, 6 voor den gezondheidsdienst, 2 pupillenscholen, 1 bakkerij, 2 voedermagazijnen, 6 garnizoennissen en Stafbureelen en meerdere andere onroerende goederen.

Eene som van 10,800,000 frank werd besteed aan de verwerving van gronden bestemd tot vliegvelden.

De volgende gebouwen werden opgericht :

7 kazernen, 7 depots, 4 schietbanen en 4 onroerende goederen met verscheidene bestemmingen.

18,200,000 frank werden gewijd aan constructies op de vliegvelden ;

29,000,000 frank aan vergrootingen en verbeteringen van kazernen ;

15,600,000 frank aan vergrootingen en inrichtingen van parken ;

15,000,000 frank voor het passend inrichten der kampen van Beverloo, Brassaet en Elsenborn ;

6 vergrootingen en inrichtingen van gasthuizen werden voltrokken alsmede ;

10 inrichtingen en opbouwingen van magazijnen.

Daarenboven werd eene fabriek van schoeisels te Thielt en een atelier van confecties van militaire kleedijen te Rouselaere verworven en geameneerd.

Eene som van 180,200,000 frank werd besteed aan de verwerving van materiëel voor alle wapens, waarvan 144,000,000 frank aan artilleriemateriëel.

MINISTERIE VAN KOLONIËN.

België heeft aan de Kolonie met het oog op hare toerusting tot in 1924 inbegrepen, vier voorschotten gedaan van 15,000,000 frank ieder. Deze jaarlijksche voorschotten zijn voorzien tot in 1930.

BIJLAGE VI.

Uitgaven door België gedaan en op het debet van Duitschland gebracht.

Rekening op 30 Juni 1924 afgesloten.

	Uitgaven in geldspecie.	Overname van lasten.	Betaling met titels.	Verschillende.	TOTAAL.
I. — FINANCIEELE SCHADE :					
a) Oorlogsschattingen. — Interprovinciale leening. — Kapitaal . . .	»	2.280.000.000	»	»	2.280.000.000
Interesten tijdens de bezetting op de Belgische begrotingen aangerekend	43.000.000	»	»	»	43.000.000
Interesten tot aan de overname door den Staat betaald en bij het kapitaal gevoegd	»	67.800.000	»	»	67.800.000
Interesten sedert dien datum en tot op 30 Juni 1924 betaald	641.410.000	»	»	»	641.410.000
b) Financiële schade der gemeenten door den Staat overgenomen . .	»	338.100.000	»	»	338.100.000
Interesten door den Staat betaald sedert de overname	76.480.000	»	»	»	76.480.000
Interesten der leeningen door den Staat aangegaan voor de verhaaltbare uitgaven	1.322.160.000	»	»	»	1.322.160.000
Interesten der titels van oorlogsschade op 30 Juni 1924 vervallen .	701.890.000	»	»	»	701.890.000
Dienst van de leeningen der verwoeste gewesten	313.590.000	»	»	»	313.590.000
II. — SCHADE AAN HET OPENBAAR DOMEIN :					
1 ^o Staatsspoorwegen :					
a) Wegen en werken	631.400.000	»	»	»	631.400.000
b) Trekdienst en materieel . . .	1.739.100.000	»	»	»	1.739.100.000
Materieel van den wapenstilstand : 391.780.000 goudmark (1) :	»	»	»	519.300.000	519.300.000
c) Electriciteitsdienst	17.700.000	»	»	»	17.700.000
d) Zeewezen	32.400.000	»	»	»	32.400.000
2 ^o Vergunde spoorwegen	31.600.000	»	27.700.000	»	59.300.000
3 ^o Buurtspoorwegen	300.000.000	»	»	»	300.000.000
4 ^o Telegrafen en Telefonen	187.300.000	»	»	»	187.300.000
5 ^o Posterijen	4.100.000	»	»	»	4.100.000
OVER TE DRAGEN . . . fr.	6.042.130.000	2.685.900.000	27.700.000	519.300.000	9.275.030.000

(1) Deze cijfers werden gewijzigd ingevolge de door de Commissie van Herstel gedane definitieve raming.

	Uitgaven in geldspecie.	Overname van lasten.	Betaling met titels.	Verschillende.	TOTAAL.
OVERDRACHT.	6,042,130,900	2,685,900 000	27,700,000	519,300,000	9,275,030,000
6° Bevaarbare waterwegen.	130,200,000	»	»	»	130,200,000
7° Havens.	94,500,000	»	»	»	94,500 000
8° { Wegenis van den Staat	85,500,000	»	»	»	85,500 000
{ Wegenis der gemeenten	75,400,000	»	»	»	75,400,000
9° Andere schade aan het Staats- domein	117,400 000	»	»	»	117,400,000
III. — SCHADE AAN PRIVATE GOE- DEREN :					
1° Vonnissen der rechtbanken voor oorlogsschade en bestuurlijke voorschotten	3,473,000,000	»	2,817,500,000	»	6,290,500,000
2° Werken van wederopbouw recht- streeks door den Staat uitge- voerd	1,182,300,000	»	»	»	1,182,300 000
3° Landbouwherstel.	235,100,000	»	»	»	235,100,000
4° Algemeene onkosten van den we- deropbouw	445,000,000	»	»	»	445,000,000
IV. — SCHADE AAN PERSONEN :					
1° Burgerlijke slachtoffers :					
Begrooting van Economische Zaken.	380,800 000	»	»	»	380 800,000
Begrooting der Openbare Schuld	80,100,000	»	»	»	80,100,000
2° Militaire slachtoffers :					
Begrooting van Landsverdedi- ging	543,900,000	»	»	»	543,900 000
Begrooting der Openbare Schuld	21,900,000	»	»	»	21 900,000
3° Nationaal Werk voor Oorlogsinva- liden.	27,200,000	»	»	»	27,200,000
	12,954,430,000	2,685,900,000	2,845 200,000	519 300,000	19 004,830,000
Kosten der bezettingslegers	726,200,000	»	»	»	726,200,000
	13,680,630,000	»	»	ALGEMEEN TOTAAL	19,731,030,000
VOOR MEMORIE :					
Uitgaven gedaan vóór den wapen- stilstand :					
Hulpverlening aan de krijgsgewan- genen.	250,000,000	»	»	»	250,000,000
Toelagen aan de gezinnen der gemo- biliseerden	738 000,000	»	»	»	738,000,000
TOTAAL. . . . fr.	14 668,630,000	2,685,900 000	2,845,200 000	519.300,000	20 719,030,000

BIJLAGE VII.

Stand van het herstel der oorlogsschade van België.

I. — OPENBAAR DOMEIN.

Wij zegden dus dat het herstel van het openbaar domein op 30 Juni laatstleden eene uitgave van 3,993,600,000 frank heeft veroorzaakt.

Die uitgave werd schier uitsluitend door de Departementen van Spoorwegen en van Openbare Werken gedaan.

A. — MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

1^o Beheer van Staatsspoorwegen :

1,100 kilometer banen waren gansch vernield en 400 kilometer gedeeltelijk. 419 kunstwerken waren afgebroken waarvan 350 bruggen en een tunnel. Dit alles is thans hersteld.

359 stations en werkhuizen waren onbereikbaar en de voornaamste rangeerstations van het net waren vernield. Het grootste deel er van is wederopgebouwd en voorloopige barakken werden opgetrokken daar waar de wederopbouw niet ten volle kon geschieden.

Gansrh de seininrichting, die ontredderd was, werd heringericht.

Bijna al de werkhuizen en stelplaatsen waren vernield of beschadigd. Zij zijn hersteld.

Van de 4,370 locomotieven welke vóór den oorlog bestonden, bleven er 1,700 over, waarvan 70 t. h. onbruikbaar waren. De getalsterkte van de locomotieven is op peil gebracht.

Van de 8,000 reizigersrijtuigen en van de 94,000 wagens van vóór den oorlog bleven iets meer dan 1,000 rijtuigen en 33,000 wagens bruikbaar. De getalsterkte van de wagens en rijtuigen is gansch aangevuld.

Twee werkplaatsen voor voortbrenging van electrische drijfkracht waren vernield. Zij werden vervangen door transformatiecabiënen. Elf gebouwen dienende tot het voortbrengen en tot het transformeeren van de electrische kracht waren vernield. Zij zijn hersteld.

Vier werkplaatsen voor samenpersing van gas waren vernield of buiten dienst gesteld. Zij werden vervangen door acht samenpersingsposten.

Op 100 vernielde of ontredderde electrische inrichtingen werden er 94 hersteld. 650 dynamo's, motoren of machines van verschillende aard waren weggenomen. Zij werden vervangen.

Aanzienlijke hoeveelheden voorraad en toerusting en 24 gasbakwagens waren verdwenen. Alles is vervangen.

De door den dienst van Wegen en Werken gedane herstellingen hebben 631 millioen gekost, de vervanging en herstelling van het materieel 1,739 millioen, de electriciteitsdiensten 17 millioen.

2° Buurtspoorwegen :

De toestand is niet minder belangwekkend voor ons buurtspoorwegennet.

Tijdens de bezetting hadden de Duitschers 1,700 kilometer banen weggenomen en 400 kilometer waren gedurende de gevechten vernield of beschadigd. Het opnieuw aanleggen van bijna al de banen is voltrokken.

59 depotinrichtingen welke gansch vernield of erg beschadigd waren, werden herbouwd of hersteld. 15 stationsgebouwen werden insgelijks hersteld. Tijdelijke inrichtingen werden op negen plaatsen tot stand gebracht ter vervanging van vernielde depots of werkhuizen.

26 bruggen werden wederopgebouwd of hersteld. 11 voorloopige bruggen werden geslagen, 10 bruggen werden geschikt gemaakt in afwachting van hunnen wederopbouw.

60 locomotieven, 197 rijtuigen, 35 pakwagens, 505 wagens, welke verdwenen waren, werden vervangen. 527 locomotieven, 1,315 rijtuigen, 245 pakwagens, 4,848 wagens, 297 motorspoorwagens en gesleepte wagens voor elektrische banen werden hersteld en terug in dienst gebracht.

Hetzelfde is geschied met twee onderstations voor transformatie en 65 kilometer elektrische baantoerusting.

De gedane uitgaven bereiken ongeveer 300 millioen.

3° Beheer van Zeewezen :

Het gansch vernielde depot van Oostende werd herbouwd alsmede verscheidene andere gebouwen.

Ter vervanging van tijdens den oorlog vernield materieel werden aangekocht : 1 pakketboot, 2 vuurschepen, 1 wachtschip voor de visscherij, 2 stoombooten, 3 motorbootjes, 7 reddingsbootjes, 2 pontons, 42 rivierboeien, enz.

Het gezamenlijke van die werken en aankopen vergde 32 millioen.

4° Beheer van Posterijen :

19 gebouwen waren vernield of erg beschadigd. 13 zijn practisch hersteld. 19 postrijtuigen waren vernield of verdwenen. Zij werden vervangen.

De uitgave beliep 4 millioen.

5° Beheer van Telegrafen :

Onze 45,085 kilometer telegraphische lijnen waren bijna gansch vernield. Zij zijn thans hersteld.

6° Beheer van Telefonen :

Onze 282 centrale kantoren waarbij 55,700 abonneenten waren aangesloten, onze 302 openbare kantoren en onze 20,000 kilometer interstedelijke en internationale telefoonkringen waren practisch onbruikbaar en grootendeels vernield.

Thans is alles hersteld. Onze totale toerusting inzake telefonische kringen is nu trouwens omvangrijker dan vóór den oorlog.

Het herstellen van het telefonisch en telegrafisch net heeft 187 miljoen gekost.

B. — MINISTERIE VAN LANDBOUW EN VAN OPENBARE WERKEN.

I. — Diensten van den Landbouw.

Het Departement van Landbouw hield zich onledig met het herstel van de domeinwouden.

De domeingedeelten der wouden van Houthulst en van Zonnebeke (150 hectaren), welke volkomen vernield waren, werden genivelleerd en opnieuw beboscht.

3,000 hectaren hoogstammighout, door de Duitschers in de overige domeinbosschen geveld, werden opnieuw beplant voor de twee derden. Er blijven nog slechts ongeveer 1,000 hectaren te herstellen.

II. — Diensten der Openbare Werken.

1^o Waterwegen :

Bij het sluiten van den wapenstilstand was de scheepvaart onmogelijk op ongeveer 600 kilometer bevaarbare waterloopen, ingevolge vernieling van de sluizen en bruggen waarvan de overblijfsels de passen belemmerden, en ook wegens het stranden van vaartuigen en het storten van allerlei materialen.

Het getal vernielde sluizen bereikte 58 en dat der bruggen, welke van den dienst der Waterwegen afhangen, 227.

Behoudens op de vaart van de Leie naar de Yperlée (welke overigens in 1914 niet voor de scheepvaart open was) en op een gedeelte van de vaart van Yper naar den Yzer, werd de scheepvaart in normale voorwaarden hersteld.

Al de sluizen zijn hersteld of herbouwd, behalve die van de twee voornoemde vaarten.

Eveneens werden er van de 227 vorengezegde bruggen, 221 definitief herbouwd of door half-bestendige werken vervangen.

Om aan de waterwegen en de havens hunne bestemming terug te schenken, moesten bovendien tal van wrakken, welke dezelve belemmerden, opgeruimd worden; voornamelijk dienen te dien opzichte aangestipt de Engelsche kruisers die tijdens de aanvallen op Oostende en Zeebrugge naar den kelder gingen.

Daarenboven moest gansch de haven van Nieupoort herbouwd en moesten belangrijke herstellingswerken gedaan worden ter havens van Zeebrugge en Oostende.

Insgelijks werd overgegaan tot de herstelling van een groot deel der steenbekleding van het zeestrand en van de dijken aan de kust, tot het herbouwen van de vuurtorens te Oostende en te Nieupoort, van de dienstgebouwen en van verschillende sluis- en brugwachtershuizen welke tijdens de vijandelikheden werden beschadigd of vernield.

Het gezamenlijke der herstellingswerken van de havens en de bevaarbare waterloopen heeft 224 miljoen gekost.

2° *Wegen van den Staat :*

Het Bestuur der wegen herstelde ongeveer 1,500 kilometer door den oorlog beschadigde of vernielde wegen en het heeft 79 van de 124 kunstwerken van eenig belang welke tijdens den oorlog in de van dat bestuur afhangende diensten werden vernield, hersteld. Die werken vorderden eene uitgave van 160 millioen.

3° *Burgerlijke gebouwen :*

Bepalen wij ons tot het vermelden van de herstelling der burgerlijke gebouwen, namelijk van het Jubelpaleis, van de Justitiepaleizen te Brussel en te Luik, van verscheidene hotels der Gouverneurs te Brussel en in de provincie, van sommige normaalscholen waarvan het onderhoud aan het Departement van Openbare Werken is opgelegd, van de ministerieele hotels te Brussel, van het koninklijk châtelet te Oostende, van de lokalen van den Senaat, van het Observatorium te Ukkel, van de veeartsenijkundige school te Cureghem en van verschillende burgerlijke gebouwen te Brussel en in provincie.

4° *Kazerneering van de gendarmerie :*

De bevoegde dienst heeft 250 kasernen terug bewoonbaar gemaakt en 20 tijdens den oorlog vernielde kasernen herbouwd. Hij heeft bovendien het tijdens de bezetting uit de gendarmeriekasernen weggenomen mobilair vervangen.

C. — ANDERE MINISTERIES.

Bepalen wij ons er toe als uitgave, welke aanzienlijk genoeg is om in deze bondige opgave te worden opgenomen, aan te stippen de werken gedaan voor rekening van de Ministeries van Wetenschappen en Kunsten en van Landsverdediging.

Veertien normaalscholen werden hersteld en aanzienlijke werken moesten aan de Hoogescholen te Gent en te Luik gedaan worden.

Het Ministerie van Landsverdediging herstelde 22 kasernen en 7 militaire inrichtingen en doet herstellingswerken uitvoeren aan 59 kasernen en 36 inrichtingen. Dergelijke werken werden in het kamp van Beyerloo gedaan.

Het gezamenlijke van de herstellingen aan het openbaar Staatsdomein, waarvoor geen bijzonder cijfer is vermeld (t. t. z. namelijk de gebouwen en de openbare domeinen van den Staat) heeft 117 millioen gekost.

II. — PRIVAAT DOMEIN.

De herstelling van het privaat domein is het werk van de Departementen van Economische Zaken en van Landbouw en van Openbare Werken.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.

100,000 woningen waren vernield of zwaar beschadigd.

Op 31 December 1923 waren :

- 42,000 huizen herbouwd of hersteld door middel van de door de rechtbanken voor oorlogsschade verleende vergoedingen;
- 18,000 woningen herbouwd en hersteld volgens het stelsel van de bestuurlijke voorschotten;
- 9,500 huizen rechtstreeks door den Staat wederopgebouwd;
- 3,250 definitieve of half-definitieve goedkoope woningen opgetrokken door middel van door den Staat verleende premiën;
- 1,150 huizen, verschillende arbeiderswijken of tuinwijken uitmakende, gebouwd in de verwoeste gewesten.

Hetzij te zamen : 73,900 woningen.

Op 30 Augustus 1924 waren er :

33,073 huizen herbouwd door den Staat,

60,000 door het privaat initiatief.

Het totaal der herbouwde huizen belooft dus op dat tijdstip 93.073.

Men mag niet uit het oog verliezen dat, behalve die cijfers, het Koning Albert-fonds meer dan 12,000 voorloopige gebouwen van allen aard had opgetrokken. Het algemeen totaal van de verschillende gebouwen en herstellingen bereikt thans aldus meer dan 105,000.

Het is moeilijker nauwkeurige cijfers te verstrekken nopens de werken in zake nijverheidsherstel. Wij zullen ons er toe bepalen aan te stippen dat de Nationale Maatschappij voor crediet aan de nijverheid voor meer dan 2 milliard voorschotten heeft verleend op titels van oorlogsschade aan de nijverheids- en handelsinrichtingen van groote en gemiddelde belangrijkheid.

De wederopbouw van het particulier domein (met inbegrip van dat van provinciën, van gemeenten en van openbare instellingen) heeft 3,993 millioen gekost.

MINISTERIE VAN LANDBOUW EN VAN OPENBARE WERKEN.

Het Departement van Landbouw deed onder zijne leiding en onder het toezicht van zijne diensten 19,750 hectaren verwoeste gronden herstellen. Die werken hebben 90,000,000 frank gekost, hetzij 4,500 frank per hectare.

Dit Departement heeft met talrijke belanghebbenden overeenkomsten gesloten in zake de nivelleering bestemd om het gebruik van landbouwwerktuigen op de verwoeste gronden mogelijk te maken. Die overeenkomsten zijn 19,600 in getal en betreffen eene totale herstellde oppervlakte van 26,500 hectaren. Hun totaal bedrag bereikt de som van 64,800,000 frank.

Bovendien werden aan meer dan 39,000 inwoners betalingen gedaan wegens verrichte werken, waarvan het totaal 20 millioen overtreft.

Bijna onmiddellijk na den wapenstilstand heeft het Departement het doelmatig herstel van die gronden aangemoedigd door het toekennen van meer dan 8 millioen premiën.

Mits eene uitgave van ongeveer 175 millioen werden bijna al de verwoeste landbouwgronden, hetzij 87,000 hectaren, hersteld in hun vóóroorlogschon staat van vruchtbaarheid.

Het Departement is eveneens opgetreden ter aanmoediging van het aanleggen

van fruitbeplantingen. 140 boomgaarden, met eene oppervlakte van ongeveer 120 hectaren, kwamen aldus tot stand.

In Duitschland heeft het Departement ingezameld :

111,200 stuks pluimgedierte;

46,900 stuks dieren van het schapenras;

9,400 stuks dieren van het geitenras;

73,600 stuks rundvee;

2,700 bijenkorven;

en 27,600 paarden.

Met het oog op het herstel van den veestapel na den wapenstilstand heeft het Ministerie van Landbouw 21,400 paarden en 10,100 muilezels aangekocht en terug verkocht. Hetzelfde deed het met 2,800 runderen, 400 schapen, 118 geiten en 99 varkens.

III. — SCHADE AAN PERSONEN.

Eenige cijfers betreffende de schade aan de personen zullen deze uiteenzetting met nut aanvullen.

Het Departement van Landsverdediging houdt zich onledig met de weduwen en weezen van militairen, alsook met de militaire invaliden.

Tot de bevoegdheid van het Departement van Economische Zaken behooren de quaesties in verband met de wet op het herstel der schade aan burgerlijke slachtoffers van den oorlog.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

Invalideitspensioenen werden toegekend aan 4,600 officieren en 43,458 ondergeschikte militairen. Bovendien werden pensioenen, gaande van 3,600 tot 7,200 frank, verleend aan 1,912 invaliden 100 t. h., waaraan insgelijks een superpensioen van 30 t. h. werd toegestaan. 56,690 pensioenverhoogingen wegens kinderen werden verleend. 10,883 weduwen en weezen genieten een pensioen en 10,626 kinderen eene pensioenverhoging van 300 frank per kind. 22,235 bloedverwanten in opgaande linie genieten eene veranderlijke toelage en 8,675 bloedverwanten in opgaande linie, welke minstens 60 jaar oud zijn ofwel gebrekkelijk zijn, ontvangen een aanvullende vergoeding.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN.

Invalideitspensioenen werden verleend aan 11,700 burgerlijke slachtoffers van den oorlog, waarvan 5,900 gepensionneerd op voet van 2,800 frank 's jaars, wegens 100 t. h. invaliditeit, en 5,800 op voet van 3,600 frank. Die pensioenen worden verhoogd wegens het bestaan van meer dan 5,700 kinderen. Pensioenen wegens overleden burgerlijke slachtoffers werden toegekend aan meer dan 8,000 echtgenooten, 12,600 bloedverwanten in opgaande linie, 9,900 weezen en broeders en zusters, 't zij te zamen 30,700 personen.

INHOUDSTAFEL

	Bladz.
Voorwoord :	
Er is geen Begrooting der Proviandeering meer. — De Spoorwegen verwerven zelfstandigheid	1
Verdeeling der Begrootingen tusschen de Kamer en den Senaat	2
Eenige Begrooting. — Veelvoudige Begrootingen	3
Kenmerken van de Begrooting over 1925 :	
Wij zijn tot den vooroorlogischen toestand teruggekeerd	3
Waar komen wij vandaan	3
Onze Begrooting staat in evenwicht.	4
De Gewone Begrootingen :	
Hunne balans.	5
De Begrooting van 's Lands Middelen :	
Zij bereikt 4 milliard 268 miljoen ontvangsten.	5
Het is noodig de in Juni lt. ingediende belastingontwerpen tot wet te verheffen.	6
Voortaan zullen geen nieuwe belastingen meer noodig zijn	6
De krachtsinspanning van den Belgischen lastenbetaler moet in een helder daglicht gesteld worden.	7
Onze belastingen zijn tiernaal hooger dan vóór den oorlog	8
Hoeveel de fiscale ontvangsten sedert den oorlog gestegen zijn	9
Onze ontvangsten hebben steeds de voorzieningen overtroffen	9
In hoever de vermindering van koopkracht van den frank bijgedragen heeft tot de verhooging van het nominaal bedrag onzer belastingen	10
De fiscale lasten zijn zwaarder in het buitenland dan bij ons.	11
Het is in België dat de gedane krachtsinspanning het verdienstelijkst is	12
Vóór den oorlog waren onze belastingen de minst drukkende van Europa	13
Het totaal van 's Lands Middelen	14
Stijging van 's Lands Middelen	14
Gewone uitgaven :	
Hun bedrag	15
Invloed van de herziening en van de verhooging der wedden en der pensioenen.	15
De Beheersbegrootingen :	
Voorwaarden die geleid hebben tot hunne bewerking.	16
Het is onmogelijk op onbearbeide manier het bedrag der uitgaven van een jaar met dat van een ander te vergelijken	16

	Bladz.
De Beheersuitgaven bereiken 1,616 millioen zonder rekening te houden met de perequatie	17
Wet de Beheersuitgaven omvatten	19
Welk is de oorsprong van gemelde credietvermeerderingen	20
De uitzonderlijke uitgaven	20
Inkrimping van het aantal ambtenaren	21
De mogelijkheden om de uitgaven te besnoeien	23
Vóór den oorlog zijn de uitgaven van den Staat aanhoudend gestegen	24
Onze beheersbegrotingen vergeleken met die van andere landen	24
 De Begrooting der Openbare Schuld :	
Vroeger kwam zij op de gewone en in de verhaalbare uitgaven voor	26
Voortaan komen de lasten van de herstelschuld op de gewone voor	27
In hoofdsom is de progressie van onze Openbare Schuld zeer gevoelig verminderd	28
De verhooging onzer Schuld in verband met nieuwe behoeften bedraagt slechts 142 millioen	29
Vergelijking van onze Schuld met die der andere landen	31
De cijfers weerleggen sommige ongerechtvaardigde aanvallen op ons crediet	32
 Lasten der schuld :	
De lasten der schuld en der pensioenen zijn sedert één jaar met 43 millioen gestegen	32
Waarom de last der oorlogspensioenen met 28 millioen verminderd is	33
Waarom zijn de lasten der eigenlijk gezegde schuld met 71 millioen gestegen	34
De te volgen politiek	35
Wat in de volgende jaren nog af te leggen is	36
 Begrooting der onwaarden en der terugbetalingen	 38
Uitslagen van de gewone begrooting	39
 De Begrooting der buitengewone ontvangsten en uitgaven :	
Geen nieuwe leeningen meer ten ware voor vruchtbare uitgaven	40
De leeningen aangegaan om de uitgaven van toerusting te financieren, zijn gewettigd	40
Engeland ook leent voor hare Buitengewone Begrooting	41
Vermindering van het bedrag onzer Buitengewone Begrootingen	43
Uitslag van de Buitengewone begrooting	44
De buitengewone ontvangsten bereiken 110 millioen	46
De Buitengewone begrooting over 1925 is matiger dan die over 1924	47
 De Begrooting der verhaalbare uitgaven :	
Ontvangsten	48
De Belgische voorrang	49
Het Dawes-plan	49
De vergadering van de Ministers van Financiën	52

	Bladz.
Uitgaven	52
Wat wij aan Duitschland verschoten hebben	55
Wat te herstellen blijft	56
De Begrootingen der Beheeren van Zeewezen, Posterijen en Telegrafen :	
De exploitatie-uitgaven zijn lager dan in 1924	57
De exploitatie-ontvangsten zijn hooger dan in 1924	58
Over 't geheel zijn de Begrootingen van de Regieën in boni	58
Invloed van de herziening der wedden	59
Buitengewone uitgaven	59
Samenvatting der begrootingsvoorstellen over 1925 met hun uitslagen.	60
Begrooting van het Beheer van Spoorwegen	61
Gevolgtrekkingen :	
Het begrootingsevenwicht is onontbeerlijk	62
De eerste naoorlogsche Begrootingen waren onjuist	63
De eerste naoorlogsche Begrootingen zaten slecht in elkander	63
De stadiën van de begrootingssancering	64
Stijging der ontvangsten. — Besnoeiing der uitgaven	66
Ons streven zal ten slotte lukken.	68
BIJLAGE I. — Begrooting van 's Lands middelen : schommelingen in meer of in minder vergeleken met 1924	71
BIJLAGE II. — Sedert den wapenstilstand gestemde fiscale wetten	76
BIJLAGE III. — Statistiek van het personeel dat uit de Staatskas trekt, het personeel der Regieën (Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen) niet inbegrepen	79
BIJLAGE IV. — Voornaamste sedert den wapenstilstand gestemde wetten houdende vermeerdering der jaarlijksche en bestendige lasten van den Staat, en die terugslag hebben op de gewone Begrooting van 1925	81
BIJLAGE V. — Uitzonderlijke uitgaven	86
BIJLAGE VI. — Uitgaven door België gedaan en op het debet van Duitschland gebracht.	91
BIJLAGE VII. — Stand van het herstel der oorlogsschade van België	93

10°